
3 1761 06380506 3

LE

CAPITAL DE KARL MARX

DU MÊME AUTEUR

Biographie du citoyen Émile Acollas, brochure, imprimerie Chaix, 1876.

Blanqui libre, brochure, 1878.

Cours d'Économie sociale, *l'Évolution du capital*, cinq brochures : 1° Genèse du capital, 2° Formation du prolétariat, 3° Coopération et manufacture, 4° Machinisme et grande industrie, 5° Fin du capital. Paris. 1884. Bibliothèque du Parti ouvrier français, et de la « Volks-drukkerÿ » de Gand.

L'Anarchisme, brochure. Paris, 1885. Bibliothèque du Parti ouvrier français.

Philosophie du Socialisme, brochure. Paris, 1886. Bibliothèque du Parti ouvrier français.

Gracchus Babeuf et la Conjuration des Égaux, broch. Zurich, 1887. Librairie du « Vorwärts », Berlin.

La Femme et l'Amour d'après H. de BALZAC. 1 vol. in-18. Paris, 1888. Calmann-Lévy, éditeurs.

Notes sur le Développement du Langage, brochure. Paris, 1891. J. Maisonneuve, éditeur.

Principes socialistes, 1 vol. in-18. Paris, 1896. V. Giard et E. Brière, éditeurs.

Socialisme et Propriété, brochure. Paris, 1897, édition de *La Petite République*.

Thermidor et Directoire, 1 vol. in-4°. Paris, 1904. Jules Rouff, éditeur.

L'Entente, la Grèce et la Bulgarie, 1 vol. in-8°. Paris, 1919. E. Figuière, éditeur.

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

LE CAPITAL

DE

KARL MARX

RÉSUMÉ ET ACCOMPAGNÉ D'UN

APERÇU SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE

PAR

GABRIEL DEVILLE

PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

PRÉFACE

C'est par l'étude, c'est par l'observation de la nature des choses et des êtres, que l'homme, conscient de leurs effets, peut se rendre de plus en plus maître de son propre mouvement.

Avant de coordonner des idées et de saisir leurs rapports divers, l'homme a agi; cela est vrai, que l'on considère l'enfance de l'individu ou de l'espèce. Mais ce n'est qu'à partir du moment où elle est subordonnée à la pensée réfléchie, que l'action cesse d'être incohérente pour devenir réellement et rapidement efficace. Et il en est de l'action révolutionnaire comme de tout autre genre d'action : elle doit avoir pour guide la science, si on ne veut pas qu'elle se stérilise en efforts puérils.

En quelque matière que ce soit, soutenir que la science est inutile ou que l'étude a fait son temps, ne saurait être qu'un mauvais prétexte pour se dispenser d'étudier ou pour tâcher d'excuser une ignorance persistante.

L'étude de la vie sociale ne modifiera évidemment pas à elle seule la forme sociale, et ne fournira pas, élaborés dans les moindres détails, les plan, coupe et élévation d'une société nouvelle; mais elle nous dévoilera les éléments constitutifs de la société pré-

sente, leurs combinaisons intimes et, avec leurs tendances, la loi qui préside à leur évolution. Cette connaissance mettra à même, non pas « d'abolir par des décrets les phases du développement naturel de la société moderne, mais d'abréger la période de la gestation et d'adoucir les maux de leur enfantement ».

En menant à bien l'étude de la société, Karl Marx n'a pas prétendu être le créateur d'une science inconnue avant lui. Ainsi que le prouvent les nombreuses notes de son ouvrage, il s'est, au contraire, appuyé sur les travaux des économistes qui l'ont précédé, et a eu à cœur de rappeler pour chaque constatation celui qui le premier l'a formulée. Seulement, nul plus que lui n'a contribué à dégager de leur analyse la véritable signification des phénomènes sociaux ; nul, par conséquent, n'a plus fait pour l'émancipation ouvrière, pour l'émancipation humaine.

Eh ! sans doute, d'autres, avant lui, avaient senti les injustices sociales et s'en étaient indignés; nombreux sont ceux qui, rêvant de porter remède à ces iniquités, ont jeté sur le papier des projets de réformes admirables. Mus par une générosité louable, ayant presque toujours une perception très nette des souffrances de la masse, ils critiquaient, avec autant de justesse que d'éloquence, l'ordre existant. Mais, n'ayant pas une notion précise de ses causes et de son devenir, ils bâtissaient des sociétés modèles dont le caractère chimérique n'était en rien atténué par quelques rares intuitions exactes. S'ils avaient le bonheur universel pour mobile, ils n'avaient pas la réalité pour guide.

Dans leurs projets de rénovation sociale, ils ne tenaient plus compte des faits, prétendant avoir recours aux seules lumières de la raison, comme si la raison, qui n'est que la coordination et la générali-

sation des idées fournies par l'expérience, pouvait être par elle-même une source de connaissances extérieures et supérieures aux modifications cérébrales des impressions externes.

En un mot, c'étaient des métaphysiciens, ainsi que le sont à cette heure les anarchistes. Au lieu de raisonner en partant de la réalité, ils prêtent tous la réalité aux fictions nées de leur idéal particulier de justice absolue.

Trouvant, au point de vue spéculatif, que le plus agréable de tous les régimes sociaux serait celui où s'épanouirait la diffusion sans limites des volontés individuelles étant à elles-mêmes leur unique loi, les anarchistes parlent de la réaliser, sans s'inquiéter de savoir si les nécessités économiques permettent de l'établir. Ils ne se doutent pas du caractère rétrograde de l'individualisme à outrance, de l'autonomie illimitée, qui est le fond de l'anarchisme.

Dans les divers ordres de faits, l'évolution s'opère invariablement par le passage d'une forme incohérente à une forme de plus en plus cohérente, d'un état diffus à un état concentré ; et, à mesure que devient plus grande la concentration des parties, leur dépendance réciproque augmente, c'est-à-dire que, de plus en plus, elles ne peuvent étendre leur activité propre sans le secours des autres. C'est là une vérité générale que les anarchistes ne soupçonnent pas. Pauvres gens qui ont la prétention de voir plus loin que tous, mais qui ne s'aperçoivent pas qu'ils marchent à reculons.

A toutes ces conceptions fantaisistes, quoique plus ou moins bien intentionnées, Marx a, le premier, substitué l'étude des phénomènes sociaux basée sur la seule conception réelle, sur la conception matérialiste. Il n'a pas préconisé un système plus ou moins parfait au point de vue subjectif, il a scrupuleuse-

ment examiné les faits, groupé les résultats de ses recherches et tiré la conclusion, qui a été l'explication scientifique de la marche historique de l'humanité et, en particulier, de la période capitaliste que nous traversons.

L'histoire, a-t-il exposé, n'est que l'histoire de la guerre des classes. La division de la société en classes, qui apparaît avec la vie sociale de l'homme, repose sur des rapports économiques, maintenus par la force, d'après lesquels les uns réussissent à se décharger sur les autres de la nécessité naturelle du travail.

Ce sont les intérêts matériels qui ont toujours motivé la lutte incessante des classes privilégiées, soit entre elles, soit contre les classes inférieures aux dépens de qui elles vivent. Ce sont les conditions de la vie matérielle qui dominent l'homme, ce sont ces conditions, et par suite le mode de production, qui ont déterminé et détermineront les mœurs et les institutions sociales, économiques, politiques, juridiques, etc.

Dès qu'une partie de la société a accaparé les moyens de production, l'autre partie, à qui incombe le fardeau du travail, est obligée d'ajouter au temps de travail commandé par son propre entretien, un surplus, pour lequel elle ne reçoit aucun équivalent, destiné à entretenir et à enrichir les possesseurs des moyens de production. Comme soutireur de travail non payé qui, par la plus-value croissante dont il est la source, accumule tous les jours davantage dans les mains de la classe propriétaire les instruments de domination, le régime capitaliste dépasse en puissance tous les régimes antérieurs de travaux forcés.

Seulement, aujourd'hui, les conditions économiques que ce régime engendre, entravées dans leur

évolution naturelle par ce régime même, tendant fatalement à briser le moule capitaliste qui ne peut plus les contenir, et ces principes destructeurs sont les éléments de la société nouvelle.

La mission historique de la classe actuellement exploitée, du prolétariat, qu'organise et discipline le mécanisme même de la production capitaliste, est d'achever l'œuvre de destruction commencée par le développement des antagonismes sociaux. Il lui faut tout d'abord définitivement arracher à ses adversaires de classe, avec le pouvoir politique, la force par eux consacrée à conserver intacts leurs monopoles économiques.

Maître du pouvoir politique, il pourra, en procédant à la socialisation des moyens de production par l'expropriation des usurpateurs du travail d'autrui, supprimer la contradiction présente entre la production collective et l'appropriation privée capitaliste, réaliser l'universalisation du travail et l'abolition des classes.

Telle est l'esquisse sommaire de la théorie irréfutablement enseignée par Marx, et dont chacun est toujours soigneusement mis par lui à même d'apprécier le bien fondé.

La pensée n'étant que le reflet intellectuel du mouvement réel des choses, il ne s'est pas un instant écarté de la base matérielle, du phénomène extérieur; il n'a pas séparé l'homme des conditions de son existence. Il a observé, il a constaté, et la profondeur seule de son analyse a complété sa conception positive de l'ordre actuel par l'intelligence de la dissolution fatale de cet ordre.

J'ai tenté de mettre à la portée de tous, en la résumant, cette œuvre magistrale, malheureusement trop ignorée jusqu'à ce jour en France, ou défigurée. Et le public français étant, comme l'a écrit Marx, « toujours

impatient de conclure, avide de connaître le rapport des principes généraux avec les questions immédiates qui le passionnent », j'ai cru utile de faire précéder mon résumé d'un aperçu sur le socialisme scientifique.

Quant au résumé, entrepris sur l'obligeante invitation et sur les bienveillants encouragements de Karl Marx, il a été fait d'après l'édition française, dernière édition revue par l'auteur et la plus complète, la mort ne lui ayant pas laissé le temps de préparer la troisième édition allemande qu'il comptait donner et que va prochainement publier son ami dévoué, son digne collaborateur, celui qu'il a principalement chargé de la publication de ses œuvres, Fr. Engels.

G. D.

Paris, le 10 *août* 1883.

Post-scriptum. — Il m'aurait été possible dans cette nouvelle édition de faire les changements, les corrections que comporte plus ou moins tout ouvrage et que suggère toujours aux auteurs une étude plus complète de leur sujet. J'ai tenu, au contraire, tout en étant le premier à en connaître les imperfections, à ne pas changer un mot à mon *Aperçu sur le socialisme scientifique* qui reste textuellement ce qu'il était lorsque je l'ai publié il y a quatorze ans, et il était alors le résumé de mes articles de propagande socialiste pendant six années.

Je ne renie pas plus ce que j'ai écrit dans d'autres conditions d'âge et par suite de connaissance, que je n'hésite soit à déclarer que je ne l'écrirais plus tout à fait de même, soit à écrire différemment.

A l'âge où l'esprit d'imitation domine, j'ai pu moi aussi trop assimiler les événements à venir aux événements passés et croire à la nécessité de la violence, et il est vrai que, sur ce point notamment, j'ai modifié ma première façon de voir. Mais ce qu'ignorent la plupart de ceux qui me reprochent ce changement, c'est que, si je n'avais pas changé à cet égard, le marxiste que je

suis aurait pu être, à juste titre, accusé d'infidélité à l'orthodoxie marxiste telle qu'elle résulte, en particulier, de la préface d'Engels à l'ouvrage de Marx, *la Lutte des classes en France.*

La vérité est que je ne me suis préoccupé ni d'orthodoxie à respecter, ni de changement d'idée à éviter.

Je ne me suis pas préoccupé d'orthodoxie à respecter, parce que le fait d'être marxiste, c'est-à-dire de penser que c'est Marx qui a donné au socialisme moderne sa base scientifique, n'implique pas l'acceptation de parti pris de formules immuables : l'unique préoccupation doit être de s'adapter le plus exactement possible à la réalité changeante après avoir pénétré le sens de ses transformations.

Je ne me suis pas préoccupé d'éviter un changement, parce que le changement d'idée n'a en lui-même rien de répréhensible, et tous nous cherchons à le provoquer chez d'autres par notre propagande : il n'est qu'un résultat dont la cause est bonne ou mauvaise, selon que cette cause est l'adhésion à ce qui semble vrai ou l'intérêt personnel.

D'ailleurs, à ceux qui m'accusent d'avoir changé, je souhaite de n'avoir jamais changé plus que moi.

Républicain, je l'ai toujours été, je l'étais sous l'Empire, je le suis, dirais-je, de naissance, si cela ne prêtait à rire à ceux qui trouvent tout naturel d'être de naissance catholiques ou royalistes. Ne me contentant pas d'être vaguement socialiste, dès 1872 je me disais collectiviste et le mot n'était pas, je vous l'assure, d'un usage courant à cette époque; membre de l'Internationale qui devait disparaître cette même année, j'appartenais à la fraction marxiste de la célèbre association des travailleurs.

Je ne fais nulle difficulté d'avouer que, non seulement alors, mais même en 1877, quand je fus un de ceux qui commencèrent à propager par le journal la théorie collectiviste et marxiste, j'en connaissais à peine quelques rudiments : comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, nous apprenions le socialisme en même temps

que nous l'apprenions à nos lecteurs, et il est incontestable que nous nous sommes parfois trompés. Or je plaindrais celui qui, après avoir acquis la conviction qu'elle était erronée, persisterait dans une opinion pour la vanité puérile de ne pas paraître changer.

Jamais je n'ai cessé d'être, je suis toujours républicain, collectiviste et marxiste; seulement je crois savoir mieux que lorsque j'écrivais mon *Aperçu* comment il faut être collectiviste et marxiste. En fin de compte la tendance générale est restée la même, aussi puis-je considérer avec quelque fierté la force actuelle de ce mouvement socialiste dont j'ai été en France un des tout premiers initiateurs.

Mais puisqu'on se sert de mon *Aperçu* pour démontrer que j'ai changé relativement à la nécessité du recours à la violence, on devrait bien, en revanche, s'en servir pour constater que — contrairement à l'opinion qu'aiment à accréditer nos adversaires — nous n'avons pas changé au sujet de la petite propriété (voir plus loin pp. 24-25 et 59-60, par exemple) et que, dès le début, nous avons, conformément à notre règle générale de partir des faits, distingué entre nos prévisions sur la marche de l'évolution économique et nos réalisations toujours voulues conformes à l'évolution préalablement accomplie. Ici, comme dans beaucoup d'autres cas, nos adversaires qui n'ont guère en ce qui nous concerne le souci de la vérité, voient des changements à notre charge là où il n'y a que différence entre ce que nous disons et ce qu'ils nous prêtaient.

Quoi qu'il en soit, il y a des changements que je ne nie pas, au contraire; ces changements, je tiens si peu à les cacher que je me refuse à modifier le texte de ce que j'ai autrefois écrit. Aux lecteurs curieux de savoir dans quel esprit mon *Aperçu* devrait être corrigé pour concorder aujourd'hui avec ce que je pense, je me permettrai simplement de signaler le volume que j'ai publié sous le titre : *Principes socialistes.*

Paris, le 4 juin 1897.

APERÇU

SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE

I

COLLECTIVISME OU COMMUNISME

Il y a six ans, la classe ouvrière qui n'était pas encore remise de l'épouvantable saignée de 1871, avait abandonné la tradition révolutionnaire et n'attendait plus son affranchissement que des associations coopératives généralisées. Les mots *parti ouvrier* et *collectivisme*, aujourd'hui passés dans notre langue politique, étaient, peut-on dire, inconnus; les idées qu'ils représentent ne comptaient plus en France que de rares partisans, sans lien, sans possibilité d'action commune.

C'est le journal l'*Égalité*, fondé, à la fin de 1877, sur l'initiative de Jules Guesde et dirigé par lui, qui a seul donné l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel. Tel est le fait que ne réussiront pas à effacer les personnalités envieuses empressées à le masquer, ou tout au moins à l'amoindrir, ayant bien soin, dans leurs prétendues histoires, de cacher les dates qui ne laissent aucun doute à cet égard.

A ce moment, il y avait utilité à distinguer le communisme scientifique sorti de la savante critique de Marx, du vieux communisme utopique et sentimental

français. La même dénomination pour deux théories différentes aurait favorisé une confusion d'idées qu'il était essentiel d'éviter ; aussi avons-nous alors exclusivement employé le mot *collectivisme.*

Maintenant, nous écrivons collectivisme ou communisme indifféremment. Au point de vue de leur dérivation, ces deux termes sont également exacts; au point de vue usuel, ils ont les mêmes inconvénients. S'il y a eu un communisme dont nous devions nous distinguer, il y a des formes de collectivisme, les diverses contrefaçons belges par exemple, que nous répudions. L'important est de connaître non pas l'étiquette que chacun prend, mais ce que chacun met sous son étiquette.

II

LA TRANSFORMATION SOCIALE ET SES ÉLÉMENTS

A la suite d'une aventure galante qui s'est, paraît-il, passée quelques jours après la création du monde, l'homme a été condamné par Dieu à gagner son pain à la sueur de son front. Aujourd'hui que Dieu est en train de mourir sans postérité, n'ayant jamais su assurer l'exécution de son ordonnance, le socialisme se propose de ramener à l'observation de l'arrêt divin ceux qui, depuis trop longtemps, gagnent leur pain, avec beaucoup de beurre dessus, à la sueur du front des autres. Ce but peut-il être atteint ? Oui, par la socialisation des moyens de production à laquelle tend notre milieu économique.

Là où le travail fournit à peine ce qui est indispensable à la vie de tous, là où, dès lors, il absorbe presque tout le temps de chacun, la division de la

société en classes plus ou moins subdivisées, est fatale. Une minorité parvient par la violence et la fraude à s'exempter du travail directement productif, pour se consacrer à la direction des affaires, c'est-à-dire à l'exploitation de la majorité vouée au travail. Grâce à l'habitude, à la tradition, cette majorité en arrive à subir, sans résistance, une organisation qu'elle a fini par regarder comme naturelle, jusqu'au jour où cette organisation, ne répondant plus aux besoins de la société, est éliminée par une combinaison plus en rapport avec la nouvelle manière d'être de la production matérielle.

L'esclavage et le servage ont été conformes à la nature de la production. Ils ont disparu lorsque le degré de développement de la production a rendu le travail de l'homme libre plus utile que le travail de l'esclave ou du serf ; la justice et la fraternité n'ont été pour rien dans cette disparition.

Quelle que puisse être la valeur subjective de la morale, du progrès et autres grands principes mirobolants, cette belle phraséologie n'influe pas sur les fluctuations des sociétés humaines, elle est par elle-même impuissante à amener le moindre changement. Les évolutions sociales sont déterminées par des considérations moins sentimentales. Leurs causes se trouvent dans la structure économique, dans le mode de production et d'échange qui préside à la distribution des richesses et, par conséquent, à la formation des classes et à leur hiérarchie. Lorsqu'elles s'opèrent, ce n'est pas parce qu'elles correspondent à un idéal supérieur de justice, c'est parce qu'elles s'accordent avec l'ordre économique du moment.

Toutefois, ces mouvements sociaux ne s'effectuent jamais pacifiquement : les éléments nouveaux ont à réagir violemment contre l'état de choses qui les a élaborés et que, pour pouvoir continuer leur évolu-

tion, ils doivent briser, de même que le poussin doit briser la coquille dans l'intérieur de laquelle il vient de se former.

Si l'avènement de la bourgeoisie a eu pour conséquences la destruction des privilèges nobiliaires et l'abolition du régime corporatif, c'est qu'à la production capitaliste il fallait le travail libre : la liberté du travail à instituer a entraîné l'affranchissement du travailleur de la dépendance féodale et de la hiérarchie corporative. Il fallait, en outre, à la bourgeoisie, la possibilité d'accaparer les sources des richesses : l'anéantissement des prérogatives surannées des nobles l'a mise en possession de la terre qu'ils détenaient et du pouvoir qu'ils monopolisaient.

Le travailleur libre, pouvant en droit disposer de sa personne, a été en fait obligé d'en disposer pour vivre, n'ayant pas autre chose à vendre. Il a été condamné, dès lors, au rôle de salarié à vie.

Le renversement de l'ordre féodal n'a pas été marqué par la suppression des classes, mais par la substitution d'une nouvelle oppression à l'ancienne, par l'établissement de conditions restreignant la lutte entre les deux camps opposés qui peu à peu englobent toute la société : la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat.

En somme, ce qui, de différentes façons conformes exclusivement à la situation économique différente des milieux et des époques, a été organisé jusqu'à présent, c'est la satisfaction des besoins d'une partie de la collectivité à l'aide du travail d'une autre partie. Les uns consomment avec superflu ce que les autres sont astreints à produire en recevant à peine pour eux-mêmes le nécessaire.

Substitué aux autres formes de travaux forcés, le salariat a avantageusement déchargé le capitaliste de l'entretien des producteurs. Qu'on le fît ou non tra-

vailler, l'esclave était assuré de sa pitance quotidienne ; le salarié ne peut acheter la sienne qu'à la condition que le capitaliste ait besoin de son travail ; et l'insécurité pour le producteur réel est telle, que la charité publique doit nourrir certains de ceux à qui incombe, de par le mode d'organisation sociale, la tâche de nourrir la société, et qui, de par le même mode d'organisation, sont plus ou moins fréquemment exclus de la possibilité d'accomplir leur tâche !

Le socialisme combat pour la disparition du salariat. Certes, notre théorie est adéquate à l'idée de justice, comme l'engendrent dans notre état économique les intérêts humains à satisfaire également ; mais ce n'est point parce qu'elle est juste que nous poursuivons sa mise en pratique, nous savons trop, en effet, que les plus généreuses revendications formulées par la raison pure ne peuvent suppléer les données de l'expérience.

Pour qu'une théorie soit applicable, si légitime qu'elle paraisse, son fondement doit se trouver dans les faits avant de se trouver dans le cerveau. Aussi les premiers théoriciens socialistes n'ont-ils pu faire sortir le socialisme du domaine de l'utopie, à une époque où n'existaient pas encore les conditions économiques qui permettent, qui imposent sa réalisation. L'expérience acquise n'étant pas telle qu'ils pussent donner une base matérielle à leurs intuitions, malgré leur génie, malgré leurs aspirations philanthropiques, malgré leurs récriminations indignées, malgré l'acuité des souffrances auxquelles ils voulaient porter remède, ils ne pouvaient rendre le socialisme praticable. S'il l'est à l'heure actuelle, c'est que, devenue adéquate à la manière d'être des forces productives, la solution communiste n'est que le terme naturel de la phase sociale que nous traversons.

Reposant sur l'insuffisance de la production le di-

vision en classes n'a plus, en effet, de raison d'être. L'industrie mécanique a prodigieusement développé la puissance productive de l'homme, tout en diminuant le temps de travail nécessaire à la satisfaction des besoins généraux. Pour la première fois apparaît la possibilité de procurer à chacun, moyennant un léger temps de travail, de larges facilités d'existence matérielle qui iront en s'élargissant. L'esclavage des uns a été la condition du bien-être des autres ; avec les machines, ces esclaves de fer, le bien-être de tous est possible.

Qui dit machinisme, qui dit vapeur, dit nécessairement concentration économique, et le collectivisme n'est que le couronnement de cette concentration sortant, non de notre imagination, mais de l'ordre des choses.

Au point de vue agricole, il est vrai, la concentration est fort peu avancée en France. Notre sol est morcelé et notre régime de petits propriétaires cultivateurs empêche la division du travail, le machinisme, l'exploitation méthodique. Seulement ce régime renferme les éléments d'une dissolution plus rapprochée qu'on ne pense.

Le paysan ne doit pas se contenter de produire pour son usage personnel ; afin d'acheter le peu dont il a besoin, de payer ses impôts, d'acquitter les intérêts de ses dettes, il doit produire pour échanger, c'est-à-dire entrer en concurrence avec les autres producteurs. Dès lors, que la concentration soit effectuée quelque part, et nos petits propriétaires en ressentiront les effets.

Or, la concurrence américaine, encore à ses débuts, apporte déjà sur notre marché des produits à plus bas prix que ceux de nos agriculteurs. Pour lutter contre les produits américains, il faudrait rapidement diminuer les frais de production, et recourir à

l'outillage mécanique incompatible avec la petite propriété et la petite culture. Cependant, si on ne modifie pas ce qui est, la lutte sera bientôt impossible ; nos propriétaires en sont à rechercher des expédients de salut.

Mentionnons que cette petite propriété rurale, si vantée et si peu rémunératrice, est une des principales causes, par la stérilité préméditée de gens ne voulant pas que leur petit domaine s'émiette, de l'affaiblissement de la natalité en France : c'est dans les départements où le sol est le plus divisé, où les petits propriétaires sont le plus nombreux, qu'on a le moins d'enfants.

La petite propriété rurale est vouée à la disparition ; mais sa fin inévitable sera d'autant moins ruineuse pour les intéressés directs et pour la nation, qu'on préviendra plus tôt ce qui ne saurait être esquivé.

Au point de vue commercial, la concentration est commencée et en bonne voie ; les avantages qui en résultent sous le rapport du choix et du meilleur marché, assurent au grand commerce une prompte extension.

Au point de vue industriel, qui touche spécialement la classe ouvrière, la concentration est en grande partie opérée. La propriété industrielle revêt de plus en plus la forme sociétaire et obligataire. Toute idée de retour à la forme individuelle primitive est chimérique, étant donné le développement de la production.

Au point de vue financier, la concentration est faite, et le crédit est le plus puissant moteur de la centralisation économique ; c'est la finance qui régit la production et l'échange en drainant l'argent des petits capitalistes, en agglomérant les capitaux et en les manœuvrant souverainement ; c'est elle qui pré-

side à la politique intérieure et extérieure, aux divers mouvements de la société moderne.

A tous les points de vue, la grande appropriation collective succède progressivement à la petite appropriation privée. Les ponts, les canaux, qui ont été propriété individuelle, sont aujourd'hui, presque sans exception, propriété nationale ou collective. Propriété nationale aussi les postes et les télégraphes; nationalisés en partie les chemins de fer.

De ce que c'est là un argument qui prouve que l'évolution économique aboutit en tous ordres à la centralisation des forces productives, il ne faut pas conclure, à l'exemple des partisans du socialisme ou du communisme d'Etat, que cette évolution aboutit à la forme spéciale de centralisation représentée par le service public.

Le phénomène important, incontestable, est que la centralisation économique s'accomplit; à présent, qu'elle s'accomplisse entre les mains des individualités de la classe dirigeante ou entre celles de l'État sous le commandement de cette classe, pour le résultat final cela est indifférent : en elle-même, l'absorption des entreprises privées par l'État ne ferait pas faire un pas à la solution de la question sociale.

Sans qu'il faille une longue réflexion, on peut constater que la plupart des branches de production, si elles tendent à se centraliser, ne tendent nullement à se constituer en services publics. Dès l'instant que cette forme spéciale de centralisation ne résulte pas de la nature des choses, il faut examiner si nous avons intérêt, le cas échéant, à la favoriser

L'État n'est pas, ainsi que l'imprime certain bourgeois entré dans le parti socialiste, comme le ver dans le fruit, pour contenter ses appétits malsains en le désorganisant, « l'ensemble des services publics déjà constitués », c'est-à-dire quelque chose

qui n'a besoin que de corrections par-ci, d'adjonctions par-là.

Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir dans la soumission ses exploités. Or, c'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'État que de favoriser l'accaparement par lui des moyens de production, c'est-à-dire de domination. Ne voyons-nous pas les ouvriers des industries d'État courbés, comparativement aux autres, sous un joug plus pénible à secouer?

Tandis qu'elle serait, de la sorte, préjudiciable aux ouvriers, la transformation en services publics, par les rachats auxquels elle donnerait lieu, serait une source nouvelle de tripotages financiers et bénéficierait aux capitalistes.

D'autre part, cette transformation ne faciliterait en rien la tâche du socialisme. Il ne sera pas plus difficile de s'emparer de la Banque de France ou des chemins de fer que des postes et télégraphes ; la prise de possession des grands organismes de production appartenant à des sociétés de capitalistes, sera aussi aisée que s'ils appartenaient à l'Etat.

La centralisation économique s'opère, voilà le fait. Partout la petite propriété d'un seul fait place à la grande propriété de plusieurs. La mise en commun des choses et des hommes est de plus en plus générale.

N'est-ce pas une application quotidienne du régime communiste, que l'organisation du travail dans les ateliers importants et les fabriques?

En même temps que l'agglomération de producteurs régulièrement organisés a concordé avec la mise en commun des choses, les capacités directrices et

administratives que réclame toute production sur une large échelle, se sont constituées en dehors de la minorité privilégiée. A mesure que l'instrument de travail prenait les proportions gigantesques qu'il a atteintes, il échappait au contrôle, à l'impulsion de son possesseur qui, graduellement, a rejeté sur des gérants, sur des employés, la surveillance et l'administration.

Autrefois, de l'activité du patron, de son intelligence, de son économie, dépendait le sort de sa petite entreprise. Le succès était attaché à la personne du maître qui remplissait ainsi une fonction sociale.

Aujourd'hui, avec le patronat individuel détrôné par la forme sociétaire, le possesseur des capitaux ne se préoccupe que de toucher ou, plus exactement, de manger ses revenus. Il n'a nul besoin de connaissances spéciales. Quel rôle joue l'actionnaire, le propriétaire actuel? Qu'il soit idiot ou dépensier, qu'il meure ou qu'il se ruine, qu'importe à la prospérité de l'entreprise dont il accapare, sous forme d'actions, une part plus ou moins considérable de propriété?

Ce sont des salariés, ingénieurs ou administrateurs plus ou moins bien rétribués, mais en définitive des salariés, qui remplissent, à l'heure présente, les anciennes fonctions du propriétaire là où la forme collective de la propriété a remplacé la forme individuelle. C'est en dehors de la féodalité capitaliste, que s'est élaborée l'élite intellectuelle pourvue des aptitudes nécessaires à la mise en œuvre des forces productives. La suppression des actionnaires, c'est-à-dire du propriétaire devenu rouage inutile, n'occasionnerait donc aucun trouble dans la production.

Si le capitaliste n'intervient plus dans l'acte de production qu'une fois le bénéfice obtenu pour se l'approprier, il ne voit que ce bénéfice à obtenir. De

par sa volonté, son entreprise n'a qu'un but, qu'une orientation, la réalisation du plus grand bénéfice possible.

Pour ce faire, on exténue, d'abord, on épuise le producteur, ensuite on altère le produit. Les produits n'ont plus que l'apparence; en tout et partout la falsification est la règle. Peu importe que des économies sordides provoquent la dégénérescence de la race par l'étiolement du producteur, l'empoisonnement du consommateur par sophistication des matières, la mort ou la mutilation par accidents sur les voies ferrées, etc.; avant tout il faut remplir la caisse. Le règne grossier de la bourgeoisie a effrontément fait de tout une question d'argent, un article de commerce, et du commerce une escroquerie légalisée.

D'un autre côté, comme plus on vend plus on gagne, chaque entreprise rêve de monopoliser toutes les ventes de sa partie, et, à cet effet, produit tant qu'elle peut. Du reste, elle est poussée à produire sans cesse par l'intérêt qu'il y a à ne pas laisser dormir les coûteux instruments de production. Aussi le marché s'encombre, les marchandises s'entassent abondantes et invendables, des crises qui se renouvellent périodiquement éclatent; les ouvriers alors chôment et meurent de faim parce qu'on leur a fait créer trop de moyens de consommation !

De tout ce qui précède, il suit que les exigences de la production entraînent tous les jours une plus large application de la division du travail et du machinisme; le produit est de moins en moins une œuvre individuelle; l'instrument de travail, colossal, demande, pour entrer en mouvement, une collectivité d'ouvriers; le propriétaire, non seulement perd tout rôle utile, mais devient nuisible; son élimination est donc nécessaire : les forces productives doivent fatalement marcher vers la destruction des obstacles qui

entravent leur évolution normale, obstacles provenant du mode d'appropriation.

Comme pour la Révolution du siècle dernier, la préparation préliminaire de toute transformation sociale est accomplie pour le collectivisme; les éléments matériels et intellectuels de la rénovation par nous poursuivie, qu'a engendrés le milieu actuel, sont suffisamment développés.

Les progrès de l'industrie mécanique permettent de réduire considérablement le temps de travail indispensable, tout en accroissant la production dans des proportions énormes; le mode d'appropriation finissant par se conformer au mode de production, et celui-ci étant collectif, l'appropriation strictement individuelle va sans cesse diminuant; l'organisation du travail correspondant à cet état de choses a écarté la caste propriétaire, en dehors de laquelle se recrutent les capacités directrices; la possession par la bourgeoisie a abouti au plus funeste gaspillage des producteurs, des moyens de production et des produits.

waste

Voilà les faits déjà déterminés par la force des événements, et ces faits conduisent à une organisation économique où la production, réglée socialement, le sera en vue des besoins d'une société qui n'envisagera les produits que sous le rapport de leur utilité respective; où le gouvernement désordonné des hommes sera remplacé par l'administration consciente des choses soumises au contrôle de l'homme au lieu de peser tyranniquement sur lui; où, avec le propriétaire privé, aura disparu le travail pour d'autres, le salariat.

Cette suppression de la propriété individuelle, et par suite du salariat et des maux de toute espèce qu'elle entraîne, n'est pas une fatalité parce que la justice la prescrit, mais parce que l'évolution de l'organisme producteur l'impose impérieusement. « Le

socialisme, ainsi que l'a écrit Engels, n'est que le reflet dans la pensée du conflit qui existe dans les faits entre forces productives et forme de production. »

Théorie scientifiquement déduite, notre collectivisme ou communisme repose sur l'observation, il constate les tendances et conclut à ce que les moyens de production, achevant leur évolution actuelle, soient socialisés.

Socialisés, disons-nous, et non pas communalisés comme le voudraient quelques-uns. Car les inconvénients de la propriété individuelle se retrouveraient dans la propriété communale, et aussi dans la propriété corporative, à cause, notamment, des partages inégaux qui en seraient la conséquence, de la productivité différente des moyens de production, etc. Que la lutte s'engage entre communes et communes, corporations et corporations ou patrons et patrons, il y aura inégalité entre travailleurs fournissant une même somme de travail et concurrence ruineuse; ce serait, sous une autre forme, la continuation de la société présente.

S'en tenant aux faits, le socialisme scientifique ne peut préciser expérimentalement que le mode d'appropriation vers lequel marchent les forces productives. C'est le mode d'appropriation qui régit le mode de répartition des produits. Il est évident qu'une fois les moyens de production socialisés, c'est-à-dire ayant revêtu comme appropriation la forme communiste qu'ils ont déjà comme action, une distribution communiste des produits suivra. Seulement elle ne s'opérera pas d'après le vieux cliché si cher aux dévots de l'anarchisme et du possibilisme : « chacun donnant selon ses forces, recevra suivant ses besoins ».

De chacun selon ses forces, mais qui mesurerait la

force de chacun? Que ce fût l'individu lui-même ou un étranger, on se heurterait toujours à l'arbitraire. Du reste, notre tendance n'est pas, ne peut pas être de tirer de l'homme le maximum d'efforts dont il est capable; nous devons chercher, au contraire, à diminuer l'effort humain, à raccourcir le plus possible le temps de travail, afin d'augmenter le temps consacré aux jouissances physiques et intellectuelles, au plaisir.

A chacun suivant ses besoins, mais ici encore qui mesurerait les besoins de chacun? Si l'organisme producteur est tel, que les produits soient en quantité suffisante pour que chacun puisse consommer à sa guise sans restreindre la consommation des autres, pourquoi ne pas dire : à chacun suivant sa volonté? Si les produits sont en quantité insuffisante pour satisfaire complètement tous les besoins de tous, comment proclamer le droit de chacun à consommer proportionnellement à des besoins par lui-même appreciés? On ne peut nier que, dans cette dernière hypothèse, s'imposerait une limitation de la consommation individuelle, basée sur les conditions d'existence matérielle réalisées; et quelle limitation concordant mieux avec le nouveau mode économique, que celle dont la mesure serait non la productivité individuelle, laquelle favoriserait les individus doués d'avantages naturels au détriment des moins bien pourvus, mais le temps de travail qui, égal pour tous, garantirait à tous les travailleurs une possibilité de consommation égale?

III

LE PARTI OUVRIER ET LA GUERRE DES CLASSES

Si le salariat touche déjà à son terme, si sa période est ainsi destinée à être beaucoup plus courte que celles de l'esclavage et du servage, c'est que les conditions extérieures qui rendent son élimination inévitable, se sont produites plus rapidement. Cela n'étonne pas lorsqu'on songe que les combinaisons sociales de l'époque bourgeoise, troublées à chaque instant par des modifications fondamentales des forces productives, sont loin d'avoir le caractère éminemment conservateur des modes de production précédents, et sont, par conséquent, plus aptes que ces derniers à créer rapidement une situation révolutionnaire.

Un prolétariat, assemblage de misérables sans volonté d'indépendance, sans conscience de la possibilité de s'émanciper, serait incapable de profiter de cette situation; c'est pour obvier à ce mal que s'est formé le parti ouvrier.

Pour une classe ne devant être affranchie que par son action propre, son premier pas vers l'affranchissement est, en effet, sa formation en parti sciemment hostile à ses oppresseurs. Organisation en dehors de tous les partis bourgeois, quelle que soit leur cocarde, de tous les condamnés au salariat, de tous ceux qui voient leur activité subordonnée dans son exercice à un capital monopolisé par la minorité bourgeoise; organisation de la force intéressée à briser la société capitaliste, séparation des classes sur tous les terrains et guerre des classes pour arriver à leur suppression, voilà la raison d'être du parti ouvrier.

A ceux qui entreprennent une guerre de classe, il faut un même signe de ralliement, un drapeau identique faisant l'union autour de l'idée commune ; il faut un programme de classe, tableau de revendications qui, étant collectives, doivent être à l'abri des fantaisies individuelles. La latitude laissée à chaque groupe de rédiger son programme, engendre des programmes contradictoires, source de divisions ; elle ouvre la porte à toutes les compromissions, à toutes les basses spéculations personnelles. Aussi les congrès ouvriers nationaux du Havre et de Roanne ont-ils donné au parti son programme unique de combat.

Constitué et armé, le parti ouvrier ne vise pas à recruter exclusivement ses adherents parmi les prolétaires des villes; si ces derniers sont « la force motrice historique de la société », il n'écarte pas dédaigneusement les paysans et les petits bourgeois. Il s'efforce de rendre conscients de leur position de classe inférieure, tous ceux dont les intérêts sont diamétralement opposés aux intérêts de la bourgeoisie capitaliste, aux intérêts de la classe vivant de l'exploitation du travail d'autrui.

Or, il n'est pas niable que le même antagonisme qui existe entre le prolétariat des villes et cette bourgeoisie, existe aussi entre cette bourgeoisie et les paysans, les petits propriétaires, les petits boutiquiers, les petits patrons. Cet antagonisme qui, dans le premier cas, provient de l'accaparement déjà effectué des moyens de production, sort, pour le second, de la menace d'un accaparement prochain.

Petits boutiquiers et petits patrons se consument en vains efforts dans leur lutte avec les grands magasins et les grandes usines, contre lesquels la concurrence est tous les jours plus pénible, de même que la concurrence signalée plus haut des produits de nos paysans contre les produits agricoles étrangers. Ils

tentent de compenser, par la dépréciation notamment du tarif de la main-d'œuvre, les charges qui leur incombent. Eussent-ils les meilleures intentions en faveur de leurs collaborateurs salariés, la nécessité de vivre les contraint à l'exploitation de leur travail ; notre organisme économique n'autorise pas, en effet, à cesser d'être exploiteur sans devenir immédiatement exploité, il annihile les bonnes volontés individuelles.

Que ceux dont l'expropriation est imminente, fassent cause commune avec ceux dont elle est achevée. En régime capitaliste, cette expropriation inévitable les laissera sans ressources, tandis que, en régime communiste, ils continueront à disposer librement de leurs moyens de travail. Si les prolétaires ont à combattre afin d'acquérir la libre disposition de ces moyens, les petits bourgeois ont à combattre afin de la conserver. De la part des premiers c'est une guerre offensive, de la part des seconds ce doit être une guerre défensive, mais toujours contre le même adversaire, qui a enfermé les uns dans l'enfer du prolétariat et qui peu à peu y pousse les autres.

Cette guerre franche et consciente des classes, nous la prêchons conformément aux enseignements fournis par l'étude du mode d'évolution de l'humanité.

C'est sous forme de guerre des classes entre elles et de guerre des individus entre eux dans le sein de la classe régnante, guerres suscitées par les intérêts matériels, qu'apparaît dans la société humaine la lutte pour l'existence. C'est la guerre des classes créées par les relations économiques des diverses époques, qui domine tout le mouvement historique, qui explique les différentes phases de la civilisation. Guerre de classe, il n'y a pas eu autre chose sous les sentiments à panache, les formules pompeuses, les majestueuses apparences et les immortels principes

des Constituants et des Conventionnels. En la préconisant, loin d'être ignorants de l'histoire, nous sommes fidèles à ses leçons.

On a essayé de légitimer scientifiquement l'existence des classes et de justifier les inégalités sociales en se basant sur la conception originale de Darwin, sur la sélection naturelle résultant de la concurrence vitale, du combat pour la vie.

Comment cette manière d'être de la matière qu'on appelle la vie, est-elle passée de l'humble cellule aux formes compliquées des organismes supérieurs, à quelle cause mécanique rapporter la transformation graduelle des organismes et leur développement progressif, voilà ce qu'a recherché l'illustre savant; la théorie darwinienne est l'indication d'un procédé de constitution des espèces. Mais, à côté de la sélection naturelle, et plus puissantes ou plus générales qu'elle, il peut exister d'autres causes de la production des espèces : il en est que l'on commence à soupçonner, il peut en être d'autres encore entièrement à découvrir.

En tout cas, loin d'être une source constante de progrès, la concurrence vitale est, en particulier lorsqu'elle s'exerce entre les hommes, cause d'affaiblissement.

Ce qu'il faut entre les hommes, c'est l'action commune, la solidarité, dans la lutte contre le reste de la nature, cette lutte devant être d'autant plus féconde que tous les efforts seront concentrés sur ce point, qu'une part d'activité ne se dépensera pas en une lutte intestine.

En admettant que la lutte entre organismes semblables s'impose aux animaux autres que l'homme, on en trouve la raison dans ce fait que l'animal consommant sans produire, la part consommée par les uns peut réduire la possibilité de consommation des

autres. Tandis que l'homme, capable de produire et produisant plus qu'il ne consomme, peut vivre et se développer sans restreindre pour cela la consommation de ses semblables.

D'autre part, le travail humain est d'autant plus productif, qu'il repose sur une plus large combinaison de travailleurs fonctionnant ensemble dans un but commun ; l'utilité d'un tel mode d'exécution du travail tend à exclure la lutte, la division, entre les hommes.

De plus, la lutte entre les hommes civilisés, la guerre, entraîne non la suppression, mais la persistance des plus faibles ; les plus robustes, les mieux bâtis, étant pris par le service militaire.

En outre, la sélection sexuelle, favorable chez les animaux aux plus beaux, aux plus vigoureux ou aux plus intelligents, a chez l'homme un effet contraire : hommes et femmes sont généralement attirés par la richesse seule, et la richesse s'allie souvent à l'infériorité intellectuelle et physique.

Enfin, s'il est vrai que le progrès naît parfois de la lutte pour l'existence, c'est que les êtres en lutte opposant leurs qualités intrinsèques, la victoire appartient incontestablement à celui qui est supérieur. Dans les sociétés humaines, les combattants pour la vie sont dans des conditions d'inégalité étrangères à leur nature, les uns reçoivent une instruction dont les autres sont privés, les uns profitent des capitaux dont les autres sont dépourvus. Dès lors, le résultat de la lutte n'indique pas celui qui est réellement le meilleur, mais celui qui est socialement le mieux armé.

Et non seulement, de par notre civilisation, l'homme réduit à ses forces organiques à peu près incultes, l'homme sans armes, a dans la vie pour adversaire l'homme armé de toutes pièces, qui a eu les moyens de se développer et qui a les moyens d'agir, mais en-

core il n'est permis à ce paria d'user des seules forces qu'il possède, ses forces naturelles, que dans les limites étroites où l'enferme une législation uniquement destinée à protéger les forts contre les faibles. Non contente de ne pas armer ses adversaires, de les placer dans des conditions d'inégalité artificielle, la loi bourgeoise les garrotte et les jette ainsi liés dans le combat pour la vie.

La lutte, d'ailleurs, a perdu son caractère individuel en passant des sociétés animales dans les sociétés humaines. Les animaux luttent avec leurs armes naturelles incorporées à leur organisme, tandis que l'homme lutte avec des armes artificiellement adjointes à son être ; or, les possesseurs de ces armes n'en sont qu'exceptionnellement les créateurs. En conséquence de cette particularité, la lutte prend, dans les sociétés humaines, le caractère de lutte de classes, lutte que, loin de la consolider, l'évolution humaine vise à éliminer avec la contradiction qui lui sert de base.

Pour offrir un dérivatif aux passions populaires menaçantes, les Napoléon III, les Bismarck et les Alexandre de Russie ont songé à substituer les guerres de races aux luttes nationales intérieures. Ces diversions qui peuvent avoir pour leurs auteurs une utilité momentanée, sont désormais impuissantes à ressusciter le chauvinisme, à donner l'étranger comme aliment aux haines intestines détournées de leur but.

Le capital n'a pas de patrie, il va là où il trouve de bons placements. Si l'exploitation bourgeoise est nécessairement devenue, par le fait des développements économiques, une exploitation internationale, si elle ne connaît ni races ni frontières, s'exerçant indifféremment partout où il y a à voler et l'intervention gouvernementale se produisant en sa faveur partout où elle s'exerce, en face de ce cosmopolitisme financier,

de l'Internationale jaune, l'internationalisme ouvrier se dresse, correspondant au véritable antagonisme des intérêts en jeu.

Aujourd'hui, les forces économiques, en se concentrant, accentuent, sans distinction de frontières, la séparation de la société en deux classes, obligeant les uns, la majorité tous les jours plus nombreuse, à vendre sa puissance de travail pour vivre, et permettant aux autres, la minorité de plus en plus restreinte, de l'acheter pour s'enrichir. Ce qui oblige, en effet, la classe ouvrière à vendre sa puissance de travail, c'est que la possibilité directe de la mettre en activité, c'est que les moyens de travail lui manquent. Plus elle la vend, plus elle enrichit les capitalistes et plus, par suite, elle les met à même de monopoliser les moyens de travail qui, lui faisant toujours défaut, perpetuent sa subalternisation.

La classe moyenne, guidée par ses instincts conservateurs mais peu clairvoyants, s'interposait entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, au bénéfice de la première ; elle tend à disparaître, car la centralisation économique s'accroît, à ses dépens, par l'absorption constante des moyens de production appartenant aux petits détenteurs dans l'impossibilité de soutenir la concurrence des gros capitaux.

IV

LA SUPPRESSION DES CLASSES ET LE MOYEN DE LA RÉALISER

Cette distinction en classes et la lutte dont elle est l'origine, ne disparaîtront qu'avec la suppression des inégalités artificielles, que par la reconnaissance de l'égalité sociale de tous devant les moyens de déve-

loppement et d'action des facultés musculaires et cérébrales.

L'égalité devant les moyens d'action découlera de la socialisation des forces productives que prépare, nous l'avons vu, la centralisation économique actuelle.

L'égalité devant les moyens de développement résultera de l'admission de tous, je ne dirai pas, en employant la formule usitée qui ne pouvant évidemment pas être prise au pied de la lettre est mauvaise, à l'instruction intégrale, mais à l'instruction scientifique et technologique, générale et professionnelle.

Ce qu'il faut assurer à tous, c'est ce que réclame le mode moderne de production, une instruction qui, par des vues d'ensemble, mette les individus à même de tout aborder, de comprendre les relations générales dérivant des résultats empiriques des sciences particulières, en leur faisant néanmoins acquérir des capacités spéciales concordant avec leurs aptitudes et leurs goûts, une instruction, en un mot, qui adapte le travailleur aux exigences multiples du travail.

Ce n'est que par cette égalité devant les moyens de développement et d'action, dont la garantie sociale assurée à tout être humain sans distinction de sexe est conforme aux nécessités si variées de la production moderne, que sortira l'affranchissement de la femme comme celui de l'homme.

Bête de luxe ou bête de somme, voilà ce qu'est presque exclusivement aujourd'hui la femme. Entretenue par l'homme lorsqu'elle ne travaille pas, elle est encore obligée d'être entretenue par lui lorsqu'elle se tue à travailler.

A quantité et qualité égales, le travail de la femme est moins rétribué que celui de l'homme. Donc, qu'elle soit ou non sous la dépendance patronale, elle n'échappe pas à la dépendance masculine et est, de toutes façons, contrainte à chercher dans son sexe,

transformé d'une manière plus ou moins apparente en marchandise, le supplément à des ressources insuffisantes.

Si elle a été longtemps placée par sa nature même dans une situation inférieure, à cette heure existent les conditions qui lui ouvrent les divers genres d'activité. Le développement de l'industrie mécanique a élargi la sphère étroite dans laquelle la femme était confinée. Il l'a débarrassée des anciennes fonctions ménagères et, en supprimant l'effort musculaire, l'a rendue apte aux emplois industriels. Aussi, déjà arrachée au foyer domestique et jetée dans la fabrique, devenue l'égale de l'homme devant la production, il ne lui reste plus qu'à s'émanciper en tant qu'ouvrière, pour être socialement son égale en tous ordres, pour être maîtresse d'elle-même.

Son infériorité légale n'étant que le reflet de l'asservissement économique particulier dont elle est victime, son égalité civile et civique ne saurait être efficacement poursuivie en dehors de ce qui peut amener l'émancipation économique, à laquelle, pour elle comme pour l'homme, est subordonnée la disparition de toutes les servitudes.

Parce que le socialisme parle d'égalité, sans prendre la peine d'examiner ce qu'il entend par là, on l'accuse de rêver un nivellement aussi chimérique qu'universel, d'aboutir à une médiocrité uniforme.

Il résulte de ce qui précède que le socialisme demande l'égalité devant les moyens de développement et d'action, c'est-à-dire l'égalité du point de départ. Or cette égalité n'entraîne, en aucun cas, ni l'égalité d'allure, ni l'égalité au point d'arrivée. En assurant à tous les organismes humains part égale devant les possibilités d'éducation et d'exercice, loin de réaliser l'uniformité, le socialisme fera germer et accentuera

les inégalités naturelles, musculaires ou cérébrales. Ce sont là des différences que, quand même ce serait possible, le socialisme scientifique se garderait bien d'effacer, sachant que cette hétérogénéité est une des conditions essentielles du perfectionnement de l'espèce.

Tant que l'égalité sociale devant les moyens de développement et d'action, déduite des tendances intimes de la production moderne, ne sera pas établie, proclamer le droit de l'homme à être libre équivaudra à accorder libéralement à un paralytique la permission de marcher. Avec cette égalité seule, la liberté, autrement dit le jeu de tous les organismes humains suivant leur volonté consciente, deviendra une réalité.

Le socialisme veut la liberté entière de l'homme, mais ici il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Il n'est pas de mot plus élastique que le mot de liberté, c'est un pavillon qui couvre toute espèce de marchandises.

Sous prétexte de liberté des cultes, les champions du plus radical des libéralismes toléreraient en tout état de choses les pratiques religieuses, c'est-à-dire le danger avéré du viol intellectuel des enfants, risquant d'être mis par leur cerveau déformé dans l'impuissance morale d'exercer sciemment leur faculté de vouloir.

D'autres défendent une liberté du père de famille, qui n'est souvent qu'un attentat légitimé contre l'enfant empêché de devenir normalement ce que sa nature comporte.

Au nom de la liberté du travail, on consacre la liberté pour le capitaliste d'exploiter à sa guise le travailleur, et pour le travailleur l'obligation de se soumettre.

Ces libertés, prodigalement accordées à quelques-uns, sont aussi fondées que le serait la liberté pour

l'aiguilleur de manœuvrer les aiguilles et d'opérer les changements de voie au gré de ses caprices.

La liberté est pour chacun, non le droit, qui ne signifie rien, mais le pouvoir moral et matériel de satisfaire ses besoins naturels ou acquis. Dérivant de l'égalité devant les moyens de développement et d'application des facultés organiques, en d'autres termes, de l'universalisation de l'instruction et de la socialisation des forces productives, elle implique l'action commune, la solidarité.

Isolé, l'homme ne connaîtrait d'autres limites à son action que celles de sa force; son action se trouverait du coup singulièrement restreinte. C'est pourquoi, sous l'empire de l'intérêt personnel, l'action commune se substitue de plus en plus à l'action strictement individuelle. L'homme est pour l'homme un auxiliaire nécessaire; la communauté d'action, visant par des fonctions différentes, mais respectivement indispensables, à la réalisation d'un but commun, le bien-être, doit évidemment se compléter par la communauté d'avantages.

La solidarité qui a été successivement familiale, communale, nationale, tend à devenir internationale. La faculté, dès lors, pour l'homme d'agir seul, d'être absolument indépendant de l'action des autres, en un mot, l'autonomie si obstinément glorifiée, si elle n'était rendue irréalisable par l'évolution économique qui domine toutes les relations humaines, serait un retour en arrière, une diminution de puissance, c'est-à-dire de liberté, pour l'individu, au lieu d'en être un accroissement.

La liberté étant d'autant plus grande qu'elle est moins subordonnée dans son exercice à des circonstances étrangères à la volonté, et les obstacles contre lesquels se heurte la volonté étant d'autant plus faciles à vaincre que les forces qui les combattent sont

moins éparpillées, la centralisation, grâce à laquelle on peut atteindre au maximum des résultats avec le minimum d'efforts, s'impose comme garantie d'expansion pour la liberté individuelle.

D'ailleurs, c'est seulement hors de l'atelier que l'activité corporelle et intellectuelle pourra revêtir le caractère de liberté qui en fait le charme Une organisation mécanique, en effet, ne permet pas l'essor spontané des facultés humaines; l'homme n'est là qu'un rouage du machinisme, réduit à s'adapter aux mouvements automatiques de l'ensemble. Plus la machine sera perfectionnée et universalisée, moins l'homme aura de travail à accomplir, mais moins aussi, pris en masse, le travail sera le libre jeu de l'initiative humaine et plus il sera ennuyeux pour un plus grand nombre de travailleurs. Avec la courte durée du travail, la diversité saine dans l'ennui inévitable, voilà ce qui sera aisément réalisable.

Il y aura, peut-on objecter, obligation de travail.

La liberté sera en matière de travail tout ce qu'elle peut être en n'importe quelle autre matière : le jeu de l'activité humaine, non entravé socialement, et seulement limité par les fatalités organiques ou extérieures. En supposant qu'il soit demain permis d'aller tout nu, les gens, avec la température de nos hivers, continueraient à se vêtir, non par contrainte du fait d'autrui, mais par nécessité provenant de leur organisme. Est libre l'homme dont la volonté n'est déterminée que par des mobiles pris en lui-même, qui peut à sa guise s'accommoder aux conditions nécessaires de sa vie : sera donc libre l'homme dont la volonté de travailler ne proviendra, comme sa volonté de manger, que de ses besoins personnels à satisfaire, ne travaillant qu'à ce qui lui conviendra, sachant qu'il ne travaille que pour lui, ayant conscience de travailler de son seul gré.

Ce ne sera probablement pas par plaisir qu'on travaillera, étant donnée la manière d'être, cependant aussi améliorée que possible, du travail ; on aura pour guide unique l'intérêt, l'intérêt qui est le point de départ réel de tous les actes de l'homme, qui régit tous les rapports de l'individu avec le milieu ambiant.

C'est également en excitant l'intérêt, qu'on assurera l'exécution des travaux tout particulièrement dangereux ou répugnants, grâce à une majoration du prix de l'heure de travail ordinaire. On établira que quatre heures, par exemple, consacrées à une de ces spécialités ingrates équivaudront à six ou sept heures de travail simple. Il n'y aura pas là, du reste, de détermination arbitraire ; la différence, pour un même gain, entre le temps employé à des travaux ordinaires et celui employé à des travaux pénibles, variera d'après l'offre et la demande de ces derniers travaux. On n'aura pas à condamner une catégorie de travailleurs à les exécuter. Il n'existera pour personne en cette matière, ni obligation directe émanant d'une législation spéciale, ni obligation indirecte conséquence de l'impossibilité de trouver à vivre en faisant autre chose. Ceux qui accompliront ces besognes seraient absolument libres de se livrer à d'autres travaux. On ne spéculera donc point comme aujourd'hui sur leur misère, mais sur ce désir très réel chez beaucoup, soit d'un gain plus fort pour un même temps de travail, soit d'un loisir plus grand avec un même gain. Mentionnons que l'esprit de dévouement qui existe chez l'homme comme chez le chien par exemple, pourra aussi s'exercer et s'exercera d'autant plus que l'entraînement, l'émulation, comprimés aujourd'hui chez ceux qui savent qu'ils travaillent pour d'autres, prendront enfin leur essor.

Dans ces conditions, l'homme ne travaillant plus pour obéir à une contrainte étrangère à son orga-

nisme, le travail, selon l'ingénieuse expression d'un des plus érudits penseurs socialistes, Paul Lafargue, ne sera pour tous que le « condiment des plaisirs de la paresse ». Reprenant son individualité annihilée par la besogne mécanique que les progrès de la technologie tendront à abréger et à alléger, l'homme pourra, son travail terminé, goûter, au gré de ses désirs, les jouissances physiques résultant du complet exercice de ses organes, et les jouissances intellectuelles que procure la culture de la science et de l'art. Le plaisir, but de tout organisme vivant, se réalisera alors pour chacun conformément à sa nature.

Mais cette liberté est subordonnée à la socialisation des moyens de production ; la collectivité n'en jouira que lorsqu'elle aura les moyens économiques d'en jouir. Or les détenteurs privilégiés de ces moyens, condition *sine quâ non* de la liberté, les abandonneront-ils, dès l'instant qu'ils seront libres eux aussi, libres de ne les pas abandonner?

Liée à la possibilité pour chacun d'avoir à sa disposition l'instrument et la matière de travail, la liberté ne sortira que d'une pression exercée sur leurs propriétaires actuels, sur ceux qui sont trop libres alors que la majorité laborieuse ne l'est pas du tout. Instruits par l'expérience de toute l'histoire qui montre que les classes dirigeantes ne se suicident — quand elles se suicident — que lorsqu'elles s'aperçoivent qu'on va les tuer, sachant que, logiquement et chronologiquement, la nuit des 4 août ne vient qu'après les 14 juillet, nous sommes révolutionnaires.

Nous sommes partisans du recours à la force pour arriver à la liberté, de même qu'on a recours dans certains cas pathologiques à la camisole de force pour amener la guérison. Une fois guéri, en état de santé, on a la liberté entière des mouvements ; tant

qu'on est malade, il peut y avoir défense de remuer pour la partie du corps dont les mouvements compromettraient la santé générale. Si, dans la période de traitement qu'exigera la modification de l'ordre social, refuser la liberté à ceux dont l'action pourrait mettre en péril notre réorganisation, c'est être autoritaire, nous sommes autoritaires. Nous voulons procéder autoritairement contre la caste ennemie, nous voulons supprimer les libertés capitalistes qui entravent l'épanouissement des libertés ouvrières.

Mais qu'ici les jésuites rouges ou tricolores ne dénaturent pas notre pensée. L'autorité que nous affirmons utile, n'est point l'autorité césarienne des individualités, quelles que soient ces individualités, sur la masse, c'est l'autorité de la masse sur les individualités qu'elle emploie, c'est l'action directe des intéressés, l'autorité du prolétariat et non sur le prolétariat. Cette autorité de l'ensemble de ceux qui ont intérêt à être libres, ne saurait être pour eux oppressive, à moins d'admettre l'oppression des gens par eux-mêmes. La dictature de classe devra régner, jusqu'au jour où la liberté possible pour tous pourra, sans inconvénients pour personne, être reconnue à tous.

Le recours à la force, à la révolution, par la classe qui, afin d'être libre, est obligée de conquérir les moyens de l'être, ne sera pas autre chose que la force retournée par les exploités contre les exploiteurs.

La minorité possédante a placé ses monopoles sous la protection d'une force capable de refréner les tentatives de révolte de la majorité déshéritée ; c'est dans l'existence de classes antagoniques, qu'on trouve la raison d'être des armées permanentes, qui ne sont que la permanence de la force nécessaire à la sécurité de la classe privilégiée — la Belgique, par exemple, a une armée permanente quoique sa neutralité

ait été établie par les puissances européennes — et qui ne disparaîtront qu'avec leur cause.

Si l'armée permanente est, dans toute sa brutalité, l'organisation de la force à laquelle n'hésitent jamais à s'adresser les fondés de pouvoir de la caste propriétaire en péril, la légalité n'est que la force systématiquement coordonnée en sentences. Entre l'emploi de la force brutale et l'emploi de la force méthodique, il n'y a qu'une simple question de forme; le résultat est le même. Qu'on soit assommé sauvagement ou conformément aux règles de la boxe, on n'en est pas moins assommé. La loi n'est que la consécration de la force chargée de maintenir intacts les privilèges économiques de la caste possédante et dirigeante; et c'est en opposant victorieusement la force à la force, en brisant violemment, par conséquent, cette forme de la force qu'est la légalité, qu'une classe inférieure parvient à son affranchissement.

Si notre but, la socialisation des forces productives, est une nécessité économique, notre moyen, la force, est une nécessité historique.

Tous les progrès humains, toutes les transformations sociales et politiques de notre espèce, ont été l'œuvre de la force. S'en tenant à l'histoire moderne de notre pays, on constate que la déchéance de la royauté du droit divin et celle de l'ordre féodal sont dues à la révolution de 1789 ; que la disparition d'une religion d'État a résulté de la révolution de 1830; qu'on doit l'établissement du suffrage universel à la révolution de 1848, et la proclamation de la République à la révolution de 1870.

Aussi il y a eu un droit, que dis-je, un devoir d'insurrection inscrit dans l'évangile bourgeois, dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. De ce droit dont elle faisait un devoir pour la masse à son service, la bourgeoisie a largement usé; elle

s'est émancipée par l'insurrection ; c'est par l'insurrection qu'elle est graduellement parvenue à la toute-puissance. Dès l'instant qu'elle a atteint son maximum de domination, ce droit, ce devoir, n'existe plus, et elle réprouve, employée contre elle, cette force qu'elle a utilisée à son profit : le droit à l'insurrection doit être périmé puisqu'elle n'en a plus besoin. C'est pourquoi elle cherche à convaincre le prolétariat de l'inefficacité de la méthode révolutionnaire. Que lui offre-t-elle à la place ?

V

IMPUISSANCE DE TOUTES LES MÉTHODES PACIFIQUES

L'argument cher à nos réformistes platoniques, c'est qu'il faut avant tout modifier les idées et les sentiments de la nation. Instruire le peuple, clament-ils, toute la question sociale est là, c'est dans les esprits que doit se faire la révolution.

L'instruction est incapable d'atténuer en quoi que ce soit l'exploitation de la classe laborieuse. Pour si grands que fussent les progrès de son éducation, la majorité non possédante, contrainte pour vivre à vendre sa puissance musculaire ou cérébrale, ne cesserait pas d'être sous la dépendance de la minorité possédante. L'universalisation de l'instruction sans l'universalisation de la propriété, ne changerait rien à la situation matérielle présente du salarié, les moyens de travail ne pouvant lui manquer dans une proportion moindre parce que, toujours dépossédé, il serait plus instruit.

Si nous sommes forcés de constater qu'elle ne saurait amener la plus légère amélioration dans le sort

du prolétariat, nous sommes loin de faire fi de l'instruction. Nous reconnaissons d'autant plus son utilité que, répandue dans la masse, elle aura une heureuse action au point de vue révolutionnaire. Plus la masse sera instruite, plus elle prendra vite conscience de sa position d'exploitée, et moins elle sera disposée à souffrir en silence; tout salarié instruit sera bien près d'être un révolté. Mais si l'éducation de la classe ouvrière peut la pousser à employer la force pour hâter la solution nécessaire, elle est incapable de suppléer à cet emploi.

Quant à l'espoir de modifier directement l'état mental de la nation considérée dans son ensemble, c'est une utopie. Le milieu économique déterminant, avec les conditions d'existence, les idées de l'homme, pour changer chez tous celles-ci, il faut commencer par modifier les phénomènes extérieurs dont elles ne sont que la représentation cérébrale. La seule transformation à poursuivre est la transformation du mode de propriété, quel que soit le point de vue qu'on envisage, religieux, moral, politique ou économique.

Au point de vue religieux, il y a simplement projection de phénomènes naturels en dehors et au-dessus du monde réel. En butte à des forces extérieures, les hommes ont incarné des personnages mythiques dans ces forces. A cette heure, les forces naturelles à peu près domptées par l'homme, de plus en plus conscient de leurs effets, et rapportées à leurs causes véritables, ne donnent plus lieu à personnification, à divinisation.

Seulement, aux forces de la nature se sont ajoutées, pesant sur l'existence de l'homme et la dominant de jour en jour d'une façon plus prépondérante, les forces sociales. C'est dans l'origine inexpliquée des douleurs subies, dans leur apparence inévitable

métamorphosée en institution surnaturelle, qu'il faut aujourd'hui chercher la source des idées religieuses. Tant que la masse sera le jouet du mode de production, les misères que le mode capitaliste engendre et dont elle souffre, conserveront à ses yeux un caractère extra-humain ; la peur de cet inconnu qui l'accable, le sentiment religieux, persistera.

La religion n'est plus que le reflet cérébral des forces sociales, les dernières forces externes que leur manière d'être fait paraître à l'homme comme découlant d'une puissance supérieure. L'affranchissement de la pensée est donc lié à l'affranchissement du travail, de la vie pratique. Le despote terrestre, le capitaliste, entraînera dans sa chute le croquemitaine céleste : l'homme régissant la production au lieu d'être régi par elle, trouvant enfin le bien-être sur la terre, ayant une vue nette et précise de sa situation dans l'univers en général et dans la société en particulier, le besoin du genre d'espérances et de consolations, conséquence de la tyrannie actuellement mystérieuse pour la masse, la croyance en un être suprême, dispensateur souverain des bonheurs et des souffrances, disparaîtront universellement.

Nos bruyants anti-cléricaux, ridicules amateurs de baptêmes civils et autres rites, qui s'imaginent dégager la société civile de toute attache mystique et mystificatrice en mangeant une andouillette le vendredi saint, font de la libre-pensée la condition première de la régénération sociale. Ils ne voient pas, ou ne veulent pas voir, que les religions ne sont pas des organismes indépendants du milieu économique dans lequel elles évoluent. Les groupes libres-penseurs, ainsi que les loges maçonniques, sont d'excellentes pépinières de candidats, des tremplins que l'usage a montrés commodes pour sauter dans les assemblées électives, mais c'est tout ; ils n'aboutiront même pas

à la suppression du budget des cultes, car, en tant que service public ou engin de domination, ce qui est tout un, la religion est un rouage trop utile à tout gouvernement de caste.

Au point de vue moral, sans parler des actes délictueux ou criminels qui, lorsqu'ils ne sont pas des produits organiques d'un genre particulier relevant de maisons de santé, proviennent des conditions sociales issues d'un ordre économique reposant sur la poursuite effrénée des moyens de jouissance sans effort correspondant, considérons la réprobation dont l'opinion publique frappe la maternité en dehors du mariage et la naissance illégitime. D'où vient cette réprobation ?

Les mœurs sont les rapports que les intérêts en contact établissent entre les hommes. Jusqu'à ce jour, il n'y a eu en présence que des intérêts antagonistes, dont les uns ont toujours été sacrifiés à la prospérité des autres. Il est clair, dès lors, que les intérêts des plus forts ont seuls déterminé le mode de relations entre les hommes, et imposé les appréciations relatives à ce qui devait être considéré comme bien et à ce qui devait être considéré comme mal. Les mœurs prépondérantes d'une époque sont les mœurs de la classe dominante, la morale vulgaire est toujours celle qui est conforme à ses intérêts.

Si on cessait de mépriser les filles qui se laissent faire un enfant, si on traitait l'enfant né hors mariage comme l'enfant légitime, la liberté des relations sexuelles s'étendrait au détriment du mariage. Or, c'est le mariage qui imprime à la classe possédante son caractère héréditaire et développe ainsi ses instincts conservateurs.

Aussi, pour la femme non mariée, l'honnêteté est censée résider dans la continence, et quand elle « suc-

combe », avec quelle dureté les plus libertins lui jettent l'insulte et ricanent de ce qu'on appelle son déshonneur! Bien clairsemés sont ceux qui ne suivent pas le courant. Même chez les écrivains qui ont maladivement cherché à l'idéaliser, le fait pour la femme de se livrer à celui qu'elle aime et qui la désire, sans que cela ait été préalablement affiché, publié et contresigné, est un acte des plus tragiques.

L'utilité du mariage, qui est un règlement de propriété, un contrat d'affaires, avant d'être une union de personnes, résulte de la structure économique d'une société basée sur l'appropriation individuelle. En offrant des garanties pour les enfants légitimes et en leur assurant les capitaux paternels, il perpétue la domination de la caste détentrice des forces productives. Et, entre parenthèses, malgré le divorce, les considérations pécuniaires qui président à la conclusion du mariage et qui jouent le principal rôle pendant sa durée, maintiendront en fait, sauf de rares exceptions, son indissolubilité. Les susceptibilités morales céderont devant les intérêts matériels, et on ne s'avisera pas, pour quelques irrégularités de conduite du conjoint, de rompre une bonne affaire.

Le mode de propriété transformé, et après cette transformation seulement, le mariage perd sa raison d'être, et librement alors, sans crainte de mésestime, filles et garçons pourront écouter leur nature, satisfaire leurs besoins amoureux, et exercer tous les organes dont l'hygiène exige le fonctionnement régulier.

L'égalité des moyens d'action et de développement réalisée pour tous, l'entretien des enfants soustrait au hasard de la naissance et devenu, comme l'instruction, charge sociale, il n'y aura plus place ni pour la prostitution, ni pour le mariage qui n'est dans son ensemble que la prostitution par-devant le maire.

La prostitution, en effet, consiste dans la subordination des rapports sexuels à des considérations financières. De toutes façons aujourd'hui la femme est l'entretenue de l'homme. Celles qui ne peuvent acheter un mari chargé par cela même de pourvoir à toutes les dépenses, se louent temporairement pour vivre ; mariées ou non, en général, c'est de l'homme et par l'homme qu'elles vivent. Les plus vertueuses indignations n'y changeront rien ; il en sera ainsi jusqu'à ce que la femme soit émancipée au point de vue économique. Alors les rapports sexuels n'étant plus dominés par des mobiles étrangers à leur fin naturelle, seront des rapports essentiellement privés, basés sur ce qui seul les rend dignes, sur l'amour, sur le désir mutuel, aussi durables ou aussi variés que le désir qui les provoque.

Au point de vue politique, la bourgeoisie ressasse aux ouvriers que, s'ils désirent des réformes, ils sont souverains, ils ont le suffrage universel opérant dans les conditions qu'il lui a plu d'indiquer, au moment choisi par elle. Ils seraient vraiment bien difficiles de ne pas se contenter de cette arme de papier, avec laquelle ils ne peuvent rien contre ceux qu'ils ont à combattre.

Détentrice des moyens de production, la minorité est maîtresse absolue de l'existence d'une majorité qui ne peut satisfaire ses besoins organiques les plus urgents qu'à l'aide du salaire. Pour avoir ce salaire indispensable, elle est obligée de s'incliner devant les volontés de ceux qui, pouvant seuls le fournir, disposent souverainement de la vie et de la liberté de tous.

La souveraineté sans la propriété n'est pas seulement inutile, elle est le plus perfide des pièges. Avant l'instauration du suffrage universel, le cens servait

de barrière entre possédants et dépossédés; ceux-ci se trouvant écartés du gouvernement comme de la propriété, leur organisation en classe distincte qui aurait été menaçante pour les prérogatives capitalistes le jour où ils seraient parvenus à la conscience nette de leur état de classe systématiquement infériorisée, résultait de l'ostracisme légal qui les frappait.

A la suite de l'octroi à tous du droit de participation intermittente aux affaires publiques, une confusion funeste s'établit. Les exploités dont on n'avait jusque-là tenu compte que sous la forme de salariés, de soldats et de contribuables, furent victimes d'une illusion qui profita à la caste dirigeante. Souverains nominalement, ils se crurent les maîtres. Suivant leur éducation, leurs préjugés ou leur tempérament, ils s'enrégimentèrent dans les différents partis bourgeois, ils renforcèrent les cadres de leurs ennemis de classe, permettant simplement, par l'appoint de leurs voix, à telle ou telle fraction de la bourgeoisie, de l'emporter sur les autres.

L'ouvrier n'est plus exclusivement ouvrier. Croyant voter pour des coreligionnaires politiques, il livre le pouvoir à des hommes dont les intérêts économiques sont en opposition formelle avec les siens; il ne saurait, en effet, y avoir communauté d'intérêts entre celui qui peut exploiter à sa guise et celui que la faim contraint à accepter les conditions d'exploitation qu'on lui pose.

Par le suffrage universel, ceux qui étaient sous la dépendance économique de la classe bourgeoise, sont devenus les facteurs de sa domination politique. Quelle que soit la couleur de leur drapeau, les gouvernants bourgeois sont tous d'accord pour s'opposer à ce qui porterait atteinte à leur propriété, à ce qui affaiblirait leurs monopoles de caste. C'est pourquoi, si la forme gouvernementale a fait un pas avec l'ins-

tallation de la République, dernier terme de l'évolution purement politique, l'organisation sociale, cause fatale de la misère, n'a pas varié et ne variera pas tant qu'on ne touchera pas à la forme de propriété.

Le suffrage universel voile, au bénéfice de la bourgeoisie, la véritable lutte à entreprendre. On amuse le peuple avec les fadaises politiciennes, on s'efforce de l'intéresser à la modification de tel ou tel rouage de la machine gouvernementale; qu'importe, en réalité, une modification, si le but de la machine est toujours le même, et il sera le même tant qu'il y aura des privilèges économiques à protéger; qu'importe à ceux qu'elle doit toujours broyer, un changement de forme dans le mode d'écrasement?

Prétendre obtenir par le suffrage universel une réforme sociale, prétendre arriver par cet expédient à la destruction de la tyrannie de l'atelier, de la pire des monarchies, de la monarchie patronale, c'est singulièrement s'abuser sur le pouvoir de ce suffrage. Les faits sont là : qu'on examine les deux pays où le suffrage universel fonctionne depuis longtemps, favorisé dans son exercice par une plénitude de liberté dont nous ne jouissons pas encore en France.

Lorsque la Suisse a voulu échapper à l'invasion cléricale, lorsque les États-Unis ont voulu supprimer l'esclavage, ces deux réformes, dans ces pays de droit électoral, n'ont pu sortir que de l'emploi de la force; la guerre du Sonderbund et la guerre de sécession sont là pour le prouver.

Néanmoins, comme il faut en tout et pour tout s'adapter aux conditions du milieu dans lequel on a à vivre, dès l'instant que le suffrage universel existe, il faut en tenir compte, s'ajuster à la situation créée par son établissement, et tâcher d'utiliser de son mieux un état de choses qu'on n'aurait pas provoqué, mais qu'on ne peut pas ne pas subir.

Le système abstentionniste ne mènerait à rien. Les abstentions vont en augmentant parce que, ne votant pas pour le plaisir d'accomplir l'acte de souveraineté qui consiste à jeter un bulletin dans une boîte, on s'aperçoit tous les jours davantage de la stérilité du suffrage universel en tant qu'instrument de réformes. Mais si l'action électorale est stérile, l'abstention ne l'est pas moins. Les abstentions n'arrêtent nullement la machine électorale et, parce qu'on ne participe pas à la fabrication des députés, ces députés n'en sont pas moins nommés, et on n'en est pas moins soumis aux lois tripotées par eux. On n'entravera pas, en refusant d'y prendre part, la politique de la bourgeoisie.

Si on doit user du suffrage universel puisqu'il existe, il ne faut lui demander que ce qu'il peut donner. Qu'il serve à réparer le mal causé par la fusion politique du prolétariat et de la bourgeoisie, en formant, en dehors de tous les partis bourgeois, l'armée de la révolution sociale.

Ce n'est pas l'entrée de quelques socialistes au parlement qu'on doit avoir spécialement en vue, ce n'est pas à une action parlementaire quelconque qu'on doit viser, on ne doit chercher qu'à rallier la classe ouvrière éparpillée dans les divers partis républicains bourgeois, et à la séparer de ceux dont les intérêts économiques sont contraires aux siens. Procédé de groupement du prolétariat pour la lutte, le suffrage universel peut contribuer à accentuer la scission entre les classes confondues politiquement par lui, mais c'est là tout ce qu'il est capable de faire.

Le moyen de hâter, à l'aide du suffrage universel, cette formation de l'armée ouvrière, c'est la candidature de classe, continuant en politique la guerre des classes qui régit notre état social, affirmant sur le terrain électoral l'antagonisme de ceux, quelles

que soient leurs vues politiques, qui détiennent les forces de production, et de ceux qui, n'ayant que leur force de travail, doivent se plier pour vivre aux exigences des premiers.

Mais il ne faut pas identifier la candidature de classe et la candidature ouvrière. Cette dernière n'étant que la candidature d'un ouvrier à idées plus ou moins radicales, loin d'avoir à l'égard de la bourgeoisie une signification hostile, sera petit à petit prônée et soutenue par elle ; c'est là un nouveau piège tendu à la naïveté d'un prolétariat qui commence à se méfier des politiciens de profession, à comprendre qu'il a été berné par eux et que, s'il a été légalement élevé au rang de souverain, il est toujours réellement resté sujet.

On cherchera à retenir sa confiance qui s'échappe en proposant à ses suffrages un des siens. La candidature ouvrière tâchera d'empêcher la guerre entre ouvriers et bourgeois de se substituer aux innocentes escarmouches entre républicains de diverses nuances. Que ce soit un bourgeois ou un ouvrier enrôlé sous une bannière quelconque de la bourgeoisie qui soit élu, le résultat sera le même. La candidature ouvrière, en tant qu'elle n'est que la candidature d'un ouvrier, est un leurre ; il faut, par la candidature de classe, transporter dans la sphère politique la guerre des classes qui remplit l'histoire, et pour cela choisir le candidat en vertu des services qu'il peut rendre et non de l'état qu'il exerce.

Si, en effet, de même que le malade a de sa douleur une notion plus exacte que le médecin qui le soigne, l'ouvrier a plus que tout autre une ideé précise des privations qu'il endure, dès qu'il s'agit du remède à appliquer, les ouvriers, en tant qu'ouvriers, ne sont pas plus aptes à indiquer la solution de la question sociale, que les malades à dé-

couvrir le traitement convenable; quand elle existe, leur compétence en cette matière provient d'études spéciales et non de leur position d'ouvriers.

Est-il besoin de spécifier, après ce qui précède, que nous n'entreprenons pas de campagne pour l'admission actuellement des femmes aux droits politiques, et que, dès lors, la fantaisie de la candidature féminine ne nous compte pas au nombre de ses partisans, quoique, dans les groupes du parti ouvrier, les femmes soient sur le pied de la plus complète égalité avec les hommes?

Sachant que le droit de suffrage est impuissant à amener l'émancipation humaine, nous ne pouvons commettre la faute de perdre un temps précieux à poursuivre un but qui, par impossible supposé atteint, serait incapable d'améliorer la situation de la femme. Ce serait pour elle et pour ceux dont les efforts auraient été égarés, une déception de plus à ajouter à toutes celles que le suffrage universel a causées, seulement la responsabilité, cette fois, retomberait entière sur ceux qui se seraient abandonnés à un sentimentalisme par trop irréfléchi. L'émancipation féminine est subordonnée à la transformation économique, et ce n'est qu'en travaillant à celle-ci qu'on fera réellement quelque chose pour celle-là; agir autrement, c'est, sciemment ou non, se faire complice de diversions nuisibles aux intérêts qu'on affecte de défendre.

Au point de vue économique, on a parlé d'association. Mais l'association ouvrière est chimérique pour tout ce qui est grande industrie, pour ce qui, de plus en plus, englobe la majorité des ouvriers, étant donnée la forme gigantesque que revêt l'instrument de travail et l'élévation des avances nécessaires à la création d'une entreprise.

Que serait l'épargne ouvrière, même en l'admettant praticable, en face de l'accumulation des capitaux indispensable ? D'ailleurs, si par extraordinaire l'épargne pouvait être propagée, elle serait une duperie. Qui dit épargne généralisée dit diminution de la consommation, c'est-à-dire diminution dans la demande de produits, dit, dès lors, diminution de la production et augmentation des chômages au préjudice de ceux qui n'ont les moyens de vivre qu'à la condition d'être occupés.

Quant à l'intervention de l'État, le crédit aux associations ouvrières aurait pour effet de faire à la bourgeoisie une guerre heureuse et tendrait, par conséquent, à abaisser ses bénéfices; or, comme c'est la bourgeoisie qui tient l'État, elle s'empressera, quoi qu'en disent quelques habiles qui aspirent à se faire une popularité en réclamant avec fracas ce qu'ils savent ne pouvoir obtenir, de ne pas fournir au prolétariat la possibilité de la ruiner dans un temps plus ou moins long.

Pour la petite industrie, où l'instrument de travail relativement de peu de valeur permet d'envisager la possibilité de l'association, ces associations dans la pratique se heurtent à des obstacles difficiles, sinon impossibles, à surmonter.

Le modeste capital des ateliers coopératifs leur interdisant les entreprises importantes, ne laissant pas la faculté de faire crédit aux clients, les place, en face des patrons, dans la position défavorable du petit producteur vis-à-vis du gros, avec, en plus, infériorité sur le petit patron que rien n'empêche, en temps de chômage, de congédier tout ou partie de son personnel salarié; car il n'a pas à s'inquiéter de savoir comment ses ouvriers vivront sans travail, il ne se préoccupe que de diminuer ses frais, tandis que, ne pouvant pas renvoyer les associés qui, s'ils ne travail-

lent pas, n'en ont pas moins besoin de manger, l'atelier coopératif dépenserait ses avances, s'endetterait. Les instants de prospérité, loin de profiter à l'ouvrier, seraient consacrés à combler les trous faits à la caisse durant la stagnation des affaires ; l'ouvrier travaillerait comme par le passé pour le capitaliste, qui s'appellerait seulement le créancier au lieu de s'appeler le patron, heureux encore s'il n'aboutissait pas à la ruine.

La plupart du temps, ces associations coopératives ne visent que l'affranchissement de quelques-uns et deviennent, quand par hasard elles réussissent, des patronats collectifs bénéficiant du travail de simples salariés et partageant les profits entre quelques actionnaires, sans se soucier des anciens compagnons de misère autrement que pour les exploiter.

Lorsqu'on songe que, dans une industrie privilégiée comme la typographie, plusieurs milliers d'ouvriers sont en dehors de la tentative d'émancipation, si incomplète soit-elle, à l'aide de l'association ouvrière, on est réduit à convenir que cet exemple, le « tarte à la crème » des réformistes pour la frime, ne prouve qu'une chose, l'impuissance de la société coopérative et l'impossibilité de la généraliser.

Un autre remède fort recommandé, c'est la participation aux bénéfices, et l'empressement avec lequel on conseille ce mode particulier de rétribution s'explique, car il est aujourd'hui établi que les seuls à s'en bien trouver sont les capitalistes, rattrapant d'un côté, grâce à ce système, plus qu'ils n'ont l'air d'abandonner de l'autre.

La participation aux bénéfices, donnant à l'ouvrier l'illusion qu'il travaille pour lui-même et qu'il touchera d'autant plus qu'il produira davantage, attache l'ouvrier à l'atelier, supprime les grèves, assure la diminution des frais généraux par l'économie des

matières premières, et pousse l'ouvrier à fournir la plus grande somme possible de travail. Elle précipite ainsi, par le surplus de production qui en résulte, la venue des chômages et des crises périodiques. La participation aux bénéfices n'est donc qu'un moyen d'accroître le degré d'exploitation.

Ajoutons que la sphère où elle est applicable, c'est-à-dire utile aux patrons, est étroite. Là où les mouvements de l'ouvrier doivent forcément s'adapter aux mouvements ininterrompus de la machine, où l'emploi de la matière première peut être strictement calculé, où la surveillance est facile, la participation étant inutile au capitaliste n'est pas et ne sera pas appliquée.

Il en est qui parlent de transformer le sort de la classe ouvrière par un perfectionnement de notre système absurde d'impôts, et surtout par l'abolition des octrois.

Notre système fiscal frappe lourdement les objets de première nécessité ; la modification de son assiette pourrait améliorer immédiatement la position de l'ouvrier, seulement ce ne serait là qu'une amélioration passagère. Le salaire tend à se régler sur le prix des subsistances indispensables au travailleur, et, leur prix baissant à la suite du dégrèvement obtenu par impossible, le salaire finirait à la longue par baisser ; à la vie à meilleur marché correspondrait un salaire moindre, et la situation réelle serait la même qu'avant cette réforme improbable. Une diminution du prix de ses subsistances ne peut pas plus bénéficier, en définitive, au salarié que la diminution du prix du foin à la bête qui le mange.

D'ailleurs l'expérience est faite. La Belgique a supprimé les octrois depuis 1860 ; l'ouvrier belge acquitte annuellement une bien plus faible moyenne d'impôts que l'ouvrier parisien, en est-il moins exploité pour

cela? En quoi son existence est-elle préférable à celle de nos prolétaires? La sujétion ouvrière est indépendante du système d'impôts.

Quant au libre-échange et à la protection, panacées vantées par quelques-uns, ce sont querelles entre capitalistes dans lesquelles la classe ouvrière n'a pas à prendre parti. Les uns, ayant à protéger leur champ d'exploitation national menacé par la concurrence étrangère, réclament des taxes sur les produits étrangers ; les autres, ayant besoin du libre accès du marché universel pour l'épanouissement de leur exploitation, aspirent à la liberté des échanges. Tous ne songent qu'au maintien profitable d'une puissance qui naît uniquement du mode d'appropriation, et qui donne naissance aux désordres économiques et aux misères prolétariennes.

Il y aurait naïveté à essayer de persuader aux capitalistes de renoncer à l'ordre de choses dont ils jouissent. Une amélioration ruineuse pour eux et effectuée cependant par eux du sort du travailleur, est aussi vraisemblable que l'intervention du Saint-Esprit. Je me les représente difficilement dans le rôle touchant d'appauvris par persuasion. Compte-t-on suppléer à une action volontaire problématique par l'action législative? Mais comment espérer des hommes de la bourgeoisie, en tant que députés, ce qu'on ne peut espérer d'eux, en tant que patrons, ce que, individuellement, ils refusent, lorsque leurs ouvriers sollicitent une légère augmentation de salaire ou une diminution du temps de travail ?

Pour modifier l'homme et ses institutions, il faut commencer par modifier le milieu économique dont ils sont le produit. Bien que conforme aux conditions économiques du moment, une transformation sociale telle que l'abolition de l'esclavage aux États-Unis et

l'abolition du salariat actuellement chez nous, ne s'opère pas sans perturbation violente. L'ordre de choses ancien, matrice de l'organisme supérieur appelé à le remplacer, ne subit pas sans résister l'éclosion des éléments nouveaux qu'il a engendrés : tout enfantement est accompagné d'effusion de sang.

Et ce n'est pas en parlant au nom du droit qu'on pourrait éviter de recourir à la force. Les temps sont passés où, en soufflant dans leurs trompettes, les Hébreux faisaient tomber les murs de Jéricho, les périodes les plus ronflantes sur le droit et la justice ne détacheraient pas une pierre de la forteresse capitaliste. S'il est vrai au point de vue subjectif que la force ne peut pas constituer un droit, en réalité il en est autrement ; la force constitue le droit en ce sens que tout droit qui n'a pas la sanction de la force, est confiné dans le domaine spéculatif.

VI

NOTRE RÉVOLUTION

Une classe, toute l'expérience de l'histoire nous le démontre, n'abdique pas ; une caste propriétaire ne se dépossède pas spontanément. Placer l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier alors qu'ils sont antagoniques, est un fait de générosité que peuvent accomplir isolément certains individus, et encore, avec la concurrence qui régit la production, un patron ne peut pas payer ses ouvriers plus cher que ne le font ses compétiteurs, sans courir le risque de causer sa ruine et de se mettre ainsi en situation de ne plus pouvoir les payer du tout ; mais c'est un sacrifice dont n'est pas capable une classe en tant que classe.

Le grand révolutionnaire Auguste Blanqui, en France, et Marx, en Allemagne, sont les premiers à avoir affirmé qu'une entente n'était pas possible, et que la rénovation sociale se fera, non avec ou par la bourgeoisie, mais contre la bourgeoisie. Tout au plus celle-ci, acculée dans ses derniers retranchements, accordera-t-elle quelques réformes afin d'apaiser des revendications alarmantes. Et ce ne sont pas les socialistes qui la verraient de mauvais œil entrer dans cette voie.

C'est avec joie qu'ils accueilleraient, par exemple, la limitation des heures de travail. Les heures exténuantes employées à enrichir les capitalistes, pourraient être alors utilisées pour l'action politique et la propagande socialiste, auxquelles est physiquement réfractaire l'ouvrier maintenu des douze et quinze heures dans les bagnes industriels. Le malheur continu, la grande misère, la constante souffrance, loin d'exciter les colères et d'échauffer les esprits, dépriment les intelligences et abattent les courages, engendrent la prostration et non la fermentation.

Accorder des réformes, c'est nous jeter des armes, c'est nous rendre plus forts contre nos adversaires devenant plus faibles à mesure que nous le sommes moins. L'appétit vient en mangeant. Plus on obtient et plus on exige ; aussi les réformes effectuées, au lieu d'enrayer le mouvement révolutionnaire, pousseraient à lutter, en même temps qu'elles fourniraient des hommes plus aptes à la lutte. Les socialistes seront donc heureux de toute réforme. Seulement ces réformes, conquêtes de détail, ne sauraient faire faire l'économie du combat final, parce que, quels que puissent être les amoindrissements successifs de ses privilèges par elle consentis sous la pression des événements, la bourgeoisie voudra toujours en garder quelque chose.

Qu'on le déplore ou non, la force est le seul moyen de procéder à la rénovation économique de la société. Quoique les intérêts que représente le parti ouvrier soient ceux de la majorité, il n'est encore que la minorité consciente du prolétariat, et néanmoins il fait appel à la force; quel aveuglement, s'écrie-t-on! En le critiquant sur ce point, on oublie que la plupart des révolutions sont l'œuvre de minorités dont la volonté tenace et courageuse a été secondée par l'apathie de majorités moins énergiques. Serions-nous en République, si on avait attendu, avant de l'établir, l'adhésion de la majorité du pays à l'idée républicaine?

Le nombre est une force, mais il n'est pas à lui seul la force; il peut en être simplement un des éléments, au même titre que le degré de développement, l'énergie, l'organisation, les armes dont on dispose.

Le nombre ne suffit pas, du reste, pour dispenser de l'emploi de la force. En 1789, le tiers état était majorité dans la nation, il était majorité dans les états généraux, malgré cette situation, sans le 14 juillet, il aurait échoué : « cette petite action de guerre, a déclaré le 29 juin 1880 à la tribune du Sénat un historien bourgeois, M. Henri Martin, sauva l'avenir de la France ».

En matière de révolution, nous ne prêchons pas l'art pour l'art, comme ces fantoches à la Pyat, révolutionnaires d'opéra-bouffe, tutoyant le peuple, faisant parler la poudre en style amphigourique et ne prenant que la poudre d'escampette, portant des toasts à de petites balles mais ayant soin « de partir avant que les fusils ne partent ». La révolution n'est pas notre but, elle n'est que le moyen que nous imposent les circonstances pour l'atteindre.

Ce que nous poursuivons, ce n'est pas l'instaura-

tion par un coup de force d'une forme sociale dont nous avons le plan dans la tête, c'est le remplacement de l'ordre capitaliste par l'ordre dont les éléments, ainsi que cela a été précédemment montré, se développent chaque jour davantage dans le sein même de l'ordre actuel. Cette transformation est subordonnée à la prise de possession préalable du pouvoir politique. La classe ouvrière doit s'emparer par la force de ce pouvoir qui, entre ses mains, sera l'instrument de l'expropriation économique de la bourgeoisie et de l'appropriation collective des moyens de production.

La première chose à faire est de déloger la bourgeoisie du gouvernement comme celle-ci en a délogé la noblesse. L'Etat n'est, en effet, que l'appareil gouvernemental permettant de maintenir sous la coupe des possédants la classe dépossédée, et la bourgeoisie ne consolide pas l'instrument de domination qu'est exclusivement l'État, pour ne pas s'en servir d'une façon légale ou extra-légale le jour où elle serait en danger; il faut donc lui enlever d'abord toute possibilité de résistance.

C'est ainsi que la logique commande de procéder, c'est ainsi qu'a agi le tiers état. Il s'empara en premier lieu du pouvoir, ensuite il toucha à la propriété. Et la révolution bourgeoise a été durable à ce point, que les représentants de la société aristocratique ont été impuissants en 1815, même avec l'appui de l'étranger, à ressusciter l'ordre de choses ancien, ce qui, entre parenthèses, démontre l'efficacité de cette méthode révolutionnaire. La Charte bourbonienne fut obligée de consacrer l'irrévocabilité des acquisitions faites par les voleurs des biens nationaux; la question de propriété, base de l'édifice social, telle qu'elle avait été réglée, fut sauve.

Une révolution sociale n'étant un phénomène ni

spontané, ni local, nous ne pouvons être partisans des mouvements partiels dus à l'initiative d'individualités, de groupes ou même de villes, qui éclaircissent les rangs des révolutionnaires sans compensation. La Commune dont nous célébrons l'anniversaire comme celui d'une des étapes de l'évolution socialiste, a échoué parce qu'elle a commis notamment la faute de restreindre son action à Paris. L'émancipation de Paris est liée à l'émancipation de la France ouvrière; c'est pour les idées bourgeoises de fédéralisme et de communalisme que se sont battus en 1871 presque tous les Parisiens, alors qu'il aurait fallu soulever, ou du moins tenter de soulever, toute la masse ouvrière du pays en l'intéressant directement à la lutte.

La tâche des révolutionnaires n'est pas de déterminer l'heure de cette révolution, qui sortira fatalement des complications économiques et politiques dont l'Europe est destinée à être bientôt le théâtre. Une fois la tendance des phénomènes économiques constatée, une fois analysés et connus les éléments matériels de la transformation qui se prépare, les révolutionnaires n'ont qu'à organiser les éléments intellectuels, à recruter l'armée capable de faire tourner à son profit les événements qui s'élaborent, à tenir la force ouvrière prête aux luttes que le déchaînement des antagonismes sociaux doit nécessairement amener.

Les révolutionnaires n'ont pas plus à choisir les armes qu'à décider du jour de la révolution. Ils n'auront à cet égard qu'à se préoccuper d'une chose, de l'efficacité de leurs armes, sans s'inquiéter de leur nature. Il leur faudra évidemment, afin de s'assurer les chances de victoire, n'être pas inférieurs à leurs adversaires et, par conséquent, utiliser toutes les ressources que la science met à la portée de ceux qui

ont quelque chose à détruire. Sont mal venus à les blâmer ceux qui les forcent à monter à leur niveau, qui, dans notre siècle dit civilisé, président aux boucheries humaines l'ensanglantant périodiquement, et s'attachent à perfectionner les engins de destruction.

En résumé, c'est pour la conquête du pouvoir politique dont la possession est indispensable à son affranchissement, que le prolétariat doit recourir à la force. A la force bourgeoise, à la légalité bourgeoise, systématisation de la force mise à tout instant au service des privilèges économiques de la bourgeoisie, il faut opposer la force ouvrière qui, une fois maîtresse du pouvoir politique, fera à son tour une légalité nouvelle, et procédera légalement à l'expropriation économique de ceux qu'elle aura déjà violemment renversés du pouvoir. Ce mode d'action est prescrit par les faits, ceux qui usent de la force ne peuvent être vaincus que par la force.

Pour la transformation économique à effectuer légalement, ce sont encore les faits qui seront les éléments directeurs des modifications successives à opérer.

Le but du socialisme est de fournir à chacun les moyens de mettre en activité ses facultés développées, tandis qu'aujourd'hui l'action de la majorité est subordonnée à un capital qui lui fait défaut, et nous savons que ce but ne peut être atteint que par la socialisation des forces productives.

Là où les moyens de travail se trouvent entre les mains de celui qui les met en œuvre, bien qu'ils s'y trouvent sous la forme d'appropriation individuelle, le parti ouvrier n'aura qu'à laisser faire les événements qui éliminent de plus en plus cette forme d'appropriation. Dans le cas, par exemple, du paysan cultivant lui-même le lopin de terre qu'il possède, du

petit industriel mettant lui-même en mouvement le modeste instrument de travail qui lui appartient, il y a effort personnel, il n'y a pas exploitation. Loin d'être exploiteurs, ils sont, eux aussi, exploités, étant la proie des intermédiaires financiers et commerciaux auxquels ils doivent avoir recours. Il ne saurait là y avoir lieu à confiscation ; ce qui leur enlèvera leur petite propriété, ce sont les nécessités de la production auxquelles tôt ou tard il leur faudra se plier.

Seulement, en attendant que les faits aient opéré cette expropriation inévitable, en attendant qu'ils aient obligé le paysan à devenir, au lieu de propriétaire nominal d'une parcelle de terre grevée d'hypothèques, ne lui procurant qu'une vie dure et pénible, co-propriétaire du sol national avec rémunération équivalente à son temps de travail, le parti ouvrier l'intéressera à l'ordre communiste.

A peine au pouvoir, le prolétariat annoncera aux paysans l'annulation de toutes leurs dettes non hypothécaires, la suppression de l'impôt foncier en particulier, la faculté de payement en nature pour toutes leurs redevances, la confiscation au profit de la collectivité des dettes hypothécaires réduites de 50 0/0, ainsi que la mise gratuite à leur disposition d'engrais, semences et machines agricoles.

Le paysan propriétaire individuel de la terre qu'il cultive lui-même, trouvera de la sorte son bénéfice dans le nouveau régime jusqu'au jour où, soit la nécessité résultant de la concurrence des grandes propriétés actuelles socialisées, soit les avantages réels qu'il verra découler de l'exploitation sociale du sol, l'amèneront à renoncer à la propriété exclusive de son morceau de terre.

Il ne s'agit donc à son sujet ni de violence, ni de persuasion ; mais on verra si le paysan ne comprend

pas le langage employé, et si son égoïsme satisfait dans la large mesure que je viens d'indiquer, n'assiste pas impassible à l'expropriation des grands propriétaires, et même à quelque chose de plus, pour le cas où ceux-ci auraient la maladroite inspiration de faire les récalcitrants.

La modification économique de l'ordre social est immédiatement possible pour tout ce qui est grande industrie ou grand commerce, partout où la concentration des capitaux est accomplie.

A l'égard de ce qui se trouvera sous la main de l'État, pas de difficulté ; il faudra ajouter à la prise de possession des services publics, la suppression de cette épouvantable Dette pour les intérêts de laquelle la France paye chaque année un milliard deux cents millions, c'est-à-dire trente-deux francs par tête, cent soixante francs en moyenne par famille de cinq personnes.

A l'égard de tout ce qui sera constitué sous la forme sociétaire, pas de difficulté non plus ; il n'y aura qu'a annuler les titres, actions ou obligations, ramenant tous ces papiers maculés à leur valeur au poids. L'appropriation collective des capitaux déjà réalisée, revêtira ainsi, sans bouleversement dans le mode de production, au lieu de la forme sociétaire qui ne profite qu'à quelques-uns et qui nuit à presque tous, la forme sociale au bénéfice de tous.

Ce sera une reprise pure et simple. Cette idée d'expropriation sans indemnité indigne les défenseurs de la bourgeoisie.

D'où est sortie cette propriété qui ne compte pas encore un siècle d'existence? D'une expropriation semblable à celle qui leur répugne tant. C'est sans indemnité qu'ont été expropriés la noblesse et le clergé, que leurs biens, et, ce qui est plus grave, une partie des biens communaux, ont été transformés en

domaines privés. Les ventes de ces biens purement et simplement confisqués, dont, malgré de solennelles promesses, les prolétaires n'ont eu miette, ne furent, selon un des hommes qui ont le plus soigneusement étudié la période révolutionnaire, Georges Avenel, « qu'une sorte d'orgie territoriale où tous les capitalistes firent chère lie ».

N'a-t-on pas vu, de nos jours, les ateliers de tissage mécanique exproprier de leur instrument de travail les propriétaires des métiers à bras? Les a-t-on indemnisés pour ces métiers qu'ils n'ont plus eu qu'à brûler? Les chemins de fer, dont chaque nouvelle ligne rend inutile un service de voiture, indemnisent-ils les voituriers? Par arrêté du Préfet de police en date du 16 décembre 1881, « l'entrée du théâtre Déjazet est interdite au public »; d'un trait de plume, directeur et artistes ont été, toujours sans indemnité, expropriés l'un de sa propriété, les autres de leurs moyens d'existence, au nom de l'intérêt public. Or, c'est également l'intérêt public qui exige l'expropriation de la bourgeoisie.

Contrairement à ce qu'a fait le tiers état pratiquant le ôte-toi de là que je m'y mette, l'expropriation socialiste sera une expropriation au profit de tous. Les capitaux ayant fait retour à la collectivité, le capitaliste aura disparu en tant que capitaliste; en tant qu'homme, les moyens de production socialisés seront à la disposition de son activité aux mêmes conditions que pour tous et, comme tous, il touchera la rétribution afférente à son temps de travail. S'il est infirme ou vieux, la collectivité l'entretiendra, comme elle entretiendra largement tous les vieillards et tous les infirmes.

En définitive, l'évolution du milieu économique actuel aboutit fatalement à la disparition de l'appropriation strictement individuelle. Tel est le fait contre

lequel nos préférences personnelles ne peuvent rien. Mais si la centralisation des forces économiques qui s'opère tous les jours plus complète, a pour terme nécessaire l'appropriation collective, ce n'est que lorsque, par suite de l'action révolutionnaire de la classe productive et non propriétaire, elle sera entrée dans sa période socialiste, que cette évolution inévitable ne se doublera pas, comme en régime capitaliste, de la misère des travailleurs et de la ruine des propriétaires expropriés.

DÉVELOPPEMENT

DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

PREMIÈRE SECTION

Marchandise et Monnaie

CHAPITRE I

LA MARCHANDISE

I. Valeur d'usage et valeur d'échange. — Valeur, sa substance. — Grandeur de la valeur, temps de travail nécessaire socialement. — II. Double aspect du travail. — Double caractère social des travaux privés. — Réduction de tous les travaux à une certaine quantité de travail simple. — III. La valeur, réalité sociale, n'apparaît que dans l'échange. — Forme de la valeur. — IV. Apparence materielle du caractère social du travail.

La marchandise, c'est-à-dire l'objet qui, au lieu d'être consommé par celui qui l'a produit, est destiné à l'échange, à être vendu, est la forme élémentaire de la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste. L'analyse de la marchandise doit être, en conséquence, le point de départ de notre étude.

I. — *Valeur d'usage et valeur d'échange.*

Prenons deux objets, une table et du blé, par exemple. Par suite de leurs qualités particulières, chacun de

ces deux objets sert à satisfaire des besoins distincts, tous les deux sont donc utiles à l'homme qui en fait usage.

Pour devenir une marchandise, un objet doit être, d'abord, une chose utile, une chose qui aide à satisfaire des besoins humains de n'importe quelle espèce. L'utilité d'une chose, utilité qui provient des qualités naturelles de la chose et apparaît dans son usage ou sa consommation, fait de cette chose *une valeur d'usage.*

Destiné par celui qui le confectionne, à satisfaire les besoins ou les convenances des autres, un objet quelconque est livré par le producteur à celui à qui il est utile, à celui qui veut en user, contre un autre objet, et par cet acte il devient marchandise. La proportion variable dans laquelle des marchandises d'espèce différente s'échangent l'une contre l'autre, constitue leur ***valeur d'échange.***

Valeur, sa substance.

Considérons le rapport d'échange de deux marchandises : 75 kilos de blé, je suppose, égalent 100 kilos de fer. Qu'est-ce que cela signifie? que dans deux objets différents, du blé et du fer, il existe quelque chose de commun.

Ce quelque chose de commun ne peut être une propriété naturelle quelconque des marchandises : il n'est tenu compte de leurs qualités naturelles qu'autant que ces qualités leur donnent une utilité qui en fait des valeurs d'usage; dans leur échange, et c'est ce qui caractérise le rapport d'échange, on ne regarde pas leur utilité respective, mais seulement si elles se trouvent respectivement en quantité suffisante. Comme valeurs d'usage, les marchandises sont avant tout de qualité différente ; comme valeurs d'échange, elles ne peuvent être que de différente quantité.

Les propriétés naturelles, la valeur d'usage, mises donc de côté, il ne reste plus aux marchandises qu'une qualité, celle d'être des produits du travail.

Puisque ici, dans une table, une maison, un sac de blé, etc., nous devons mettre de côté l'utilité respective de ces objets, leur forme utile particulière, nous n'avons pas à nous préoccuper du travail productif spécial de l'ébéniste, du maçon, du laboureur, etc., qui leur a donné cette forme particulière. Écartant ainsi dans ces travaux leur physionomie propre, il ne nous reste plus que leur caractère commun : ils sont, dès lors, tous ramenés à une dépense de force humaine de travail, c'est-à-dire à une usure de l'organisme de l'homme, sans égard à la forme particulière sous laquelle cette force a été dépensée.

Résultats d'une dépense de force humaine en général, échantillons du même travail indistinct, les marchandises ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production une force de travail a été dépensée, c'est que du travail est accumulé en elles. En tant que matérialisation de ce travail, sans en examiner la forme, elles sont *valeurs*. Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises, est leur valeur.

Grandeur de la valeur, temps de travail nécessaire socialement.

La substance de la valeur est le travail, la mesure de la quantité de valeur est la quantité de travail, mesurée elle-même par la durée, par le temps de travail.

Le temps de travail qui détermine la valeur d'un article est le temps nécessaire socialement à sa production, c'est-à-dire le temps nécessaire non dans un

cas particulier, mais en moyenne; c'est le temps qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité, et dans les conditions ordinaires par rapport au milieu social donné.

La grandeur de valeur d'une marchandise ne changerait pas si le temps nécessaire à sa production restait le même. Mais celui-ci varie avec chaque modification de la productivité du travail, c'est-à-dire avec chaque modification apportée à la puissance des procédés ou des conditions extérieures à l'aide desquels la force de travail se manifeste; la productivité du travail dépend donc, entre autres choses, de l'habileté moyenne des travailleurs, de l'étendue et de l'efficacité des moyens de produire, de circonstances purement naturelles : la même quantité de travail est représentée, par exemple, par huit boisseaux de froment si la saison a été favorable, par quatre dans le cas contraire.

En général, si la productivité du travail augmente, le temps nécessaire à la production d'un article diminuant, la valeur de cet article diminue, et, inversement, si la productivité diminue, la valeur augmente. Mais, quelles que soient les variations de sa productivité, le même travail fonctionnant pendant le même temps, crée toujours la même valeur; seulement il fournit, dans un temps déterminé, plus ou moins de valeurs d'usage, d'objets d'utilité, selon que sa productivité augmente ou diminue.

Qu'on produise dans le même temps, grâce à un développement de la productivité, deux habits au lieu d'un, chaque habit continuera à avoir l'utilité qu'il avait avant que la production fût doublée; mais avec ces deux habits on peut habiller deux hommes au lieu d'un, il y a donc augmentation de richesse matérielle ; néanmoins, la valeur de l'ensemble des objets d'utilité ainsi doublé, reste la même : deux ha-

bits faits dans le même temps que précédemment un seul, ne valent pas plus qu'un seul précédemment.

Une modification dans la productivité, qui rend le travail plus fécond, augmente la quantité des articles livrés par lui et, par conséquent, la richesse matérielle; mais elle ne change pas la valeur de cette quantité ainsi augmentée matériellement si le temps total de travail employé à sa fabrication est le même.

Nous connaissons la substance de la valeur : c'est le travail. Nous connaissons sa mesure : c'est la durée du travail.

Une chose peut être une valeur d'usage et ne pas être une valeur, il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail, tels sont l'air, des prairies naturelles, un sol vierge, etc.; une valeur d'usage n'a de valeur qu'autant que du travail humain est accumulé en elle. Par exemple l'eau qui coule dans une rivière, bien qu'utile à des besoins nombreux de l'homme, n'a cependant aucune valeur; mais, qu'à l'aide de seaux ou de tuyaux on la transporte à un cinquième étage, elle acquiert immédiatement de la valeur, parce que, pour l'y faire parvenir, une certaine quantité de force humaine a été dépensée.

Une chose peut être utile et produit du travail sans être marchandise : quiconque par son produit satisfait ses propres besoins, ne crée qu'une valeur d'usage pour son compte personnel. Pour produire des marchandises, il faut produire des valeurs d'usage dans le but de les livrer à la consommation des autres au moyen de l'échange.

Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est pas utile; si un objet est inutile, le travail qu'il renferme ayant été dépensé inutilement, ne crée pas de valeur.

II. — *Double aspect du travail.*

Les travaux de l'ébéniste, du maçon, du laboureur, etc., créent de la valeur par leur qualité commune de travail humain; mais ils ne forment une table, une maison, du blé, etc., en un mot des valeurs d'usage différentes, que parce qu'ils ont des qualités différentes.

Tous les travaux sont, d'un côté, dépense physique de force humaine, et forment, en tant que de même nature à ce titre, la valeur des marchandises. De l'autre côté, tout travail est dépense de la force humaine sous telle ou telle forme productive déterminée par un but particulier et, à ce titre de travail utile différent, il produit des valeurs d'usage ou choses utiles.

Double caractère social des travaux privés.

A l'ensemble des objets d'utilité de toute sorte nécessités par la variété des besoins humains, correspond un ensemble de travaux également variés. Pour satisfaire les divers besoins de l'homme, le travail s'offre donc, tantôt sous telle forme utile, tantôt sous telle autre, d'où une multitude innombrable d'industries.

Bien qu'exécutées indépendamment les unes des autres, d'après la volonté et pour le compte privé de leurs producteurs, sans rapport apparent, ces diverses spécialités de travaux utiles s'affirment comme les parties, se complétant les unes les autres, du travail général destiné à satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. Les métiers individuels, dont chacun ne correspond tout au plus qu'à une catégorie de besoins, et dont la variété indispensable ne résulte d'aucun arrangement, forment, dans leur totalité, comme les

anneaux du système social de la division du travail s'adaptant à la diversité infinie des besoins.

De cette sorte, les hommes travaillant les uns pour les autres, leurs travaux privés revêtent par cela seul un caractère social; or ces travaux ont aussi un caractère social par leur ressemblance à titre de travail humain en général, cette ressemblance n'apparaissant que dans l'échange, c'est-à-dire dans un rapport social qui les place en face les uns des autres sur un pied d'équivalence, malgré leur différence naturelle.

Réduction de tous les travaux à une certaine quantité de travail simple.

Les diverses transformations des matières naturelles et leur appropriation aux divers besoins humains, qui constituent toute l'œuvre de l'homme, sont plus ou moins pénibles à opérer; les différents genres de travail dont elles sont le résultat, sont plus ou moins compliqués.

Mais quand nous parlons du travail humain au point de vue de la valeur, nous n'envisageons que le travail simple, c'est-à-dire la dépense de la force simple que tout homme ordinaire, sans éducation spéciale, possède dans son organisme. Le travail simple moyen varie, il est vrai, suivant les pays et suivant les époques; mais il est toujours déterminé dans une société donnée. Le travail supérieur n'est que du travail simple multiplié; il peut toujours être ramené à une quantité plus grande de travail simple : une journée, par exemple, de travail supérieur ou compliqué à deux journées de travail simple.

L'expérience montre que cette réduction de tous les travaux à une quantité d'une seule et même espèce de travail, se fait partout tous les jours. Les

marchandises les plus diverses sont uniformément exprimées en monnaie, c'est-à-dire dans une certaine masse d'or ou d'argent. Par cela même, les différents genres de travail dont ces marchandises sont le produit, pour si compliqués qu'ils soient, sont ramenés, dans une proportion quelconque, au produit d'un seul et même travail, le travail qui fournit l'or ou l'argent, dont tous représentent seulement des quantités différentes.

III. — *La valeur, réalité sociale, n'apparaît que dans l'échange.*

Les marchandises ne sont marchandises, que parce qu'elles sont deux choses à la fois, objets d'utilité et porte-valeur. Elles ne peuvent donc entrer dans la circulation qu'autant qu'elles se présentent sous une double forme, leur forme de nature et leur forme de valeur.

Prise à part, une marchandise, en tant qu'objet de valeur, reste insaisissable ; nous avons beau dire, en effet, elle est du travail humain matérialisé, nous la ramenons à l'abstraction valeur sans que le moindre grain de matière constitue cette valeur; après comme avant, elle ne possède qu'une seule forme palpable, sa forme naturelle d'objet utile.

Si l'on se souvient que la réalité des marchandises en tant que valeurs, consiste en ce qu'elles sont des expressions de la même unité sociale, du travail humain, il devient évident que cette réalité, purement sociale, ne peut se manifester que dans les transactions sociales : le caractère de valeur ressort dans les rapports des marchandises les unes avec les autres et dans ces rapports seulement. C'est dans l'échange, que les produits du travail manifestent, comme valeurs, une existence sociale, sous une forme identique,

distincte de leur existence matérielle, sous des formes diverses, comme objets d'utilité. Une marchandise exprime sa valeur par le fait de se poser comme pouvant être échangée avec une autre, par le fait, en un mot, de se poser comme valeur d'échange, mais elle ne l'exprime que de cette façon.

Si la valeur se manifeste dans le rapport d'échange, ce n'est pas l'échange qui engendre la valeur; c'est, au contraire, la valeur de la marchandise qui régit ses rapports d'échange, qui détermine ses relations avec les autres. Une comparaison le fera comprendre.

Un pain de sucre est pesant, mais son apparence n'indique pas à elle seule qu'il est pesant et, encore moins, quel est son poids. Prenons divers morceaux de fer de poids connu. En elle-même, la forme matérielle du fer est, aussi peu que celle du sucre, une forme d'indication de la pesanteur. Mis en rapport avec le pain de sucre, ces morceaux de fer nous feront connaître son poids. Ainsi, la grandeur de son poids qui n'apparaissait pas quand on considérait le pain de sucre isolément, se manifeste lorsqu'il est mis en rapport avec le fer; mais ce n'est pas le rapport de poids du sucre avec le fer, qui est cause de l'existence du poids du sucre, c'est au contraire ce poids qui détermine ce rapport.

Ce rapport du fer avec le sucre n'est possible que parce que ces deux objets, si différents au point de vue de l'usage, ont une propriété commune, la pesanteur; et, dans ce rapport, le fer est regardé comme un corps qui ne représente que du poids; on ne tient pas compte de ses autres propriétés, il ne sert que comme mesure du poids. De même, dans une expression de valeur, 20 mètres de toile valent un habit, par exemple, la seconde marchandise ne représente que valeur; l'utilité particulière de l'habit est, en ce

cas, laissée de côté, il ne sert que comme mesure de valeur de la toile. Ici, toutefois, cesse la ressemblance. Dans l'expression de poids du pain de sucre, le fer représente une qualité commune aux deux corps, mais une qualité naturelle, leur pesanteur; dans l'expression de valeur de la toile avec l'habit, l'habit représente bien une qualité commune aux deux objets, mais ce n'est pas une qualité naturelle, c'est une qualité d'origine purement sociale, leur valeur.

La marchandise qui est chose double, objet d'utilité et valeur, n'apparaît donc ce qu'elle est, chose double, que dès qu'elle n'est plus considérée isolément, que dès que, par son rapport avec une autre marchandise, par la possibilité d'être échangée, elle donne à sa valeur une forme appréciable, la forme de valeur d'échange, distincte de sa forme naturelle.

Forme de la valeur.

En tant que valeurs, toutes les marchandises sont des expressions d'une même unité, le travail humain, remplaçables les unes par les autres. Une marchandise est, par conséquent, échangeable avec une autre marchandise quelconque. En fait, il y a impossibilité d'échange immédiat entre les marchandises. Une seule marchandise se trouve sous forme d'échangeabilité immédiate avec toutes les autres : chacun sait que les marchandises possèdent une forme valeur particulière, la forme monnaie.

Cette forme monnaie provient de la simple forme du rapport d'échange, qui est 20 mètres de toile valent un habit, ou 75 kilos de blé valent 100 kilos de fer, etc.

D'abord, une marchandise quelconque s'échange ainsi contre une marchandise différente quelconque;

c'est là le fait d'échanges isolés, une seule marchandise exprimant accidentellement sa valeur dans une seule autre.

Puis, une même marchandise s'échange, non plus par hasard contre une autre, mais régulièrement contre diverses autres. 20 mètres de toile, je suppose, valent alternativement un habit, 75 kilos de blé, 100 kilos de fer, etc.; une marchandise exprime alors sa valeur dans une série de marchandises, tandis que tout à l'heure elle ne l'exprimait que dans une seule.

Jusque-là, ce n'est jamais qu'une marchandise qui exprime sa valeur, en premier lieu dans une autre, en second lieu dans beaucoup d'autres. Chaque marchandise a à trouver sa forme ou ses formes de valeur; il n'y a pas une forme de valeur commune à toutes les marchandises.

Dans la formule qui précède, nous voyons que 20 mètres de toile valent un habit, ou 75 kilos de blé, ou 100 kilos de fer, ou..., etc. La marchandise dont la valeur est à exprimer, ne changeant pas, — c'est toujours la toile, — les marchandises qui expriment sa valeur, varient, c'est tantôt un habit, tantôt du blé, tantôt du fer, etc.; une même marchandise, la toile, peut avoir autant de miroirs de sa valeur qu'il y a d'autres marchandises différentes. Puisque nous voudrions que, au contraire, un même miroir reflétât la valeur de toutes les marchandises, prenons le contre-pied de notre exemple; nous avons : un habit vaut 20 mètres de toile, 75 kilos de blé valent 20 mètres de toile, 100 kilos de fer valent 20 mètres de toile, etc. Cette formule, qui n'est que la formule précédente retournée, celle-ci n'étant elle-même que le développement de la forme simple du rapport d'échange, nous donne enfin, pour l'ensemble des marchandises, une expression de valeur uniforme.

Toutes ont maintenant une mesure de valeur commune, la toile, qui, immédiatement échangeable avec elles, est pour toutes la forme d'existence de leur valeur.

Les marchandises, au point de vue de la valeur, sont des choses purement sociales, leur forme valeur devait donc revêtir une forme socialement validée. Et la forme valeur n'a pris consistance, qu'à partir du moment où elle s'est attachée à un genre spécial de marchandises, à un objet unique universellement reconnu. Cet objet unique, forme officielle des valeurs, pouvait être, en principe, n'importe quelle marchandise. La marchandise spéciale avec la forme naturelle de laquelle la valeur s'est peu à peu confondue, est l'or. Mettons l'or dans notre dernière formule à la place de la toile, et nous obtenons la forme monnaie de la valeur ; toutes les marchandises sont ramenées à une certaine quantité d'or.

Avant de conquérir historiquement ce monopole social de forme de la valeur, l'or était une marchandise comme toutes les autres. Il ne fonctionne aujourd'hui comme monnaie en face des autres marchandises, que parce qu'il jouait aussi auparavant, à côté d'elles, le rôle de marchandise. Comme elles toutes, il a paru d'abord accidentellement dans des échanges isolés. Petit à petit il fonctionna, dans des limites plus ou moins larges, en qualité de mesure générale de la valeur. A l'heure actuelle, c'est exclusivement par son intermédiaire, que les possesseurs de marchandises échangent leurs produits contre d'autres.

La forme monnaie de la valeur semble être maintenant sa forme naturelle. Si on dit que du froment, un habit, des bottes se rapportent à la toile comme à la mesure de la valeur, comme à l'incarnation générale du travail humain, l'étrangeté de cette proposition saute immédiatement aux yeux ; quand les produc-

teurs de ces marchandises, au lieu de les rapporter à la toile, les rapportent, ce qui revient au même, à l'or ou à l'argent, la chose ne les étonne plus. Une marchandise ne paraît point être devenue monnaie, parce que les autres marchandises expriment en elle leur valeur, tout au contraire, les marchandises paraissent exprimer en elle leur valeur parce qu'elle est monnaie.

IV. — *Apparence matérielle du caractère social du travail.*

Cette forme monnaie ou argent contribue donc à donner une idée fausse des rapports des producteurs. Ces rapports mettent les produits en présence, pour les échanger, en comparant leurs valeurs, c'est-à-dire en comparant leurs travaux, de genres différents, à titre de travail humain semblable, en prêtant, ainsi, à ces travaux et à leurs produits, une physionomie sociale distincte de leur physionomie naturelle.

Et les produits du travail qui, par eux-mêmes, sont choses simples et faciles à comprendre, deviennent compliqués, remplis de subtilités, énigmatiques, dès qu'on les envisage comme objets de valeur en dehors de leur nature physique, dès que, en un mot, ils deviennent marchandises.

La valeur d'échange, qui n'est véritablement qu'une manière sociale particulière de compter le travail dépensé dans la fabrication d'un objet, qui n'a par conséquent qu'une réalité sociale, est devenue si familière à tout le monde, qu'elle semble être, comme la forme monnaie pour l'or et l'argent, une propriété intime des objets.

Apparaissant dans la période historique où règne le mode de production marchande, ce caractère de valeur a pris l'aspect d'un élément matériel des cho-

ses, inséparable d'elles, éternel; tandis qu'il existe des modes de production, où la forme sociale des produits du travail se confond avec leur forme naturelle au lieu d'en être distincte, où les produits se présentent comme des objets d'utilité diverse et non comme des marchandises s'échangeant réciproquement.

Cette apparence matérielle que revêt un caractère purement social, cette illusion d'une propriété naturelle des choses de s'échanger en proportions déterminées, transforme, aux yeux des producteurs, leur propre mouvement social, leurs rapports personnels pour l'échange de leurs produits, en mouvement des choses elles-mêmes, mouvement qui les mène, bien loin qu'ils puissent le diriger; la production et ses rapports, création de l'homme, régissent l'homme au lieu d'être régis par lui.

On trouve un fait analogue dans la région nuageuse du monde religieux. Là, les produits du cerveau humain deviennent dieux, prennent l'aspect d'êtres indépendants, doués de corps particuliers, en communication avec les hommes et entre eux. Il en est de même des produits de la main de l'homme dans le monde marchand.

CHAPITRE II

DES ÉCHANGES

Rapports des possesseurs des marchandises, conditions de ces rapports. — Le rapport d'échange entraîne nécessairement la forme monnaie. — La forme monnaie s'attache aux métaux précieux.

Rapports des possesseurs des marchandises, conditions de ces rapports.

Les marchandises ne pouvant aller toutes seules au marché ni s'échanger elles-mêmes entre elles, pour les mettre en rapport les unes avec les autres, leurs possesseurs doivent eux-mêmes se mettre en rapport entre eux ; de telle sorte que chacun s'approprie la marchandise d'autrui, en lui abandonnant la sienne, au moyen d'un acte volontaire commun. Pour que l'aliénation soit réciproque, les possesseurs doivent donc se reconnaître tacitement comme propriétaires privés des choses aliénées. Ce rapport juridique, dont le contrat est la forme, n'est que le rapport des volontés dans lequel se reflète le rapport économique. Les personnes n'existent ici les unes pour les autres, qu'à titre de représentants de la marchandise qu'elles possèdent.

Pour le possesseur d'une marchandise qui veut l'échanger contre une autre, cette marchandise n'est pas une valeur d'usage, un objet d'utilité ; si elle lui était utile, il ne chercherait pas à s'en débarrasser. La seule utilité que l'échangiste trouve à sa marchandise,

c'est qu'elle peut être utile à d'autres, c'est qu'elle est, par conséquent, un instrument d'échange, c'est qu'elle est porte-valeur. Il veut, dès lors, l'aliéner contre d'autres marchandises dont la valeur d'usage puisse satisfaire ses besoins personnels.

Toutes les marchandises sont des non-valeurs d'usage pour ceux qui les possèdent, et des valeurs d'usage pour ceux qui ne les possèdent pas, aussi faut-il qu'elles changent de mains; ce changement constitue précisément leur échange. Or l'échange ne les rapporte les unes aux autres que comme valeurs; après l'échange seulement, elles deviennent valeurs d'usage pour leur nouveau possesseur qui les a prises en vue de leur utilité. Il faut donc que les marchandises se manifestent comme valeurs, avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs d'usage.

D'un autre côté, il faut que leur valeur d'usage soit constatée, avant qu'elles puissent se réaliser comme valeurs; car elles ne se réalisent comme valeurs, que parce qu'il est con staté que le travail dépensé dans leur production, l'a été sous une forme utile à d'autres; et cela n'est constaté que dès qu'il se rencontre quelqu'un pour en devenir possesseur en vue de leur utilité, cela n'est constaté, en un mot, que par leur échange.

En résumé, ce n'est que si elles ont une utilité que les marchandises peuvent se présenter comme valeurs. Or, elles doivent s'être déjà présentées comme valeurs avant de manifester leur utilité. Comment, pour les possesseurs des marchandises, satisfaire à ces conditions contradictoires?

Le rapport d'échange entraîne nécessairement la forme monnaie.

Dans cette situation, les marchandises ne peuven'

montrer leur caractère de valeur et leur quantité de valeur, que si elles sont placées sur un pied d'égalité avec une certaine quantité d'une chose utile dont la valeur est déjà constatée. Deux marchandises manifestent leur valeur par leur comparaison avec une troisième marchandise dont l'utilité, déjà reconnue, donne un corps à la valeur des deux autres. Cette troisième marchandise, forme de la valeur des autres, devient monnaie, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent. C'est le rapport d'échange qui entraîne nécessairement la forme monnaie.

Le développement historique de la production et de l'échange a imprimé, de plus en plus, aux produits du travail le caractère de marchandises, de produits pour les autres; une partie de plus en plus grande des objets utiles, a été produite intentionnellement en vue de l'échange, c'est-à-dire que les objets ont été envisagés, non au point de vue de leur utilité, mais en tant que valeurs, dans leur production même. Afin d'effectuer l'échange en vue duquel ils étaient fabriqués, il fallait pouvoir comparer leur valeur respective; cette comparaison ne pouvant se faire qu'à l'aide d'une autre marchandise, le besoin du commerce a, ainsi, donné naissance à une forme palpable permettant de comparer les objets sous le rapport de la valeur.

Cette forme palpable qui s'est attachée, d'abord, tantôt à une marchandise, tantôt à une autre, finit par s'attacher exclusivement à une espèce particulière de marchandise. D'un consentement commun, une marchandise spéciale est mise à part des autres et sert à exposer leurs valeurs réciproques. La forme naturelle de cette marchandise est socialement établie comme la forme d'existence de la valeur. Elle fonctionne comme monnaie, elle devient argent.

La forme monnaie s'attache aux métaux précieux.

Le hasard décide d'abord sur quel genre de marchandises se fixe la forme monnaie; mais cette forme ne tarde pas à s'attacher aux marchandises que leurs propriétés naturelles rendent aptes à cette fonction sociale, c'est-à-dire aux métaux précieux. En effet, tous les échantillons de ces métaux sont identiques sous le rapport des qualités, et, seules, de telles matières pouvaient avoir une forme propre à manifester la valeur, à servir d'images palpables du travail humain semblable. De plus, les marchandises ne différant comme valeurs que par la quantité, afin de s'adapter à toutes les nuances de quantité, la marchandise monnaie doit être susceptible de différences quantitatives ; or, l'or et l'argent sont divisibles à volonté.

La valeur d'usage de l'or et de l'argent transformés en marchandise monnaie, devient double : outre leur utilité en tant que marchandises — l'or sert de matière première pour de nombreux articles — ils ont, par suite de leur rôle comme monnaie, une utilité particulière.

Le rapport social d'échange qui transforme l'or et l'argent en monnaie, ne leur donne pas leur valeur, qu'ils ont avant de devenir monnaie, mais seulement cette forme valeur spéciale. Parce qu'on sait que l'or a cette forme valeur spéciale, la forme monnaie, qui le rend immédiatement échangeable contre toutes les autres marchandises, on ne sait pas pour cela combien valent, par exemple, vingt francs d'or. Ainsi que toute marchandise, l'or ne peut exprimer sa propre quantité de valeur que dans d'autres marchandises, il suffit de lire à rebours la cote d'un prix courant, pour trouver la quantité de valeur de l'or exprimée dans toutes les marchandises possibles.

CHAPITRE III

LA MONNAIE OU LA CIRCULATION DES MARCHANDISES

I. Mesure des valeurs. — La forme prix. — II. La circulation des marchandises. — Cours de la monnaie. — Le numéraire ou les espèces et le papier-monnaie. — III. Réserves d'or et d'argent ou trésors. — L'argent moyen de payement. — La monnaie universelle.

I. — *Mesure des valeurs.*

Dans un but de simplification nous supposons que l'or est la marchandise monnaie. En fait, dans les pays où, comme en France, deux marchandises, l'or et l'argent, remplissent légalement la fonction de mesure de valeur, il n'y en a qu'une qui se maintient à ce poste.

La première fonction de l'or consiste à fournir à l'ensemble des marchandises, la matière dans laquelle elles expriment leurs valeurs, en tant que produits de qualité égale, comparables, dès lors, sous le rapport de la quantité. Il remplit donc le rôle de mesure universelle des valeurs.

Mais ce n'est pas l'or devenu monnaie, qui rend les marchandises commensurables ; au contraire, c'est parce qu'elles sont commensurables, étant, comme valeurs, de qualité égale, de la force de travail matérialisée, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leur grandeur de valeur dans une marchandise spéciale transformée en mesure commune. Cette mesure des valeurs par la monnaie, n'est que la forme que doit

nécessairement revêtir leur mesure réelle qui est toujours le temps de travail.

La forme prix.

L'expression en or de la grandeur de valeur d'une marchandise, est sa forme monnaie ou son prix.

Le prix des marchandises n'est pas une chose apparente par elle-même. Leur possesseur est obligé de leur attacher des étiquettes pour annoncer leur prix, pour représenter leur égalité avec l'or. Pas un marchand qui ne sache fort bien qu'il n'est pas besoin d'un grain d'or réel, pour estimer en or la valeur de millions de marchandises. Quoique dans sa fonction de mesure des valeurs, la monnaie ne soit employée que comme monnaie imaginaire, la détermination des prix n'en dépend pas moins complètement de la matière de la monnaie; si cette matière était le cuivre au lieu de l'or, les valeurs seraient représentées par des quantités de cuivre différentes des quantités d'or, en d'autres termes, par des prix différents.

En tant que quantités diverses d'une même chose, l'or, les marchandises se comparent et se mesurent entre elles, d'où la nécessité de les rapporter à une quantité d'or fixée comme terme de comparaison, comme unité de mesure; cette quantité d'or devant avoir une authenticité sociale, c'est la loi qui la règle. Divisée en parties égales, cette quantité fixe de métal devient le type des prix.

L'or remplit, par conséquent, ici une seconde fonction. Nous savons que, comme mesure des valeurs, il sert à transformer les valeurs des marchandises en quantités d'or imaginées, en prix; maintenant, comme type des prix, il mesure ces diverses quantités d'or contre une quantité fixe, il les rapporte à un même poids fixe d'or. Les prix, ou les quantités d'or en les-

quelles sont transformées imaginairement les marchandises, sont, dès lors, exprimés par les noms monétaires de ce poids fixe, unité de mesure, et de ses subdivisions, en francs par exemple.

Les prix indiquent donc en même temps deux choses, la grandeur de valeur des marchandises, et la partie du poids d'or devenu unité de mesure, contre laquelle elles sont immédiatement échangeables.

Si le prix, comme indication de la grandeur de valeur de la marchandise, est l'indication de son rapport d'échange avec la monnaie, il ne s'ensuit pas que l'indication de son rapport d'échange avec la monnaie se confonde nécessairement avec l'indication de sa grandeur de valeur.

La grandeur de valeur exprime, en effet, le rapport intime existant entre une marchandise et le temps de travail social qu'il faut pour la produire. Dès que la valeur se transforme en prix, ce rapport apparaît comme le rapport d'échange de la marchandise avec la monnaie. Mais le rapport d'échange peut exprimer, ou bien la valeur même de la marchandise, ou bien le plus ou le moins que son échange, dans des circonstances données, rapporte accidentellement.

Supposons qu'un sac de froment se produise dans le même temps de travail que 13 grammes d'or, et que 2 louis soient le nom monétaire de 13 grammes d'or, l'expression monnaie de la valeur du sac de froment, ou son prix, est 2 louis.

Si les conditions de production restant les mêmes, la même dépense de travail étant exigée, des circonstances se présentent, qui permettent d'estimer le sac de froment 3 louis ou forcent de l'abaisser à 1 louis, alors 3 louis et 1 louis sont des expressions exagérant ou diminuant la valeur du froment, néanmoins elles sont ses prix, car elles expriment le rapport d'échange du froment et de la monnaie.

l est donc possible qu'il y ait une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur ; cette possibilité provient du double rôle de la forme prix elle-même.

Dans le prix, c'est-à-dire dans le nom monétaire des marchandises, leur équivalence avec l'or n'est pas encore un fait accompli. Pour avoir pratiquement l'effet d'une valeur d'échange, la marchandise doit cesser d'être de l'or simplement imaginé et se transformer en or réel. Il suffit pour lui donner un prix de la déclarer égale à de l'or purement imaginaire, mais il faut la remplacer par de l'or réel pour qu'elle rende à son possesseur le service de lui procurer, au moyen de son échange, les choses dont il a besoin.

La forme prix constate simplement que les marchandises sont aliénables et les conditions auxquelles leur possesseur veut les aliéner. Les prix sont les œillades amoureuses que les marchandises lancent à l'argent ; pour que l'argent se laisse attirer par les marchandises, il faut que leur valeur utile soit reconnue. Nous ne parlons pas des erreurs plus ou moins intentionnelles commises dans la fixation des prix, elles sont vite corrigées sur le marché par le tarif des concurrents.

II. — *La circulation des marchandises.*

L'échange fait passer les marchandises des mains dans lesquelles elles sont des non-valeurs d'usage, aux mains dans lesquelles elles servent de valeurs d'usage. Une fois arrivées au lieu où elles servent d'objets d'utilité, les marchandises disparaissent du domaine des échanges et tombent dans le domaine de la consommation. Mais cela ne s'accomplit qu'après une série de changements de forme.

Examinons sur le marché un échangiste quelconque, un tisserand. Il échange d'abord sa marchandise, 20 mètres de toile, par exemple, contre 2 louis d'or ; puis, ces 2 louis contre un habit. Ce faisant, le tisserand aliène la toile, qui pour lui n'est que porte-valeur, contre l'or, et l'or, figure de la valeur de la toile, contre une autre marchandise, l'habit, qui va être pour lui une valeur d'usage. De cette affaire, il résulte que le tisserand s'est procuré, à la place de sa première marchandise, une autre marchandise d'une valeur égale, mais d'une utilité différente ; et il se procure de cette manière ses moyens de subsistance et de production.

En fin de compte, il ne fait que remplacer une marchandise par une autre, ou qu'échanger des produits. Mais cet échange s'accomplit en donnant lieu à deux transformations opposées et se complétant l'une l'autre : transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise. Ces deux transformations représentent, au point de vue du possesseur de la marchandise, deux actes : vente, échange de la marchandise contre l'argent, et achat, échange de l'argent contre la marchandise ; l'ensemble des deux actes contenus dans l'opération (toile-argent-habit), ou, ce qui revient au même, (marchandise-argent-marchandise), se résume en : vendre pour acheter.

Le même acte qui est vente pour le tisserand, est achat pour celui qui lui donne 2 louis contre sa toile ; et ces 2 louis étaient déjà le produit d'une vente dans les mains de l'acheteur de toile. Car, en dehors de l'échange de l'or à sa source de production, c'est-à-dire là où il s'échange comme produit immédiat du travail contre un autre produit de même valeur, l'or représente, entre les mains de chaque producteur échangiste, un prix de marchandise réalisé.

L'acheteur de la toile a tiré ces 2 louis de la transformation, je suppose, d'un sac de froment en argent ; nous voyons alors que la toile qui, en tant qu'elle est vendue, est le commencement du mouvement d'échange (toile-argent-habit), est, en tant qu'elle est achetée, la fin d'un autre mouvement d'échange (froment-argent-toile).

D'autre part, l'acte qui est achat pour le tisserand, est vente pour le tailleur qui, à son tour, convertit les 2 louis provenant de la vente de son habit en une autre marchandise, en un fût de vin par exemple. La fin du mouvement (toile-argent-habit) est ainsi le commencement d'un autre (habit-argent-vin).

La première transformation d'une marchandise, la toile, est donc la dernière d'une autre, le froment. La dernière transformation de la même marchandise, la toile, est la première d'une autre, l'habit, et ainsi de suite. L'ensemble de ces mouvements qui s'enchaînent, constitue *la circulation des marchandises.*

La circulation des marchandises, aboutissant, comme on vient de le voir, dans chacun de ses mouvements particuliers, à un échange de produits, se distingue essentiellement de leur échange immédiat. Notre tisserand a bien échangé, en définitive, sa marchandise, la toile, contre une autre, l'habit ; mais ce fait n'est vrai qu'à son point de vue. Le vendeur de l'habit, chez qui le tisserand est allé avec l'or, figure de la valeur de sa toile, ne pensait probablement pas échanger son habit contre de la toile. La marchandise du tailleur a eté substituée à la marchandise du tisserand. mais tisserand et tailleur, dans les conditions générales de la circulation des marchandises, n'échangent point leurs produits réciproquement, ils ne voient que la monnaie, et les pièces de monnaie ne sauraient dire quel article a été changé contre elles.

La circulation ne finit pas non plus, comme l'échange immédiat, dans le changement de mains des produits. L'argent, lui, ne disparaît pas. Dans le mouvement (toile-argent-habit), la toile vendue à qui veut en user, sort de la circulation, l'argent la remplace ; l'habit sort après, l'argent le remplace encore, et ainsi de suite. Quand la marchandise d'un échangiste, ici le tailleur, remplace celle d'un autre, le tisserand, l'argent passe toujours aux doigts d'un troisième, le marchand de vin.

L'achat est le complément obligé de la vente, mais il n'est pas obligé que ces deux opérations complémentaires se suivent immédiatement ; un espace de temps plus ou moins long peut les séparer. Si la séparation des deux opérations se prolonge trop, leur liaison intime s'affirme dans la crise qui éclate.

Cours de la monnaie.

Dès que le vendeur complète la vente par l'achat, la monnaie lui glisse des mains ; dans notre exemple, cette monnaie passe des mains du tisserand dans celles du tailleur, de celles du tailleur dans celles du marchand de vin, en réalisant successivement le prix de leur marchandise. Le mouvement que la circulation des marchandises imprime à la monnaie, l'éloigne donc constamment de son point de départ, pour la faire passer sans relâche de main en main : c'est ce qu'on a nommé le *cours de la monnaie.*

Il s'agit de savoir la quantité de monnaie que le mouvement de circulation peut absorber.

Dans un pays, il se fait chaque jour des ventes plus ou moins nombreuses de marchandises diverses. La valeur des marchandises vendues était, avant leur vente, exprimée par leur prix, c'est-à-dire en somme d'or imaginé. La monnaie réalise le prix de ces mar-

chandises en les faisant passer du vendeur à l'acheteur, elle représente, en d'autres termes, réellement, les sommes d'or déjà exprimées imaginairement dans le total des prix. La quantité de monnaie qu'exige la circulation de toutes les marchandises présentes au marché, est donc déterminée par le total de leurs prix. Que ce total varie, et la masse de la monnaie courante variera dans la même proportion.

Certaines variations de cette masse proviennent, en fin de compte, de la monnaie, de l'or lui-même.

Avant que l'or fonctionne comme mesure de la valeur, sa propre valeur est déterminée; il ne fonctionne comme tel, que parce qu'il est lui-même un produit du travail, c'est-à-dire une valeur variable. Dès lors, que sa valeur vienne à changer, et l'estimation de la valeur des marchandises faite d'après la sienne, changera évidemment.

Si la valeur de l'or augmente, si elle double je suppose, un louis vaudra autant que deux louis avant, et les marchandises qui valaient deux louis en vaudront, par conséquent, un; si elle diminue, de moitié par exemple, deux louis ne vaudront plus que comme un avant, et les marchandises qui valaient deux louis en vaudront quatre; nous admettons, naturellement, dans les deux cas, que la valeur particulière des marchandises, c'est-à-dire, que la durée du temps nécessaire à leur production, reste la même.

Ainsi, les prix, estimation de la valeur des marchandises en or, varient avec la valeur de l'or; la valeur des marchandises ne changeant pas, ils baissent si la valeur de l'or augmente, ils haussent si elle diminue.

La quantité de monnaie courante étant déterminée par le total des prix à réaliser, toute variation dans ces prix entraîne une variation dans la quantité de monnaie courante; cette variation peut venir, on le

voit, de la monnaie elle-même, en tant qu'elle est, non instrument de la circulation, mais mesure de la valeur. Ceci dit, nous supposons la valeur de l'or établie, comme elle l'est, en effet, au moment de la fixation des prix.

Examinons un certain nombre de ventes sans lien réciproque, les ventes isolées, par exemple, d'un sac de froment, de vingt mètres de toile, d'un habit, d'un fût de vin ; le prix de chaque article étant deux louis, pour réaliser le prix des quatre, il faut jeter huit louis dans la circulation. Si, au contraire, ces mêmes marchandises forment la série de transformations exposée dans le paragraphe précédent : un sac de froment — deux louis — vingt mètres de toile — deux louis — un habit — deux louis — un fût de vin — deux louis, les mêmes deux louis qui s'arrêtent dans la main du marchand de vin, font circuler les quatre marchandises en réalisant leur prix successivement ; dans ce cas, la vitesse du cours de la monnaie supplée donc à sa quantité.

Le déplacement quatre fois répété des deux louis, résulte des transformations complètes — leur vente ayant été suivie d'achat — liées les unes aux autres, du froment, de la toile et de l'habit, qui finissent par la première transformation du vin. Les mouvements complémentaires les uns des autres qui forment une telle série, ont lieu successivement ; il leur faut plus ou moins de temps pour s'accomplir, et la vitesse du cours de la monnaie qui, nous venons de le voir, influe alors sur sa quantité, se mesure par le nombre des déplacements des mêmes pièces dans un temps donné. Supposons que la circulation de nos quatre marchandises dure un jour, la masse de la monnaie circulant, deux louis, multipliée par le nombre des déplacements, quatre, des pièces semblables, égale le montant, huit louis, des prix des marchandises.

La circulation dans un pays comprend, pour un temps donné, des ventes ou des achats isolés, c'est-à-dire des transformations partielles où la monnaie ne se déplace qu'une fois, et des séries de transformations plus ou moins étendues, où les mêmes pièces subissent des déplacements plus ou moins nombreux. Les pièces particulières composant la somme totale de la monnaie en circulation, fonctionnent donc avec une activité différente, mais le total des pièces semblables réalise, pendant un temps donné, un certain total de prix ; il s'établit, par conséquent, une vitesse moyenne du cours de la monnaie. Cette vitesse moyenne étant connue, la masse d'or qui peut fonctionner comme instrument de la circulation, se trouve déterminée, puisque cette masse multipliée par le nombre moyen de ses déplacements, doit être égale au montant des prix à réaliser.

La vitesse du cours de la monnaie ne reflète que la vitesse des transformations des marchandises, leur disparition plus ou moins rapide de la circulation et leur remplacement par des marchandises nouvelles.

Dans le cours rapide de la monnaie, apparaît l'union de la vente et de l'achat comme deux actes alternativement exécutés par les mêmes échangistes. Inversement, le ralentissement du cours de la monnaie fait apparaître la séparation de ces deux opérations, et l'interruption des changements de forme des marchandises. On est communément porté à expliquer cette interruption par l'insuffisante quantité de métal circulant ; tandis que, cela résulte de ce qui précède, la quantité des moyens de circulation, dans une période de temps donnée, est déterminée par le prix total de toutes les marchandises circulantes et par la vitesse moyenne de leurs transformations, en argent au moyen de la vente, en d'autres marchandises au moyen de l'achat.

Le numéraire ou les espèces et le papier-monnaie.

Le numéraire tire son origine de la fonction que la monnaie remplit comme instrument de circulation. Le poids d'or pris comme unité de mesure et ses subdivisions doivent faire face aux marchandises, sur le marché, sous la forme de numéraire ou d'espèces monnayées. De même que l'établissement de l'unité de mesure, le monnayage est l'affaire de l'État. L'or et l'argent revêtent ainsi, en tant que numéraire, une forme officielle, un uniforme national, dont ils se dépouillent sur le marché du monde.

Dans leur cours, les monnaies d'or ou d'argent s'usent plus ou moins et perdent, par conséquent, plus ou moins de leur poids. Des espèces de même nom devenues, de cette façon, de valeur inégale, n'étant plus de même poids, sont néanmoins censées égales dans la circulation; tout en perdant de leur poids, elles conservent leur valeur nominale. La circulation tend donc à transformer le numéraire en un emblème de son poids métallique officiel.

La fonction numéraire de l'or, ainsi détachée de sa valeur métallique par les frottements mêmes de sa circulation, peut être remplie par des choses relativement sans valeur aucune, telles que des chiffons de papier. N'étant plus, en tant que numéraire ou instrument de circulation, que le signe d'elle-même, la monnaie peut, dans cette fonction, être remplacée par de simples signes. Il faut seulement que le signe de la monnaie, le papier-monnaie, soit, comme elle, socialement valable; il le devient par l'action de l'État. En outre, tenant la place de la monnaie, il doit être proportionné, dans son émission, à la quantité de monnaie qu'il représente et qui devrait réellement circuler; dans le cas où il dépasserait cette propor-

tion légitime, les faits l'y ramèneraient : que la masse de papier-monnaie soit double de ce qu'elle devrait être, et un billet d'un louis, par exemple, ne représentera plus que dix francs. Il ne s'agit ici que du papier-monnaie mis en circulation par l'État et ayant cours forcé.

III. — *Réserves d'or et d'argent ou trésors.*

Dès que se développe la circulation des marchandises, se développent aussi la nécessité et le désir d'acquérir et de conserver ce qui est, en régime de production marchande, le nerf de toutes choses, l'argent.

Chaque producteur doit faire provision d'argent. En effet, les besoins du producteur se renouvellent sans cesse et lui imposent sans cesse l'achat de marchandises étrangères, tandis que la production et la vente des siennes exigent plus ou moins de temps et dépendent de mille hasards. Pour pouvoir acheter sans vendre, il faut d'abord avoir vendu sans acheter. On vend, dès lors, des marchandises, non pour en acheter immédiatement d'autres, mais pour les remplacer par l'argent que l'on conserve et que l'on emploie au fur et à mesure des besoins. La monnaie arrêtée à dessein dans sa circulation, se pétrifie, pour ainsi dire, en devenant trésor, et le vendeur se change en amasseur d'argent. Il se forme, de cette façon, sur tous les points en relations d'affaires, des réserves d'argent dans les proportions les plus diverses.

On a vu plus haut que la quantité de monnaie courante est déterminée par le total des prix des marchandises circulantes et par la vitesse de leur circulation; cette quantité augmente donc en même temps que la circulation des marchandises et baisse avec elle. Tantôt, dès lors, une plus grande masse de

monnaie doit entrer en circulation, tantôt une partie doit en sortir. C'est par les réserves d'argent qui s'emplissent ou se vident, c'est par la forme trésor, que cette condition est exécutée.

L'argent moyen de payement.

Dans la forme de circulation des marchandises examinée jusqu'ici, les échangistes se présentent, les uns avec la marchandise, les autres avec l'argent. A mesure cependant que se développe la circulation, se développent aussi des circonstances tendant à mettre un intervalle plus ou moins long entre la vente de la marchandise et la réalisation de son prix.

Certaines espèces de marchandises exigent pour leur production plus de temps que d'autres, les époques de production ne sont pas les mêmes pour toutes, etc. Il se peut donc que l'un des échangistes soit prêt à vendre, tandis que l'autre n'a pas encore les moyens d'acheter. Quand les mêmes transactions se renouvellent constamment entre les mêmes personnes, les conditions de vente et d'achat des marchandises se règlent peu à peu d'après les conditions de leur production. L'un vendra une marchandise présente, l'autre achètera sans payer immédiatement, en qualité de représentant d'argent à venir. Le vendeur devient créancier, l'acheteur débiteur ; l'argent acquiert une nouvelle fonction, il devient moyen de payement.

L'apparition au même moment, dans une vente, de la marchandise et de l'argent a cessé. Maintenant l'argent fonctionne, en premier lieu, comme mesure de valeur dans la fixation du prix de la marchandise vendue. Établi par contrat, ce prix indique l'obligation de l'acheteur, c'est-à-dire la somme d'argent dont il est redevable à terme fixe.

Puis il fonctionne comme moyen d'achat imaginaire. Quoiqu'il n'existe que dans la promesse de l'acheteur, il lui transfère cependant la marchandise. A l'échéance du terme seulement, il entre comme moyen de payement dans la circulation, c'est-à-dire qu'il passe de la main de l'acheteur dans celle du vendeur.

Moyen de circulation, l'argent devenait trésor parce que le mouvement de la circulation s'était arrêté à sa première moitié, la vente n'avait pas été suivie d'achat. Moyen de payement, il n'entre dans la circulation que lorsque la marchandise en est sortie. Le vendeur transformait la marchandise en argent, pour satisfaire ses besoins par l'achat d'objets utiles; l'amasseur d'argent, pour le conserver sous sa forme d'échangeabilité immédiate avec toute sorte de marchandises, sous sa forme argent; l'acheteur débiteur, pour pouvoir payer. S'il ne fait pas cette transformation, s'il ne paye pas à l'échéance, une vente forcée de son bien a lieu. Le changement de la marchandise en argent, devient ainsi une nécessité sociale qui s'impose au producteur échangiste, indépendamment de ses besoins et de ses fantaisies personnelles.

Les payements à faire peuvent se balancer, alors, au lieu d'être effectués réellement, ils s'acquittent réciproquement en s'annulant; et des institutions s'organisent, afin d'opérer ces compensations qui diminuent la masse du numéraire employé. En outre, il circule dans un temps déterminé, un jour je suppose, de l'argent destiné à payer les obligations échues ce jour-là, et représentant des marchandises depuis longtemps sorties de la circulation. Dans ces conditions, la quantité de monnaie circulant dans une certaine période, la vitesse du cours des moyens de circulation et des moyens de

payement étant donnée, est égale au total des prix des marchandises à réaliser, en y ajoutant le total des payements échus dans cette période, et en en retranchant, par exemple, le total des payements qui se balancent.

La monnaie de crédit (traites, chèques, etc.) a sa source immédiate dans la fonction de l'argent comme moyen de payement. Les certificats constatant les dettes contractées pour des marchandises achetées, circulent eux-mêmes à leur tour, pour transférer à d'autres les créances qu'ils constatent. A mesure que s'étend le système de crédit, la monnaie, en tant que moyen de payement, revêt des formes d'existence particulières, à l'aide desquelles se règlent les grandes opérations commerciales, tandis que les espèces d'or et d'argent sont rejetées principalement dans le commerce de détail.

Dans chaque pays, il s'établit certains termes généraux, certaines époques déterminées, où les payements se font sur une grande échelle ; et la fonction de l'argent comme moyen de payement, nécessite l'accumulation des sommes exigées pour les dates d'échéance.

La monnaie universelle.

A sa sortie de la circulation intérieure d'un pays, le métal monnaie dépouille les formes locales qu'il avait revêtues, pour retourner à sa forme primitive de barre ou lingot.

Dans l'enceinte nationale de la circulation, ce n'est qu'une seule marchandise qui peut servir de mesure de valeur, sur le marché du monde règne une double mesure de valeur : l'or et l'argent.

DEUXIÈME SECTION

La transformation de l'argent en capital

CHAPITRE IV

LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

Circulation simple des marchandises et circulation de l'argent comme capital. — La plus-value.

Circulation simple des marchandises et circulation de l'argent comme capital.

La circulation des marchandises est le point de départ du capital ; il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVIe siècle.

Nous avons vu que la forme immédiate de la circulation des marchandises est (20 mètres de toile - 2 louis - 1 habit) ou (marchandise-argent-marchandise), transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise, vendre pour acheter.

Mais, à côté de cette forme, nous en trouvons une autre tout à fait distincte (argent-marchandise-argent), transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent,

acheter pour vendre. Tout argent qui accomplit ce mouvement devient capital.

Il est bon ici de remarquer que ce mouvement, acheter pour vendre, n'est distinct de la forme ordinaire de la circulation des marchandises, que pour celui qui fait opérer ce mouvement à l'argent, pour le capitaliste. En réalité, il se compose de deux actes de la circulation ordinaire, achat et vente, séparés de ceux qui, régulièrement, les précèdent et les suivent, et considérés comme constituant une opération complète. Le premier acte, l'achat, est une vente au point de vue de celui à qui le capitaliste achète ; le second acte, la vente, est un achat au point de vue de celui à qui le capitaliste vend; il n'y a là que l'enchaînement ordinaire des actes habituels de la circulation. Acheter pour vendre n'existe, à l'état d'opération complète, distincte de la circulation ordinaire, qu'au point de vue du capitaliste.

Dans chacun de ces deux mouvements (marchandise-argent-marchandise) et (argent-marchandise-argent), les deux mêmes éléments matériels, marchandise et argent, se font face. Mais, tandis que le premier mouvement, la circulation simple des marchandises, commence par la vente et finit par l'achat, le second, la circulation de l'argent comme capital, commence par l'achat et finit par la vente.

Dans la première forme, l'argent est à la fin transformé en marchandise destinée à servir de valeur d'usage, de chose utile; emporté par le fait de l'achat, il s'éloigne de son point de départ, il est définitivement dépensé. Dans la seconde, l'acheteur jette dans la circulation son argent, pour le reprendre à la fin comme vendeur. Cet argent revenant à son point de départ est, quand il est jeté tout d'abord dans la circulation, simplement avancé.

La plus-value.

La satisfaction d'un besoin, une valeur d'usage, tel est le but déterminant du premier mouvement, qui aboutit à un échange de produits de même quantité comme valeurs, s'ils sont de qualité différente comme valeurs d'usage, par exemple toile et habit. Il peut arriver que la toile soit vendue plus cher qu'elle ne vaut, ou l'habit acheté au-dessous de sa valeur, un des échangistes peut très bien être floué, mais cette inégalité possible des valeurs échangées n'est ici qu'un accident : le caractère régulier de cette forme de circulation, est l'égalité de valeur des deux extrêmes, des deux marchandises.

Le second mouvement finit comme il commence par l'argent; son but déterminant est, par conséquent, la valeur d'échange. Les deux extrêmes, les deux sommes d'argent, identiques comme qualité et utilité, ne peuvent se distinguer l'une de l'autre que par leur quantité : échanger 100 louis, je suppose, contre 100 louis, serait une opération assez inutile, le mouvement (argent-marchandise-argent) ne peut donc avoir une raison d'être, que dans la différence quantitative des deux sommes d'argent. Finalement, il sort de la circulation plus d'argent qu'il n'y en a été jeté, la forme complète de ce mouvement est, par exemple, (100 louis - 2,000 livres de coton - 110 louis) ; il aboutit à l'échange d'une somme d'argent, 100 louis, contre une somme plus forte, 110 louis. Cet excédent ou ce surcroît de 10 louis, nous l'appelons *plus-value*. Non seulement, donc, la valeur avancée se conserve dans la circulation, mais encore elle y devient plus grande, et c'est là ce qui la transforme en capital.

Le mouvement vendre pour acheter, qui vise à l'ap-

propriation de choses propres à satisfaire des besoins déterminés, rencontre, en dehors de la circulation, une limite, dans la consommation des choses achetées, dans la satisfaction des besoins.

Au contraire, le mouvement acheter pour vendre, recherchant l'augmentation de valeur, n'a pas de limites, car s'il s'arrête, la valeur qui n'augmente que par son renouvellement continuel, ne grossira pas.

Le dernier terme du mouvement (argent-marchandise-argent), 110 louis dans notre exemple, est le premier d'un nouveau mouvement de même genre dont le dernier terme est plus grand que lui, et ainsi de suite.

Comme représentant de ce mouvement, le possesseur d'argent devient capitaliste. Le mouvement continuel du gain toujours renouvelé par le lancement continuel de l'argent dans la circulation, la plus-value créée par la valeur, tel est son but intime. La valeur d'usage, l'utilité, ne le préoccupe pas; pour lui, marchandises et argent ne fonctionnent que comme des formes différentes de la valeur qui, en changeant sans cesse de forme, change aussi de grandeur et semble avoir acquis la propriété de faire des petits. C'est sous la forme argent, que la valeur commence, termine et recommence son procédé d'acquisition de plus-value. C'est sous la forme marchandise, qu'elle apparaît comme instrument pour faire de l'argent. Acheter pour vendre plus cher, est la formule générale du capital tel qu'il se montre dans la circulation.

CHAPITRE V

CONTRADICTIONS DE LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

La circulation des marchandises repose sur l'échange de valeurs équivalentes. — Même en admettant l'échange de valeurs inégales la circulation des marchandises ne crée pas de plus-value.

La circulation des marchandises repose sur l'échange de valeurs équivalentes.

Nous allons examiner à présent si, par sa nature, la circulation des marchandises permet l'augmentation des valeurs qui y entrent, c'est-à-dire la formation d'une plus-value.

Considérons l'échange de deux marchandises, échange dans lequel l'argent n'entre que d'une façon imaginaire, comme expression en monnaie des marchandises ; il est clair que les deux échangistes peuvent gagner tous deux ; tous deux se défont de produits qui ne leur sont d'aucune utilité, et en acquièrent d'autres dont ils ont besoin. Un homme qui possède beaucoup de blé et pas de vin, échange avec un autre qui a beaucoup de vin et point de blé, une valeur de 500 francs en blé contre 500 fr. en vin ; au point de vue de la valeur d'usage, de l'utilité, il y a bénéfice pour tous deux, l'échange à cet égard est une transaction dans laquelle on gagne des deux côtés. Mais, au point de vue de la valeur d'échange, l'échange de 500 fr. en blé contre 500 fr. en vin n'est une augmentation de richesse ni pour l'un ni pour l'autre des

échangistes, puisque chacun d'eux possédait avant l'échange une valeur égale à celle que l'échange lui a procurée.

Que l'argent, maintenant, intervienne réellement, qu'il serve d'intermédiaire comme instrument de circulation entre ces marchandises, que les actes de vente et d'achat du blé et du vin soient séparés, il est clair que cela ne modifie rien à la chose.

Écartant les circonstances accidentelles qui ne proviennent pas des lois mêmes de la circulation, il n'y a dans la circulation, en dehors du remplacement d'un produit utile par un autre, qu'un simple changement de forme de la marchandise, blé au lieu de vin dans notre exemple. C'est la même valeur qui reste toujours dans la main du même échangiste ; seulement, il détient cette valeur, tour à tour, sous la forme de son propre produit mis en vente, blé par exemple ; sous la forme argent, prix réalisé de son produit, 500 fr. je suppose ; enfin, sous la forme du produit d'autrui acheté pour cette même somme, vin par exemple. Ces changements de forme n'entraînent pas plus un changement de la quantité de valeur, que le changement d'un billet de cent francs contre cinq louis ; et de la circulation, qui n'est, par rapport à la valeur des marchandises, qu'un changement de forme, il ne peut alors résulter régulièrement qu'un échange de valeurs équivalentes.

Si donc, par rapport à la valeur d'usage, l'échange bénéficie aux deux échangistes, il ne peut être, dans sa forme pure, par rapport à la valeur d'échange, une source de bénéfices. Dès lors, aucune formation de plus-value ne peut provenir de la circulation en elle-même.

Même en admettant l'échange de valeurs inégales, la circulation des marchandises ne crée pas de plus-value.

Néanmoins, comme, en fait, nous sommes obligés de constater la formation de plus-value et que, dans la réalité, les choses ne se passent guère purement, supposons, pour tâcher d'expliquer cette formation, qu'il y ait échange entre valeurs inégales.

Dans tous les cas, il n'y a sur le marché qu'échangistes en face d'échangistes. Le motif matériel de l'échange, qui est que les échangistes n'ont pas entre les mains l'objet dont ils ont besoin et qu'ils possèdent l'objet des besoins d'autrui, les met dans une situation de dépendance réciproque.

Dire que la plus-value résulte, pour les producteurs, de ce qu'ils vendent leurs marchandises plus cher qu'elles ne valent, revient à dire que les échangistes ont, en tant que vendeurs, le privilège de vendre trop cher. Le vendeur a produit lui-même la marchandise, ou il en représente le producteur ; mais l'acheteur lui aussi a produit, ou représente celui qui a produit la marchandise transformée en cet argent avec lequel il achète. Des deux côtés, il y a des producteurs ; la seule différence c'est que l'un achète et que l'autre vend. Que le possesseur de marchandises, sous le nom de producteur ou de vendeur vende les marchandises plus qu'elles ne valent, et que, sous le nom de consommateur ou d'acheteur, il les achète trop cher, il gagne d'un côté ce qu'il perd de l'autre, et cela ne fait pas faire un pas à la question.

Il en serait de même si on supposait, non plus au vendeur le privilège de vendre trop cher, mais à l'acheteur le privilège de payer les marchandises au-dessous de leur valeur; ayant été vendeur avant

d'être acheteur et le redevenant après, il perdrait, comme vendeur, le bénéfice réalisé comme acheteur.

Nous venons de considérer vendeurs et acheteurs en général, sans tenir compte des caractères individuels. Supposons maintenant que l'échangiste Pierre, qui est très malin, mette dedans les échangistes Paul et Jacques. Pierre vend à Paul du vin d'une valeur de 400 fr. pour 500 fr., et avec ces 500 fr. il achète à Jacques du blé qui en vaut 600 ; Pierre fait donc un bénéfice de 200 fr.

Avant l'échange, nous avions 400 fr. de vin chez Pierre, 500 fr. d'argent chez Paul et 600 fr. de blé chez Jacques ; valeur totale 1,500 fr. Après l'échange, nous avons 600 fr. de blé chez Pierre, le malin, 400 fr. de vin chez Paul et 500 fr. d'argent chez Jacques, valeur totale 1,500 fr. La valeur circulante n'a pas grossi d'un centime, il n'y a de changé que sa distribution entre Pierre, Paul et Jacques ; c'est comme si Pierre avait volé 200 fr. Un changement dans la distribution des valeurs circulantes, n'augmente pas leur quantité.

Qu'on se tourne comme on voudra, les choses restent au même point. Échange-t-on des valeurs équivalentes ? il ne se produit point de plus-value ; il ne s'en produit pas non plus si on échange des valeurs inégales. La circulation ou l'échange des marchandises ne crée aucune valeur. La quantité des valeurs jetées dans la circulation ne pouvant s'y augmenter, il doit se passer, en dehors de la circulation, quelque chose qui rende possible la formation d'une plus-value. Mais cette formation est-elle possible en dehors d'elle ?

Il paraît impossible que, en dehors de la circulation, le producteur échangiste puisse communiquer à son produit la propriété d'engendrer une plus-value ; car, en dehors d'elle, il est seul avec la marchandise contenant une certaine quantité de son travail, laquelle

détermine la valeur du produit ; il peut élever la valeur de son produit en y ajoutant, par un nouveau travail, une valeur nouvelle, mais il ne peut pas faire que cette valeur augmente sans nouveau travail, par sa propre vertu.

Nous arrivons donc à ceci : le possesseur d'argent doit d'abord acheter des marchandises à leur juste valeur, puis les vendre ce qu'elles valent, et néanmoins, à la fin, retirer plus de valeur qu'il n'en avait avancé; cette transformation de l'argent en capital doit se passer dans le domaine de la circulation, et en même temps ne point s'y passer. Telles sont les conditions du problème

CHAPITRE VI

ACHAT ET VENTE DE LA FORCE DE TRAVAIL

La source de plus-value est la force de travail. — Valeur de la force de travail.

La source de plus-value est la force de travail.

L'augmentation de valeur qui transforme l'argent en capital, ne peut pas provenir de l'argent ; s'il sert de moyen d'achat ou de moyen de payement, il ne fait que réaliser le prix des marchandises qu'il achète ou qu'il paye ; s'il reste tel quel, il n'augmente évidemment pas. Il faut donc que le changement de valeur provienne de la marchandise achetée, puis revendue plus cher.

Ce changement ne peut s'effectuer ni dans l'achat, ni dans la revente ; dans ces deux actes, en effet, il n'y a, d'après notre supposition, qu'un échange de valeurs équivalentes. Il ne reste plus, dès lors, qu'une supposition possible, c'est que le changement provient de l'usage de la marchandise après son achat, et avant sa revente. Or, il s'agit d'un changement dans la valeur échangeable. Pour obtenir une augmentation de valeur échangeable par l'usage d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir, dans la circulation, une marchandise qui possédât la vertu particulière d'être, par son emploi, source de valeur échangeable, de sorte que en user, la consommer, serait créer de la valeur.

Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu particulière, elle s'appelle puissance de travail ou force de travail. Sous ce nom, il faut comprendre l'ensemble des facultés musculaires et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles.

L'échange indique que les échangistes se considèrent réciproquement comme propriétaires des marchandises échangées, agissant librement et égaux en droits. La force de travail ne peut donc être vendue comme marchandise que par son propre possesseur. Ce possesseur doit jouir juridiquement des mêmes droits que le possesseur d'écus avec lequel il traite, être maître de disposer de sa personne, ne vendre jamais sa force de travail que pour un temps déterminé, de telle sorte que, après l'écoulement de ce temps, il en recouvre la pleine propriété; s'il la vendait une fois pour toutes, de libre qu'il était, il se ferait esclave, de marchand il deviendrait marchandise.

D'autre part, pour que le possesseur d'écus trouve à acheter la force de travail, il faut que le possesseur de cette force, dépourvu et des moyens de subsistance, et des moyens de production, matières premières, outils, etc., qui lui permettraient de satisfaire ses besoins en vendant les marchandises produits de son travail, soit ainsi obligé d'offrir sa force de travail comme marchandise, n'ayant ni d'autre marchandise à vendre, ni de quoi vivre en dehors de cela.

Il est clair que la nature ne produit pas, d'un côté, des possesseurs d'argent ou de marchandises, de l'autre, des gens ne possédant que leur force de travail. Ce rapport, qui n'a pas un fondement naturel, n'est pas, non plus, un rapport social commun à toutes les périodes de l'histoire. Et ce qui caractérise l'époque

capitaliste, c'est que le détenteur des moyens de subsistance et de production, rencontre sur le marché le travailleur, dont la force de travail a revêtu la forme de marchandise, et le travail, par conséquent, la forme de travail salarié.

Valeur de la force de travail.

De même que toute marchandise, la force de travail possède une valeur, déterminée, comme pour toutes, par le temps de travail nécessaire à sa production.

La force de travail étant une faculté de l'individu vivant, il faut, afin qu'elle dure, que l'individu se conserve. Pour son entretien ou pour sa conservation, l'individu a besoin d'une certaine quantité de moyens de subsistance; la force de travail a donc juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui la met en jeu, pour qu'il puisse recommencer le lendemain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé.

Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté, le nombre même de soi-disant besoins naturels, aussi bien que la façon de les satisfaire, dépend, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Mais, pour un pays et une époque donnés, la mesure des moyens de subsistance nécessaires est également donnée.

Les possesseurs de la force de travail sont mortels; afin qu'on la rencontre toujours sur le marché, ainsi que le réclame la transformation continuelle de l'argent en capital, il faut qu'ils se perpétuent, qu'ils reproduisent, au moins en quantité égale, la quantité de force de travail que l'usure et la mort enlèvent. La somme

des moyens de subsistance nécessaires à la production de la force de travail, comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire des enfants des travailleurs.

D'autre part, pour modifier la nature humaine de manière à lui faire acquérir habileté et rapidité dans un genre de travail déterminé, c'est-à-dire, pour en faire une force de travail développée dans un sens spécial, il faut une certaine éducation qui, plus ou moins étendue, entraîne une dépense plus ou moins grande en marchandises diverses : la force de travail équivalant à la somme des marchandises nécessaires à sa production, lorsque cette somme augmente, comme c'est ici le cas, sa valeur augmente.

Le prix de la force de travail atteint son minimum, lorsqu'il est réduit à la valeur des moyens de subsistance qui ne pourraient être moindres sans exposer la vie même du travailleur; le travailleur alors ne fait que végéter ; or, la valeur de la force de travail étant basée sur les conditions d'une existence normale, son prix est, en ce cas, au-dessous de sa valeur.

Une fois le contrat passé entre acheteur et vendeur, de la nature particulière de la force de travail, il résulte que sa valeur d'usage n'est pas encore passée réellement entre les mains de l'acheteur. Si sa valeur, puisqu'elle a exigé la dépense d'une certaine quantité de travail social, était déterminée avant qu'elle entrât dans la circulation, sa valeur d'usage, qui consiste dans sa mise en œuvre, ne se montre qu'ensuite. L'aliénation de la force de travail et son service comme valeur utile, en d'autres termes, sa vente et son emploi, n'ont pas lieu en même temps. Or, presque toutes les fois qu'il s'agit de marchandises de ce genre, dont la valeur d'usage aliénée par la vente, n'est pas en même temps réellement transmise à l'acheteur, le vendeur ne recoit l'argent qu'à un terme

plus ou moins éloigné, quand sa marchandise a déjà servi à l'acheteur de valeur utile. Dans tous les pays où règne la production capitaliste, la force de travail n'est payée que lorsqu'elle a déjà fonctionné pendant un certain temps fixé par le contrat, à la fin de chaque semaine par exemple. Le travailleur laisse donc partout consommer sa force de travail par le capitaliste avant d'en obtenir le prix, en un mot, il lui fait partout crédit. Ce crédit, qui n'est pas un bénéfice vain pour le capitaliste, ne modifiant pas la nature même de l'échange, nous supposerons provisoirement, pour éviter des complications inutiles, que le possesseur de la force de travail en reçoit le prix fixé dès qu'il la vend.

La valeur d'usage livrée par le travailleur à l'acheteur en échange de son argent, ne se montre que dans l'emploi même, dans la consommation de la force de travail vendue. Cette consommation qui est en même temps production de marchandises et de plus-value, se fait, comme la consommation de toute marchandise, en dehors du marché, du domaine de la circulation ; il nous faut, par conséquent, sortir de ce domaine et pénétrer dans celui de la production, pour connaître le secret de la fabrication de plus-value.

TROISIÈME SECTION

La production de la plus-value absolue

CHAPITRE VII

PRODUCTION DE VALEURS D'USAGE ET PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

I. Le travail en général et ses éléments. — Le travail exécuté pour le compte du capitaliste. — II. Analyse de la valeur du produit. — Différence entre la valeur de la force de travail et la valeur qu'elle peut créer. — Le problème de la transformation de l'argent en capital est résolu.

I. — *Le travail en général et ses éléments.*

L'usage ou l'emploi de la force de travail, c'est le travail. L'acheteur de la force de travail la consomme en faisant travailler celui qui la vend. Pour que le travailleur produise des marchandises, son travail doit être utile, c'est-à-dire se réaliser en valeurs d'usage. C'est donc une valeur d'usage particulière, un article utile spécial, que le capitaliste fait produire par son ouvrier. L'intervention du capitaliste ne saurait modifier la nature même du travail, aussi allons-nous examiner, d'abord, le mouvement du travail utile en général.

Les éléments simples de tout travail sont : 1° l'activité personnelle de l'homme, ou travail proprement dit ; 2° l'objet sur lequel le travail agit ; 3° le moyen par lequel il agit.

1° L'activité personnelle de l'homme est une dépense des forces dont son corps est doué. Le résultat de cette activité existe, avant la dépense de force, dans le cerveau de l'homme, il n'est que le but à la poursuite duquel l'homme applique sciemment sa volonté. L'œuvre exige pendant toute sa durée, outre l'effort des organes agissant, une attention soutenue qui ne peut résulter que d'un effort constant de la volonté. Et elle l'exige d'autant plus que le travail est, par son objet et son mode d'exécution, moins attrayant.

2° La terre est l'objet universel de travail, qui se trouve là sans le fait de l'homme. Toutes les choses dont le travail se borne à rompre l'union immédiate avec la terre, par exemple, le bois abattu dans la forêt primitive, le minerai extrait de sa veine, sont des objets de travail par la grâce de la nature. L'objet qui a déjà subi un travail, par exemple le minerai lavé, s'appelle matière première. Toute matière première est objet de travail. Mais tout objet de travail n'est pas matière première, il ne le devient qu'après avoir déjà subi une modification quelconque effectuée par le travail.

3° Le moyen de travail est une chose, ou un ensemble de choses, que l'homme met entre lui et l'objet de son travail, pour aider son action. L'homme transforme des choses extérieures en organes de sa propre activité, organes qu'il ajoute aux siens. La terre est le magasin primitif de ses moyens de travail. Elle lui fournit, par exemple, la pierre dont il se sert pour frotter, couper, lancer, presser, etc. Dès que le travail est tant soit peu développé, il ne peut se passer de moyens déjà travaillés. Ce qui distingue une époque économique d'une autre, ce qui montre le développement du travailleur, c'est moins ce qui est fabriqué que la manière de fabriquer, que les moyens de

travail à l'aide desquels on fabrique. Outre les choses qui servent d'instruments, d'aides de l'action de l'homme, les moyens de travail comprennent, dans un sens plus large, toutes les conditions matérielles qui, sans rentrer directement dans les opérations exécutées, sont cependant indispensables, ou dont l'absence rendrait le travail défectueux, telles que ateliers, chantiers, canaux, routes, etc.

Dans l'action de travail, l'activité de l'homme effectue donc, à l'aide des moyens de travail, une modification voulue de son objet. Cette action a sa fin dans le produit achevé, c'est-à-dire dans une valeur d'usage, dans une matière ayant subi un changement de forme qui l'a adaptée aux besoins humains. Le travail en se combinant avec l'objet de travail, s'est matérialisé. Ce qui était du mouvement chez le travailleur, apparaît maintenant dans le produit comme une propriété en repos ; l'ouvrier a tissé et le produit est un tissu. Si on considère l'ensemble de ce mouvement au point de vue de son résultat, du produit, alors moyen et objet de travail se présentent tous deux comme moyens de production, et le travail lui-même comme travail productif.

En dehors de l'industrie extractive, exploitation des mines, chasse, pêche, etc., où l'objet de travail est fourni par la nature seule, toutes les autres branches d'industrie manient des matières premières, c'est-à-dire des objets ayant déjà subi un travail. Le produit d'un travail devient ainsi le moyen de production d'un autre.

La matière première peut former la substance principale d'un produit, ou n'y entrer que sous la forme de matière auxiliaire. Celle-ci est alors consommée par le moyen de travail, comme la houille par la machine à vapeur, le foin par le cheval de trait ; ou bien elle est jointe à la matière première pour y

opérer une modification, comme la couleur a la laine; ou bien encore elle aide le travail lui-même à s'accomplir, comme les matières usées dans l'éclairage et le chauffage de l'atelier.

Toute chose possédant des propriétés diverses et se prêtant, par cela même, à plus d'une application, le même produit est apte à former la matière première de différentes opérations. Ainsi, les grains servent de matière première au meunier, à l'amidonnier, au distillateur, à l'éleveur de bétail, etc.; comme semence, ils servent de matière première dans leur propre production.

Dans la même opération, le même produit peut servir et de moyen de travail et de matière première; dans l'engraissement du bétail, par exemple, l'animal, la matière travaillée, fonctionne aussi comme moyen de travail pour la préparation du fumier.

Un produit existant déjà sous une forme qui le rend propre à la consommation, peut cependant devenir à son tour matière première d'un autre produit : le raisin est la matière première du vin. Il y a aussi des produits impropres à tout autre service que celui de matière première; le produit n'a alors reçu, comme on dit, qu'une demi-façon, par exemple le coton.

On le voit, le caractère de produit, de matière première ou de moyen de travail, ne dépend pour une valeur d'usage, pour un objet utile, que de sa place dans l'acte de travail, et son changement de place change son caractère.

Toute valeur d'usage entrant dans des opérations nouvelles comme moyen de production, perd donc son caractère de produit, et ne fonctionne plus qu'en qualité de collaboratrice du travail en activité pour la production de produits nouveaux.

Le travail use ses éléments matériels, objet de

travail et moyen de travail, il est, par conséquent, un acte de consommation. Cette consommation productive se distingue de la consommation individuelle, en ce que cette dernière consomme les produits comme moyens de jouissance de l'individu, tandis que l'autre les consomme comme moyens de fonctionnement du travail. Le produit de la consommation individuelle est le consommateur lui-même; le résultat de la consommation productive est un produit distinct du consommateur.

Le mouvement du travail utile, tel que nous venons de l'analyser au point de vue général, c'est-à-dire, l'activité qui a pour but la production de valeurs d'usage, l'appropriation des objets extérieurs à nos besoins, est une nécessité physique de la vie humaine, commune à toutes les formes sociales; son étude à ce point de vue général, ne saurait donc nous indiquer d'après quelles conditions sociales spéciales il s'accomplit dans un cas donné.

Le travail exécuté pour le compte du capitaliste.

Le capitaliste en herbe achète sur le marché, choisi de bonne qualité et payé à son juste prix, tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement du travail, moyens de production et force de travail.

La nature générale du travail, que nous venons d'exposer, n'est évidemment pas modifiée par l'intervention du capitaliste. En tant que consommation de la force de travail par le capitaliste, le mouvement du travail ne présente que deux particularités.

D'abord, l'ouvrier travaille sous le contrôle du capitaliste auquel son travail appartient. Le capitaliste veille soigneusement à ce que les moyens de production soient employés suivant le but cherché, à ce que la besogne soit consciencieusement faite, et à ce

que l'instrument de travail n éprouve que le dommage inséparable de son emploi.

Ensuite, le produit est la propriété du capitaliste et non du producteur immédiat, du travailleur. Le capitaliste paye la valeur, journalière je suppose, de la force de travail, l'usage de cette force lui appartient, par conséquent, durant la journée, comme celui d'un cheval à la journée. L'usage de la marchandise, en effet, appartient à l'acheteur, et, en donnant son travail, le possesseur de la force de travail, l'ouvrier, ne donne en réalité que la valeur d'usage qu'il a vendue; dès son entrée dans l'atelier, l'utilité de sa force, le travail, appartenait au capitaliste. En achetant la force de travail, le capitaliste a ajouté le travail, comme élément actif du produit, aux éléments passifs, les moyens de production, dont il était pourvu ; c'est là une opération entre choses qu'il a achetées, qui lui appartiennent. Le produit résultant de cette opération lui appartient donc, au même titre que le produit de la fermentation dans sa cave.

II. — *Analyse de la valeur du produit.*

Le produit, propriété du capitaliste, est une valeur d'usage, telle que de la toile, des bottes, etc. Mais, d'habitude, ce n'est pas par amour de la toile que le capitaliste fait de la toile. Dans la production marchande, la valeur d'usage, l'objet utile, ne sert que de porte-valeur ; il s'agit avant tout, pour le capitaliste, de produire un objet utile qui ait une valeur échangeable, un article destiné à la vente, une marchandise. En outre, le capitaliste veut que la valeur de cette marchandise surpasse la valeur des marchandises employées pour la produire, c'est-à-dire la valeur des moyens de production et dé la force de tra-

vail pour l'achat desquels il a dépensé son argent. Il veut produire non seulement une chose utile, mais une valeur, et non seulement une valeur, mais encore une plus-value.

De même que la marchandise est à la fois valeur d'usage et valeur d'échange, de même sa production doit être à la fois formation de valeur d'usage et formation de valeur. Examinons maintenant la production au point de vue de la valeur.

Nous savons que la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail qu'elle renferme, par le temps socialement nécessaire à sa production. Il nous faut donc calculer le travail contenu dans le produit que notre capitaliste a fait fabriquer, 5 kilos de filés je suppose.

Pour produire ces filés, il avait besoin d'une matière première, mettons 5 kilos de coton, achetés sur le marché ce qu'ils valaient, par exemple 13 fr.; admettons que l'usure des instruments employés, broches, etc., s'élève à 3 fr. Si une masse d'or de 16 fr., qui est égale au total de ces deux chiffres, est le produit de 24 heures de travail, il s'ensuit, la journée de travail étant de 12 heures, qu'il y a déjà 2 journées de travail contenues dans les filés.

Nous connaissons la valeur que le coton et l'usure des broches donnent aux filés : elle est égale à 16 fr. Reste à chercher la valeur que le travail du fileur ajoute au produit.

Ce n'est pas le genre spécial du travail, ou sa qualité, qui importe ici, c'est sa quantité; il ne s'agit plus, comme lorsqu'on s'occupe de la valeur d'usage, des besoins particuliers que l'activité du travailleur a pour but de satisfaire, mais simplement du temps pendant lequel il a dépensé sa force en efforts utiles. On ne doit pas oublier, d'ailleurs, que le temps nécessaire dans les conditions ordinaires de la produc-

tion, est le seul qui compte pour la formation de la valeur.

A ce dernier point de vue, la matière première ne fait plus que s'imbiber d'une certaine quantité de travail, considéré uniquement comme dépense de force humaine en général. Il est vrai que cette absorption de travail transforme ici la matière première en filés, la force de l'ouvrier ayant été dépensée sous la forme particulière de filage; mais le produit en filés ne sert pour le moment qu'à indiquer la quantité de travail absorbée par le coton. 5 kilos de filés indiqueront 6 heures de travail, si le filage de 833 grammes de coton, par exemple, demande une heure. Certaines quantités de produit, déterminées par l'expérience, représentent la dépense de la force de travail pendant une heure, deux heures, une journée.

Lors de la vente de la force de travail, il a été sous-entendu, je suppose, que sa valeur journalière était de 4 fr., somme d'or équivalant à 6 heures de travail, et que, par conséquent, il fallait travailler 6 heures pour produire ce qui était nécessaire à l'entretien quotidien du travailleur. Or notre fileur a transformé en 6 heures, en une demi-journée de travail, les 5 kilos de coton en 5 kilos de filés. Ce même temps de travail étant fixé dans une somme d'or de 4 fr., c'est une valeur de 4 fr. qu'il a ajoutée au coton.

Faisons maintenant le compte de la valeur totale du produit. Les 5 kilos de filés contiennent deux journées et demie de travail : coton et broches représentant deux journées et le filage une demi-journée. La même quantité de travail est fixée dans une masse d'or de 20 fr. Le prix de 20 fr. exprime donc la valeur exacte de 5 kilos de filés, le prix de 4 fr. celui d'un kilo.

Les chiffres, dans toute cette démonstration, sont arbitraires, mais la démonstration est la même, quels que soient les chiffres et quel que soit le genre de produit envisagé.

La valeur du produit égale la valeur du capital avancé. La valeur avancée n'a pas fait de petits, elle n'a pas enfanté de plus-value, et l'argent, par conséquent, ne s'est pas transformé en capital. Le prix de cinq kilos de filés est de 20 fr., et 20 fr. ont été dépensés sur le marché pour l'achat des éléments constitutifs du produit : 13 fr. pour cinq kilos de coton, 3 fr. pour l'usure des broches pendant six heures, et 4 fr. pour la force de travail.

Différence entre la valeur de la force de travail et la valeur qu'elle peut créer.

Regardons-y de plus près. La force de travail revient à 4 fr. parce que les subsistances nécessaires à l'entretien journalier de cette force coûtent 4 fr. Le possesseur de cette force de travail, l'ouvrier, produit une valeur équivalente dans une demi-journée de travail ; cela ne signifie pas qu'il ne peut pas travailler une journée entière ni produire davantage. La valeur que la force de travail possède, et la valeur qu'elle peut créer, diffèrent donc de grandeur. Dans sa vente, la force de travail réalise sa valeur déterminée par ses frais d'entretien quotidien ; dans son usage, elle peut produire en un jour plus de valeur qu'elle n'en a coûté. C'est cette différence de valeur que le capitaliste avait en vue lorsqu'il achetait la force de travail.

Rien en tout cela, d'ailleurs, qui ne soit conforme aux lois de l'échange des marchandises. En effet, l'ouvrier, le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en touche la

valeur échangeable et en cède la valeur usuelle ; il ne peut obtenir la première sans livrer la seconde. La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus à celui qui la vend, que n'appartient à l'épicier l'emploi de l'huile par lui vendue. L'homme aux écus a payé la valeur journalière de la force de travail, donc son usage pendant un jour, le travail d'une journée entière, lui appartient. Que l'entretien journalier de cette force ne coûte qu'une demi-journée de travail, tandis qu'elle peut travailler la journée entière, c'est-à-dire, que la valeur créée par son usage pendant un jour soit plus grande que sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulièrement heureuse pour l'acheteur, mais qui ne porte aucune atteinte au droit du vendeur.

L'ouvrier trouve, dès lors, dans l'atelier, les moyens de production nécessaires non pour une demi-journée, mais pour une journée de travail, pour douze heures. Puisque cinq kilos de coton, en absorbant six heures de travail, se transformaient en cinq kilos de filés, dix kilos de coton en absorbant douze heures de travail, se transformeront en dix kilos de filés. Ces dix kilos contiennent alors cinq journées de travail, quatre étaient renfermées dans le coton et les broches consommés, une a été absorbée par le coton pendant le filage. Or, si une masse d'or de 16 fr. est le produit de vingt-quatre heures de travail, l'expression monétaire de cinq journées de travail de douze heures sera 40 fr.

Tel est donc le prix des dix kilos de filés. Comme tout à l'heure, le kilo coûte 4 fr. Mais la valeur totale des marchandises employées dans l'opération est de 36 fr. : 26 fr. pour dix kilos de coton, 6 fr. pour l'usure des broches pendant douze heures, 4 fr. pour la journée de travail.

Les 36 fr. avancés se sont transformés en 40 fr. Ils ont enfanté une plus-value de 4 fr.; le tour est fait, l'argent s'est transformé en capital.

Le problème de la transformation de l'argent en capital est résolu.

Le problème, tel que nous l'avons posé à la fin du chapitre V, est résolu dans tous ses termes.

Sur le marché, le capitaliste achète à sa juste valeur chaque marchandise — coton, broches, force de travail. Puis, il fait ce que fait tout autre acheteur, il consomme leur valeur d'usage. La consommation de la force de travail étant en même temps production de marchandises, fournit un produit de dix kilos de filés valant 40 fr. Le capitaliste qui avait quitté le marché après ses achats, y revient alors comme vendeur. Il vend les filés 4 fr. le kilo, pas un liard au-dessus de leur valeur, et cependant il retire de la circulation 4 fr. de plus qu'il n'y avait mis. Cette transformation de son argent en capital se passe dans le domaine de la circulation et ne s'y passe pas. La circulation sert d'intermédiaire : c'est sur le marché que se vend la force de travail, pour être exploitée en dehors du marché, dans le domaine de la production où elle devient source de plus-value.

La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur prolongée au delà d'un certain point. Si l'action du travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital, est remplacée par une valeur équivalente, il y a simple production de valeur ; quand elle dépasse cette limite, il y a production de plus-value.

CHAPITRE VIII

CAPITAL CONSTANT ET CAPITAL VARIABLE

Propriété du travail de conserver de la valeur en créant de la valeur. — Valeur simplement conservée, et valeur reproduite et augmentée.

Propriété du travail de conserver de la valeur en créant de la valeur.

Les différents éléments qui contribuent à l'exécution du travail ont une part différente dans la formation de la valeur des produits.

L'ouvrier ajoute une valeur nouvelle à l'objet du travail par l'addition d'une nouvelle dose de travail, quel que soit le genre utile de celui-ci; d'autre part, nous retrouvons dans la valeur du produit la valeur des moyens de production consommés, par exemple la valeur du coton et des broches dans celle des filés. La valeur des moyens de production est donc conservée et transmise au produit par l'intermédiaire du travail. Mais de quelle manière?

L'ouvrier ne travaille pas une fois pour ajouter une nouvelle valeur au coton, et une autre fois pour conserver l'ancienne, ou, ce qui revient au même, pour transmettre aux filés la valeur des broches qu'il use et celle du coton qu'il façonne. C'est par la simple addition d'une nouvelle valeur, qu'il maintient l'ancienne. Mais, comme ajouter une valeur nouvelle à l'objet du travail et conserver une valeur

ancienne dans le produit, sont deux résultats tout à fait différents que l'ouvrier obtient dans le même temps, ce double effet ne peut évidemment résulter que du caractère double de son travail. Ce travail doit, dans le même moment, créer de la valeur en vertu d'une propriété, et, en vertu d'une autre, conserver ou transmettre de la valeur.

Le fileur n'ajoute de travail qu'en filant, le tisserand qu'en tissant, le forgeron qu'en forgeant, etc.; et c'est cette forme de filage, de tissage, etc., autrement dit c'est la forme productive spéciale sous laquelle le travail est dépensé, qui est cause que les moyens de production, tels que coton et broches, fil et métier à tisser, fer et enclume, donnent naissance à un nouveau produit. Or nous avons vu que le temps de travail nécessaire pour faire les moyens de production consommés, compte dans le produit nouveau. Le travailleur conserve donc la valeur des moyens de production consommés, il la transmet au produit, comme partie constituante de sa valeur, par la forme utile spéciale du travail ajouté.

Si le travail productif spécial de l'ouvrier n'était pas le filage, par exemple, il ne ferait pas de filés, et, ne faisant pas de filés, il ne transmettrait pas à son produit les valeurs des broches et du coton employés dans le filage. Mais, par une journée de travail, notre fileur, s'il change de métier et s'il devient menuisier je suppose, ajoutera, après comme avant, de la valeur à des matières. Il ajoute donc cette valeur par son travail considéré, non comme travail de fileur ou de menuisier, mais comme travail en général, comme dépense de force humaine; et il ajoute une certaine quantité de valeur, non parce que son travail a telle ou telle forme utile particulière, mais parce qu'il a duré un certain temps. Ainsi, par une quantité nouvelle de travail, une nouvelle valeur est ajoutée,

et, par la qualité du travail ajouté, les anciennes valeurs des moyens de production sont conservées dans le produit.

Ce double effet du même travail apparaît clairement dans une foule de circonstances. Supposons qu'une invention quelconque permette à l'ouvrier de filer, en six heures, autant de coton qu'il en filait auparavant en dix-huit. Comme activité productive, la puissance de son travail a triplé, et son produit est trois fois plus grand, quinze kilos de filés au lieu de cinq. La quantité de valeur ajoutée par les six heures de filage au coton reste la même ; seulement cette même quantité, qui ne portait que sur cinq kilos, porte maintenant sur quinze, elle est donc trois fois plus petite. D'autre part, quinze kilos de coton, au lieu de cinq, étant maintenant employés dans six heures de filage, le produit des six heures contient une valeur trois fois plus grande de coton. Ainsi, dans six heures de filage, une valeur trois fois plus grande de matière première est conservée et transmise au produit, quoique la valeur ajoutée à cette même matière soit trois fois plus petite. Ceci montre combien la propriété en vertu de laquelle le travail conserve de la valeur, est essentiellement différente de la propriété en vertu de laquelle, pendant la même opération, il crée de la valeur.

Le moyen de production ne transmet au produit que la valeur qu'il perd, en perdant son utilité primitive ; mais, sous ce rapport, les éléments matériels du travail se comportent différemment.

Matières premières et matières auxiliaires perdent leur aspect en servant à l'exécution d'un travail. Il en est tout autrement des instruments proprement dits, qui durent plus ou moins longtemps et fonctionnent dans un plus ou moins grand nombre d'opérations. On sait par expérience combien de temps

en moyenne dure un instrument de travail, on peut donc calculer son usure quotidienne et ce qu'il transmet par jour de sa propre valeur au produit ; mais l'instrument de travail, une machine par exemple, bien que transmettant ainsi chaque jour une partie de sa valeur à son produit journalier, fonctionne tous les jours tout entière pendant l'exécution du travail.

Par conséquent, quoique un élément du travail entre tout entier dans la production d'un objet d'utilité, d'une valeur d'usage, il n'entre que par partie dans la formation de la valeur. Inversement, un moyen de production peut entrer tout entier dans la formation de la valeur, quoique en partie seulement dans la production de la valeur d'usage. Supposons que, dans le filage, sur cent quinze kilos de coton, il y en ait quinze de déchet. Si cette perte de quinze pour cent est ordinaire, inévitable en moyenne dans la fabrication, la valeur des quinze kilos de coton qui ne se transforment pas en filés, entre tout aussi bien dans la valeur des filés que celle des cent kilos qui en forment la substance. Dès l'instant que cette perte est une condition de la production, le coton perdu transmet aux filés sa valeur.

Les moyens de production ne transmettant au nouveau produit que la valeur qu'ils perdent sous leur ancienne forme, ne peuvent lui ajouter de la valeur que s'ils en ont eux-mêmes. Leur valeur est déterminée, non par le travail où ils entrent comme moyens de production, mais par le travail d'où ils sortent en tant que produits.

Valeur simplement conservée, et valeur reproduite et augmentée.

La force de travail en activité, le travail vivant, a donc la propriété de conserver de la valeur en ajou-

tant de la valeur. Si cette propriété ne coûte rien au travailleur, elle rapporte beaucoup au capitaliste, qui lui doit la conservation de la valeur actuelle de son capital ; il s'en aperçoit au moment des crises, des interruptions de travail, où il a à supporter les frais de détérioration des moyens de production dont se compose son capital, matières premières, outillage, etc., demeurant inactif.

Nous disons que la valeur des moyens de production est conservée, et non pas reproduite, parce que les objets dans lesquels elle existe à l'origine, ne disparaissent que pour revêtir une nouvelle forme utile, et que la valeur persiste sous les changements de forme. Ce qui est produit, c'est un nouvel objet d'utilité dans lequel continue à paraître la valeur ancienne.

Pendant que le travail conserve et transmet la valeur des moyens de production au produit, il crée à chaque instant une valeur nouvelle. Supposons que la production s'arrête, lorsque le travailleur a ainsi créé l'équivalent de la valeur journalière de sa propre force, lorsqu'il a, par exemple, ajouté, par un travail de six heures, une valeur de 4 fr. Cette valeur remplace l'argent que le capitaliste avance pour l'achat de la force de travail, et que le travailleur dépense ensuite en subsistances. Mais cette valeur, contrairement à ce que nous avons constaté pour la valeur des moyens de production, est réellement produite ; si une valeur est ici remplacée par une autre, c'est grâce à une nouvelle création.

Nous savons déjà, cependant, que la durée du travail dépasse le point où l'équivalent de la valeur de la force de travail serait reproduit et ajouté à l'objet travaillé. Au lieu de six heures qui suffiraient, je suppose, pour cela, l'opération dure douze heures ou plus. La force de travail en mouvement

ne reproduit donc pas seulement sa propre valeur, mais elle produit encore de la valeur en plus. Cette plus-value forme l'excédant de la valeur du produit sur celle de ses éléments constitutifs, les moyens de production et la force de travail.

Donc, pour une production, la partie du capital qui se transforme en moyens de production, c'est-à-dire en matières premières, matières auxiliaires et instruments de travail, ne change pas, dans l'acte de production, la grandeur de sa valeur. C'est pourquoi nous la nommons partie constante du capital, ou, plus simplement, *capital constant*.

Au contraire, la partie du capital transformée en force de travail, change de valeur dans une production et par le fait de cette production. Elle reproduit d'abord sa propre valeur, et produit, en outre, un excédant, une plus-value plus ou moins grande. Cette partie du capital changeant de grandeur, nous la nommons partie variable du capital, ou, plus simplement, *capital variable*.

CHAPITRE IX

LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

I. Travail nécessaire et surtravail. — Degré d'exploitation de la force de travail. — II. Les éléments de la valeur du produit exprimés en parties de ce produit et en fractions de la journée de travail. — III. La « dernière heure ». — IV. Le produit net.

D'un côté, nous avons le capital constant, qui fournit simplement à la force de travail les moyens de se matérialiser, moyens dont la valeur, ne faisant que reparaître, est la même avant ou après l'acte de production ; de l'autre, le capital variable, égal, avant la production, au prix d'achat de la force de travail, et égal, après, à cette valeur reproduite avec une plus ou moins grande augmentation. La plus-value résultant de l'augmentation de valeur qu'éprouve le capital variable, il est évident que c'est le rapport de la plus-value au capital variable qui détermine dans quelle proportion cette augmentation a lieu. Prenons les chiffres du chapitre VII. 4 fr. étant la partie du capital employée à l'achat de la force de travail d'un homme pendant une journée, en un mot le capital variable, et la plus-value étant de 4 fr., ce dernier chiffre exprime la grandeur absolue de la plus-value produite par un travailleur pendant une journée ; quant à sa grandeur proportionnelle, c'est-à-dire, à sa grandeur comparée à celle du capital variable avant l'augmentation de valeur, elle est exprimée par le rapport de 4 à 4, c'est-à-dire qu'elle est de cent

pour cent. Cette grandeur proportionnelle est ce que nous appelons taux de la plus-value. Il ne faut pas confondre le taux de la plus-value, qui est le rapport de la plus-value à la partie variable du capital avancé, et qui seul exprime directement le degré d'exploitation du travail, avec le taux du profit, qui est le rapport de la plus-value au total du capital avance.

I. — *Travail nécessaire et surtravail.*

Nous avons vu que l'ouvrier, pendant une partie de la journée, ne produit que la valeur journalière de sa force de travail, c'est-à-dire la valeur des subsistances nécessaires à son entretien. Comme une division du travail social s'est d'elle-même organisée dans le milieu où il travaille, il produit sa subsistance, non pas directement, mais sous la forme d'une marchandise particulière, de filés par exemple, dont la valeur égale celle de ses moyens de subsistance ou celle de l'argent avec lequel il les achète.

Dans cette partie de la journée, plus ou moins longue suivant la valeur moyenne de sa subsistance journalière, l'ouvrier, qu'il travaille ou non pour un capitaliste, ne fait que remplacer une valeur par une autre; la production de valeur pendant ce temps n'est, en réalité, qu'une simple reproduction. Nous nommons *temps de travail nécessaire* la partie de la journée où cette reproduction s'accomplit, et *travail nécessaire* le travail dépensé pendant ce temps : nécessaire pour le travailleur qui, quelle que soit la forme sociale de son travail, gagne pendant ce temps sa vie: nécessaire pour le monde capitaliste dont la base est l'existence du travailleur.

La partie de la journée de travail qui dépasse les bornes du travail nécessaire, ne forme aucune valeur

pour l'ouvrier, elle forme la plus-value pour le capitaliste ; nous nommons cette partie de la journée *temps extra*, et le travail dépensé en elle, *surtravail*. Si la valeur en général n'est qu'une simple matérialisation de temps de travail, la plus-value est une simple matérialisation de temps de travail extra, c'est du surtravail réalisé. Les différentes formes économiques revêtues par la société, l'esclavage, par exemple, et le salariat, ne se distinguent que par la façon dont ce surtravail est imposé et extorqué au producteur immédiat.

Degré d'exploitation de la force de travail.

D'une part, la valeur du capital variable égale la valeur de la fôrce de travail qu'il achète, et la valeur de cette force détermine la partie nécessaire de la journée de travail ; d'autre part, la plus-value est déterminée par la durée de la partie extra de cette même journée, par le surtravail. Donc le taux de la plus-value exprimé par le rapport de la plus-value au capital variable, l'est aussi par le rapport, égal au précédent, du surtravail au travail nécessaire.

Le taux de la plus-value est, par conséquent, l'expression exacte du degré d'exploitation de la force de travail par le capital, ou du travailleur par le capitaliste, mais il ne faut pas confondre le degré d'exploitation avec la grandeur absolue de l'exploitations Supposons que le travail nécessaire égale cinq heure. et que le surtravail égale aussi cinq heures, le degré d'exploitation, exprimé par le rapport de 5 à 5, est de cent pour cent, et la grandeur absolue de l'exploitation est de cinq heures. Si, au contraire, le travail nécessaire et le surtravail sont égaux chacun à six heures, le degré d'exploitation exprimé par le rapport de 6 à 6 n'a pas changé, il est toujours de cent pour

cent, tandis que la grandeur absolue de l'exploitation, qui était précédemment de cinq heures, a augmenté d'une heure, c'est-à-dire de vingt pour cent.

Pour calculer le taux de la plus-value, nous considérons la valeur du produit sans tenir compte de la valeur du capital constant, qui existait déjà et qui ne fait que reparaître ; la valeur qui reste alors, est la seule valeur réellement créée pendant la production de la marchandise. Si la plus-value est connue, il faut la retrancher de cette valeur pour trouver le capital variable ; si c'est le capital variable qui est connu, c'est lui qu'il faudra retrancher pour trouver la plus-value. Les deux connus, il ne reste qu'à calculer le rapport de la plus-value au capital variable, c'est-à-dire à diviser la plus-value par le capital variable, et, multipliant par 100 le résultat de cette division, on a le tant pour cent du taux de la plus-value.

II. — *Les éléments de la valeur du produit exprimés en parties de ce produit et en fractions de la journée de travail.*

Reprenons l'exemple qui nous a servi au chapitre VII, pour montrer comment le capitaliste transforme son argent en capital. Le travail nécessaire du fileur montait à six heures, ainsi que son surtravail ; l'ouvrier travaille, dès lors, une moitié de la journée pour lui et une moitié pour le capitaliste, le degré de son exploitation est de cent pour cent.

Le produit de la journée de douze heures est dix kilos de filés d'une valeur de 40 fr. ; les huit dixièmes de cette valeur, 32 fr., sont formés par la valeur des moyens de production consommés : 26 fr. pour l'achat du coton et 6 fr. pour l'usure des broches. Ces 32 fr. représentent, par conséquent, la valeur qui ne fait que reparaître ; autrement dit, les huit dixièmes

de la valeur des filés consistent en capital constant. Les deux dixièmes qui restent, sont la valeur nouvelle de 8 fr. créée pendant le filage et par le filage. Une moitié de cette valeur remplace la valeur journalière de la force de travail, qui a été avancée, c'est-à-dire le capital variable de 4 fr.; l'autre moitié constitue la plus-value de 4 fr. La valeur de 40 fr. en filés égale donc 32 fr. de capital constant, plus 4 fr. de capital variable, plus enfin 4 fr. de plus-value.

Puisque la valeur totale de 40 fr. est représentée par dix kilos de filés, les différents éléments de cette valeur, que nous venons d'indiquer, peuvent être représentés en parties de ce produit.

S'il existe une valeur de 40 fr. dans dix kilos de filés, les huit dixièmes de cette valeur, ou sa partie constante de 32 fr., existeront dans huit dixièmes du produit ou dans huit kilos de filés. Ces huit kilos représentent donc la valeur du coton acheté et l'usure des broches, en tout 32 fr., ce qui revient à six kilos et demi de filés représentant les 26 fr. de coton,et un kilo et demi représentant les 6 fr. d'usure des broches.

Dans six kilos et demi de filés il ne se trouve réellement que six kilos et demi de coton, d'une valeur — les dix kilos coûtant 26 fr. — de 16 fr. 90; la différence de 9 fr. 10 équivaut au coton contenu dans les trois autres kilos et demi de filés. Mais les six kilos et demi de filés représentent ici tout le coton contenu dans le produit total de dix kilos de filés; à 4 fr. le kilo, ils valent, en effet, 26 fr., comme les dix kilos de coton; en revanche, ils ne représentent rien de plus, ils sont censés ne pas contenir une miette de la valeur des instruments de travail utilisés, ni de la valeur nouvelle créée par le filage. De même, un kilo et demi de filés vaut 6 fr., comme les broches usées pendant douze heures de filage; un kilo et demi représente alors la valeur des instruments de travail

utilisés pendant toute la durée de la production de dix kilos de filés; mais il ne représente que cela, sans contenir une miette de la valeur nouvelle créée par le filage.

En résumé, huit dixièmes du produit, ou huit kilos de filés, sont censés ne pas contenir miette de la valeur nouvelle créée par le travail du fileur. Et, en fait, quand le capitaliste les vend 32 fr. et recouvre avec cette somme ce qu'il a dépensé en moyens de production, il devient évident que huit kilos de filés ne sont que coton et broches déguisés. D'un autre côté, les deux dixièmes restant, ou deux kilos de filés, ne représentent, par suite, que la valeur qui reste, la valeur nouvelle de 8 fr. créée dans les douze heures de travail. Le travail du fileur matérialisé dans le produit de dix kilos de filés, est maintenant concentré dans deux kilos, dans deux dixièmes du produit, dont un dixième, un kilo, représente la valeur de la force de travail employée, c'est-à-dire les 4 fr. de capital variable avancé, et l'autre dixième, les 4 fr. de plus-value.

Puisque douze heures de travail créent une valeur de 8 fr., la valeur des filés, montant à 40 fr., représente donc soixante heures de travail. C'est que, outre les douze heures de filage, les 40 fr. de filés renferment le temps de travail que contenaient les moyens de production consommés, quatre journées de douze heures, quarante-huit heures de travail qui ont précédé l'opération du filage et se sont réalisées en une valeur de 32 fr.

On peut donc décomposer le résultat de la production, le produit, en une quantité qui ne représente que le travail contenu dans les moyens de production, ou la partie constante du capital, en une autre quantité qui ne représente que le travail nécessaire ajouté pendant la production, ou la partie variable du

capital, et en une dernière quantité qui ne représente que le surtravail ajouté, ou la plus-value.

Le produit total fabriqué dans un certain temps, par exemple une journée, décomposé de cette façon en parties représentant les divers éléments de sa valeur, peut les voir aussi représenter comme des fractions de la journée de travail.

Le fileur produit en douze heures dix kilos de filés, en une heure et douze minutes, par conséquent, un kilo, et, en sept heures quarante-huit minutes, six kilos et demi de filés, c'est-à-dire une partie du produit valant à elle seule tout le coton employé pendant la journée. De même, la partie produite dans l'heure et les quarante-huit minutes suivantes, égale un kilo et demi de filés et représente donc la valeur des broches utilisées pendant les douze heures de travail. De même encore, le fileur produit dans l'heure et les douze minutes qui suivent, un kilo de filés représentant une valeur égale à toute la valeur qu'il crée en six heures de travail nécessaire. Enfin, dans les dernières soixante-douze minutes, il produit un autre kilo de filés dont la valeur égale la plus-value produite par ses six heures de surtravail.

Ce qu'il produit dans ces soixante-douze minutes, c'est, qu'on le remarque bien, un kilo de filés dont la valeur entière est égale à la plus-value que la journée de travail rapporte au capitaliste ; mais la valeur entière de ce kilo se compose, en sus de la valeur résultant du travail du fileur, de la valeur du travail passé qui a produit le coton et les broches consommés pour sa fabrication.

III. — *La « dernière heure ».*

De la représentation des divers éléments de la vaeur du produit par des parties proportionnelles de la

journée de travail, et de ce que la plus-value se trouve alors représentée par la valeur du produit des soixante-douze dernières minutes, il ne faut donc pas conclure, ainsi que certains économistes essayant de s'opposer, au nom de la science, à toute réduction de la journée de travail, que l'ouvrier, dans sa journée de douze heures, ne consacre au fabricant, pour la production de la plus-value, que les dernières soixante-douze minutes, la « dernière heure », comme ils disent.

La plus-value est égale, en effet, non à la valeur de la force de travail dépensée pendant les soixante-douze dernières minutes, mais à la valeur du produit pour lequel s'est opérée la dépense de la force de travail pendant ce temps; c'est-à-dire qu'elle est égale à la valeur des moyens de production, coton, broches, consommés pendant soixante-douze minutes, augmentée de la nouvelle valeur que leur a ajoutée, pendant ce même temps, le travail du fileur en les consommant.

Et, à en croire ces économistes, si on diminuait de soixante-douze minutes le temps de travail, le salaire ne changeant pas, il n'y aurait plus de plus-value, le malheureux capitaliste ne gagnerait plus rien. Leur raisonnement est, en somme, celui-ci : un kilo de filés étant le produit de soixante-douze minutes de filage, si on réduit la journée du fileur de soixante-douze minutes, le capitaliste aura un kilo de filés de moins et, le kilo valant 4 fr., il aura 4 fr. de moins ; or, comme sa plus-value, son gain était de 4 fr., du moment qu'il a 4 fr. de moins il ne gagne plus rien. Examinons un peu la chose.

Pour un kilo de filés, il faut un kilo de coton, plus des broches qui s'usent en servant. Les dix kilos de coton coûtant 26 fr., un kilo coûte 2 fr. 60; l'usure des broches s'élevant pour le filage de dix kilos à

6 fr., s'élève à 0 fr. 60 par kilo. Un kilo de filés de moins à produire, représente de moins à dépenser 2 fr. 60 plus 0 fr. 60, soit 3 fr. 20. S'il est vrai que le capitaliste gagne 4 fr. de moins, il dépense aussi 3 fr. 20 de moins; par une diminution de soixante-douze minutes sur douze heures de travail, il ne perd donc que 0 fr. 80. S'il ne perd que 0 fr. 80 sur ce qu'il gagnait précédemment, sa plus-value, son bénéfice net, qui était de 4 fr., est maintenant de 4 fr. moins 0 fr. 80, soit de 3 fr. 20, et le surtravail dure quatre heures quarante-huit minutes au lieu de six heures, c'est-à-dire que le taux de la plus-value est de quatre-vingt pour cent, ce qui est encore bien joli.

Dire dans notre exemple que le fileur dont la journée compte douze heures, produit dans les dernières soixante-douze minutes le bénéfice net du capitaliste, cela veut dire tout bonnement que son produit de soixante-douze minutes, un kilo de filés, représente, pris dans son ensemble, autant de temps de travail que la partie de la journée consacrée à la fabrication de la plus-value. En effet, nous avons vu tout à l'heure que les moyens de production consommés pour produire dix kilos de filés renfermaient avant le filage quarante-huit heures de travail : les moyens de production consommés pour un kilo renferment donc le dixième de ce temps, c'est-à-dire quatre heures quarante-huit minutes de travail passé, qui, ajoutées aux soixante-douze minutes de filage, donnent, pour un kilo de filés, un total de six heures égal au temps de surtravail journalier du fileur.

IV. — *Le produit net.*

Nous nommons produit net la partie du produit qui représente la plus-value. De même que le taux de

celle-ci se détermine par son rapport, non avec le capital total, mais avec la partie variable du capital, de même le montant du produit net est déterminé par son rapport, non avec le produit entier, mais avec la partie du produit qui représente le travail nécessaire. C'est la grandeur relative du produit net qui mesure le degré d'élévation de la richesse.

Le total du travail nécessaire et du surtravail, c'est-à-dire l'ensemble du temps pendant lequel l'ouvrier produit l'équivalent de sa force de travail et la plus-value, forme la grandeur absolue de son temps de travail, c'est-à-dire la journée de travail.

CHAPITRE X

LA JOURNÉE DE TRAVAIL

I. Limites de la journée de travail. — II. Le capital affamé de surtravail. — III. L'exploitation du travailleur libre, dans la forme et dans le fond. — Travail de jour et travail de nuit. — IV. Réglementation de la journée de travail. — V. La lutte pour la limitation de la journée de travail.

I. — *Limites de la journée de travail.*

Nous sommes partis de la supposition que la force de travail est achetée et vendue à sa valeur. Cette valeur, comme celle de toute autre marchandise, est déterminée par le temps de travail nécessaire à sa production. Le capitaliste ayant acheté la force de travail à sa valeur journalière a, dès lors, acquis le droit de faire travailler pendant tout un jour le travailleur. Mais qu'est-ce qu'un jour de travail ?

La journée de travail varie entre des limites qu'imposent la société, d'une part, et, de l'autre, la nature. Il y a un minimum, la partie de la journée pendant laquelle l'ouvrier doit nécessairement travailler pour sa propre conservation, en un mot le temps de travail nécessaire, auquel notre organisation sociale, basée sur le mode de production capitaliste, ne permet pas de descendre : ce mode de production reposant, en effet, sur la fabrication de plus-value, exige une certaine quantité de travail, en sus du travail nécessaire, autrement dit, une certaine quantité de

surtravail. Il y a un maximum que les bornes physiques de la force de travail, que le temps forcément consacré chaque jour par le travailleur à dormir, à manger, etc., que la nature, en un mot, ne permet pas de dépasser.

Ces limites sont par elles-mêmes très élastiques. En tout cas, un jour de travail est moindre qu'un jour naturel. De combien? Une de ses parties est bien déterminée par le temps de travail nécessaire ; mais sa grandeur totale varie suivant la longueur du surtravail.

Tout acheteur cherche à tirer de l'emploi de la marchandise qu'il a achetée, le plus grand parti possible, de même le capitaliste acheteur de la force de travail : il a un mobile unique, augmenter son capital, créer de la plus-value, absorber le plus de surtravail possible.

De son côté, le travailleur est, avec raison, porté à ne vouloir dépenser sa force de travail que dans des limites compatibles avec sa durée naturelle et son développement régulier. Il ne voudrait chaque jour user que la force qu'il peut refaire à l'aide de son salaire.

Le capitaliste soutient son droit comme acheteur, quand il cherche à prolonger le plus possible la journée de travail. Le travailleur soutient son droit comme vendeur, quand il veut restreindre la journée de travail, de façon à ne transformer en travail que la quantité de force dont la dépense ne nuit pas à son corps. Il y a donc droit contre droit, tous deux également basés sur la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux, qui décide? La force. Voilà pourquoi la réglementation de la journée de travail se présente, dans l'histoire de la production capitaliste, comme une lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière.

II. — *Le capital affamé de surtravail.*

Le capitaliste n'a point inventé le surtravail. Partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est obligé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien, un surplus destiné à fournir la subsistance du possesseur des moyens de production. Que ce propriétaire soit maître d'esclaves, seigneur féodal, capitaliste, peu importe.

Cependant, tant que la forme économique d'une société est telle, que l'on considère plutôt l'utilité d'une chose que la quantité d'or ou d'argent contre laquelle elle peut être échangée, en d'autres termes, la valeur d'usage plutôt que la valeur d'échange, le surtravail trouve une limite dans la satisfaction de besoins déterminés. Au contraire, quand la valeur d'échange domine, faire travailler le plus possible devient la loi.

Dès que des peuples dont la production s'opère encore à l'aide des formes inférieures de l'esclavage et du servage, sont entraînés sur un marché international où domine le mode de production capitaliste, et que, par ce fait, la vente de leurs produits à l'étranger devient leur intérêt principal, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce fruit de la civilisation, viennent se greffer sur la barbarie de l'esclavage et du servage. Tant que la production, dans les États du Sud de l'Union américaine, était dirigée principalement vers la satisfaction des besoins immédiats, le travail des nègres présentait un caractère modéré. Mais, à mesure que l'exportation du coton devint l'intérêt principal de ces États, le nègre fut surmené, et la consommation de sa vie en sept années de travail fit partie d'un système froidement calculé. Il ne s'agis-

sait plus, comme autrefois, d'obtenir de lui une certaine masse de produits utiles, il s'agissait de la production de plus-value quand même. Il en a également été ainsi pour le serf dans les principautés danubiennes.

Qu'est-ce qu'une journée de travail ? Quelle est la durée du temps pendant lequel le capital a le droit de consommer la force de travail dont il achète la valeur pour un jour? Jusqu'à quel point la journée peut-elle être prolongée au delà du travail nécessaire à la reproduction de cette force? A toutes ces questions, le capital répond : la journée de travail comprend vingt-quatre heures pleines, déduction faite des heures de repos sans lesquelles la force de travail serait dans l'impossibilité absolue de reprendre son service.

Du temps pour le développement intellectuel, pour le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, allons donc ! Le capital accapare le temps qu'exigent le développement et l'entretien du corps en bonne santé ; il lésine sur le temps des repas, il réduit le temps de sommeil au minimum de lourde torpeur sans lequel l'organisme épuisé ne pourrait plus fonctionner. Ce n'est point l'entretien régulier de la force de travail, qui sert de règle pour la limitation de la journée de travail ; c'est, au contraire, la plus grande dépense possible par jour de sa force, qui règle le temps de repos accordé à l'ouvrier.

III. — *L'exploitation du travailleur libre, dans la forme et dans le fond.*

Étant supposé que la journée de travail compte six heures de travail nécessaire et six heures de surtravail, le travailleur libre fournit au capitaliste trente-six heures de surtravail dans six jours de la semaine. C'est

la même chose que s'il travaillait trois jours pour lui et trois jours gratis pour le capitaliste. Mais cela ne saute pas aux yeux; surtravail et travail nécessaire se confondent l'un dans l'autre. Il en est autrement avec la corvée. Sous la forme de corvée, le surtravail est indépendant du travail nécessaire; le paysan exécute ce dernier sur son champ à lui, et l'autre sur la terre seigneuriale; il distingue ainsi nettement le travail qu'il exécute pour son propre entretien, et celui qu'il exécute pour le seigneur.

L'exploitation du travailleur libre par le capitaliste est moins apparente, elle a une forme plus hypocrite. La différence de forme ne change, d'ailleurs, rien au fond, si ce n'est pour l'empirer. Trois jours de surtravail par semaine, sont toujours trois jours de travail qui ne rapportent rien au travailleur lui-même, quel que soit leur nom, corvée ou profit.

Ce qui intéresse uniquement le capital, avons-nous dit, c'est le maximum d'efforts qu'il peut, en définitive, arracher à la force de travail dans une journée. Il cherche à atteindre son but sans s'inquiéter de ce que durera la vie de la force de travail; aussi, entraîne-t-il l'affaiblissement et la mort prématurée de cette force, en la privant, par la prolongation imposée de la journée, de ses conditions régulières de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral.

Il semblerait, cependant, que l'intérêt même du capital devrait le pousser à ménager une force qui lui est indispensable. Mais l'expérience montre en général au capitaliste, qu'il y a excès de population, c'est-à-dire excès par rapport au besoin momentané du capital, bien que cette masse abondante soit formée de générations humaines mal venues, rabougries, promptes à s'éteindre.

L'expérience montre aussi à l'observateur intelli-

gent avec quelle rapidité la production capitaliste, qui, historiquement parlant, est de date récente, attaque à la racine même la substance et la force du peuple; elle lui montre comment le dépérissement de la population industrielle n'est ralenti que par l'absorption constante d'éléments nouveaux empruntés aux campagnes, et comment les travailleurs des champs commencent eux-mêmes à dépérir.

Mais le capital se préoccupe aussi peu de l'épuisement de la race que de la dislocation de la terre. Dans toute période de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère ne pas être emporté après, toutefois, avoir eu le profit. Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste.

Travail de jour et travail de nuit.

Le capital ne songe donc qu'à la fabrication de plus-value, sans s'inquiéter de la santé ni de la durée de la vie du travailleur. Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La concurrence annule les volontés individuelles et met les capitalistes en face des lois impérieuses de la production capitaliste.

Inactifs, les moyens de production sont une cause de perte pour le capitaliste; car ils représentent, pendant le temps où ils n'absorbent pas de travail, une avance inutile de capital, de plus, ils exigent souvent une dépense supplémentaire à chaque reprise de l'ouvrage. Les mêmes forces de travail étant dans l'impossibilité physique de travailler chaque jour vingt-quatre heures, les capitalistes ont tourné la difficulté, il y avait là pour eux une question de gain ; ils ont imaginé d'employer alternative-

ment des forces de travail le jour et la nuit, ce qui peut s'exécuter de diverses manières : une partie du personnel de l'atelier fait, par exemple, pendant une semaine le service de jour, et pendant l'autre semaine le service de nuit.

Le système du travail de nuit profite d'autant plus au capitaliste, qu'il se prête à une scandaleuse exploitation du travailleur ; il a, en outre, une influence pernicieuse sur la santé : mais le capitaliste réalise un bénéfice, et pour lui c'est la seule chose à considérer.

IV. — *Réglementation de la journée de travail.*

De toutes façons, le capitaliste abuse sans mesure du travailleur, tant qu'il n'en est pas empêché par la société. L'établissement d'une journée de travail supportable est le résultat d'une longue lutte entre le capitaliste et le travailleur. Cependant l'histoire de cette lutte présente deux tendances opposées.

Tandis que la législation moderne raccourcit la journée de travail, l'ancienne législation essayait de la prolonger ; on cherchait à tirer du travailleur, avec l'aide des pouvoirs publics, une quantité de travail que la seule force des conditions économiques ne permettait pas encore de lui imposer. Il faut, en effet, des siècles, pour que le travailleur *libre* par suite du développement de la production capitaliste, se prête volontairement, c'est-à-dire, soit contraint socialement, à vendre tout son temps de vie active, sa capacité de travail, pour le prix de ses moyens de subsistance habituels, son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Il est donc naturel que la prolongation de la journée de travail imposée, depuis le milieu du XIV[e] jusqu'au XVIII[e] siècle, avec l'aide de l'État, corresponde, à peu de chose

près, à la diminution du temps de travail que l'Etat décrète et impose, çà et là, dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Si, dans des États comme l'Angleterre, des lois modérent, par une limitation officielle de la journée de travail, l'acharnement du capital à absorber du travail, c'est que, sans parler du mouvement de plus en plus menaçant des classes ouvrières, cette limitation a été dictée par la nécessité. La même cupidité aveugle qui épuise le sol, attaquait jusqu'à sa racine la force vitale de la nation, et entraînait, nous l'avons constaté tout à l'heure, son dépérissement.

V. — *La lutte pour la limitation de la journée de travail.*

L'objet spécial, le but réel de la production capitaliste, c'est la production de plus-value, ou le soutirage de travail extra. Il n'y a, on s'en souvient, que le travailleur indépendant qui puisse, en qualité de possesseur de marchandise, passer contrat avec le capitaliste; mais le travailleur isolé, le travailleur en tant que vendeur libre de sa force de travail, doit se soumettre sans résistance possible, dès que la production capitaliste a atteint un certain degré.

Notre travailleur, il faut l'avouer, sort du domaine de la production autrement qu'il n'y est entré. Il s'était présenté sur le marché comme possesseur de la marchandise « force de travail » vis-à-vis de possesseurs d'autres marchandises, marchand en face de marchand. Le contrat par lequel il vendait sa force de travail, semblait résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur.

L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point libre, que le temps pour lequel il peut

vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est forcé de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste une goutte de sang à exploiter; pour se défendre contre cette exploitation, il faut que les ouvriers, par un effort collectif, par une pression de classe, obtiennent qu'un obstacle social les empêche de se vendre par « contrat libre », eux et leurs enfants, jusqu'à l'esclavage et la mort. La pompeuse « déclaration des droits de l'homme » est ainsi remplacée par une modeste loi qui indique quand finit le temps que vend le travailleur, et quand commence le temps qui lui appartient

CHAPITRE XI

TAUX ET MASSE DE LA PLUS-VALUE

Compensation du nombre des ouvriers par une prolongation de la journée de travail. — Nécessité, pour la transformation de l'argent en capital, d'un certain minimum d'argent.

Compensation du nombre des ouvriers par une prolongation de la journée de travail.

Posons que la valeur journalière d'une force de travail moyenne est de 4 fr., et qu'il faut six heures par jour pour la reproduire. Pour acheter cette force, le capitaliste doit donc avancer 4 fr. Combien de plus-value lui rapporteront ces 4 fr. ? Cela dépend du rapport du travail destiné à la fabrication de la plus-value, du surtravail, au travail destiné à la reproduction du salaire, au travail nécessaire. En un mot, cela dépend du taux de la plus-value. Si ce taux est de cent pour cent, la plus-value montera à 4 fr., représentant six heures de surtravail; si son taux est de cinquante pour cent, elle sera de 2 fr., représentant trois heures de surtravail. Le *taux de la plus-value* détermine donc la *masse de plus-value* produite individuellement par un ouvrier, la valeur de sa force étant donnée.

Le capital variable est l'expression monétaire de la valeur de toutes les forces de travail que le capitaliste emploie à la fois. Si 4 fr., le prix d'une force de travail, produit une plus-value quotidienne de 2 fr.,

le prix de cent forces de travail, un capital variable de 400 fr., produira une plus-value de 200 fr., chiffre égal au résultat de la multiplication du capital variable, 400, par $\frac{50}{100}$, qui indique le taux de la plus-value. La masse de la plus-value produite par un capital variable, est donc égale à la valeur de ce capital multipliée par le taux de la plus-value.

Supposons que le taux de la plus-value diminue de moitié et soit de vingt-cinq pour cent au lieu de cinquante pour cent, que, d'autre part, le capital variable double et soit de 800 fr. au lieu de 400 fr., la plus-value est égale à 800 multiplié par $\frac{25}{100}$, soit encore à 200 fr. Par conséquent, la masse de la plus-value reste la même, quand le taux de la plus-value diminue si le capital variable augmente, ou inversement, quand le capital variable diminue si le taux de la plus-value augmente dans la même proportion.

Une diminution du capital variable peut donc être compensée par une élévation proportionnelle du taux de la plus-value ; ou, comme le capital variable dépend du nombre des ouvriers employés, une diminution des ouvriers employés peut être compensée par une prolongation proportionnelle de leur journée de travail. Jusqu'à un certain point, la quantité de travail exploitable par le capital, devient ainsi indépendante du nombre des ouvriers.

Toutefois, cette compensation rencontre une limite infranchissable ; la journée de travail, en effet, a des bornes physiques ; si prolongée soit-elle, elle est toujours moindre que le jour naturel de vingt-quatre heures. Avec cent ouvriers payés 4 fr. et travaillant douze heures dont six de travail nécessaire, le taux de la plus-value est de cent pour cent, et le capitaliste a une plus-value quotidienne de 400 fr. ; s'il prend trois fois moins d'ouvriers, sa plus-value ne sera

jamais la même, parce qu'il ne peut pas leur imposer trois fois plus d'heures de surtravail; car dix-huit heures de surtravail ajoutées à six heures de travail nécessaire, rendraient le jour de travail aussi long que le jour naturel, ce que ne permet pas le temps de repos indispensable chaque jour. Une réduction du nombre des ouvriers employés ne peut donc être compensée par une prolongation de la journée de travail, par une hausse du degré d'exploitation, que dans les limites physiques de cette journée, et, par conséquent, du surtravail qu'elle renferme.

Nécessité, pour la transformation de l'argent en capital, d'un certain minimum d'argent.

Comme la valeur n'est que du travail réalisé, il est évident que la masse de valeur qu'un capitaliste fait produire, dépend exclusivement de la quantité de travail qu'il met en mouvement : d'après ce que nous venons de voir, il peut en mettre en mouvement plus ou moins avec le même nombre d'ouvriers, selon que leur journée est plus ou moins longue. Mais, étant donnés et la valeur de la force de travail et le taux de la plus-value, en d'autres termes, la division de la journée en travail nécessaire et surtravail, la masse totale de valeur, y compris la plus-value, qu'un capitaliste réalise, est exclusivement déterminée par le nombre des ouvriers qu'il emploie, et ce nombre lui-même dépend de la grandeur du capital variable qu'il avance, de la somme qu'il consacre à l'achat de forces de travail.

La masse de plus-value produite est alors proportionnelle à la grandeur du capital variable ; quant au capital constant, il n'a ici aucune action ; que la valeur des moyens de production, en effet, soit grande ou petite, elle reste sans la moindre influence sur la

masse de valeur produite, qui n'est que la valeur nouvelle ajoutée par le travail à la valeur conservée des moyens de production.

Il résulte de ce qui précède, que toute somme ne peut pas être transformée en capital. Cette transformation exige que l'aspirant capitaliste ait entre les mains un certain minimum d'argent. Comme il veut non seulement vivre du travail d'autrui, mais encore s'enrichir par ce travail, il faut qu'il puisse avoir un nombre d'ouvriers tel, que leur temps de surtravail fournisse à la fois à son entretien et à son enrichissement.

Assurément, il peut lui-même mettre la main à l'œuvre, mais il n'est plus alors qu'une chose intermédiaire entre capitaliste et travailleur, un petit patron. A un certain degré de développement, il faut que le capitaliste puisse employer tout son temps à l'appropriation et à la surveillance du travail d'autrui et à la vente des produits de ce travail, il faut donc qu'il exploite assez d'ouvriers pour être dispensé lui-même de prendre part à la production.

Ce minimum d'argent à avancer, varie suivant les divers degrés de développement de la production. Le degré de développement donné, il varie dans les différentes industries suivant leurs conditions techniques particulières.

Dans la production considérée au point de vue de l'utilité du produit, les moyens de production ne jouent à l'égard de l'ouvrier que le rôle de simples matériaux de son activité productive. Si on la considère au point de vue de la plus-value, les moyens de production se transforment immédiatement en moyens d'absorption du travail d'autrui.

Ce n'est plus le travailleur qui les emploie, ce sont

eux, au contraire, qui emploient le travailleur. Au lieu d'être consommés par lui comme éléments matériels de son activité productive, ils le consomment lui-même comme élément indispensable à leur propre vie, et la vie du capital ne consiste que dans son mouvement comme valeur perpétuellement en voie de multiplication.

Pour mettre en œuvre l'activité d'autrui, pour exploiter la force de travail et lui soutirer du travail extra, le système capitaliste dépasse en énergie, en efficacité et en puissance illimitée, tous les systèmes précédents de production fondés directement sur les différents modes de travaux forcés.

QUATRIEME SECTION

La production de la plus-value relative.

CHAPITRE XII

LA PLUS-VALUE RELATIVE

Diminution du temps de travail nécessaire. — L'augmentation de la productivité du travail et la plus-value.

Diminution du temps de travail nécessaire.

Nous avons, jusqu'ici, considéré la partie de la journée de travail pendant laquelle l'ouvrier ne fait que remplacer la valeur que le capitaliste lui paye, comme une longueur fixe, ce qu'elle est en réalité dans des conditions de production invariables. Au delà de cette longueur fixe, de ce temps nécessaire, le travail pouvait être prolongé d'un plus ou moins grand nombre d'heures, et, d'après la longueur de cette prolongation, le taux de la plus-value et la longueur totale de la journée variaient. Ainsi, le temps de travail nécessaire était fixe, la journée entière de travail, au contraire, était variable.

Supposons maintenant une journée entière de travail dont la limite est donnée, par exemple une journée de douze heures. Le surtravail et le travail nécessaire pris ensemble ne peuvent pas dépasser douze heures ; comment dès lors augmenter le surtravail, la production de plus-value ? Il n'y aurait qu'un moyen, c'est de raccourcir le temps de travail nécessaire et d'augmenter d'autant la partie des douze heures consacrée au surtravail ; de cette manière, une

partie du temps que jusqu'ici l'ouvrier employait en réalité pour lui-même, serait transformée en temps de travail pour le capitaliste. La limite de la journée ne serait pas changée, il n'y aurait de changée que sa division en travail nécessaire et surtravail.

D'autre part, la durée du surtravail est nécessairement fixée, dès que sont données les limites de la journée entière et la valeur journalière de la force de travail. Si cette valeur est de 4 fr., quantité d'or renfermant six heures de travail. l'ouvrier doit travailler six heures, pour remplacer la valeur de sa force payée quotidiennement par le capitaliste, ou, pour produire un équivalent des subsistances exigées par son entretien quotidien. La valeur de ces subsistances détermine la valeur journalière de sa force, et la valeur de sa force détermine la durée quotidienne de son travail nécessaire.

Le temps de travail nécessaire pourrait être, et est dans la pratique, raccourci par suite d'une diminution du salaire qui tombe au-dessous de la valeur de la force de travail. Mais nous admettons ici que la force de travail est achetée et vendue à sa juste valeur; dès lors, le temps consacré à reproduire cette valeur ne peut diminuer que si cette valeur elle-même diminue. Or cette valeur dépend de la valeur de la masse de subsistances exigée par son entretien; il faut donc que la valeur de cette masse diminue, qu'on produise, par exemple, en cinq heures, la quantité de subsistances produite d'abord en six, et cette production de la même masse de subsistances dans un temps plus court, ne peut résulter que d'une augmentation de la force productive du travail, augmentation qui n'arrive pas sans un changement dans les instruments ou dans la méthode de travail, ou dans les deux à la fois. Il faut donc qu'une révolution s'accomplisse dans les conditions de production.

L'augmentation de la productivité du travail et la plus-value.

Par augmentation de la force productive ou de la productivité du travail, nous entendons en général un changement dans ses procédés abrégeant le temps actuellement nécessaire en moyenne à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une moindre quantité de travail acquiert la faculté de produire plus d'objets d'utilité.

Quand nous examinions la plus-value provenant de la durée prolongée du travail, le mode de production était censé donné; dès qu'il s'agit de fabriquer de la plus-value par la transformation du travail nécessaire en surtravail, loin de ne pas toucher aux procédés habituels du travail, le capital doit en changer les conditions techniques et sociales, c'est-à-dire transformer le mode de production. De cette façon seulement, il pourra augmenter la productivité du travail, abaisser ainsi la valeur de la force de travail, et raccourcir par cela même le temps employé à la reproduire.

Nous nommons *plus-value absolue*, la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, et, *plus-value relative*, la plus-value qui provient, au contraire, de la diminution du temps de travail nécessaire et du changement, qui en est la conséquence, dans la longueur relative des deux parties, travail nécessaire et surtravail, dont se compose la journée.

Pour qu'elle fasse baisser la valeur de la force de travail, l'augmentation de productivité doit avoir lieu dans les branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire, qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entre-

tien de l'ouvrier ou les moyens de production de ces marchandises. Mais le meilleur marché d'un de ces articles ne diminue la valeur de la force de travail que dans la proportion suivant laquelle il entre dans sa reproduction. Dans les branches d'industrie qui ne fournissent ni les moyens de subsistance ni leurs éléments matériels, une augmentation de productivité ne modifie point la valeur de la force de travail.

Nous avons vu dans le chapitre I que la valeur des marchandises, et de la force de travail par conséquent, puisque sa valeur est déterminée par la valeur de marchandises, diminue lorsque augmente la productivité du travail dont elles proviennent. Par contre, l'augmentation de la productivité du travail augmentant le temps consacré à la fabrication de plus-value, la plus-value relative augmente quand la productivité du travail augmente.

Ainsi, en baissant le prix des marchandises, le développement de la force productive du travail baisse le prix du travailleur ; ce développement, en régime capitaliste, a pour résultat de raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, et d'allonger par suite celle où il travaille gratis pour le capitaliste : les mêmes procédés qui abaissent le prix des marchandises, élèvent donc la plus-value qu'elles rapportent. L'économie de travail que réalise un pareil développement, ne tend jamais, comme voudraient le faire croire certains économistes, à abréger la journée de travail ; que, par une augmentation de productivité, l'ouvrier arrive à produire en une heure dix fois plus qu'avant, cela n'empêche pas que l'on continuera à le faire travailler au moins autant qu'avant.

CHAPITRE XIII

COOPÉRATION

Force collective du travail. — Résultats et conditions du travail collectif. — Le commandement dans l'industrie appartient au capital. — La force collective du travail apparaît comme une force propre au capital.

Force collective du travail.

La production capitaliste ne commence, en fait, à s'établir que là où un seul maître exploite beaucoup de salariés à la fois ; un grand nombre d'ouvriers fonctionnant en même temps, sous la direction du même capital, dans le même lieu, afin de produire le même genre de marchandises, voilà le point de départ historique de la production capitaliste.

Les lois de la production de la valeur ne se réalisent complètement que pour celui qui exploite une collectivité d'ouvriers. En effet, le travail envisagé comme créateur de valeur est du travail de qualité moyenne, c'est-à-dire la manifestation d'une force moyenne. Dans chaque branche d'industrie, l'ouvrier isolé s'écarte plus ou moins de l'ouvrier moyen ; quoiqu'il emploie plus ou moins de temps que la moyenne pour une même opération, il touche la valeur moyenne de la force de travail, ce qui fait que son patron retire de son travail plus ou moins que le taux général de la plus-value. Ces différences individuelles dans le degré d'habileté se compensent et disparaissent, dès qu'on opère sur un grand nombre d'ouvriers. La

journée d'un assez grand nombre d'ouvriers exploités en même temps, constitue une journée de travail social, c'est-à-dire moyen.

Même si les procédés d'exécution du travail ne subissent pas de changements, l'emploi d'un personnel nombreux amène une révolution dans les conditions matérielles du travail. Un atelier où vingt tisserands sont installés avec vingt métiers, doit être plus grand que celui d'un patron qui n'occupe que deux tisserands ; mais la construction de dix ateliers pour vingt tisserands travaillant deux à deux, coûte plus cher que celle d'un seul servant à vingt à la fois.

La valeur des moyens de production communs et concentrés est plus petite que la valeur des moyens de production éparpillés qu'ils remplacent ; de plus, cette valeur se répartit sur une masse relativement plus forte de produits. La portion de valeur qu'ils transmettent aux marchandises diminue, par conséquent ; l'effet est le même que si on les avait exécutés à meilleur marché ; l'économie dans leur emploi ne provient que de leur consommation en commun.

Quand plusieurs travailleurs fonctionnent ensemble en vue d'un but commun, dans le même acte de production ou dans des actes de production différents mais ayant un rapport entre eux, quand il y a concours de forces, le travail prend la forme coopérative.

De même que la force d'attaque d'un escadron de cavalerie diffère profondément du total des forces mises isolément en jeu par chacun des cavaliers, de même le total des forces d'ouvriers isolés diffère de la force qui se développe dès qu'ils fonctionnent ensemble dans une même opération. Il s'agit donc, non pas d'augmenter simplement en nombre les forces productives individuelles, mais de créer, à l'aide de la coopération, une force nouvelle ne fonctionnant que comme force collective.

Résultats et conditions du travail collectif.

En outre de la nouvelle puissance qui résulte de la réunion de nombreuses forces en une force commune, le seul contact social produit une excitation qui élève la capacité individuelle d'exécution.

La coopération de travailleurs permet, en répartissant les diverses opérations qu'entraîne la confection d'un produit, entre différentes mains, de les faire exécuter en même temps, et de raccourcir ainsi le temps nécessaire à sa confection ; elle permet aussi de suppléer à la courte durée du temps disponible dans certaines circonstances, par la grande quantité de travail qu'exécute en peu de temps une collectivité d'ouvriers; elle permet encore les grandes entreprises, impossibles sans elle, tout en rétrécissant, par la concentration des moyens de production et des travailleurs, l'espace où le travail s'opère, et en abaissant par cela même les frais.

Comparée à un nombre égal de journées isolées, la journée de travail collective produit plus d'objets utiles et diminue ainsi le temps nécessaire pour obtenir l'effet voulu ; en résumé, le travail collectif donne des résultats que le travail individuel ne saurait jamais fournir. Cette force productive spéciale de la journée collective est une force du travail social ou commun. En agissant en même temps que d'autres dans un but commun et d'après un plan concerté, le travailleur dépasse les bornes de son individualité et développe sa puissance comme espèce.

Le rassemblement d'hommes est la condition même de leur action commune, de leur coopération. Pour qu'un capitaliste puisse employer en même temps un certain nombre de salariés, il faut qu'il achète à la fois leurs forces de travail. La valeur totale de ces forces

ou une certaine somme de salaires pour le jour, la semaine, etc., doit donc être amassée dans la poche du capitaliste avant que les ouvriers soient réunis dans l'acte de production. Le nombre des coopérants, ou l'importance de la coopération, dépend, par conséquent, tout d'abord, de la grandeur du capital qui peut être avancé pour l'achat de forces de travail, c'est-à-dire, de la proportion dans laquelle un seul capitaliste dispose des moyens de subsistance de nombreux ouvriers.

D'autre part, l'agrandissement de la partie variable du capital nécessite celui de sa partie constante ; avec la coopération, la valeur et la quantité des moyens de production, matières premières et instruments de travail, augmentent considérablement. Plus se développent les forces productives du travail, plus se consomment de matières premières dans un temps donné. La concentration des moyens de production entre les mains de capitalistes, est donc la condition matérielle de toute coopération entre des salariés.

Nous avons vu (chapitre XI) que le possesseur d'argent devait en avoir un minimum lui permettant d'exploiter assez d'ouvriers, pour se décharger sur eux de tout le travail manuel. Sans cette condition, le petit patron n'eût pu être remplacé par le capitaliste, et la production n'eût pu revêtir la forme de production capitaliste. Le minimum de grandeur du capital devant se trouver entre les mains de particuliers, se présente maintenant comme la concentration de richesses nécessitée par la transformation des travaux isolés en travail collectif.

Le commandement dans l'industrie appartient au capital.

Aux débuts du capital, son commandement sur le travail a un caractère presque accidentel. L'ouvrier

travaille sous les ordres du capital en ce sens qu'il lui a vendu sa force, n'ayant pas les moyens matériels pour travailler à son propre compte. Mais, dès qu'il y a coopération entre des ouvriers salariés, le commandement du capital se montre comme une condition indispensable de l'exécution du travail. Tout travail social ou commun réclame une direction pour mettre en harmonie les activités individuelles. Un musicien exécutant un solo se dirige lui-même, mais un orchestre a besoin d'un chef. Cette fonction de direction, de surveillance, devient la fonction du capital, dès que le travail qui lui est subordonné, devient coopératif, et, comme fonction capitaliste, elle acquiert des caractères spéciaux.

L'aiguillon puissant de la production capitaliste, c'est la nécessité de faire valoir le capital ; son but déterminant c'est la plus grande fabrication possible de plus-value, ou, ce qui revient au même, la plus grande exploitation possible de la force de travail. A mesure que le nombre des ouvriers exploités ensemble s'élève, leur force de résistance contre le capitaliste grandit et une pression plus énergique doit être exercée pour dompter toute résistance. Entre les mains du capitaliste, la direction n'est donc pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du travail coopératif ou social, mais elle est encore, elle est, surtout, la fonction d'exploiter le travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la force qu'il exploite. La forme de cette direction devient immanquablement despotique. Les formes particulières de ce despotisme se développent à mesure que se développe la coopération.

Le capitaliste commence par se dispenser du travail manuel. Puis, quand son capital grandit et avec lui la force collective qu'il exploite, il abandonne sa

fonction de surveillance immédiate des ouvriers et des groupes ouvriers, et il la confie à une espèce particulière de salariés. Dès qu'il se trouve à la tête d'une armée industrielle, il lui faut des officiers supérieurs (directeurs, gérants) et des officiers inférieurs (surveillants, inspecteurs, contremaîtres) qui, pendant le travail, commandent au nom du capital. Le travail de la surveillance devient la fonction exclusive de ces salariés spéciaux.

Le commandement dans l'industrie appartient au capital, de même qu'aux temps féodaux la direction de la guerre et l'administration de la justice appartenaient à la propriété foncière. Auguste Comte et l'école positiviste ont cherché à démontrer l'éternelle nécessité des seigneurs du capital ; ils auraient pu tout aussi bien, et avec les mêmes raisons, démontrer celle des seigneurs féodaux.

La force collective du travail apparaît comme une force propre au capital.

L'ouvrier est propriétaire de sa force de travail tant qu'il en discute le prix de vente avec le capitaliste, et il ne peut vendre que ce qu'il possède, sa force individuelle. Il en est ainsi, que le capitaliste passe contrat avec un ou avec cent ouvriers indépendants les uns des autres et qu'il pourrait employer sans les faire coopérer. Le capitaliste paye à chacun des cent ouvriers sa force de travail séparée, mais il ne paye pas la force combinée de la centaine, la force nouvelle.

Comme personnes indépendantes, les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital, mais non entre eux. Le lien entre leurs fonctions individuelles, leur unité comme corps productif, se trouvent, en dehors d'eux, dans le capital qui les réunit. Leur coopération ne commence que dans

l'acte de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y figurent, ils ne sont qu'une forme particulière d'existence du capital. La force productive que des salariés déploient en fonctionnant en tant que travailleur collectif, est par conséquent force productive du capital. Parce que la force sociale du travail ne coûte rien au capital et que, d'un autre côté, le salarié ne la développe qu'après que son travail appartient au capital, elle semble être une force dont le capital est doué par nature, une force productive qui lui appartient en propre.

Si la puissance collective du travail développée par la coopération, apparaît comme force productive du capital, la coopération apparaît comme forme particulière de la production capitaliste ; entre les mains du capital, cette socialisation du travail n'en augmente les forces productives que pour l'exploiter avec plus de profit.

Le mode de production capitaliste ne s'en présente pas moins comme nécessité historique pour la transformation du travail isolé de l'individu en travail social, en travail collectif. C'est parce que ce mode de production et la forme de coopération du travail qu'il implique, se sont développés dans l'histoire en opposition avec la petite culture et le petit métier, que la coopération apparaît comme forme particulière de la production capitaliste, alors que la coopération capitaliste n'est, en réalité, qu'une forme particulière de la coopération.

CHAPITRE XIV

DIVISION DU TRAVAIL ET MANUFACTURE

I. — *Double origine de la manufacture.*

Cette espèce de coopération qui a pour base la division du travail, revêt dans la manufacture sa forme classique et domine pendant la période manufacturière proprement dite, qui dure environ depuis la moitié du XVIe jusqu'au dernier tiers du XVIIIe siècle. La manufacture a une double origine.

D'une part, un seul atelier peut réunir sous les ordres du même capitaliste des artisans de métiers différents, par les mains desquels un produit doit passer pour être entièrement achevé. Une voiture fut d'abord le produit collectif des travaux d'un grand nombre d'artisans indépendants les uns des autres, tels que charrons, selliers, tailleurs, tourneurs, peintres, serruriers, vitriers, etc. La manufacture carrossière les a tous réunis dans un même local où ils travaillent en même temps; comme on fait plusieurs voitures à la fois, chaque ouvrier a constamment sa besogne particulière à accomplir. Mais bientôt il s'introduit une modification essentielle. Le ser-

rurier, le tailleur, etc., qui ne sont occupés qu'à la fabrication de voitures, perdent peu à peu l'habitude, et avec elle la capacité, d'exercer leur métier dans toute son étendue; borné maintenant à une spécialité de leur métier, leur savoir-faire acquiert la forme la plus propre à cette action rétrécie.

D'autre part, un grand nombre d'ouvriers, dont chacun fabrique le même objet, peuvent être occupés en même temps par le même capitaliste dans le même atelier; c'est là la coopération dans sa forme la plus simple. Chacun des ouvriers fait la marchandise entière, en exécutant l'une après l'autre les diverses opérations nécessaires. Par suite de circonstances extérieures, un jour, au lieu de faire exécuter les diverses opérations par chacun des ouvriers, on confie chacune d'elles spécialement à l'un d'entre eux, et toutes ensemble sont alors exécutées en même temps par les coopérateurs, n'en exécutant qu'une chacun, au lieu de les exécuter chacun toutes successivement. Cette division opérée une première fois accidentellement, se renouvelle, montre ses avantages particuliers, et finit par être une division systématique du travail. De produit individuel d'un ouvrier indépendant exécutant une foule d'opérations diverses, la marchandise devient le produit social d'une réunion d'ouvriers dont chacun n'exécute constamment que la même opération de détail.

L'origine de la manufacture, sa provenance du métier, présente donc une double face. D'un côté, elle a pour point de départ la combinaison de métiers divers et indépendants, qu'on simplifie au point qu'ils ne sont plus que des opérations partielles et complémentaires les unes des autres dans la production d'une seule et même marchandise. D'un autre côté, elle s'empare de la coopération d'artisans de même genre, décompose leur métier en ses opérations di-

verses, les isole et les rend indépendantes, de telle sorte que chacune d'elles devient la fonction exclusive d'un travailleur qui, ne confectionnant plus qu'une partie d'un produit, n'est plus qu'un travailleur parcellaire. Donc, tantôt elle combine les métiers distincts dont un produit est l'œuvre, tantôt elle développe la division du travail dans un métier. Quel que soit son point de départ, sa forme définitive est la même : un organisme de production dont les membres sont des hommes.

Pour bien apprécier la division du travail dans la manufacture, il est essentiel de ne point perdre de vue les deux points suivants : 1° l'exécution des diverses opérations ne cesse de dépendre de la force, de l'habileté, de la promptitude de l'ouvrier dans le maniement de son outil ; aussi chaque ouvrier est-il attaché à une fonction de détail, à une fonction parcellaire, pour toute sa vie ; 2° la division manufacturière du travail est une coopération d'un genre particulier ; toutefois ses avantages proviennent surtout, non de cette forme particulière, mais de la nature générale de la coopération.

II. — *Le travailleur parcellaire et son outil.*

L'ouvrier parcellaire transforme son corps tout entier en organe machinal de la seule et même opération simple, exécutée par lui sa vie durant, en sorte qu'il parvient à la faire plus vite que l'artisan qui exécute toute une série d'opérations. Comparée au métier indépendant, la manufacture, qui n'est composée que de travailleurs parcellaires, fournit donc plus de produits en moins de temps ; autrement dit, elle augmente la force productive du travail.

L'artisan qui a à accomplir différentes opérations, doit changer tantôt de place, tantôt d'instruments.

Le passage d'une opération à l'autre entraîne des interruptions dans le travail, intervalles improductifs qui disparaissent, laissant plus de temps à la production, à mesure que, par la division du travail, diminue, pour chaque travailleur, le nombre des changements d'opérations. D'autre part, ce travail continu et uniforme finit par fatiguer l'organisme, qui trouve délassement et charme à la variété d'activité.

Dès que les parties du travail divisé deviennent fonctions exclusives, leur méthode se perfectionne. Quand on répète constamment un acte simple et que l'on concentre l'attention sur lui, on arrive peu à peu, par l'expérience, à atteindre l'effet utile voulu avec la plus petite dépense possible de force. Et, comme toujours diverses générations d'ouvriers vivent et travaillent en même temps dans les mêmes ateliers, les procédés techniques acquis, ce qu'on appelle les ficelles du métier, s'accumulent et se transmettent; la puissance productive du travail s'en trouve augmentée.

La productivité du travail ne dépend pas seulement de l'habileté de l'ouvrier, mais encore de la perfection de ses instruments. Un même outil peut servir à diverses opérations; à mesure que ces opérations se séparent, l'outil abandonne sa forme unique, et, de plus en plus, il se subdivise en variétés différentes dont chacune possède une forme propre à un seul usage, mais la plus propre à cet usage. La période manufacturière simplifie, perfectionne et multiplie les instruments de travail en les accommodant aux fonctions séparées et exclusives des ouvriers parcellaires.

Le travailleur parcellaire et son outil, voilà les éléments simples de la manufacture dont nous allons examiner le mécanisme général.

III. — *Les deux formes fondamentales de la manufacture.*

La manufacture présente deux formes fondamentales qui, malgré leur mélange accidentel, constituent deux espèces essentiellement distinctes, jouant des rôles très différents lors de la transformation, qui a lieu ensuite, de la manufacture en grande industrie. Ce double caractère provient de la nature du produit qui doit sa forme définitive, ou à un simple ajustement mécanique de produits partiels indépendants, ou à une suite de transformations liées les unes aux autres.

La première espèce fournit des produits dont la forme définitive n'est qu'un simple assemblage de produits partiels, pouvant même être exécutés comme métiers distincts ; un produit échantillon de cette espèce est la montre. La montre est devenue le produit social d'un nombre immense de travailleurs, tels que faiseurs de ressorts, de cadrans, d'aiguilles, de boîtes, de vis, doreurs, etc. Les sous-divisions abondent. Il y a, par exemple, les fabricants de roues (roues de laiton et roues d'acier séparément), les faiseurs de mouvement, de pivots, d'échappement, de balancier, le polisseur de roues, le polisseur de vis, le peintre de chiffres, le graveur, le polisseur de boîte, etc., etc., enfin le repasseur qui assemble ces éléments séparés et livre la montre toute prête. Mais ces éléments si différents rendent la réunion dans un même atelier des ouvriers qui les façonnent tout à fait accidentelle : les ouvriers en chambre, exécutant chez eux ces travaux de détail, mais pour le compte d'un capitaliste, se font, en effet, une concurrence terrible au profit du capitaliste qui, en outre, économise les frais d'atelier ; aussi l'exploitation manufac-

turière ne donne-t-elle ici des bénéfices que dans des circonstances exceptionnelles.

La seconde espèce de manufacture, sa forme parfaite, fournit des produits qui parcourent toute une série de développements graduels ; dans la manufacture d'épingles, par exemple, le fil de laiton passe par les mains de près d'une centaine d'ouvriers dont aucun n'exécute la même opération. En tant qu'elle combine des métiers autrefois indépendants, une manufacture de ce genre diminue le temps entre les diverses opérations, et le gain en force productive résultant de cette économie de temps, provient du caractère coopératif de la manufacture.

Mécanisme général de la manufacture.

Avant de parvenir à sa forme définitive, l'objet de travail, le laiton, par exemple, dans la manufacture d'épingles, parcourt toute une série d'opérations qui, étant donné l'ensemble des produits en train, s'opèrent toutes en même temps ; on voit exécuter à la fois la coupe du fil de métal, la façon des têtes, l'aiguisement des pointes, etc. ; le produit apparaît ainsi au même moment à tous ses degrés de transformation.

Comme le produit partiel de chaque travailleur parcellaire n'est qu'un degré particulier de développement de l'ouvrage achevé, le résultat du travail de l'un forme le point de départ du travail de l'autre. Le temps de travail nécessaire pour obtenir dans chaque opération partielle l'effet utile voulu, est établi expérimentalement, et le mécanisme total de la manufacture ne fonctionne qu'à cette condition que, dans un temps donné, un résultat donné soit obtenu. Ce n'est que de cette manière que les travaux divers et complémentaires les uns des autres peuvent marcher côte

à côte et sans interruption. Cette dépendance immédiate, dans laquelle se trouvent réciproquement les uns à l'égard des autres travaux et travailleurs, force chacun à n'employer que le temps nécessaire à sa fonction et augmente par cela même le rendement du travail.

Des opérations différentes exigent cependant des longueurs de temps inégales et fournissent, par conséquent, dans des espaces de temps égaux, des quantités inégales de produits partiels. Afin donc que le même ouvrier exécute tous les jours sans perte de temps une seule et même opération, il faut, pour des opérations diverses, employer des ouvriers en proportions diverses : quatre fondeurs, par exemple, pour deux casseurs et un frotteur dans une manufacture de caractères d'imprimerie; par heure, le fondeur fond deux mille caracteres, tandis que le casseur en détache quatre mille et que le frotteur en polit huit mille.

Le nombre proportionnel des ouvriers le plus convenable dans chaque groupe spécial, est-il une fois établi expérimentalement pour un chiffre donné de production, on ne peut élever ce chiffre qu'en augmentant chaque groupe spécial proportionnellement à son nombre de travailleurs.

Le groupe spécial peut se composer, non pas seulement d'ouvriers accomplissant la même besogne, mais de travailleurs ayant chacun sa fonction particulière dans la confection d'un produit partiel. Le groupe est alors un travailleur collectif parfaitement organisé. Les ouvriers qui le composent, forment autant d'organes différents d'une force collective qui ne fonctionne que grâce à la coopération immédiate de tous. Que l'un d'eux manque et le groupe dont il fait partie se trouve paralysé.

Enfin, la manufacture, de même qu'elle provient en partie d'une combinaison de différents métiers, peut,

à son tour, se développer en combinant ensemble des manufactures différentes. C'est ainsi que, dans les verreries importantes, on fabrique les creusets d'argile dont on a besoin. La manufacture du moyen de production s'unit à la manufacture du produit, et la manufacture du produit à des manufactures où il entre comme matière première. Les manufactures combinées forment alors des départements de la manufacture totale, tout en constituant des actes de production indépendants ayant chacun sa division distincte du travail. Malgré ses avantages, la manufacture combinée n'acquiert une véritable unité qu'après la transformation de l'industrie manufacturière en industrie mécanique.

Avec la manufacture s'est développé aussi çà et là l'usage des machines, surtout pour certains travaux préliminaires simples qui ne peuvent être exécutés qu'en grand et avec une dépense de force considérable, tels que l'écrasement du minerai dans les établissements métallurgiques. Mais, en général, dans la période manufacturière, les machines ne jouent qu'un rôle secondaire.

Action de la manufacture sur le travail.

C'est le travailleur collectif formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires, qui constitue le mécanisme propre à la période manufacturière.

Les diverses opérations que le producteur individuel d'une marchandise exécute tour à tour et qui se confondent dans l'ensemble de son travail, demandent des qualités diverses. Dans l'une il doit déployer plus d'habileté, dans l'autre plus de force, dans une troisième plus d'attention, etc., et le même individu ne possède pas toutes ces facultés à un degré égal. Quand

les différentes opérations sont une fois séparées et rendues indépendantes, les ouvriers sont divisés et groupés d'après les facultés qui dominent chez chacun d'eux. Le travailleur collectif possède ainsi toutes les facultés productives requises, introuvables réunies chez le travailleur individuel, et il les dépense le plus économiquement et le plus utilement possible, les individualités qui le composent n'étant employées qu'à des fonctions appropriées à leurs qualités. En tant que membre du travailleur collectif, le travailleur parcellaire devient même d'autant plus parfait qu'il est plus incomplet.

L'habitude d'une fonction unique le transforme en organe infaillible et machinal de cette fonction, en même temps que l'ensemble du mécanisme le contraint d'agir avec la régularité d'une pièce de machine.

Les fonctions diverses du travailleur collectif, étant plus ou moins simples, plus ou moins élevées, ses organes, c'est-à-dire les forces de travail individuelles, doivent être aussi plus ou moins simples, plus ou moins développées ; elles possèdent, par conséquent, des valeurs différentes. La manufacture crée ainsi, pour répondre à la hiérarchie des fonctions, une hiérarchie des forces de travail à laquelle correspond une gradation des salaires.

Chaque acte de production exige certaines besognes dont le premier venu est capable ; elles sont détachées des opérations principales qui les nécessitent, et transformées en fonctions exclusives. La manufacture produit, dès lors, dans chaque métier dont elle s'empare, une catégorie de simples manœuvres. Si elle développe la spécialité isolée au point d'en faire une habileté excessive aux dépens de la puissance de travail intégrale, elle commence aussi à faire une spécialité du défaut de tout développement.

A côté de la gradation hiérarchique, prend place une division simple des travailleurs en habiles et inhabiles.

Pour ces derniers, les frais d'apprentissage disparaissent ; pour les premiers, ils sont moindres que ceux qu'entraîne le métier appris dans son ensemble; dans les deux cas la force de travail perd de sa valeur. La perte de valeur relative de la force de travail provenant de la diminution ou de la disparition des frais d'apprentissage, occasionne immédiatement pour le capital une augmentation de plus-value ; tout ce qui raccourcit, en effet, le temps nécessaire à la production de la force de travail, agrandit, par le fait même, le domaine du surtravail.

IV. — *Division du travail dans la manufacture et dans la société.*

Examinons maintenant le rapport entre la division manufacturière du travail et sa division sociale, laquelle, distribution des individus entre les diverses professions, forme la base générale de toute production marchande.

Si on se borne à considérer le travail lui-même, on peut désigner la séparation de la production sociale en ses grandes branches, industrie, agriculture, etc., sous le nom de division du travail en général; la séparation de ces grands genres de production en espèces et variétés, sous celui de division du travail en particulier ; et enfin la division dans l'atelier, sous le nom de travail en détail.

De même que la division du travail dans la manufacture suppose comme base matérielle un certain nombre d'ouvriers occupés en même temps, de même la division du travail dans la société suppose une population assez nombreuse et assez compacte qui cor-

respond à l'agglomération des ouvriers dans l'atelier.

La division manufacturière du travail ne prend racine que là où sa division sociale est déjà parvenue à un certain degré de développement et, par contre-coup, elle développe et multiplie cette dernière, subdivisant une profession suivant la variété de ses opérations et organisant ces différentes opérations en métiers distincts.

Malgré les ressemblances et les rapports qui existent entre la division du travail dans la société et la division du travail dans l'atelier, il y a cependant entre elles une différence essentielle.

La ressemblance apparaît frappante là où un lien intime unit diverses branches d'industrie. L'éleveur de bétail, par exemple, produit des peaux ; le tanneur les transforme en cuir; le cordonnier avec le cuir fait des bottes. Dans cette division sociale du travail, comme dans la division manufacturière, chacun fournit un produit graduel et le dernier produit est l'œuvre collective de travaux spéciaux.

Mais qu'est-ce qui constitue le rapport entre les travaux indépendants de l'éleveur de bétail, du tanneur et du cordonnier ? C'est que leurs produits respectifs sont des marchandises. Et qu'est-ce qui caractérise, au contraire, la division manufacturière du travail ? C'est que les travailleurs parcellaires ne produisent pas de marchandises, leur produit collectif seul devient marchandise. La division manufacturière du travail suppose une concentration de moyens de production dans la main d'un capitaliste ; la division sociale du travail suppose la dispersion des moyens de production entre un grand nombre de producteurs marchands, indépendants les uns des autres. Tandis que, dans la manufacture, la proportion indiquée par l'expérience détermine le nombre d'ouvriers attachés à chaque fonction particulière, le hasard et

l'arbitraire règnent de la façon la plus déréglée dans la distribution des producteurs et de leurs moyens de production entre les diverses branches du travail social.

Les différentes branches de la production s'élargissant ou se rétrécissant suivant les variations des prix du marché, tendent cependant, sous la pression de catastrophes, à se mettre en équilibre. Mais cette tendance à s'équilibrer n'est qu'une réaction contre la destruction continuelle de cet équilibre.

La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient. La division sociale du travail met en face les uns des autres des producteurs indépendants qui ne connaissent d'autre autorité que celle de la concurrence, d'autre force que la pression exercée sur eux par leurs intérêts réciproques. Et cette conscience bourgeoise qui vante la division manufacturière du travail, c'est-à-dire la condamnation à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination absolue au capitaliste, jette les hauts cris et s'indigne quand on parle de contrôle, de réglementation sociale, d'organisation régulière de la production ! Elle dénonce toute tentative de ce genre comme une attaque contre les droits de la propriété et de la liberté. « Voulez-vous donc transformer la société en une fabrique ? » glapissent alors ces partisans enthousiastes du système de fabrique. Le régime des fabriques n'est, paraît-il, bon que pour les prolétaires. L'anarchie dans la division sociale et le despotisme dans la division manufacturière du travail, caractérisent la société bourgeoise.

Tandis que la division sociale du travail, avec ou sans échange de marchandises, appartient aux formes économiques des sociétés les plus diverses, la divi-

sion manufacturière est une création spéciale du mode de production capitaliste.

V. — *Caractère capitaliste de la manufacture.*

Avec la manufacture et la division du travail, le nombre minimum d'ouvriers qu'un capitaliste doit employer, lui est imposé par la division du travail établie; pour obtenir les avantages d'une division plus grande, il lui faut augmenter son personnel, et nous avons vu que chaque augmentation doit porter en même temps, selon des proportions données, sur tous les groupes de l'atelier. Cet agrandissement de la partie du capital consacré à l'achat de forces de travail, de la partie variable, nécessite naturellement celui de la partie constante, avances en moyens de production, surtout en matières premières. La manufacture augmente donc encore le minimum d'argent indispensable au capitaliste.

La manufacture révolutionne de fond en comble le mode de travail individuel et attaque à sa racine la force de travail. Elle estropie le travailleur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail au préjudice de son développement général. L'individu est transformé en ressort machinal d'une opération exclusive. Si sa dextérité est acquise au détriment de son intelligence, les connaissances, le développement intellectuel qui disparaissent chez lui, se concentrent chez d'autres comme un pouvoir qui le domine, pouvoir enrôlé au service du capital.

Originairement, l'ouvrier ne vend au capital sa force de travail que parce que les moyens matériels de la production lui manquent. Maintenant que, au lieu de posséder tout un métier, de savoir exécuter les diverses opérations qui concourent à la produc-

tion d'une œuvre, l'ouvrier a besoin de la coopération d'un nombre plus ou moins considérable de camarades pour que la seule et unique fonction de détail qu'il est capable d'accomplir, soit efficace; maintenant, en un mot, qu'il n'est qu'un accessoire qui, isolé, n'a pas d'utilité, il ne peut tirer aucun service sérieux de sa force de travail si elle n'est pas vendue. Pour pouvoir fonctionner, il lui faut ce milieu social qui n'existe que dans l'atelier du capitaliste.

La coopération fondée sur la division du travail, c'est-à-dire la manufacture, est, à ses débuts, une création spontanée et inconsciente. Dès qu'elle a acquis une certaine consistance et une base suffisamment large, elle devient la forme reconnue et méthodique de la production capitaliste.

La division du travail, qui se développe expérimentalement, n'est qu'une méthode particulière d'augmenter, aux dépens du travailleur, le rendement du capital. En augmentant les forces productives du travail, elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc, et comme un progrès historique, une période nécessaire dans la formation économique de la société, et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation.

Tant que la manufacture est la forme dominante du mode de production capitaliste, la réalisation des tendances dominatrices du capital rencontre cependant des obstacles. Malgré tout, l'habileté de métier reste la base de la manufacture; les ouvriers habiles sont les plus nombreux, et on ne peut se passer d'eux; ils ont, dès lors, une certaine force de résistance : le capital doit lutter sans cesse contre leur insubordination.

CHAPITRE XV

MACHINISME ET GRANDE INDUSTRIE

Développement du machinisme. — Développement de la grande industrie. — II. Valeur transmise par la machine au produit. — III. Travail des femmes et des enfants. — Prolongation de la journée de travail. — Le travail rendu plus intense. — IV. La fabrique. — V. Lutte entre travailleur et machine. — VI. La théorie de la compensation. — VII. Les ouvriers alternativement repoussés de la fabrique et attirés par elle. — VIII. Suppression de la coopération fondée sur le métier et la division du travail. — Réaction de la fabrique sur la manufacture et le travail à domicile. — Passage de la manufacture moderne et du travail à domicile, à la grande industrie. — IX. Contradiction entre la nature de la grande industrie et sa forme capitaliste. — La fabrique et l'instruction. — La fabrique et la famille. — Conséquences révolutionnaires de la législation de fabrique. — X. Grande industrie et agriculture.

I. — *Développement du machinisme.*

Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises et, par conséquent, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste; comme la manufacture, c'est une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative.

La force de travail dans la manufacture, et le moyen de travail dans la production mécanique, sont les points de départ de la révolution industrielle. Il faut donc étudier comment le moyen de travail s'est transformé d'outil en machine, et par cela même préciser

la différence qui existe entre la machine et l'instrument manuel.

Tout mécanisme développé se compose de trois parties essentiellement différentes : moteur, transmission et machine d'opération.

Le moteur donne l'impulsion à tout le mécanisme. Il engendre sa propre force de mouvement, comme la machine à vapeur, ou reçoit l'impulsion d'une force naturelle extérieure, comme la roue hydraulique d'une chute d'eau, l'aile d'un moulin à vent des courants d'air.

La transmission composée de volants, de courroies, de poulies, etc., règle le mouvement, le distribue, en change la forme s'il le faut, et le transmet à la machine d'opération, à la machine-outil. Moteur et transmission n'existent, en effet, que pour communiquer à la machine-outil le mouvement qui lui fait attaquer l'objet de travail et en changer la forme.

En examinant la machine-outil, nous retrouvons en grand, quoique sous des formes modifiées, les appareils et les instruments qu'emploie l'artisan ou l'ouvrier manufacturier; mais, d'instruments manuels de l'homme, ils sont devenus instruments mécaniques d'une machine. La machine-outil est donc un mécanisme qui, ayant reçu le mouvement convenable, exécute, avec ses instruments, les mêmes opérations que le travailleur exécutait auparavant avec des instruments pareils.

Dès que l'instrument, sorti de la main de l'homme, est manié par un mécanisme, la machine-outil a pris la place du simple outil, a accompli toute une révolution, alors même que l'homme continue à lui donner l'impulsion, reste le moteur. Car le nombre d'outils, avec lesquels l'homme peut opérer en même temps, est limité par le nombre de ses propres organes : si l'homme n'a que deux mains pour tenir des aiguilles,

le métier à bas mû par un homme tricote avec plusieurs milliers d'aiguilles; le nombre d'outils qu'une même machine d'opération met en jeu à la fois, est donc émancipé de la limite organique que ne pouvait dépasser l'outil manuel.

Il y a des instruments qui montrent nettement le double rôle de l'ouvrier comme simple moteur et comme exécuteur de la main-d'œuvre proprement dite. Prenons, par exemple, le rouet : le pied agit sur sa marchette comme moteur, tandis que les mains filent en travaillant au fuseau. C'est de cette dernière partie de l'instrument, l'organe de l'opération manuelle, que la révolution industrielle s'empare tout d'abord, laissant à l'homme, à côté de la nouvelle besogne de surveiller la machine, le rôle purement mécanique de moteur.

La machine, point de départ de la révolution industrielle, remplace donc le travailleur qui manie un outil, par un mécanisme qui opère à la fois avec plusieurs outils semblables, et qui reçoit son impulsion d'une force unique, quelle que soit la forme de cette force. Une telle machine-outil n'est cependant que l'élément simple de la production mécanique.

Arrivés à un certain point, les dimensions de la machine d'opération et le nombre de ses outils ne peuvent être augmentés que si on dispose d'une force d'impulsion supérieure à celle de l'homme, sans compter que l'homme est un agent très imparfait en ce qui concerne la production d'un mouvement continu et uniforme. Aussi, dès que l'outil est remplacé par une machine mue par l'homme, il devient bientôt nécessaire de remplacer l'homme, dans le rôle de moteur, par d'autres forces naturelles.

On a eu recours au cheval, au vent, à l'eau ; mais ce n'est qu'avec la machine à vapeur de Watt que fut découvert un moteur capable d'engendrer lui-même

sa propre force motrice, en consommant de l'eau et du charbon, et dont le degré de puissance, illimité, est entièrement réglé par l'homme. De plus, ce moteur n'étant pas condamné à fonctionner dans les lieux spéciaux où se trouve la force motrice naturelle, telle que l'eau, peut se transporter et s'installer partout où son action est réclamée.

Une fois le moteur émancipé des bornes de la force humaine, la machine-outil isolée, qui a inauguré la révolution industrielle, tombe au rang d'un simple organe du mécanisme d'opération. Un seul moteur peut mettre en mouvement plusieurs machines-outils. L'ensemble du mécanisme productif présente alors deux formes distinctes : ou la coopération de plusieurs machines semblables, comme dans le tissage, ou une combinaison de machines différentes, comme dans la filature.

Dans le premier cas, le produit est entièrement fabriqué par la même machine-outil qui exécute toutes les opérations. Et la forme propre de l'atelier fondé sur l'emploi des machines, la fabrique, se présente d'abord comme agglomération de machines-outils de même espèce fonctionnant en même temps dans le même local. Ainsi, une fabrique de tissage est formée par la réunion d'une foule de métiers à tisser mécaniques. Mais il existe ici une véritable unité technique en ce sens que ces nombreuses machines-outils reçoivent uniformément leur impulsion d'un moteur commun. De même que de nombreux outils forment les organes d'une machine-outil, de même de nombreuses machines-outils forment autant d'organes semblables d'un même mécanisme moteur.

Dans le second cas, lorsque l'objet de travail doit parcourir une série de transformations graduelles, le système de machinisme les exécute à l'aide de machines différentes, mais combinées les unes avec les

autres. La coopération avec division du travail qui caractérise la manufacture, reparaît ici comme combinaison de machines d'opération parcellaires. Cependant une différence essentielle se manifeste immédiatement : la division manufacturière du travail doit tenir compte des limites des forces humaines, et elle ne peut s'établir que d'après la possibilité d'exécution manuelle des diverses opérations partielles ; la production mécanique, au contraire, affranchie des limites des forces humaines, base la division, en plusieurs opérations, d'un acte de production, sur l'analyse des principes constituants et des états successifs de cet acte, tandis que la question d'exécution se résout au moyen de la mécanique, etc. De même que, dans la manufacture, la coopération immédiate des ouvriers parcellaires exige des nombres proportionnels déterminés d'ouvriers pour les différents groupes, de même, dans la combinaison de machines différentes, l'occupation continuelle des machines partielles les unes par les autres, chacune fournissant à celle qui la suit l'objet de son travail, crée un rapport déterminé entre leur nombre, leur dimension, leur vitesse, et le chiffre d'ouvriers à employer dans chaque catégorie.

Quelle que soit sa forme, le système des machines-outils marchant seules sous l'impulsion du mouvement reçu par transmission d'un moteur central qui engendre lui-même sa force motrice, est l'expression la plus développée du machinisme productif. La machine isolée a été remplacée par un monstre mécanique dont les membres gigantesques emplissent des bâtiments entiers.

Développement de la grande industrie

La division manufacturière du travail avait donné

naissance à l'atelier de construction, où se fabriquaient les instruments de travail et les appareils mécaniques déjà employés dans quelques manufactures. Cet atelier avec ses ouvriers, mécaniciens habiles, permit d'appliquer les grandes inventions, il construisit les machines. A mesure que se multiplièrent les inventions et les demandes de machines, leur construction se divisa en branches variées et indépendantes dans chacune desquelles se développa la division du travail. La manufacture forme donc historiquement la base technique de la grande industrie.

Les machines fournies par la manufacture, la remplacent par la grande industrie. Mais, en s'étendant, la grande industrie révolutionne sa base technique, la construction des machines, et la subordonne à son nouveau principe, l'emploi des machines.

De même que la machine-outil est chétive tant que l'homme reste son moteur, de même que le système mécanique progresse lentement tant que les forces motrices traditionnelles, l'animal, le vent et même l'eau, ne sont pas remplacées par la vapeur, de même la grande industrie est retardée dans sa marche tant que la machine elle-même doit son existence à la force et à l'habileté humaines, et dépend ainsi de la puissance musculaire, du coup d'œil et de la dextérité manuelle de l'ouvrier.

Ce n'est pas tout. La transformation du mode de production dans une branche industrielle entraîne une transformation dans une autre. Les moyens de communication et de transport, insuffisants en face de l'augmentation de production, durent s'adapter aux exigences de la grande industrie (chemins de fer, paquebots transatlantiques). Les masses énormes de fer que, par suite, il fallut façonner, nécessitèrent des machines monstres dont la création était impossible au travail manufacturier.

La grande industrie fut donc obligée de s'adresser à son moyen caractéristique de production, la machine elle-même, pour produire d'autres machines; elle se créa, de cette façon, une base technique conforme à son principe.

Un moteur susceptible de tout degré de puissance existait déjà dans la machine à vapeur; mais pour pouvoir faire fabriquer les machines par des machines, il fallait produire mécaniquement les formes strictement géométriques telles que le cercle, le cône, la sphère, qu'exigent certaines parties des machines. Ce problème fut résolu au commencement de notre siècle par l'invention du chariot du tour qui, bientôt après, put se mouvoir lui-même; cet accessoire du tour permet de produire les formes géométriques voulues avec un degré d'exactitude, de facilité et de rapidité qu'aucune expérience accumulée ne saurait prêter à la main de l'ouvrier le plus habile.

La grande industrie pouvant dès lors s'étendre librement, fait du caractère coopératif du travail une nécessité technique imposée par la nature même de son moyen; elle crée un organisme de production que l'ouvrier trouve dans l'atelier comme la condition matérielle toute prête de son travail. Le capital se dresse devant lui dans une forme nouvelle et bien plus redoutable, celle d'un monstrueux automate à côté duquel la force de l'ouvrier individuel est presque nulle.

II. — *Valeur transmise par la machine au produit.*

On a vu que les forces productives résultant de la coopération et de la division du travail, ne coûtent rien au capital. Ce sont les forces naturelles du travail social. Les forces physiques appropriées à la production, telles que l'eau, la vapeur, etc., ne coû-

tent rien non plus; mais, pour utiliser ces forces, il faut certains appareils façonnés par l'homme; pour exploiter la force motrice de l'eau il faut une roue hydraulique, pour exploiter l'élasticité de la vapeur il faut une machine à vapeur.

Si donc il est évident, au premier coup d'œil, que l'industrie mécanique augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si l'emploi des machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien.

Comme tout autre élément du capital constant, de la partie avancée en moyens de production, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. Or ce moyen de travail de la grande industrie, la machine, est très coûteux comparé aux moyens de travail du métier et de la manufacture.

Si la machine est utilisée toujours tout entière pour la création d'un produit, c'est-à-dire en tant qu'élément de production, elle est seulement consommée par fractions pour la formation de la valeur, c'est-à-dire en tant qu'élément de valeur. Une fois le produit créé, la machine, en effet, est encore là; elle a servi tout entière à le créer, mais elle n'a pas disparu dans cette création, elle est là, prête à recommencer pour un nouveau produit. Elle ne donne jamais plus de valeur que son usure ne lui en fait perdre en moyenne. Il y a donc une grande différence entre la valeur de la machine et la valeur qu'elle transmet à son produit, entre la machine élément de valeur et la machine élément de production. Comme une machine fonctionne pendant de longues périodes de travail, que son usure et sa dépense journalières portent sur d'immenses quantités de produits, chacun de ses produits n'absorbe qu'une fort petite portion de sa va-

leur, et il en absorbe d'autant moins que la machine est plus productive.

Etant donnée la proportion suivant laquelle la machine s'use et transmet de la valeur au produit, la grandeur de la valeur transmise dépend de la valeur originaire de la machine. Moins elle contient de travail, moins elle contient de valeur et moins elle en ajoute au produit.

Il est clair qu'un simple déplacement de travail a lieu; s'il a été dépensé dans la production d'une machine autant de temps de travail que son usage en économise, la quantité totale de travail qu'exige la production d'une marchandise, et, par suite, la valeur de la marchandise, n'est pas diminuée. Mais que l'achat d'une machine coûte autant que l'achat des forces de travail qu'elle remplace, cela n'empêche pas la valeur transmise au produit d'être diminuée, parce que, dans ce cas, la machine remplace plus de temps de travail qu'elle-même n'en représente. Le prix de la machine, en effet, exprime sa valeur, c'est-à-dire qu'il équivaut à tout le temps de travail qu'elle contient, quel qu'ait été le partage de ce temps en travail nécessaire et surtravail; tandis que le même prix payé aux ouvriers qu'elle remplace, n'équivaut pas à tout le temps de travail qu'ils fournissaient, il est égal seulement à une partie de ce temps, à leur temps de travail nécessaire.

Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre donc une limite : il faut que le temps de travail dépensé dans leur production, soit moindre que le temps de travail supprimé par leur usage.

Pour le capitaliste, l'emploi des machines ren contre une limite encore plus étroite. Ce qu'il paye, ce n'est pas le travail, mais la force de travail, et encore le salaire réel du travailleur est souvent au-

dessous de la valeur de sa force. Aussi le capitaliste est-il dirigé dans ses calculs par la différence entre le prix des machines et celui des forces de travail qu'elles peuvent rendre inutiles. C'est cette différence qui détermine le prix de revient pour le capitaliste et le décide à employer la machine ou non; à son point de vue, le gain provient, en effet, de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye.

III. — *Travail des femmes et des enfants.*

En rendant inutile l'effort musculaire, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire, mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés. Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes, du travail d'enfants ! La machine, ce moyen puissant de diminuer les travaux de l'homme, se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés. Elle courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge ni de sexe, sous le bâton du capital. Le travail forcé de tous au profit du capital, usurpa le temps des jeux de l'enfance et remplaça le travail libre ayant pour but l'entretien de la famille.

La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la rabaisse. Il se peut que les quatre forces, par exemple, qu'une famille ouvrière vend maintenant, lui rapportent plus qu'autrefois la seule force de son chef; mais aussi il y a quatre journées de travail au lieu d'une : il faut maintenant que quatre personnes, au lieu d'une, fournissent au capital

non seulement du travail, mais encore du surtravail pour qu'une seule famille vive. C'est ainsi que la machine, en augmentant la matière humaine exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation.

L'emploi capitaliste du machinisme dénature profondément le contrat dont la première condition était que capitaliste et ouvrier devaient traiter ensemble comme personnes libres, marchands tous deux, l'un possesseur d'argent ou de moyens de production, l'autre possesseur de force de travail. Tout cela est renversé, dès que le capitaliste achète femmes et enfants. Autrefois, l'ouvrier vendait sa propre force de travail dont il pouvait librement disposer; maintenant, il vend femmes et enfants, il devient marchand d'esclaves.

Par l'annexion au personnel de travail d'une masse considérable d'enfants et de femmes, la machine réussit enfin à briser la résistance que le travailleur mâle opposait encore dans la manufacture au despotisme du capital. La facilité apparente du travail à la machine et l'élément plus maniable et plus docile des femmes et des enfants, l'aident dans son œuvre d'asservissement.

Prolongation de la journée de travail.

La machine crée, et des conditions nouvelles qui permettent au capital de lâcher la bride à sa tendance constante de prolonger la journée de travail, et des motifs nouveaux qui augmentent encore sa soif du travail d'autrui.

Plus longue est la période pendant laquelle la machine fonctionne, plus grande est la masse de produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle transmet, et plus petite est la part qui en revient à chaque marchandise. Or, la période de vie active de la ma-

chine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail multipliée par le nombre des journées pendant lesquelles elle sert.

L'usure matérielle des machines se présente sous un double aspect. Elles s'usent, d'une part, par leur emploi, d'autre part, par leur inaction, comme une épée se rouille dans le fourreau. Seulement, par l'usage elles s'usent utilement, tandis qu'elles s'usent inutilement par le non-usage, aussi cherche-t-on à raccourcir le temps d'inaction; s'il y a moyen, on les fait travailler jour et nuit.

La machine est, en outre, sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. En si bon état qu'elle puisse être, elle perd de sa valeur par la construction de machines perfectionnées qui viennent lui faire concurrence. Le danger de son usure morale est d'autant moindre que sa période d'usure physique est plus courte, et il est clair qu'une machine s'use d'autant plus vite que la journée de travail est plus longue.

La prolongation de la journée permet d'étendre la production, sans augmenter la portion de capital représentée par les bâtiments et les machines; par conséquent, la plus-value augmente et les dépenses nécessaires pour l'obtenir diminuent. D'autre part, le développement de la production mécanique force à avancer une partie toujours plus grande de capital en moyens de travail, en machines, etc., et chaque interruption du temps de travail rend inutile, tant qu'elle dure, ce capital de plus en plus considérable. Le moins d'interruption possible, une prolongation croissante de la journée de travail, est donc « désirable » pour le capitaliste.

Nous avons vu, chapitre XI, que la somme de la plus-value est déterminée par la grandeur du capital variable, autrement dit par le nombre des ouvriers

employés en même temps, et par le taux de la plus-value. Mais si l'industrie mécanique diminue le temps de travail nécessaire pour la reproduction du salaire payé et augmente ainsi le taux de la plus-value, elle n'obtient ce résultat qu'en remplaçant les ouvriers par des machines, c'est-à-dire, qu'en diminuant le nombre des ouvriers occupés par un capital donné; elle transforme en machines, en capital constant qui ne rend point de plus-value, une partie du capital, qui, dépensée auparavant en forces de travail, en rendait. L'emploi des machines dans le but d'augmenter la plus-value, renferme donc une contradiction : par la diminution du temps de travail nécessaire, il augmente le taux de la plus-value; par la diminution du nombre des ouvriers pour un capital donné, il diminue la somme de la plus-value. C'est cette contradiction qui entraîne instinctivement le capitaliste à prolonger la journée de travail avec la plus extrême violence, afin de compenser la diminution du nombre proportionnel des ouvriers exploités par l'augmentation de leur surtravail, du degré de leur exploitation.

La machine entre les mains du capital crée, par conséquent, des motifs nouveaux et puissants pour prolonger sans mesure la journée de travail. En enrôlant sous les ordres du capital des couches de la classe ouvrière, femmes et enfants, jusqu'alors épargnées, et en mettant en disponibilité les ouvriers remplacés par la machine, elle produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi. De là ce phénomène économique, que la machine, le moyen le plus efficace de raccourcir le temps de travail, devient, par un revirement étrange, le moyen le plus infaillible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps consacré à la mise en valeur du capital.

Le travail rendu plus intense.

La prolongation exagérée du travail quotidien qu'entraîne la machine entre des mains capitalistes, et le dépérissement de la classe ouvrière qui en est la conséquence, finissent par amener une réaction de la société qui, se sentant menacée jusque dans la racine de sa vie, décrète des limites légales à la journée. Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière obligea l'État à imposer une journée normale, le capital chercha à gagner, par une augmentation de la quantité de travail dépensé dans un même temps, ce qu'il lui devenait interdit d'obtenir par une multiplication progressive des heures de travail.

Avec le raccourcissement légal de la journée, l'ouvrier fut contraint à dépenser, au moyen d'un effort supérieur de sa force, plus d'activité dans le même temps. Dès lors, on commence à évaluer la grandeur du travail doublement, d'après sa durée et d'après son degré d'intensité. Comment obtient-on, dans le même temps, une plus grande dépense de force vitale; comment le travail est-il rendu plus intense?

Ce résultat du raccourcissement de la journée découle de cette loi évidente, que la capacité d'action de toute force animale est d'autant plus grande que le temps pendant lequel elle agit est plus court. Dans certaines limites, on gagne en efficacité ce qu'on perd en durée.

Aussitôt que la législation abrège la journée de travail, la machine se transforme, entre les mains du capitaliste, en moyen systématique d'extorquer à chaque moment plus de labeur. Mais, pour que le machinisme exerce cette pression supérieure sur ses servants humains, il faut le perfectionner continuellement; chaque perfectionnement du système mécanique de-

vient un nouveau moyen d'exploitation, en même temps que le raccourcissement de la journée force le capitaliste à tirer des moyens de production, tendus à l'extrême, le plus grand effet possible, tout en économisant les frais.

IV. — *La fabrique.*

Nous venons d'étudier le fondement de la fabrique, le machinisme, et la réaction immédiate de l'industrie mécanique sur le travailleur, examinons la fabrique elle-même.

La fabrique moderne peut être dépeinte comme un énorme automate composé de nombreux organes mécaniques et intellectuels, les machines et les ouvriers, qui opèrent de concert et sans interruption pour produire un même objet, tous ces organes étant subordonnés à une puissance motrice qui se meut d'elle-même.

L'habileté dans le maniement de l'outil passe de l'ouvrier à la machine; aussi, la gradation hiérarchique d'ouvriers spécialisés, qui caractérise la division manufacturière du travail, est remplacée, dans la fabrique, par la tendance à égaliser les travaux dont sont chargés les ouvriers auxiliaires du machinisme.

La distinction fondamentale devient celle de travailleurs aux machines-outils (y compris quelques ouvriers chauffant la chaudière à vapeur) et de manœuvres, presque tous à peine sortis de l'enfance, subordonnés aux premiers. A côté de ces catégories principales prend place un personnel, insignifiant au point de vue du nombre, d'ingénieurs, de mécaniciens, etc., qui surveillent le mécanisme général et pourvoient aux réparations nécessaires.

Tout enfant apprend très facilement à adapter ses

mouvements au mouvement continu et uniforme de l'instrument mécanique. Et, étant données la facilité et la rapidité avec lesquelles est appris le travail à la machine, la nécessité de transformer, comme dans la manufacture, chaque genre de travail en occupation exclusive, se trouve supprimée. Si les ouvriers doivent être distribués entre les diverses machines, il n'est plus indispensable d'enfermer chacun dans la même besogne. Le mouvement d'ensemble de la fabrique provenant de la machine et non de l'ouvrier, un changement continuel du personnel n'amènerait aucune interruption dans la marche du travail.

Bien que, au point de vue technique, le système mécanique mette, par conséquent, fin à l'ancien système de division du travail, celle-ci se maintient néanmoins dans la fabrique, d'abord comme tradition léguée par la manufacture, ensuite parce que le capital s'en empare pour la conserver et la reproduire d'une manière encore plus repoussante, comme moyen systématique d'exploitation. La spécialité qui consistait à manier pendant toute la vie un outil parcellaire, devient la spécialité de servir, la vie durant, une machine parcellaire. On abuse du mécanisme pour transformer l'ouvrier, dès sa plus tendre enfance, en partie d'une machine qui fait elle-même partie d'une autre; ainsi attaché à une opération simple, sans apprendre un état quelconque, il n'est bon à rien si cette opération lui est enlevée, soit par un renvoi, soit par une nouvelle découverte; sa dépendance absolue de la fabrique, et par cela même du capital, est dès lors consommée.

Dans la manufacture et le métier, l'ouvrier se sert de son outil; dans la fabrique, il sert la machine. Dans la manufacture, le mouvement de l'instrument de travail part de lui; dans la fabrique, il ne fait que

suivre ce mouvement. Le moyen de travail transformé en automate se dresse devant l'ouvrier, pendant le cours du travail, sous forme de capital, de travail mort, qui domine et pompe sa force vivante.

En même temps que le travail mécanique surexcite au dernier point le système nerveux, il empêche le jeu varié des muscles et entrave toute activité libre du corps et de l'esprit. La facilité même du travail devient une torture, en ce sens que la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail, mais dépouille le travail de son intérêt. La grande industrie achève enfin la séparation que nous avons déjà indiquée, entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production, par elle transformées en pouvoirs du capital sur le travail; elle fait de la science une force productive indépendante du travail, jointe au système mécanique et, comme lui, propriété du *Maître*.

Toutes les forces dont le capitaliste dispose, assurent la domination de ce maître, aux yeux de qui son monopole sur les machines se confond avec l'existence des machines.

La subordination de l'ouvrier à la régularité invariable du machinisme en mouvement, crée une discipline de caserne parfaitement organisée dans le régime de fabrique. Là, toute liberté cesse de fait et de droit. L'ouvrier mange, boit et dort sur commande. La cloche despotique lui fait interrompre son repos et ses repas.

Le fabricant est législateur absolu; il rédige en formules dans son règlement de fabrique, suivant son bon plaisir, son autorité tyrannique sur ses ouvriers. Aux travailleurs qui se plaignent de l'arbitraire extravagant du capitaliste, on répond : puisque vous avez accepté volontairement ce contrat, il faut vous y soumettre. Le fouet du conducteur d'esclaves est remplacé par le livre de punitions du contre-maître.

Toutes ces punitions se changent naturellement en amendes et en retenues sur le salaire, de sorte que le capitaliste profite encore plus de la violation que de l'observation de ses lois.

Et nous ne parlons pas des conditions matérielles dans lesquelles, par motif d'économie, le travail de fabrique s'accomplit : élévation de la température, atmosphère viciée et chargée de poussière de matières premières, défaut d'air, bruit assourdissant des machines, sans compter les dangers encourus au milieu d'un mécanisme terrible vous enveloppant de tous côtés et fournissant périodiquement son bulletin de mutilations et de meurtres industriels.

V. — *Lutte entre travailleur et machine.*

La lutte entre le capitaliste et le salarié date des origines mêmes du capital industriel, et redouble pendant la période manufacturière; mais le travailleur n'attaque le moyen de travail que lors de l'introduction de la machine. Il se révolte contre cette forme particulière de l'instrument, qui ne lui apparaît que comme un ennemi redoutable.

Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques, non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation.

C'est que, sous la forme machine, le moyen de travail devient immédiatement le concurrent du travailleur, et cet antagonisme se montre surtout lorsque des machines nouvellement introduites viennent faire la guerre aux procédés habituels du métier et de la manufacture.

Le système de la production capitaliste repose en général sur ce que le travailleur vend sa force

comme marchandise. La division du travail réduit cette force à n'être apte qu'à manier un outil de détail; dès que cet outil est manié par la machine, l'ouvrier perd son utilité; tel qu'une pièce démonétisée, il n'a plus de cours. Quand cette partie de la classe ouvrière que la machine rend ainsi inutile pour les besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, ne succombe pas, ou elle végète dans une misère qui la tient en réserve, sans cesse à la disposition du capital, ou elle encombre d'autres professions dans lesquelles elle rabaisse la valeur de la force de travail.

L'antagonisme de la machine et de l'ouvrier apparaît avec des effets semblables dans la grande industrie elle-même, lorsqu'il y a perfectionnement du machinisme. Le but constant de ces perfectionnements est de diminuer le travail manuel pour un même capital qui, grâce à ces perfectionnements, outre qu'il exige l'emploi de moins d'ouvriers, substitue de plus en plus les moins adroits aux habiles, les enfants aux adultes, les femmes aux hommes; or, tous ces changements occasionnent pour le travailleur des variations fâcheuses dans le taux du salaire.

Et la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié inutile. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie. Elle devient l'arme de guerre la plus efficace pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre le despotisme du capital. C'est, en effet, pour vaincre la résistance de ses ouvriers en grève, que le capital a été amené à quelques-unes des plus importantes applications mécaniques, inventions nouvelles ou perfectionnements du machinisme existant.

VI — *La théorie de la compensation.*

Certains économistes bourgeois soutiennent qu'en rendant inutiles, dans un travail, des ouvriers qui y étaient employés, c'est-à-dire en les congédiant et en les privant de leur salaire, la machine rend disponible, par ce fait même, un capital destiné à les employer de nouveau à une autre occupation quelconque ; par conséquent, disent-ils, il y a compensation. Couper les vivres à l'ouvrier, ces messieurs appellent cela rendre des vivres *disponibles* pour l'ouvrier comme nouveau moyen de l'employer dans une autre industrie. Tout dépend, on le voit, de la manière de s'exprimer.

La vérité est que les ouvriers rendus inutiles par la machine, sont rejetés de l'atelier sur le marché du travail où ils viennent augmenter les forces déjà disponibles pour l'exploitation capitaliste. Repoussés d'un genre d'industrie, ils peuvent certainement chercher un emploi dans un autre, mais s'ils le trouvent, s'ils peuvent de nouveau avoir les moyens de consommer les vivres qu'avait rendus disponibles, c'est-à-dire que ne leur avait plus permis d'acheter, leur privation de salaire, c'est grâce à un nouveau capital qui s'est présenté sur le marché du travail et non grâce au capital déjà fonctionnant qui, lui, s'est transformé en machines. Et leurs chances sont des plus minces; car, en dehors de leur ancienne occupation, ces hommes, rabougris par la division du travail, ne sont bons qu'à peu de chose et ne sont acceptés que dans des emplois inférieurs, mal payés, et, à cause de leur simplicité même, toujours encombrés de candidats.

La machine est innocente des misères qu'elle entraîne; ce n'est pas sa faute si, dans notre milieu

social, elle sépare l'ouvrier de ses vivres. Là où elle est introduite, elle rend le produit meilleur marché et plus abondant. Après comme avant son introduction, la société possède donc toujours au moins la même quantité de vivres pour les travailleurs déplacés, sans tenir compte de l'immense portion de son produit annuel gaspillée par les oisifs.

Si la machine devient l'instrument de l'asservissement de l'homme; si, moyen infaillible pour raccourcir le travail quotidien, elle le prolonge ; si, baguette magique pour augmenter la richesse du producteur, elle l'appauvrit, c'est qu'elle est entre les mains capitalistes. Ces contradictions et ces antagonismes inséparables de l'emploi des machines dans le milieu bourgeois, proviennent, non de la machine, mais de son exploitation capitaliste.

Quoiqu'elle supprime plus ou moins d'ouvriers dans les métiers et les manufactures où elle est introduite, la machine peut néanmoins occasionner une augmentation d'emplois dans d'autres branches de production.

La quantité des articles fabriqués étant plus grande avec les machines, il faut plus de matières premières, il faut, par conséquent, que les industries qui fournissent ces matières premières, augmentent la quantité de leurs produits. Il est vrai que cette augmentation peut résulter de l'élévation de l'intensité ou de la durée du travail, et non pas seulement de celle du nombre des ouvriers.

Les machines donnent naissance à une espèce d'ouvriers exclusivement voués à leur construction, et, plus il y a de machines, plus cette catégorie d'ouvriers est nombreuse. A mesure que les machines font ainsi grossir la masse des matières premières, des instruments de travail, etc., les industries qui usent ces matières premières, etc., se divisent de plus en plus

en branches différentes, et la division sociale du travail se développe plus puissamment que sous l'action de la manufacture proprement dite.

Le système mécanique augmente la plus-value. Cette augmentation de richesse dans la classe capitaliste, accompagnée, comme elle l'est, d'une diminution relative des travailleurs employés à la production des marchandises de première nécessité, fait naître, avec les nouveaux besoins de luxe, de nouveaux moyens de les satisfaire : la production de luxe augmente ; et augmente avec elle, dans une proportion toujours plus grande, la classe domestique, composée de laquais, de cochers, de cuisinières, de bonnes, etc.

L'augmentation des moyens de travail et de subsistance pousse au développement des entreprises de communication et de transport ; de nouvelles industries apparaissent et ouvrent de nouveaux débouchés au travail.

Mais toutes ces augmentations d'emplois n'ont rien de commun avec la soi-disant théorie de compensation.

VII. — *Les ouvriers alternativement repoussés de la fabrique et attirés par elle.*

Chaque progrès du machinisme diminue le nombre des ouvriers nécessaires et éloigne, dès lors, de la fabrique une partie du personnel. Mais, quand l'exploitation mécanique s'introduit ou se perfectionne dans une branche d'industrie, les profits extraordinaires qu'elle ne tarde pas à procurer à ceux qui en font la première application, occasionnent bientôt une période d'activité fiévreuse. Ces profits attirent le capital à la recherche de placements privilégiés ; le nouveau procédé se généralise ; l'établissement de nouvelles fabriques et l'agrandissement des anciennes

qui en résultent, augmentent alors le nombre total des ouvriers occupés. L'augmentation des fabriques, autrement dit un changement quantitatif dans l'industrie mécanique, attire donc les ouvriers, tandis que le perfectionnement du machinisme, autrement dit un changement qualitatif, les éloigne.

Mais l'élévation de la production, conséquence de la multiplication des fabriques, est suivie d'un encombrement du marché qui amène à son tour un ralentissement, une paralysie de la production. La vie de l'industrie se transforme ainsi en séries de périodes d'activité moyenne, de prospérité, d'excès de production, et d'inaction. Les ouvriers sont alternativement attirés et repoussés, ballottés de côté et d'autre, et ce mouvement est accompagné de changements continuels dans l'âge, le sexe et l'habileté des ouvriers employés; l'incertitude, les hauts et les bas auxquels l'exploitation mécanique soumet le travail, finissent par devenir leur état normal.

VIII. — *Suppression de la coopération fondée sur le métier et la division du travail.*

L'exploitation mécanique supprime la coopération fondée sur le métier, par exemple la machine a faucher remplace la coopération d'un certain nombre de faucheurs; elle supprime également la manufacture basée sur la division du travail manuel, la machine à fabriquer les épingles en fournit un exemple, une femme suffit pour surveiller quatre machines produisant beaucoup plus qu'un grand nombre d'hommes, autrefois, au moyen de la division du travail.

Quand une machine-outil isolée prend la place de la coopération ou de la manufacture, elle peut elle-même devenir la base d'un nouveau métier; cependant, cette organisation du métier d'un artisan sur la

base de la machine, ne sert que de transition au régime de la fabrique qui apparaît, d'ordinaire, dès que l'eau ou la vapeur remplace les muscles humains comme force motrice. Çà et là, néanmoins, la petite industrie peut momentanément fonctionner avec un moteur mécanique, en louant la vapeur ou en se servant de petites machines motrices particulières. comme les machines à gaz.

Réaction de la fabrique sur la manufacture et le travail à domicile.

A mesure que la grande industrie se développe, on voit se transformer le caractère de toutes les branches d'industrie. En pénétrant, tantôt pour une opération, tantôt pour une autre, dans les anciennes manufactures, le machinisme disloque leur organisation due à une division consacrée du travail, et bouleverse de fond en comble la composition de leur personnel ouvrier, basant désormais la division du travail sur l'emploi des femmes, des enfants, des ouvriers inhabiles, bref sur l'emploi du travail à bon marché.

Le machinisme agit aussi de même sur la soi-disant industrie à domicile; qu'elle se pratique dans le logement même de l'ouvrier ou dans de petits ateliers, ce n'est là maintenant qu'une annexe de la fabrique, de la manufacture ou du magasin de marchandises. La confection des articles d'habillement, par exemple, est en grande partie exécutée par ces travailleurs dits à domicile, non plus comme autrefois pour des consommateurs individuels, mais pour des fabricants, des propriétaires de magasins, etc., qui leur fournissent les éléments de travail en leur donnant la commande. Ainsi, outre les ouvriers de fabrique, les ouvriers manufacturiers et les artisans qu'il con-

centre par grandes masses dans de vastes ateliers, le capital possède une armée industrielle éparpillée dans les grandes villes et dans les campagnes.

L'exploitation des travailleurs à bon marché se pratique avec plus de cynisme dans la manufacture moderne que dans la fabrique proprement dite, parce que le remplacement de la force musculaire par des machines, appliqué dans cette dernière, fait en grande partie défaut dans la manufacture ; dans l'industrie à domicile, cette exploitation est encore plus scandaleuse que dans la manufacture, parce que le pouvoir de résistance des travailleurs est moindre à cause de leur dispersion, parce que toute une bande d'intermédiaires, de parasites voraces, se faufile entre l'entrepreneur et l'ouvrier, parce que l'ouvrier est trop pauvre pour se procurer les conditions d'espace, d'air, de lumière, etc., les plus nécessaires à son travail, parce que, enfin, c'est parmi eux que la concurrence entre travailleurs atteint son maximum.

Ces vieux modes de production modifiés, défigurés, sous l'influence de la grande industrie, reproduisent et même exagèrent ses énormités, jusqu'au jour où ils sont forcés de disparaître.

Passage de la manufacture moderne et du travail à domicile, à la grande industrie.

L'abaissement du prix de la force de travail par le seul emploi abusif de femmes et d'enfants, par la brutale privation des conditions normales de vie et d'activité, par l'excès de travail et l'abus du travail de nuit, se heurte, à la fin, à des obstacles physiques que les bornes des forces humaines empêchent de franchir. Là s'arrêtent aussi, par conséquent, la réduction du prix des marchandises obtenue par ces procédés, et l'exploitation capitaliste fondée sur eux.

Si, pour atteindre à ce point, il faut de longues années, alors sonne l'heure de la transformation du travail à domicile et de la manufacture en fabrique.

La marche de cette révolution industrielle est hâtée par la régularisation légale de la journée, par l'exclusion des enfants au-dessous d'un certain âge, etc., qui obligent le capitaliste manufacturier à multiplier le nombre de ses machines, et à substituer, comme force motrice, la vapeur aux muscles. Quant au travail à domicile, sa seule arme dans la guerre de la concurrence, c'est l'exploitation sans bornes des forces de travail à bon marché. Dès que la journée est limitée et le travail des enfants restreint, il est donc condamné à mort.

IX. — *Contradiction entre la nature de la grande industrie et sa forme capitaliste.*

Tant que le métier et la manufacture sont la base de la production sociale, la subordination du travailleur à une profession exclusive et l'obstacle qu'elle apporte au développement de ses aptitudes variées, peuvent être regardés comme des nécessités de la production. Les différentes branches d'industrie forment autant de professions fermées à qui n'est pas au courant des secrets et de la routine du métier.

La science toute moderne de la technologie, créée par la grande industrie, enseigne aujourd'hui ces secrets, elle décrit les divers procédés industriels, les analyse, ramène leur mise en pratique à quelques formes fondamentales du mouvement mécanique, et recherche les perfectionnements dont ces procédés sont susceptibles. L'industrie moderne ne considère et ne traite jamais comme définitif le mode actuel d'un procédé.

Tandis que le maintien de leur mode consacré de

production était la première condition d'existence de toutes les anciennes classes industrielles, la bourgeoisie, en modifiant sans cesse les instruments de travail, modifie, par cela même, d'une manière continuelle, les rapports de la production et tout l'ensemble des rapports sociaux, qui a pour base la forme de la production matérielle. Sa base est donc révolutionnaire, tandis que celle de tous les modes de production passés était essentiellement conservatrice.

Si la nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la transformation fréquente des fonctions, et la mobilité du travailleur, d'autre part, dans sa forme capitaliste, elle reproduit l'ancienne division du travail plus odieusement encore; l'ouvrier était enchaîné sa vie durant à une opération de détail, elle fait de lui l'accessoire d'une machine partielle. Nous savons que cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt sous le régime capitaliste, finit par détruire toutes les garanties de vie du travailleur, toujours menacé, avons-nous vu au paragraphe IV du présent chapitre, de se voir retirer, avec le moyen de travail, les moyens d'existence, et d'être rendu inutile par la suppression de sa fonction particulière; cet antagonisme fait naître, avons-nous vu encore paragraphe V, la monstruosité d'une armée industrielle de réserve tenue par la misère à la disposition de la demande capitaliste; elle aboutit aux saignées périodiques de la classe ouvrière, au gaspillage le plus effréné des forces de travail, aux ravages de l'anarchie sociale faisant de chaque progrès économique une calamité publique pour la classe ouvrière.

La fabrique et l'instruction.

En dépit des obstacles auxquels se heurte sous le régime capitaliste la variation dans le travail, les catastrophes mêmes que cause la grande industrie, imposent la nécessité de reconnaître le travail varié et, par suite, le plus grand développement possible des diverses aptitudes du travailleur, comme une loi de la production moderne. Il faut à tout prix que les circonstances s'adaptent au fonctionnement normal de cette loi; c'est une question de vie ou de mort. Oui, la grande industrie oblige la société, sous peine de mort, à remplacer l'individu morcelé, porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu complet, sachant tenir tête aux exigences les plus diverses du travail, et ne donnant, dans des fonctions alternées, que libre carrière à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises.

La bourgeoisie qui, en créant pour ses fils les écoles spéciales, ne faisait qu'obéir aux tendances intimes de la production moderne, n'a accordé aux prolétaires que l'ombre de l'enseignement professionnel. Mais si la législation s'est vue contrainte de combiner l'instruction élémentaire, si misérable qu'elle soit, avec le travail industriel, la conquête inévitable du pouvoir politique par la classe ouvrière introduira l'enseignement de la technologie pratique et théorique dans les écoles du peuple. L'éducation de l'avenir unira, pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge, le travail manuel productif avec l'instruction et la gymnastique, et les exercices militaires pour les garçons; c'est l'unique méthode pour produire des êtres humains complets.

Il est hors de doute que le développement des éléments nouveaux, qui aboutira finalement à la

suppression de l'ancienne division du travail liant chaque ouvrier à une opération parcellaire, est en contradiction flagrante avec le système capitaliste de l'industrie et le milieu économique où il place l'ouvrier. Mais la seule voie réelle par laquelle un mode de production et l'organisation sociale qui lui correspond, marchent à leur dissolution et à leur renouvellement, est le développement historique de leurs contradictions et de leurs antagonismes.

Savetier, reste à la savate! ce dernier mot de la sagesse dans la période du métier et de la manufacture, devient folie le jour où l'on doit à l'horloger Watt la machine à vapeur, au barbier Arkwright le métier continu, et à l'orfèvre Fulton le bateau à vapeur.

La fabrique et la famille.

En présence de la honteuse exploitation du travail des enfants, la législation a dû intervenir et toucher non seulement aux droits seigneuriaux du capital, mais à l'autorité des parents; bien que dévoué au capital, en présence de sa cruauté maladroite, le législateur a été dans l'obligation de préserver les générations nouvelles contre une décadence prématurée; il y a eu nécessité, pour les représentants des classes dirigeantes, de prendre des mesures contre les excès de l'exploitation capitaliste, et qu'est-ce qui pourrait mieux caractériser ce mode de production que cette nécessité?

Ce n'est pas l'abus de l'autorité paternelle qui a créé l'exploitation de l'enfance, c'est tout au contraire l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus. L'intervention légale est l'aveu officiel que la grande industrie a fait une fatalité économique de l'exploitation des femmes et des en-

fants par le capital qui, en détraquant le foyer domestique, a détruit la famille ouvrière d'autrefois; l'aveu qu'elle a transformé l'autorité paternelle en appareil du mécanisme social, destiné à faire fournir directement ou indirectement les enfants au capitaliste par le prolétaire qui, sous peine de mort, doit jouer son rôle d'entremetteur et de marchand d'esclaves. Aussi, la législation ne cherche-t-elle qu'à empêcher les excès de ce système d'esclavage.

Si terrible et si dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille, la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle attribue aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans la production socialement organisée, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode actuel de la famille que ses modes oriental, grec et romain. Même la composition du travailleur collectif par individus des deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, renferme les germes d'une prochaine évolution sociale. Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie.

Conséquences révolutionnaires de la législation de fabrique.

Tout en imposant à chaque établissement industriel pris à part l'uniformité et la régularité, la législation sur la limitation de la journée de travail, devenue indispensable pour protéger la classe ouvrière physiquement et moralement, multiplie, par l'énergique impulsion qu'elle donne au développement mé-

canique, l'anarchie et les crises de la production sociale ; elle exagère l'intensité du travail et augmente la concurrence entre l'ouvrier et la machine ; elle hâte la transformation du travail isolé en travail organisé en grand et la concentration des capitaux !

En écrasant la petite industrie et le travail à domicile, elle supprime le dernier refuge d'une masse de travailleurs qu'elle prive de leurs moyens de subsistance, et que cette privation tient à la disposition du capital pour le jour où il lui plaira de les admettre à travailler ; elle supprime par cela même la soupape de sûreté de tout le mécanisme social. Elle généralise, en même temps, la lutte directe engagée contre la domination du capital ; elle développe, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne.

X. — *Grande industrie et agriculture.*

Si l'emploi des machines dans l'agriculture est en grande partie exempté des inconvénients et des dangers physiques auxquels il expose l'ouvrier de fabrique, sa tendance à supprimer, à déplacer le travailleur, s'y réalise avec une plus grande force.

Dans le domaine de l'agriculture, la grande industrie agit plus révolutionnairement que partout ailleurs, en ce sens qu'elle fait disparaître le paysan, le rempart de l'ancienne société, et lui substitue le salarié. Les besoins de transformation sociale et la lutte des classes sont ainsi ramenés dans les campagnes au même niveau que dans les villes.

Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le supplice du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur, la combinaison sociale du

travail que l'oppression combinée de son indépendance individuelle. Seulement l''éparpillement des travailleurs agricoles sur de plus vastes espaces, brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers des villes.

Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'augmentation de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art d'épuiser le sol; chaque progrès dans l'art de le rendre plus fertile pour un temps, un progrès dans la ruine de ses principes de fertilité.

La production capitaliste ne développe donc le mode de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur.

CINQUIEME SECTION

Nouvelles recherches sur la production de la plus-value.

CHAPITRE XVI

PLUS-VALUE ABSOLUE ET PLUS-VALUE RELATIVE

Ce qui caractérise le travail productif — La productivité du travail et la plus-value.

Ce qui caractérise le travail productif.

Nous avons vu, chapitre VII, que, si on considère l'acte de travail au point de vue de son résultat, du produit, moyen et objet de travail se présentent tous deux comme moyens de production, et le travail lui-même comme travail productif. L'homme crée un produit, fait un travail productif, en appropriant un objet extérieur à ses besoins, et, dans cette opération, le travail manuel et le travail intellectuel sont unis par des liens indissolubles, de même que le bras et la tête ne vont pas l'un sans l'autre.

Cependant, dès que le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres prennent part à des degrés très divers à la confection du produit, si cette détermination du travail productif, née de la nature même de la production matérielle, reste vraie par rapport au travailleur collectif considéré comme

une seule personne, elle ne s'applique plus à chacun de ses membres individuellement.

Pour faire un travail productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre, il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque. Mais ce n'est pas cela qui caractérise d'une manière spéciale le travail productif dans le système capitaliste.

Là, le motif de la production est la plus-value, et n'est censé faire œuvre productive que le travailleur qui rend une plus-value au capitaliste ou dont le travail féconde le capital. Un professeur dans une école, par exemple, est un travailleur productif, non parce qu'il forme utilement l'esprit de ses élèves, mais parce que, ce faisant, il rapporte des pièces de cent sous à son patron. Que celui-ci ait placé son capital dans une fabrique de leçons au lieu de le placer dans une fabrique de saucissons, cela ne fait rien à l'affaire, il faut avant tout que le capital rapporte.

Désormais l'idée de travail productif ne renferme plus simplement un rapport entre activité et résultat utile, entre producteur et produit, mais surtout un rapport social qui fait du travail l'instrument immédiat de la mise en valeur du capital. Aussi l'économie politique classique a-t-elle toujours soutenu que ce qui caractérisait le travail productif c'était de rendre une plus-value.

La productivité du travail et la plus-value.

Prolongation de la journée de travail au delà du temps nécessaire à l'ouvrier pour former un équivalent de son entretien, et attribution de ce surtravail au capitaliste, voilà en quoi consiste, avons-nous vu chapitre XII, la production de la plus-value absolue. Afin d'augmenter ce surtravail, on raccourcit, en

faisant produire l'équivalent du salaire en moins de temps, le temps de travail nécessaire, et la plus-value ainsi réalisée est la plus-value relative.

La production de la plus-value absolue ne touche que la durée du travail, la production de la plus-value relative en transforme entièrement les procédés techniques et les combinaisons sociales. Elle se développe donc avec le mode de production capitaliste proprement dit. Une fois celui-ci établi et généralisé, la différence entre plus-value relative et plus-value absolue se fait sentir dès qu'il s'agit d'élever le taux de la plus-value.

Si la force de travail est supposée payée à sa juste valeur, les limites de la journée de travail étant données, le taux de la plus-value ne peut être élevé que par l'augmentation soit de l'intensité, soit de la productivité du travail. Au contraire, l'intensité et la productivité du travail restant les mêmes, le taux de la plus-value ne peut être élevé que par une prolongation de la journée.

Néanmoins, quelle que soit la longueur de la journée, le travail ne rendra de plus-value, que s'il possède ce minimum de productivité qui met l'ouvrier à même de produire, dans une partie seulement de la journée, l'équivalent de son propre entretien.

Supposons que le travail nécessaire à l'entretien du producteur et de sa famille, absorbe tout son temps disponible, où trouverait-il le moyen de travailler gratuitement pour autrui ? Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible; sans ce surplus de temps, point de surtravail et, par conséquent, point de plus-value, point de produit net, mais aussi point de capitalistes, point d'esclavagistes, point de seigneurs féodaux, en un mot, point de classe propriétaire.

On a essayé d'expliquer ce degré de productivité

nécessaire, comme une qualité naturelle du travail ; ce serait une productivité toute prête dont la nature aurait doué l'homme en le mettant au monde.

Les facultés de l'homme primitif ne se forment, au contraire, que lentement, sous la pression de ses besoins physiques. Quand, grâce à de rudes labeurs, les hommes sont parvenus à s'élever au-dessus de leur premier état animal, que, par conséquent, leur travail est déjà, dans une certaine mesure, socialisé, alors, et seulement alors, se produisent des conditions telles, que le surtravail de l'un peut devenir une source de vie pour l'autre qui se décharge sur lui du fardeau du travail, et cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre. La productivité du travail est l'œuvre d'un long développement historique.

En dehors du mode social de production, la productivité du travail dépend des conditions naturelles au milieu desquelles le travail s'accomplit. Ces conditions peuvent toutes se ramener, soit à l'homme lui-même, à sa race, etc., soit à la nature qui l'entoure. Les conditions naturelles extérieures se décomposent, au point de vue économique, en deux grandes classes : richesse naturelle en moyens de subsistance, c'est-à-dire fertilité du sol, eaux poissonneuses, etc., et richesse naturelle en moyens de travail, tels que chutes d'eau, rivières navigables, bois, métaux, charbon, etc. Aux origines de la civilisation, c'est la première de ces deux classes qui l'emporte ; plus tard, dans une société plus avancée, c'est la seconde.

La faveur des circonstances naturelles fournit, si l'on veut, la possibilité, mais jamais la réalité du surtravail, ni, par conséquent, du produit net ou de la plus-value. Avec le climat plus ou moins doux, le sol plus ou moins fertile, etc., le nombre des premiers besoins (nourriture, vêtements, etc.) et les ef-

forts que leur satisfaction exige, seront plus ou moins grands ; de sorte que, dans des circonstances par ailleurs semblables, le temps de travail nécessaire variera d'un pays à l'autre ; mais le surtravail ne peut commencer qu'au point où le travail nécessaire finit. Les influences physiques qui déterminent la grandeur relative de ce dernier, tracent donc une limite naturelle au surtravail ; cette limite naturelle recule à mesure que l'industrie avance et, avec elle, les moyens de produire.

Dans notre société, où le travailleur n'achète la permission de travailler pour sa propre existence que moyennant surtravail, on se figure facilement que c'est une qualité naturelle du travail humain de fournir une plus-value. Qu'on prenne, par exemple, l'habitant des îles orientales de l'archipel asiatique, où le palmier sagou pousse dans les forêts. De la moelle de chaque arbre on retire ordinairement trois ou quatre cents livres de farine comestible. On va là dans la forêt et on y coupe son pain comme chez nous on abat son bois à brûler. Supposons qu'il faille à un habitant de ces îles, une journée de travail pour se procurer ainsi ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins pendant une semaine ; on voit que la faveur que lui accorde la nature, c'est beaucoup de loisir, et ce ne pourrait être que contraint par la force, qu'il emploierait ce temps de loisir en travail pour autrui, en surtravail.

Si la production capitaliste était introduite dans son île, ce brave insulaire devrait probablement travailler six jours par semaine, pour obtenir la permission de consacrer à son entretien le produit d'une journée de travail. La faveur de la nature n'expliquerait pas pourquoi il travaille maintenant six jours par semaine au lieu d'un qui suffit à son entretien, autrement dit, pourquoi il fournit de la plus-value.

Elle expliquerait simplement pourquoi le surtravail peut être de cinq jours et le travail nécessaire d'un jour seulement. En résumé, la productivité explique le degré atteint par la plus-value, mais n'en est jamais la cause ; la cause de la plus-value est toujours le surtravail, quelle que soit la manière de l'arracher.

CHAPITRE XVII

VARIATIONS DANS LE RAPPORT DE GRANDEUR ENTRE LA PLUS-VALUE ET LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

I. La durée et l'intensité du travail ne changent pas, sa productivité change. — II. La durée et la productivité du travail ne changent pas, son intensité change. — III. L'intensité et la productivité du travail ne changent pas, sa durée change. — IV. Changements, à la fois, dans la durée, l'intensité et la productivité du travail.

Nous avons vu que le rapport de grandeur entre la plus-value et le prix de la force de travail, est déterminé par : 1° la durée du travail, ou son degré d'étendue ; 2° son degré d'intensité, d'après lequel différentes quantités de travail sont dépensées dans le même temps ; 3° son degré de productivité, d'après lequel la même quantité de travail rend dans le même temps différentes quantités de produits. Des combinaisons très variées auront évidemment lieu selon que l'un de ces trois éléments change de grandeur et que les deux autres ne changent pas, ou que deux, ou les trois, changent à la fois. En outre, l'un peut augmenter quand l'autre diminue, ou, simplement, augmenter ou diminuer plus que l'autre. Examinons les combinaisons principales.

I. — *La durée et l'intensité du travail ne changent pas, sa productivité change.*

Ces conditions admises, nous obtenons les trois lois suivantes :

1° La journée de travail d'une grandeur donnée produit toujours la même valeur, quels que soient les changements dans la productivité du travail.

Si une heure de travail d'intensité ordinaire produit une valeur de cinquante centimes, une journée de douze heures ne produira jamais qu'une valeur de 6 fr. Nous supposons toujours que la valeur de l'argent reste invariable. Si la productivité du travail augmente ou diminue, la même journée fournira simplement plus ou moins de produits, et la valeur de 6 fr. se distribuera ainsi sur plus ou moins de marchandises.

2° La plus-value et la valeur de la force de travail changent en sens contraire l'une de l'autre. La plus-value augmente en même temps que la productivité du travail ou diminue en même temps qu'elle, c'est-à-dire, change dans le même sens; tandis que la valeur de la force de travail change en sens contraire, augmente quand la productivité diminue et réciproquement.

La journée de douze heures produit toujours la même valeur, 6 fr., par exemple, dont la plus-value forme une partie et l'équivalent de la force de travail l'autre, mettons 3 fr. pour chacune. Il est clair, ces deux parties réunies ne pouvant dépasser 6 fr., que la plus-value ne peut pas atteindre un prix de 4 fr., sans que la force de travail soit réduite à 2 fr., et réciproquement.

Si une augmentation de productivité permet de fournir en quatre heures la même masse de subsistances qui exigeait auparavant six heures, la valeur de la force ouvrière étant déterminée par la valeur de ces subsistances, tombe de 3 fr. à 2 fr.; mais elle s'élève de 3 fr. à 4 fr., si une diminution de productivité exige huit heures de travail où il n'en fallait auparavant que six. Puisque la plus-value augmente

quand la valeur de la force de travail diminue, et réciproquement, il s'ensuit que l'augmentation de productivité, en diminuant la valeur de la force de travail, doit augmenter la plus-value, et que la diminution de productivité, en augmentant la valeur de la force de travail, doit diminuer la plus-value : on sait que les seuls changements de productivité qui agissent sur la valeur de la force ouvrière, sont ceux qui concernent les industries dont les produits entrent dans la consommation ordinaire de l'ouvrier.

De ce changement en sens contraire, il ne faut pas conclure qu'il n'y a changement que dans la même proportion. En effet, si, toujours sur une journée rendant une valeur de 6 fr., la valeur de la force de travail est de 4 fr., la plus-value sera de 2 fr.; que, par suite d'une augmentation de productivité, la valeur de la force de travail tombe à 3 fr., et la plus-value monte aussitôt à 3 fr.; cette même différence de 1 fr. diminue la valeur de la force de travail, qui était de 4 fr., d'un quart ou de vingt-cinq pour cent, et augmente la plus-value, qui était de 2 fr., de moitié ou de cinquante pour cent.

3° L'augmentation ou la diminution de la plus-value est toujours l'effet et jamais la cause de la diminution ou de l'augmentation correspondante de la valeur de la force de travail.

Supposons que la valeur de 6 fr. d'une journée de douze heures, se divise en 4 fr., valeur de la force de travail, et en une plus-value de 2 fr. En d'autres termes, il y a huit heures de travail nécessaire et quatre de surtravail. Que la productivité du travail vienne à doubler, alors l'ouvrier n'aura plus besoin que de la moitié du temps qu'il lui fallait jusque-là pour produire l'équivalent de sa subsistance quotidienne. Son travail nécessaire tombera de huit heures à quatre et, par là, son surtravail s'élèvera

de quatre heures à huit, de même la valeur de sa force de travail tombera de 4 fr. à 2 fr., et cette baisse fera monter la plus-value de 2 fr. à 4 fr. C'est le changement de la productivité du travail qui, en premier lieu, fait augmenter ou diminuer la valeur de la force de travail, tandis que le mouvement ascendant ou descendant de celle-ci entraîne, de son côté, un mouvement de la plus-value en sens contraire.

Néanmoins, cette réduction du prix de la force de travail à sa valeur, déterminée par celles des subsistances nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, peut rencontrer, suivant le degré de résistance de l'ouvrier et la pression du capital, des obstacles qui ne lui permettent de se réaliser que plus ou moins complètement. La force de travail peut être payée au-dessus de sa valeur, quoique son prix ne change pas ou même baisse, s'il dépasse sa valeur nouvelle, si, dans l'exemple précédent, il reste supérieur à 2 fr. après que la productivité du travail a doublé.

Des économistes ont soutenu que la plus-value peut s'élever, sans que la force de travail baisse, lorsqu'on diminue les impôts que le capitaliste a à payer. Une diminution d'impôts ne change absolument rien à la quantité de surtravail, et, par conséquent, de plus-value, que le capitaliste extorque à l'ouvrier. Elle ne change que la proportion suivant laquelle le capitaliste empoche la plus-value ou est obligé de la partager avec d'autres. Elle ne change donc rien au rapport qui existe entre la plus-value et la valeur de la force de travail.

II. — *La durée et la productivité du travail ne changent pas, son intensité change.*

Si sa productivité augmente, le travail rend dans le même temps plus de produits, mais non pas plus de va-

leur. Si son intensité augmente, il rend, dans le même temps, non seulement plus de produits, mais aussi plus de valeur, parce que, dans ce cas, l'augmentation de produits provient d'une augmentation de travail. Sa durée et sa productivité étant données, le travail fournit donc d'autant plus de valeur que son degré d'intensité dépasse celui de la moyenne sociale.

Comme la valeur produite durant une journée de douze heures, par exemple, cesse ainsi d'être enfermée dans des limites fixes, il s'ensuit que plus-value et valeur de la force de travail peuvent changer dans le même sens, l'une à côté de l'autre, en proportion égale ou inégale. La même journée, par suite d'une augmentation de l'intensité du travail, produit-elle 8 fr., au lieu de 6 fr., la part de l'ouvrier et celle du capitaliste peuvent évidemment s'élever à la fois de 3 fr. à 4 fr.

Une pareille hausse dans le prix de la force de travail ne signifie pas qu'elle est payée au-dessus de sa valeur, car l'augmentation de l'intensité du travail a un contre-coup sur la valeur de la force ouvrière, puisqu'elle en hâte l'usure. Malgré sa hausse, le prix peut même être au-dessous de la valeur. Cela arrive quand l'élévation du prix ne suffit pas pour compenser l'augmentation d'usure de la force de travail.

III. — *L'intensité et la productivité du travail ne changent pas, sa durée change.*

Sous le rapport du changement de durée, le travail peut être raccourci ou prolongé. Dans les conditions posées, nous obtenons les lois suivantes :

1° La valeur réalisée dans une journée de travail augmente ou diminue en même temps que sa durée.

2° Tout changement dans le rapport de grandeur

entre la plus-value et la valeur de la force de travail, provient d'un changement de la grandeur du surtravail et, par conséquent, de la plus-value.

3° La valeur absolue de la force de travail ne peut changer que par l'action qu'exerce sur son usure le prolongement du surtravail; tout changement de cette valeur absolue est donc l'effet et jamais la cause d'un changement dans la grandeur de la plus-value.

Nous supposons que la journée de travail comptant d'abord douze heures, six de travail nécessaire, et six de surtravail, produit une valeur de cinquante centimes par heure, de 6 fr., dont une moitié va à l'ouvrier et l'autre au capitaliste.

Commençons par le raccourcissement de la journée, soit de douze heures à dix. Dès lors, elle ne rend plus qu'une valeur de 5 fr. Le travail nécessaire étant de six heures, le surtravail est réduit de six heures à quatre, la plus-value tombe de 3 fr. à 2 fr. Tout en restant la même, la valeur de la force de travail gagne en grandeur relativement à la plus-value par suite de la diminution de celle-ci; elle est, en effet, comme 3 est à 2, de cent cinquante pour cent, au lieu d'être comme 3 est à 3, de cent pour cent. Le capitaliste ne pourrait se rattraper qu'en payant la force de travail au-dessous de sa valeur. Au fond des déclamations habituelles contre la réduction des heures de travail, se trouve la supposition que les choses se passent dans les conditions admises ici, c'est-à-dire qu'on suppose immobiles la productivité et l'intensité du travail, dont, en fait, l'augmentation suit toujours de près le raccourcissement de la journée.

S'il y a prolongation de la journée, soit de douze heures à quatorze, ces deux heures s'ajoutant au surtravail, la plus-value s'élève de 3 fr. à 4 fr. Bien que la valeur nominale de la force de travail reste la même, elle perd en grandeur relativement à la

plus-value par suite de l'augmentation de celle-ci; en effet, elle est comme 3 est à 4, de soixante-quinze pour cent, au lieu d'être comme 3 est à 3, de cent pour cent.

Avec une journée prolongée, la force de travail peut tomber au-dessous de sa valeur, quoique son prix ne change pas ou même s'élève, si ce prix ne compense pas la plus grande dépense en force vitale que le travail prolongé impose à l'ouvrier.

IV. — *Changements, à la fois, dans la durée, l'intensité et la productivité du travail.*

Nous ne nous arrêterons dans toutes les combinaisons possibles, faciles en somme à résoudre d'après ce qui précède, qu'à un cas d'un intérêt particulier, à l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail avec raccourcissement de sa durée.

L'augmentation de la productivité du travail et de son intensité multiplie la masse des marchandises obtenues dans un temps donné, et, par là, raccourcit la partie de la journée où l'ouvrier ne fait que produire un équivalent de ses subsistances. Cette partie nécessaire, mais susceptible de diminution, de la journée de travail, en forme la limite absolue, à laquelle il est impossible de descendre sous le régime capitaliste. Ce régime supprimé, le surtravail disparaîtrait, et la journée entière pourrait avoir pour bornes le temps de travail nécessaire. Cependant, il ne faut pas oublier qu'une partie du surtravail actuel, celle qui est consacrée à la formation d'un fonds de réserve et d'accumulation, compterait alors comme travail nécessaire, tandis que la grandeur actuelle de ce travail est limitée seulement par les frais d'entretien d'une classe de salariés destinée à produire la richesse de ses maîtres.

Plus le travail gagne en force productive, plus sa

durée peut diminuer; et plus sa durée est raccourcie, plus son intensité peut augmenter. Se plaçant au point de vue social, on augmente aussi la productivité du travail en supprimant toute dépense inutile, soit en moyens de production, soit en force vitale. Le régime capitaliste, il est vrai, impose l'économie des moyens de production à chaque établissement pris à part; mais, outre qu'il fait de la folle dépense de la force ouvrière un moyen d'économie pour l'exploiteur, il nécessite aussi, par son système de concurrence anarchique, le gaspillage le plus effréné du travail productif et des moyens de production sociaux, sans parler de la multitude de fonctions parasites qu'il engendre et qu'il rend plus ou moins indispensables.

Étant données l'intensité et la productivité du travail, le temps que la société doit consacrer à la production matérielle est d'autant plus court, et le temps disponible pour le libre développement des individus d'autant plus long, que le travail est distribué plus également entre tous les membres de la société, et qu'une classe a moins le pouvoir de se décharger sur une autre de cette nécessité imposée par la nature. Dans ce sens, le raccourcissement de la journée trouve sa dernière limite dans la généralisation du travail manuel: tous travaillant, ce sera le moins de travail possible pour chacun.

La société capitaliste, elle, achète le loisir d'une seule classe, par la transformation de la vie entière des masses en temps de travail.

CHAPITRE XVIII

LES EXPRESSIONS DU TAUX DE LA PLUS-VALUE

Formules diverses exprimant ce taux. — La plus-value provient du travail non payé.

Formules diverses exprimant ce taux.

Nous avons vu, chapitre IX, que le taux de la plus-value est égal au rapport de la plus-value au capital variable, ou au rapport de la plus-value à la valeur de la force de travail, ou encore au rapport du surtravail au travail nécessaire. Le taux de la plus-value est enfin exprimé par le rapport du travail non payé au travail payé.

La plus-value provient du travail non payé.

Ce que le capitaliste paye, c'est non le travail, le produit, mais la force de travail, la faculté de produire. Ayant acheté cette force pour un jour, une semaine, etc., le capitaliste obtient en échange le droit de l'exploiter pendant un jour, une semaine, etc. Le temps d'exploitation se divise en deux périodes. Pendant l'une, le fonctionnement de la force ne produit qu'un équivalent de son prix ; pendant l'autre, il est gratuit et rapporte, par conséquent, au capitaliste une valeur pour laquelle il n'a donné aucun équivalent, qui ne lui coûte rien. En ce sens, le surtravail dont

il tire la plus-value, peut être nommé du travail non payé.

On voit maintenant ce qu'il faut penser de l'opinion des gens intéressés à masquer la vérité, s'efforçant de donner à cet échange de la partie variable du capital contre l'usage de la force de travail, qui aboutit à l'appropriation du produit par le non-producteur, la fausse apparence d'un rapport d'association dans lequel l'ouvrier et le capitaliste se partagent le produit, suivant la proportion des éléments fournis par chacun d'eux.

Le capital n'est pas seulement, comme dit Adam Smith, le pouvoir de disposer du travail d'autrui, mais il est essentiellement le pouvoir de disposer d'un *travail non payé.* Toute plus-value, quelle qu'en soit la forme particulière, profit, intérêt, rente, etc., est en substance la matérialisation d'un travail non payé. Tout le secret de la faculté du capital de faire des petits, est dans ce simple fait qu'il dispose d'une certaine quantité de travail d'autrui qu'il ne paye pas.

SIXIEME SECTION

Le salaire.

CHAPITRE XIX

TRANSFORMATION DE LA VALEUR OU DU PRIX DE LA FORCE DE TRAVAIL EN SALAIRE

Le salaire est le prix, non du travail, mais de la force de travail — La forme salaire cache le rapport réel entre capital et travail

Le salaire est le prix, non du travail, mais de la force de travail.

Si on n'examine la société bourgeoise qu'à la surface, le salaire du travailleur semble être la rétribution du travail : tant d'argent payé pour tant de travail. Le travail est donc traité comme une marchandise dont les prix courants oscillent au-dessus ou au-dessous de sa valeur.

Mais qu'est-ce que la valeur ? La valeur représente le travail social dépensé dans la production d'une marchandise. Et comment mesurer la grandeur de valeur d'une marchandise ? Par la quantité de travail qu'elle contient. Comment, dès lors, déterminer, par exemple, la valeur d'un travail de douze heures ? Par les douze heures de travail qu'il contient, ce qui évidemment n'a pas de sens.

Pour être porté et vendu sur le marché à titre de marchandise, le travail devrait, en tout cas, exister auparavant. Mais si le travailleur pouvait lui donner

une existence matérielle, séparée et indépendante de sa personne, il vendrait de la marchandise et non du travail.

Ce qui, sur le marché, fait directement vis-à-vis au capitaliste, ce n'est pas le travail, mais le travailleur. Ce que celui-ci vend, c'est lui-même, c'est sa force de travail. Dès qu'il commence à mettre sa force en mouvement, à travailler, dès que son travail existe, ce travail a déjà cessé de lui appartenir et ne peut plus être vendu par lui. Le travail est la substance et la mesure des valeurs, mais il n'a lui-même aucune valeur. L'expression, valeur du travail, est une expression inexacte qui a sa source dans les formes apparentes des rapports de production.

Cette erreur une fois admise, l'économie politique classique se demanda comment le prix du travail était déterminé. Elle reconnut que, pour le travail comme pour toute autre marchandise, le rapport entre l'offre et la demande n'explique que les oscillations du prix de marché au-dessus ou au-dessous d'une certaine grandeur. Dès que l'offre et la demande se font équilibre, les variations de prix qu'elles avaient occasionnées, cessent, mais là cesse aussi tout l'effet de l'offre et de la demande. Dans leur état d'équilibre, le prix du travail ne dépend plus de leur action, de quoi dépend-il alors? Ce prix ne peut être, pour le travail comme pour toute autre marchandise, que sa valeur exprimée en argent, et cette valeur, l'économie politique la détermina, en fin de compte, par la valeur des subsistances nécessaires à l'entretien et à la reproduction du travailleur. Sans s'en douter, elle substitua ainsi à l'objet apparent de ses recherches, à la valeur du travail, la valeur de la force de travail, force qui n'existe que dans la personnalité du travailleur et se distingue de sa fonction, le travail, tout comme une machine se

distingue de ses opérations. Mais l'économie politique classique ne s'aperçut pas de la confusion commise.

La forme salaire cache le rapport réel entre capital et travail.

D'après toutes les apparences, en effet, ce que le capitaliste paye, c'est la valeur de l'utilité que l'ouvrier lui donne, la valeur du travail. En outre, le travailleur n'est payé qu'après avoir livré son travail. Or, en tant que moyen de payement, l'argent ne fait que réaliser après coup la valeur ou le prix de l'article livré, c'est-à-dire, ici, la valeur ou le prix du travail exécuté. La seule expérience de la vie pratique ne fait pas ressortir la double utilité du travail, la propriété de satisfaire un besoin, qu'il a de commun avec toutes les marchandises, et celle de créer de la valeur, qui le distingue de toutes les marchandises et l'exclut, comme élément formateur de la valeur, de la possibilité d'en avoir une.

Prenons une journée de douze heures produisant une valeur de 6 fr. dont la moitié équivaut à la valeur journalière de la force de travail. Confondant la valeur de la force avec la valeur de sa fonction, avec le travail qu'elle fait, on obtient cette formule : le travail de douze heures a une valeur de 3 fr.; et on arrive ainsi au résultat absurde qu'un travail qui crée une valeur de 6 fr. ne vaut que 3 fr. Mais cela n'est pas visible dans la société capitaliste. Là, la valeur de 3 fr. pour la production de laquelle il ne faut que six heures de travail, se présente comme la valeur de la journée entière de travail. En recevant par jour un salaire de 3 fr., l'ouvrier paraît recevoir toute la valeur due à son travail, et c'est précisément pourquoi l'excédent de la valeur de son produit sur celle de

son salaire, prend la forme d'une plus-value de 3 fr. créée par le capital et non par le travail.

La forme salaire, ou payement direct du travail, fait donc disparaître toute trace de la division de la journée en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé, de sorte que tout le travail de l'ouvrier libre est censé payé. Dans le servage, le travail du corvéable pour lui-même et son travail forcé pour le seigneur sont nettement distincts l'un de l'autre, s'accomplissant dans des lieux séparés. Dans le système esclavagiste, même la partie de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses subsistances, où il travaille donc en fait pour lui-même, ne semble être que du travail pour son propriétaire; tout son travail revêt l'apparence de travail non payé. C'est le contraire avec le travail salarié : même le surtravail, ou travail non payé, revêt l'apparence de travail payé. Dans l'esclavage, le rapport de propriété cache le travail de l'esclave pour lui-même; dans le salariat, le rapport monétaire cache le travail gratuit du salarié pour son capitaliste.

On comprend maintenant l'immense importance que possède, dans la pratique, ce changement de forme qui fait apparaître la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, le prix de la force comme prix de sa fonction. La forme apparente rend invisible le rapport réel entre capital et travail; c'est d'elle que découlent toutes les notions juridiques du salarié et du capitaliste, toutes les mystifications de la production capitaliste, toutes les illusions libérales et toutes les glorifications justificatives de l'économie politique vulgaire.

CHAPITRE XX

LE SALAIRE AU TEMPS

Le prix du travail. — Chômages partiels et réduction générale de la journée de travail. — Le bas prix du travail et la prolongation de la journée.

Le salaire revêt à son tour des formes très variées ; nous examinerons ses deux formes fondamentales, le salaire au temps et le salaire aux pièces.

Le prix du travail.

La vente de la force de travail a toujours lieu, on s'en souvient, pour une période de temps déterminée. C'est donc sous la forme apparente de salaire au temps, c'est-à-dire à la journée, à la semaine, etc., que se présente tout d'abord la valeur journalière, hebdomadaire, etc., de la force de travail.

Dans le salaire au temps, il faut distinguer entre le montant total du salaire quotidien, hebdomadaire, etc., et le prix du travail. Il est clair, en effet, que, suivant la longueur de la journée, le même salaire quotidien, hebdomadaire, etc., peut représenter des prix de travail très différents. Le prix moyen du travail s'obtient en divisant la valeur journalière moyenne de la force de travail par le nombre moyen d'heures de la journée de travail. La valeur journalière est-elle, par exemple, de 3 fr. et la journée de travail de douze heures, le prix d'une heure est égal à 3 fr. divisés par

12, à vingt-cinq centimes. Le prix de l'heure ainsi trouvé est la mesure du prix du travail.

Le salaire peut rester le même et le prix du travail augmenter ou diminuer. Que, par exemple, la journée devienne de dix heures, le salaire restant de 3 fr., l'heure de travail se trouve payée trente centimes; que la journée devienne de quinze heures, et l'heure n'est plus payée que vingt centimes. Au contraire, le salaire peut s'élever, quoique le prix du travail ne change pas ou même diminue. Si la journée moyenne est de dix heures et la valeur journalière de la force de travail 3 fr., le prix de l'heure est de trente centimes; que, par suite d'une augmentation de besogne, l'ouvrier travaille douze heures au lieu de dix, et, le prix du travail ne changeant pas, le salaire quotidien s'élèvera à 3 fr. 60; dans ce dernier cas, entre parenthèses, malgré l'élévation du salaire, la force de travail est payée au-dessous de sa valeur, si cette élévation ne compense pas la plus grande usure de la force résultant de l'augmentation de besogne.

En général, la durée du travail quotidien ou hebdomadaire étant donnée, le salaire quotidien ou hebdomadaire dépendra du prix du travail ; si c'est le prix du travail qui est donné, le salaire à la journée ou à la semaine dépendra de la durée du travail quotidien ou hebdomadaire.

Chômages partiels et réduction générale de la journée de travail.

Le prix d'une heure de travail, mesure du salaire au temps, s'obtient, avons-nous dit, en divisant la valeur journalière de la force de travail par le nombre d'heures de la journée ordinaire. Mais, si le patron n'occupe pas l'ouvrier régulièrement pendant ce nombre d'heures, l'ouvrier reçoit moins que son salaire

régulier. Nous découvrons ici la source des maux qui résultent pour l'ouvrier d'une occupation insuffisante, d'un chômage partiel.

Si le temps qui a servi de base pour le calcul du salaire à l'heure est douze heures, par exemple, et si l'ouvrier n'est occupé que six ou huit heures, son salaire à l'heure, lequel multiplié par douze correspond à la valeur de ses subsistances nécessaires, tombe au-dessous de cette valeur indispensable dès que, par suite d'une diminution d'occupation, il ne se trouve plus multiplié que par six ou huit, en un mot par un nombre inférieur à douze.

Il ne faut naturellement pas confondre l'effet de cette insuffisance de besogne, avec la diminution de besogne qui résulterait d'une réduction générale de la journée de travail. Dans le premier cas, le prix ordinaire du travail est calculé sur ce que la journée régulière est de douze heures, par exemple, et si l'ouvrier travaille moins, huit heures seulement je suppose, il ne touche pas assez; tandis que, dans le second, le prix ordinaire du travail serait calculé sur ce que la journée régulière n'est, par exemple, que de huit heures, et, par conséquent, le prix de l'heure serait plus élevé. Il se pourrait qu'alors aussi il arrivât à l'ouvrier de ne pas toucher son salaire régulier, mais cela n'arriverait que s'il était occupé moins de huit heures, tandis que cela arrive, dans le premier cas, s'il n'est pas occupé douze heures.

Le bas prix du travail et la prolongation de la journée.

Dans certaines branches d'industrie où le salaire au temps domine, on a pris l'habitude de compter comme régulière une journée d'un certain nombre d'heures, par exemple dix. Ensuite commence le temps de tra-

vail supplémentaire, lequel, en prenant l'heure pour mesure, est un peu plus payé. Par l'infériorité du prix du travail pendant le temps dit réglementaire, l'ouvrier se trouve contraint, pour obtenir un salaire suffisant, de travailler pendant le temps supplémentaire qui est un peu moins mal payé. Cela aboutit, au profit du capitaliste, à une prolongation de la journée de travail. La limitation légale de la journée met fin à cette friponnerie.

Nous avons vu plus haut que, le prix du travail étant donné, le salaire quotidien ou hebdomadaire dépend de la durée du travail fourni. Il en résulte que, plus le prix du travail est bas, plus longue doit être la journée pour que l'ouvrier atteigne à un salaire suffisant. Si le prix de l'heure de travail était de quinze centimes, l'ouvrier devrait travailler quinze heures pour obtenir un salaire quotidien de 2 fr. 25; si le prix de l'heure de travail est de vingt-cinq centimes, une journée de douze heures lui suffit pour se procurer un salaire quotidien de 3 fr. Le bas prix du travail pousse donc à la prolongation du temps de travail.

Mais si la prolongation de la journée est ainsi l'effet naturel du bas prix du travail, elle peut, de son côté, devenir la cause d'une baisse dans le prix du travail et, par là, dans le salaire quotidien ou hebdomadaire. Que, grâce à la prolongation de la journée, un homme exécute l'ouvrage de deux, l'offre de travail augmente, quoique le nombre des ouvriers qui se trouvent sur le marché, n'ait pas changé. La concurrence ainsi créée entre les ouvriers, permet au capitaliste de réduire le prix du travail, dont la baisse, nous venons de le voir, permet à son tour d'allonger encore la journée. Le capitaliste profite, par conséquent, doublement, et de la diminution du prix ordinaire du travail et de sa durée extraordinaire.

Cependant, ce pouvoir de disposer d'une quantité

exceptionnelle de travail non payé, ne tarde pas à devenir un moyen de concurrence entre les capitalistes eux-mêmes; pour accaparer le plus d'acheteurs, ils baissent le prix de vente des marchandises leur revenant à meilleur compte; ce prix finit par se fixer à un chiffre d'un bon marché excessif, lequel devient, à partir de ce moment, la base constante d'un salaire misérable pour les ouvriers de ces industries.

CHAPITRE XXI

LE SALAIRE AUX PIÈCES

Cette forme du salaire ne change rien à sa nature. — Particularités qui font de cette forme du salaire la forme la plus convenable à la production capitaliste.

Cette forme du salaire ne change rien à sa nature.

Le salaire aux pièces semble à première vue prouver qu'on paye à l'ouvrier, non pas la valeur de sa force, mais celle du travail déjà réalisé dans le produit, et que le prix de ce travail est déterminé par la capacité d'exécution du producteur. Il n'est, en réalité, qu'une transformation du salaire au temps.

Mettons que la journée de travail ordinaire soit de douze heures dont six de travail nécessaire et six de surtravail, six payées et six non payées, et que la valeur produite soit de 6 fr. Le produit d'une heure de travail sera, par conséquent, cinquante centimes. Il est censé établi par l'expérience qu'un ouvrier qui travaille avec le degré moyen d'intensité et d'habileté, qui n'emploie, en conséquence, que le temps de travail socialement nécessaire à la production d'un article, livre, en douze heures, douze de ces produits ou fractions de produit. Ces douze pièces, déduction faite des moyens de production qu'elles contiennent, valent 6 fr., et chacune d'elles vaut cinquante centimes. L'ouvrier obtient par pièce vingt-cinq cen-

times, et gagne ainsi en douze heures 3 fr., alors que les marchandises, produits de douze heures de travail, valent 6 fr., déduction faite des moyens de production consommés.

De même qu'il est indifférent de dire, dans le cas du salaire à la journée, que l'ouvrier travaille six heures pour lui-même et six heures pour le capitaliste, ou la moitié de chaque heure pour lui-même, la moitié pour le patron, de même ici, on peut dire indifféremment que chaque pièce est à moitié payée et à moitié non payée, ou que le prix de six pièces n'est qu'un équivalent de la force de travail tandis que la plus-value est renfermée dans les six autres fournies gratuitement par l'ouvrier. Dans le salaire au temps, le travail se mesure d'après sa durée immédiate; dans le salaire aux pièces, d'après la quantité de produits où il se fixe quand il dure un certain temps; mais, dans les deux cas, la valeur d'une journée de travail est déterminée par la valeur journalière de la force de travail. Le salaire aux pièces n'est donc qu'une forme modifiée du salaire au temps.

Que la productivité du travail augmente, que la quantité de produits réalisable dans un certain temps double, par exemple, et le salaire à la pièce baissera dans la même proportion, il diminuera de moitié, de sorte que le salaire quotidien ne changera pas. D'une façon ou d'une autre, ce que le capitaliste paye, nous le répétons, ce n'est pas le travail, c'est la force de travail. Telle forme de payement peut être plus favorable que telle autre au développement de la production capitaliste, mais aucune ne modifie la nature du salaire.

Particularités qui font de cette forme du salaire la forme la plus convenable à la production capitaliste.

Avec cette forme de salaire, l'ouvrage doit être d'une qualité moyenne, pour que la pièce soit payée au prix convenu. Sous ce rapport, le salaire aux pièces devient une source inépuisable de prétextes pour opérer des retenues sur les gages de l'ouvrier et le frustrer de ce qui lui revient.

Il fournit en même temps au capitaliste une mesure exacte de l'intensité du travail. Le seul temps de travail qui soit payé, est celui que renferme une masse de produits déterminée d'avance et établie expérimentalement. Si l'ouvrier ne possède pas la capacité moyenne d'exécution, s'il ne peut pas livrer dans sa journée le minimum fixé, on le congédie.

La qualité et l'intensité du travail étant ainsi assurées par la forme même du salaire, une grande partie du travail de surveillance devient inutile. C'est là-dessus que se fonde non seulement le travail à domicile moderne, mais encore tout un système d'oppression et d'exploitation hiérarchiquement constitué. Ce système a deux formes fondamentales.

D'une part, le salaire aux pièces facilite l'intervention de parasites entre le capitaliste et le travailleur, le marchandage. Le gain des marchandeurs provient exclusivement de la différence entre le prix du travail que paye le capitaliste et la portion de ce prix qu'ils accordent à l'ouvrier. D'autre part, le salaire aux pièces permet au capitaliste de passer un contrat de tant par pièce avec un ouvrier principal, chef de groupe, etc., qui se charge, pour le prix établi, d'embaucher lui-même ses aides et de les

payer. L'exploitation des travailleurs par le capital se réalise ici au moyen de l'exploitation du travailleur par le travailleur.

Avec le salaire aux pièces, l'intérêt personnel pousse l'ouvrier à tendre sa force le plus possible, ce qui facilite au capitaliste l'élévation de l'intensité ordinaire du travail; l'ouvrier est également intéressé à prolonger la journée de travail, parce que c'est le moyen d'augmenter son salaire quotidien ou hebdomadaire. De là une réaction pareille à celle dont nous avons parlé à la fin du chapitre précédent.

Le salaire au temps suppose, à peu d'exceptions près, l'égalité de rémunération pour les ouvriers chargés de la même besogne. Le salaire aux pièces, avec lequel le prix du temps de travail est mesuré par une quantité déterminée de produit, varie naturellement suivant que la quantité de produit fournie dans un temps donné dépasse le minimum établi. Les différences d'habileté, de force, d'énergie, de persévérance des travailleurs individuels causent donc ici de grandes différences dans leurs recettes réciproques.

Cela ne change, d'ailleurs, rien au rapport général, entre le capital et le salaire du travailleur. Premièrement, ces différences individuelles se balancent pour l'ensemble de l'atelier. Secondement, la proportion entre le salaire et la plus-value n'en est pas modifiée, puisque, au salaire individuel de chaque ouvrier, correspond la masse de plus-value fournie par lui. Mais le salaire aux pièces tend par là à développer, d'une part l'esprit d'indépendance et d'autonomie des travailleurs, d'autre part la concurrence qu'ils se font entre eux. Il s'ensuit une élévation de salaires individuels au-dessus du niveau général, accompagnée d'un abaissement de ce niveau lui-même.

Enfin, le salaire aux pièces permet au patron d'ap-

pliquer le système déjà indiqué, de ne pas occuper régulièrement l'ouvrier pendant la journée ou pendant la semaine.

Tout ceci démontre que le salaire aux pièces est la forme de salaire la plus convenable au mode de production capitaliste.

CHAPITRE XXII

DIFFÉRENCE DANS LE TAUX DES SALAIRES NATIONAUX

Comment on peut comparer les différents taux nationaux du salaire. — Modifications de la loi de la valeur dans son application internationale. — Salaire apparent et salaire réel.

Comment on peut comparer les différents taux nationaux du salaire.

Pour comparer le taux du salaire chez différentes nations, il faut tout d'abord tenir compte des circonstances dont dépend chez chacune d'elles la valeur de la force de travail, telles que l'étendue des besoins ordinaires, le prix des subsistances, la grandeur moyenne des familles ouvrières, les frais d'éducation du travailleur, le rôle que joue le travail des femmes et des enfants, enfin la productivité, la durée et l'intensité du travail.

Connaissant la durée quotidienne du travail et le salaire à la journée de chaque pays, on trouve pour chacun le prix de l'heure de travail dans les mêmes branches d'industrie; on est alors à même de comparer les taux nationaux du salaire au temps. Puis il faut transformer le salaire au temps en salaire aux pièces, qui seul indique les différents degrés d'intensité et de productivité du travail. Pour cela il suffit, lorsqu'on connaît le prix de l'heure de travail dans une branche d'industrie, de chercher combien d'heures sont employées à la confection d'une pièce dans cette branche.

Modifications de la loi de la valeur dans son application internationale.

En chaque pays, il y a une certaine intensité ordinaire à défaut de laquelle un produit consomme plus que le temps de travail nécessaire socialement ; mais, quel que soit le temps qu'il ait consommé, il n'a sur le marché national que la valeur correspondante au temps socialement nécessaire à sa production. La valeur n'est mesurée que par la seule durée de ce temps, et cette règle n'est modifiée que lorsque le travail atteint un degré d'intensité supérieur à l'intensité ordinaire nationale.

Il n'en est pas ainsi sur le marché universel où se rencontrent les produits des divers pays. L'intensité ordinaire du travail national n'est pas la même dans tous les pays. Plus grande ici, plus petite là, ses divers degrés nationaux forment une échelle qui a pour mesure le degré d'intensité moyenne internationale fourni par leur comparaison. Rapporté au travail national plus intense, le travail national moins intense crée, dans le même temps, moins de valeur qui s'exprime en moins d'argent.

Une autre modification plus profonde à la loi de la valeur dans son application sur le marché universel, c'est que le travail national plus productif compte, sur ce marché, comme travail plus intense, c'est-à-dire, comme travail produisant non pas seulement une plus grande quantité de produits mais une plus grande quantité de valeur, toutes les fois que la nation plus productive n'est pas forcée par la concurrence à rabaisser le prix de vente de ses marchandises au niveau de leur valeur réelle.

Si la production capitaliste est plus développee dans un pays, le travail national de ce pays a, par

suite, une productivité et une intensité ordinaires plus fortes que la productivité et l'intensité moyennes internationales, la quantité de valeur produite dans le même temps y est plus élevée et s'exprime en plus d'argent. Et l'argent vaudra relativement moins dans ce pays que dans celui où la production capitaliste est moins développée.

Salaire apparent et salaire réel.

De ce dernier fait, il résulte que le salaire nominal, l'expression de la force de travail en argent, sera en moyenne plus élevé dans le premier pays que dans le second, ce qui ne signifie pas du tout qu'il en soit de même du salaire réel, c'est-à-dire de la quantité de subsistances mise à la disposition du travailleur.

A part cette différence dans la valeur de l'argent relativement aux marchandises, on trouvera fréquemment que, si le salaire journalier, hebdomadaire, etc., est plus élevé chez une nation, le prix proportionnel du travail, c'est-à-dire son prix comparé soit à la plus-value soit à la valeur du produit, y est moins élevé.

Tandis que le prix apparent du travail est généralement plus faible dans les pays pauvres, où ordinairement les denrées alimentaires sont à bon marché, le prix réel, c'est-à-dire ce que coûte au capitaliste une certaine quantité de travail accompli, y est, dans presque tous les cas, plus cher que dans les pays riches.

SEPTIEME SECTION

Accumulation du capital

INTRODUCTION

Circulation du capital. — De l'étude du mécanisme fondamental de l'accumulation.

Circulation du capital.

La transformation d'une somme d'argent en moyens de production et en force de travail, qui est la première manifestation du mouvement de la valeur destinée à fonctionner comme capital, a lieu sur le marché, dans le domaine de la circulation.

L'acte de production, deuxième manifestation du mouvement, prend fin dès que les moyens de production sont transformés en marchandises dont la valeur est plus grande que celle des éléments qui ont servi à les former, c'est-à-dire, renferme une plus-value en sus de l'argent avancé.

Les marchandises doivent alors être jetées dans la circulation. Il faut les vendre, réaliser leur valeur en argent, puis transformer de nouveau cet argent en capital, et ainsi de suite.

C'est ce mouvement qui constitue la circulation du capital.

De l'étude du mécanisme fondamental de l'accumulation.

La première condition de l'accumulation, c'est que

le capitaliste ait déjà réussi à vendre ses marchandises et à retransformer en capital la plus grande partie de l'argent ainsi obtenu ; il faut que le capital ait accompli régulièrement sa circulation, et nous supposerons qu'il en est ainsi.

Le capitaliste qui produit la plus-value, c'est-à-dire qui soutire directement à l'ouvrier du travail non payé, se l'approprie le premier, mais il n'en reste pas le seul possesseur. La plus-value se divise en diverses parties que reçoivent diverses catégories de personnes sous des formes différentes, telles que profit industriel, intérêt, gain commercial, rente foncière, etc. Mais ce partage ne change ni la nature de la plus-value, ni les conditions dans lesquelles elle devient la source de l'accumulation. Quelle qu'en soit la portion que le capitaliste entrepreneur retienne pour lui, c'est toujours lui qui, en premier lieu, se l'approprie tout entière et qui, seul, la transforme en capital; nous pouvons donc le traiter comme le représentant de tous ceux entre lesquels le butin se partage.

Le mouvement intermédiaire de la circulation et le partage de la plus-value en diverses parties revêtant des formes diverses, compliquent et obscurcissent l'acte fondamental de l'accumulation. Afin d'en simplifier l'analyse, il faut, pour le moment, écarter tout ce qui cache le jeu intime de son mécanisme et étudier l'accumulation au point de vue de la production.

CHAPITRE XXIII

REPRODUCTION SIMPLE

La partie du capital avancée en salaires n'est qu'une partie du travail passé du travailleur. — Tout capital avancé se transforme tôt ou tard en capital accumulé. — Consommation productive et consommation individuelle du travailleur. — La simple reproduction maintient le travailleur dans la situation de salarié.

Quelle que soit sa forme sociale, la production doit être continue. Une société ne peut pas plus cesser de produire que de consommer. Pour continuer à produire, elle doit continuellement transformer une partie de ses produits en moyens de production, en éléments de nouveaux produits. Pour maintenir sa richesse sur le même pied, toutes circonstances restant les mêmes, il lui faut remplacer les moyens de travail, les matières premières, les matières auxiliaires, en un mot les moyens de production, consommés pendant une année, par exemple, par une égale quantité annuelle d'articles de la même espèce; autrement dit, il faut qu'il y ait reproduction. Si la production a la forme capitaliste, il en sera de même de la reproduction. Au point de vue de la première, l'acte de travail sert alors de moyen pour créer de la plus-value ; il sert, au poin de vue de la seconde, de moyen pour reproduire ou perpétuer comme capital, c'est-à-dire comme valeur rendant de la valeur, la valeur une fois avancée.

En tant qu'augmentation périodique de la valeur avancée, la plus-value acquiert la forme d'un *revenu* provenant du capital. Si le capitaliste consomme ce

revenu, aussi périodiquement dépensé, dès lors, que gagné, il y aura, toutes circonstances restant les mêmes, simple reproduction; en d'autres termes, le capital continuera à fonctionner sans s'agrandir. Néanmoins cette répétition par un capital des mêmes opérations sur la même échelle, lui donne certains caractères que nous allons examiner.

La partie du capital avancée en salaires n'est qu'une partie du travail passé du travailleur.

Considérons d'abord la partie du capital qui est avancée en salaires, le capital variable.

Avant de commencer à produire, le capitaliste achète des forces de travail pour un temps déterminé; mais il ne paye que lorsque l'ouvrier a déjà travaillé et qu'il a ajouté au produit la valeur de sa propre force et une plus-value. Outre cette plus-value, qui est le fonds de consommation du capitaliste, l'ouvrier a donc produit le fonds de son propre payement, le capital variable, avant que celui-ci lui revienne sous forme de salaire. Une partie du travail exécuté par lui la semaine précédente ou le mois précédent, paye son travail d'aujourd'hui ou du mois prochain. Cette partie de son produit qui revient au travailleur comme salaire, lui est, il est vrai, payée en argent; mais l'argent n'est que la figure-valeur des marchandises, et cela ne change rien au fait que ce n'est jamais qu'une partie de son propre travail passé et déjà réalisé que l'ouvrier reçoit sous forme d'avance du capitaliste.

Toutefois, avant de se renouveler, ce mouvement de production a dû avoir un commencement et durer un certain temps pendant lequel l'ouvrier, n'ayant pas encore produit, ne pouvait encore être payé avec son propre produit, ni non plus vivre de l'air du

temps. Ne faut-il pas que la première fois que la classe capitaliste s'est présentée pour acheter la force de travail, elle eût déjà accumulé, par ses propres labeurs et ses propres épargnes, des trésors qui la mettaient en état d'avancer les subsistances de l'ouvrier sous forme de monnaie? Provisoirement nous voulons bien accepter cette solution dont nous examinerons le bien fondé dans le chapitre sur l'accumulation primitive.

Tout capital avancé se transforme tôt ou tard en capital accumulé.

En tout cas, la reproduction continue change bientôt le caractère primitif de l'ensemble du capital avancé, partie variable et partie constante.

Si un capital de 25,000 fr. rapporte chaque année une plus-value de 5,000 fr. que le capitaliste consomme, il est clair qu'après que ce mouvement annuel aura été répété cinq fois, la somme de la plus-value consommée sera égale à 5,000 fr. multipliés par 5, ou à 25,000 fr., c'est-à-dire à la valeur totale du capital avancé.

Si la plus-value annuelle n'était consommée qu'à moitié par exemple, le même résultat se produirait au bout de dix ans au lieu de cinq, car, en multipliant la moitié de la plus-value, 2,500 fr., par 10, on obtient également 25,000 fr. Généralement parlant, en divisant le capital avancé par la quantité de plus-value consommée annuellement, on trouve le nombre d'années après lequel le capital primitif a été consommé en entier par le capitaliste, et a, par conséquent, disparu.

Donc, après un certain temps, la valeur-capital qui appartenait au capitaliste, égale la somme de plus-value qu'il a acquise gratuitement pendant ce

même temps ; la somme de valeur qu'il a avancée égale celle qu'il a consommée.

Il est vrai qu'il a toujours en main un capital dont la grandeur n'a pas varié. Mais quand un homme mange tout son bien par les dettes qu'il fait, la valeur de son bien ne représente plus que la somme de ses dettes ; de même, quand le capitaliste a mangé l'équivalent du capital qu'il a avancé, la valeur de ce capital ne représente plus que la somme de plus-value accaparee par lui.

La reproduction simple suffit, par conséquent, pour transformer tôt ou tard tout capital avancé en capital accumulé ou en plus-value capitalisée. Ce capital fût-il même, à son entrée dans le domaine de la production, acquis par le travail personnel de l'entrepreneur, devient, après un temps plus ou moins long, valeur acquise sans équivalent, matérialisation du travail d'autrui non payé.

Consommation productive et consommation individuelle du travailleur.

La consommation du travailleur est double. Dans l'acte de production il consomme par son travail des moyens de production, afin de les transformer en produits d'une valeur supérieure à celle du capital avancé. Voilà sa *consommation productive* qui est, en même temps, consommation de sa force par le capitaliste auquel elle appartient. Mais l'argent donne pour l'achat de cette force, est dépensé par le travailleur en moyens de subsistance, et c'est ce qui constitue sa *consommation individuelle.*

La consommation productive et la consommation individuelle du travailleur sont donc parfaitement distinctes. Dans la première, il agit comme force mettant en mouvement le capital et appartient au

capitaliste ; dans la seconde, il s'appartient et accomplit des fonctions vitales en dehors de l'acte de production. Le résultat de la première c'est la vie du capital, le résultat de la seconde c'est la vie de l'ouvrier lui-même.

En transformant en force de travail une partie de son capital, le capitaliste assure le maintien et la mise en valeur de son capital entier. Mais il fait d'une pierre deux coups. Il profite de ce qu'il reçoit de l'ouvrier et, en outre, de ce qu'il lui donne.

Le capital qui paye la force de travail, est échangé par la classe ouvrière contre des subsistances dont la consommation sert à reproduire les muscles, les nerfs, le cerveau des travailleurs existants, et à former des travailleurs nouveaux. Dans les limites du strict nécessaire, la consommation individuelle de la classe ouvrière n'est, par suite, que la transformation des subsistances que lui permet d'acheter la vente de sa force de travail, en nouvelle force de travail, en nouvelle matière à exploiter par le capital. Production et reproduction de l'instrument le plus indispensable au capitaliste, le travailleur lui-même, la consommation individuelle du travailleur est donc un élément de la reproduction du capital.

Il est vrai que le travailleur se livre à sa consommation individuelle pour sa propre satisfaction et non pour celle du capitaliste. Mais les bêtes de somme aussi aiment à manger, est-ce que leur alimentation en fait moins l'affaire du propriétaire? Le résultat est que le capitaliste n'a pas besoin de veiller à la consommation individuelle des ouvriers ; il s'en rapporte hardiment aux instincts de conservation et de propagation du travailleur libre ; en cette matière, son unique souci est de le limiter au strict nécessaire.

C'est pourquoi le plat courtisan du capital, l'éco-

nomiste vulgaire, ne considère comme productive que la partie de la consommation individuelle qu'il faut à la classe ouvrière pour se perpétuer et s'accroître, et sans laquelle le capital ne trouverait pas de force de travail à consommer, ou n'en trouverait pas assez. Tout ce que le travailleur peut dépenser par-dessus le marché pour sa jouissance, soit physique, soit intellectuelle, est une consommation improductive dont on lui fait un crime.

La consommation individuelle du travailleur peut être dite, avec raison, improductive, mais c'est à son égard, car elle ne reproduit que l'individu nécessiteux ; en revanche, elle est productive pour le capitaliste et l'État, car elle produit la force créatrice de leur richesse.

La simple reproduction maintient le travailleur dans la situation de salarié.

Au point de vue social, la classe ouvrière est, par conséquent, comme tout autre instrument de travail, une dépendance du capital dont le mouvement de production exige dans certaines limites la consommation individuelle des travailleurs. Cette consommation individuelle qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps les subsistances qu'ils se sont procurées en se vendant, et les oblige à reparaître constamment sur le marché.

Nous avons vu, chapitre VI, qu'il ne suffit pas de la production et de la circulation des marchandises pour faire naître le capital. Il fallait encore que l'homme aux écus trouvât sur le marché d'autres hommes libres, mais forcés de vendre volontairement leur force de travail, n'ayant pas autre chose à vendre. La séparation entre produit et producteur, entre une catégorie de personnes munies de toutes les

choses qu'il faut au travail pour se réaliser, et une autre catégorie de personnes dont tout l'avoir se bornait à leur propre force de travail, tel était le point de départ de la production capitaliste.

Mais ce qui fut point de départ devient ensuite, grâce à la simple reproduction, résultat constamment renouvelé. D'un côté, le mouvement de production ne cesse pas de transformer la richesse matérielle en capital et en moyens de jouissance pour le capitaliste ; de l'autre, l'ouvrier est après exactement ce qu'il était avant — source personnelle de richesse, privée de ses propres moyens de réalisation. La répétition périodique du mouvement de production capitaliste transforme continuellement le produit du salarié en valeur qui pompe la force créatrice de la valeur, en moyens de production qui dominent le producteur, en moyens de subsistance qui achètent l'ouvrier lui-même.

Le mode de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et perpétue par cela seul les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le fait du mode de production lui-même, qui rejette toujours l'ouvrier sur le marché comme vendeur de sa force de travail, et toujours transforme son produit en moyen d'achat pour le capitaliste.

En réalité, le travailleur appartient à la classe capitaliste, à la classe qui dispose des moyens de vie, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est masquée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la blague du libre contrat, par le changement des maîtres in-

dividuels et par les oscillations des prix de marché du travail.

Le mouvement de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandises, ni seulement plus-value, il reproduit et perpétue sa base, le travailleur dans la situation de salarié.

CHAPITRE XXIV

TRANSFORMATION DE LA PLUS-VALUE EN CAPITAL

I Reproduction sur une plus grande échelle. — Plus le capitaliste a accumulé, plus il peut accumuler. — L'appropriation capitaliste n'est que l'application des lois de la production marchande. — II. Idées fausses sur l'accumulation. — III. Le partage de la plus-value en capital et en revenu. — Théorie de l'abstinence. — IV. Circonstances qui influent sur l'étendue de l'accumulation. — Degré d'exploitation de la force ouvrière. — Productivité du travail. — Différence croissante entre le capital employé et le capital consommé. — Grandeur du capital avancé. — V. Le fonds du travail.

I. — *Reproduction sur une plus grande échelle.*

Dans les chapitres précédents, nous avons vu comment la plus-value naît du capital; nous allons maintenant voir comment le capital sort de la plus-value.

Si, au lieu d'être dépensée, la plus-value est avancée et employée comme capital, un nouveau capital se forme et va se joindre à l'ancien. On accumule donc en capitalisant la plus-value. Considérons cette opération d'abord au point de vue du capitaliste individuel.

Un filateur, par exemple, a avancé 250,000 fr., dont 200,000 fr., les quatre cinquièmes, en coton, machines, etc., et l'autre cinquième en salaires. Avec cela, il produit annuellement soixante-quinze mille kilos de filés d'une valeur de 4 fr. chacun, soit ensemble de 300,000 fr. La plus-value, qui est dès lors

de 50,000 fr., existe dans le *produit net* de douze mille cinq cents kilos, un sixième du *produit brut*, puisque leur vente à 4 fr. le kilo fournit une somme égale. Cinquante mille francs sont toujours cinquante mille francs. Leur caractère de plus-value nous indique comment ils sont arrivés entre les mains du capitaliste, mais ne change en rien leur caractère de valeur ou d'argent.

Pour capitaliser la nouvelle somme de 50,000 fr. le filateur n'aura donc, toutes autres circonstances restant les mêmes, qu'à en avancer quatre cinquièmes dans l'achat de coton, etc., et un cinquième dans l'achat de fileurs supplémentaires. Puis le nouveau capital de 50,000 fr. fonctionne dans le filage et rend à son tour une plus-value de 10,000 fr.

La valeur-capital a été, à l'origine, avancée sous forme argent; la plus-value, au contraire, existe tout d'abord comme valeur d'une certaine quantité du produit brut. Si la vente de ce dernier, son échange contre de l'argent, opère le retour de la valeur-capital à sa forme primitive, la forme argent, elle transforme la façon d'être primitive de la plus-value, la forme marchandise. Mais après la vente du produit brut, valeur-capital et plus-value sont également des sommes d'argent, et leur transformation en capital, qui a lieu ensuite, se fait de la même manière pour les deux sommes. Le filateur avance de même l'une et l'autre dans l'achat des marchandises qui le mettent en mesure de recommencer, et cette fois sur une plus grande échelle, la fabrication de son produit.

Toutefois, pour pouvoir acheter les éléments constitutifs de cette fabrication, il faut qu'il les trouve sur le marché. La production annuelle doit, par conséquent, fournir non seulement tous les articles propres à remplacer en nature les éléments matériels du capital usés pendant l'année, mais une quantité de ces

articles plus grande que la quantité consommée, ainsi que des forces de travail supplémentaires, afin que puisse fonctionner la nouvelle valeur-capital qui est plus grande que l'ancienne.

Le mécanisme de la production capitaliste procure ce surplus de force de travail, en reproduisant la classe ouvrière comme classe salariée dont le salaire ordinaire assure, non seulement le maintien, mais encore la multiplication. Il faut donc simplement qu'une partie du surtravail annuel ait été employée à produire des moyens de production et de subsistance en sus de ceux qui sont nécessaires au remplacement du capital avancé. Il ne reste plus alors qu'à joindre les nouvelles forces de travail fournies chaque année à divers degrés d'âge par la classe ouvrière, au surplus des moyens de production que renferme la production annuelle.

L'accumulation résulte, par conséquent. de la reproduction du capital sur une échelle croissante.

Plus le capitaliste a accumulé, plus il peut accumuler.

Le capital primitif s'est formé, dans notre exemple, par l'avance de 250,000 fr. D'où l'homme aux écus a-t-il tiré cette richesse? De son propre travail ou de celui de ses aïeux, nous répondent en chœur les porte-parole de l'économie politique, et leur supposition semble, en effet, la seule conforme aux lois de la production marchande.

Il en est tout autrement du nouveau capital de 50,000 fr. Sa provenance nous est parfaitement connue. C'est de la plus-value capitalisée. Dès son origine, il ne contient pas une seule miette de valeur qui ne provienne du travail d'autrui non payé. Les moyens de production auxquels la force ouvrière

supplémentaire est jointe, de même que les subsistances qui la soutiennent, ne sont que des parties du produit net du tribut arraché annuellement à la classe ouvrière par la classe capitaliste. Que cette dernière, avec une certaine quantité de ce tribut, achète de la classe ouvrière un surplus de force, même à son juste prix, cela revient à l'opération du conquérant tout prêt à payer de bonne grâce les marchandises des vaincus avec l'argent qu'il leur a extorqué. Par son surtravail de cette année, la classe ouvrière a créé le nouveau capital qui permettra d'occuper l'année prochaine du travail en plus, et c'est ce qu'on appelle créer du capital par le capital.

L'accumulation du premier capital de 50,000 fr. suppose que la somme de 250,000 fr. avancée comme capital primitif, provient du propre fonds de son possesseur, de son « travail primitif ». Mais l'accumulation du deuxième capital de 10,000 fr. ne suppose que l'accumulation précédente du capital de 50,000 fr., plus-value capitalisée du capital primitif. Il s'ensuit que plus le capitaliste a accumulé, plus il a les moyens d'accumuler. En d'autres termes, plus il s'est déjà approprié dans le passé de travail d'autrui non payé, plus il en peut accaparer dans le présent.

L'appropriation capitaliste n'est que l'application des lois de la production marchande.

Ce mode de s'enrichir résulte, il faut bien le comprendre, non de la violation, mais, au contraire, de l'application des lois de la production marchande. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur les opérations successives qui aboutissent à l'accumulation.

Nous avons vu que la transformation primitive d'une somme de valeur en capital se fait conformé-

ment aux lois de l'échange. L'un des échangistes vend sa force de travail que l'autre achète. Le premier reçoit la valeur de sa marchandise dont conséquemment l'usage, le travail, appartient au second. Celui-ci transforme alors des moyens de production qui lui appartiennent, à l'aide d'un travail qui lui appartient, en un nouveau produit qui de plein droit va lui appartenir.

La valeur de ce produit renferme d'abord celle des moyens de production consommés ; mais le travail ne saurait user utilement ces moyens sans que leur valeur passe d'elle-même au produit. Elle renferme, en outre, l'équivalent de la force de travail et une plus-value. Ce résultat est dû à ce que la force ouvrière vendue pour un temps déterminé, un jour, une semaine, etc., possède moins de valeur que son usage n'en produit dans le même temps. Mais en obtenant la valeur d'échange de sa force, le travailleur en a aliéné la valeur d'usage, comme cela a lieu dans tout achat et vente de marchandise.

Que l'usage de cet article particulier, la force de travail, soit de fournir du travail et par là de produire de la valeur, cela ne change en rien cette loi générale de la production marchande. Si donc la somme de valeur avancée en salaire se retrouve dans le produit avec un surplus, cela ne provient point d'un tort fait au vendeur, car il reçoit l'équivalent de sa marchandise, mais de la consommation de celle-ci par l'acheteur. La loi des échanges n'exige l'égalité que par rapport à la valeur échangeable des articles aliénés l'un contre l'autre, mais elle suppose une différence entre leurs valeurs d'usage, et elle n'a rien à faire avec leur consommation qui commence seulement quand le marché est déjà conclu.

La transformation primitive de l'argent en capital s'opère donc conformément aux lois économiques de

la production marchande et au droit de propriété qui en découle. En quoi ce fait pourrait-il se trouver modifié parce que, ensuite, c'est de la plus-value que le capitaliste transforme en capital? Cette plus-value est sa propriété, nous venons de le voir; et les nouveaux ouvriers que, en fonctionnant à son tour comme capital, elle sert à embaucher, ne sont pour rien dans le fait qu'elle a été produite précédemment par des ouvriers. Tout ce que ces nouveaux ouvriers peuvent demander, c'est que le capitaliste leur paye à eux aussi la valeur de leur force de travail.

Les choses ne se présenteraient plus ainsi si on examinait les rapports du capitaliste et des ouvriers, non plus séparément, mais dans leur enchaînement, si on considérait la classe capitaliste et la classe ouvrière. Mais la production marchande ne plaçant vis-à-vis que des vendeurs et des acheteurs indépendants les uns des autres, pour juger cette production d'après ses propres lois, il faut prendre chaque transaction isolément et non pas dans sa liaison, soit avec celle qui la précède, soit avec celle qui la suit. De plus, comme ventes et achats se font toujours d'individu à individu, il n'y faut pas chercher des rapports de classe à classe.

Aussi, chacune des entrées en fonction du capital lui refait une virginité; c'est conformément au droit de la production marchande qu'en régime capitaliste la richesse peut être toujours de plus en plus accaparée, grâce à l'appropriation successive du travail d'autrui non payé. Quelle illusion donc que celle de certaines écoles socialistes qui s'imaginent pouvoir briser le régime du capital en lui appliquant les lois de la production marchande!

II. — *Idées fausses sur l'accumulation.*

Les marchandises que le capitaliste achète comme moyens de jouissance, ne lui servent pas évidemment comme moyens de production et de multiplication de leur valeur ; le travail qu'il paye dans le même but, n'est pas non plus du travail productif. Il dissipe de cette façon la plus-value comme revenu, au lieu de la faire fructifier comme capital.

Aussi l'économie politique bourgeoise a-t-elle prêché, comme le premier des devoirs civiques, l'accumulation, c'est-à-dire l'emploi d'une bonne partie du revenu à l'embauchage de travailleurs productifs, rendant plus qu'ils ne reçoivent.

Elle a eu à combattre le préjugé populaire qui confond l'accumulation capitaliste avec l'entassement de trésors, comme si mettre de l'argent sous clef n'était pas la méthode la plus sûre pour ne pas le capitaliser. Il ne faut pas non plus confondre l'accumulation capitaliste, qui est un acte de production, avec l'augmentation des biens qui figurent dans le fonds de consommation des riches et qui s'usent lentement, ni avec la formation de réserves ou d'approvisionnements, fait commun à tous les modes de production.

L'économie politique classique a parfaitement raison de soutenir que le trait le plus caractéristique de l'accumulation, c'est que les gens entretenus par le produit net doivent être des travailleurs productifs et non des improductifs. Mais où elle se trompe, c'est lorsqu'elle en tire la conclusion que la partie du produit net qui se transforme en capital, est consommée par la classe ouvrière.

D'après cette manière de voir, toute la plus-value transformée en capital ne serait avancée qu'en sa-

laires. Elle se divise, au contraire, de même que la valeur-capital d'où elle sort, en prix d'achat de moyens de production et de force de travail. Pour se transformer en force de travail supplémentaire, le produit net doit renfermer un surplus de subsistances de première nécessité; mais, pour que cette force supplémentaire puisse être exploitée, il doit, en outre, renfermer de nouveaux moyens de production qui n'entrent pas plus dans la consommation personnelle des travailleurs que dans celle des capitalistes.

III. — *Le partage de la plus-value en capital et en revenu.*

Une partie de la plus-value est dépensée par le capitaliste comme revenu, et l'autre accumulée comme capital. Toutes autres circonstances restant les mêmes, la proportion suivant laquelle ce partage se fait, déterminera la grandeur de l'accumulation. C'est le propriétaire de la plus-value, le capitaliste, qui la partage. Il y a donc là acte de sa volonté. De la partie du tribut arraché par lui, qu'il accumule, on dit qu'il l'*épargne*, parce qu'il ne la mange pas, c'est-à-dire parce qu'il remplit sa fonction de capitaliste, qui est de s'enrichir.

Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à la vie, aucune raison d'être sociale, tant qu'il ne fonctionne pas comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité passagère de sa propre existence est une conséquence de la nécessité momentanée du mode de production capitaliste. Le but déterminant de son activité n'est donc ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais bien la valeur d'échange et son augmentation continuelle. Agent fanatique de l'accumulation, sans relâche il force les hommes à produire pour produire, et les pousse

ainsi instinctivement à développer les puissances productrices et les conditions matérielles qui, seules, peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure.

Le developpement de la production capitaliste exige un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence oblige chaque capitaliste individuel à opérer bon gré mal gré conformément aux lois de la production capitaliste. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'augmenter, et il ne peut continuer à l'augmenter à moins d'une accumulation toujours plus considérable. Sa volonté et sa conscience n'expriment que les besoins du capital qu'il représente ; dans sa consommation personnelle, il ne saurait guère voir qu'une sorte de vol, d'emprunt au moins, fait à l'accumulation.

Mais, à mesure que se développe le mode de production capitaliste, et avec lui l'accumulation et la richesse, le capitaliste cesse d'être simple personnification du capital. Tandis que le capitaliste de vieille roche condamne toute dépense individuelle qui n'est pas indispensable, n'y voyant qu'un empiétement sur l'accumulation, le capitaliste modernisé est capable de voir dans la capitalisation de la plus-value un obstacle à ses besoins insatiables de jouissances.

A l'origine de la production capitaliste, et ce fait se renouvelle dans la vie privée de tout industriel parvenu, l'avarice et l'envie de s'enrichir l'emportent exclusivement. Mais le progrès de la production ne crée pas seulement tout un nouveau monde de jouissances, il ouvre, avec la spéculation et le crédit, mille sources d'enrichissement subit. A un certain degré de développement, il impose même au malheureux capitaliste une prodigalité toute de convention, à la fois étalage de richesse et moyen de crédit. Le luxe de-

vient une nécessité de métier et entre dans les frais de représentation du capital.

Ce n'est pas tout. Le capitaliste ne s'enrichit pas, comme le paysan et l'artisan indépendants, proportionnellement à son travail particulier et à sa sobriété personnelle, mais proportionnellement au travail gratuit d'autrui qu'il absorbe, et à la privation de toutes les jouissances de la vie qu'il inflige à ses ouvriers. Sa prodigalité grandit à mesure qu'il accumule, sans que son accumulation soit nécessairement restreinte par sa dépense. Toutefois, il y a, dès lors, chez lui lutte entre le penchant à l'accumulation et le penchant à la jouissance.

Théorie de l'abstinence.

Épargner, épargner toujours, c'est-à-dire retransformer sans cesse en capital la plus grande partie possible de la plus-value ou du produit net, accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise : si le prolétaire n'est qu'une machine à produire de la plus-value, le capitaliste n'est qu'une machine à capitaliser cette plus-value.

Mais ce fut après 1830, au temps où les doctrines socialistes se propageaient, le fouriérisme et le saint-simonisme en France, l'owenisme en Angleterre, où le prolétariat urbain sonnait à Lyon le tocsin d'alarme, où en Angleterre le prolétariat des campagnes promenait la torche incendiaire, que l'économie politique révéla au monde une doctrine mirifique pour sauver la société menacée.

Elle transforma d'un coup les conditions du mouvement de travail en autant de pratiques d' « abstinence » du capitaliste, étant admis naturellement que

son ouvrier ne s'abstienne point de travailler pour lui. Le capitaliste « s'impose », écrit M. G. de Molinari, une « privation, en prêtant ses instruments de production au travailleur » ; il s'impose une privation, autrement dit, quand il fait valoir des moyens de production comme capital en y ajoutant la force ouvrière, au lieu de manger tout crus engrais, chevaux de trait, coton, machines à vapeur, etc.

Bref, le monde ne vit plus que grâce aux mortifications du capitaliste. Ce n'est pas seulement l'accumulation, non, « la simple conservation d'un capital exige un effort constant pour résister à la tentation de le consommer ». (Courcelle-Seneuil.) Il faudrait, n'est-il pas vrai, avoir renoncé à toute humanité pour ne pas chercher à délivrer le capitaliste de ses tentations et de son martyre, en le délivrant de son capital.

IV. — *Circonstances qui influent sur l'étendue de l'accumulation.*

Étant donnée la proportion suivant laquelle la plus-value se partage en capital et en revenu, la grandeur du capital accumulé dépend évidemment de la grandeur de la plus-value. Mettons, par exemple, que la proportion soit quatre-vingt pour cent de capitalisé et vingt pour cent de dépensé, alors le capital accumulé s'élève à 2,400 fr. ou à 1,200 fr., selon qu'il y a une plus-value de 3,000 fr. ou une de 1,500 fr. Ainsi, toutes les circonstances qui déterminent la grandeur de la plus-value, contribuent à déterminer l'étendue de l'accumulation. Récapitulons-les à ce dernier point de vue seulement

Degré d'exploitation de la force ouvrière.

On sait que le taux de la plus-value dépend, en premier lieu, du degré d'exploitation de la force ouvrière. En traitant de la production de la plus-value, nous avons toujours supposé que l'ouvrier reçoit la juste valeur de sa force. Les retranchements sur cette valeur jouent cependant dans la pratique un rôle très important. Et ce procédé transforme, dans une certaine mesure, le fonds de consommation nécessaire à l'entretien du travailleur, en fonds d'accumulation du capitaliste. Aussi la tendance du capital est-elle de réduire le plus possible les salaires, et de retrancher de la consommation ouvrière ce qu'il appelle le superflu. Le capital a été aidé en cela par la concurrence cosmopolite que le développement de la production capitaliste a fait naître entre tous les travailleurs du globe. Et il ne s'agit aujourd'hui de rien moins que de faire descendre, dans un avenir plus ou moins prochain, le niveau européen des salaires au niveau chinois.

En outre, une plus forte exploitation de la force ouvrière permet d'augmenter la quantité de travail sans augmenter l'outillage, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de travail, machines, appareils, instruments, bâtiments, constructions, etc. Qu'un établissement emploie, par exemple, cent hommes travaillant huit heures par jour, et ils fourniront quotidiennement huit cents heures de travail. Si, pour augmenter ce total de moitié, le capitaliste embauchait cinquante ouvriers nouveaux, il lui faudrait un surplus d'avances, non seulement en salaires, mais aussi en outillage. Tandis que, en faisant travailler ses cent ouvriers douze heures par jour au lieu de huit, il arrive au même résultat, et l'ancien outillage reste

suffisant. Cet outillage va désormais fonctionner davantage, il s'usera plus vite, il faudra le renouveler plus tôt, et voilà tout. De cette manière, un excédent de travail, obtenu par un effort plus considérable demandé à la force ouvrière, augmente la plus-value ou le produit net, substance de l'accumulation, sans nécessiter une augmentation préalable et proportionnelle de la partie du capital avancée en outillage.

Un simple excédent de travail, tiré du même nombre d'ouvriers, suffit dans l'industrie extractive, celle des mines, par exemple, pour augmenter la valeur et la masse du produit, don gratuit de la nature, et, par conséquent, le fonds à accumuler. Dans l'agriculture' où la seule action mécanique du travail sur le sol en augmente merveilleusement la fertilité, un semblable excédent de travail ajoute à cet effet; comme dans l'industrie extractive, c'est l'action directe de l'homme sur la nature qui favorise l'accumulation. De plus, puisque l'industrie extractive et l'agriculture fournissent des matières à l'industrie manufacturière, le surcroît de produits que l'excédent de travail procure dans celles-là, sans surplus d'avances, profite à celle-ci. Grâce uniquement à la force ouvrière et à la terre, ces deux sources primitives de la richesse, le capital augmente donc ses éléments d'accumulation.

Productivité du travail.

Un autre élément important de l'accumulation, c'est le degré de productivité du travail social.

Etant donnée la plus-value, l'abondance du produit net, dont elle est la valeur, correspond à la productivité du travail mis en œuvre. A mesure donc que le travail développe ses pouvoirs productifs, augmentant l'efficacité et l'abondance des moyens de production, abaissant leur prix, celui des subsistances et des

matières premières et auxiliaires, le produit net comprend plus de moyens de jouissance et d'accumulation. Alors la partie de la plus-value qui se capitalise peut même augmenter aux dépens de l'autre qui constitue le revenu, sans que la consommation du capitaliste en soit diminuée, car désormais une plus petite valeur se réalise en une plus grande quantité d'objets utiles.

Différence croissante entre le capital employé et le capital consommé.

C'est la propriété naturelle du travail, en créant de nouvelles valeurs, de conserver les anciennes : le travail transmet au produit la valeur des moyens de production consommés. A mesure donc que ses moyens de production augmentent d'efficacité, de masse et de valeur, c'est-à-dire, à mesure qu'il devient plus productif et qu'il favorise davantage l'accumulation, le capital conserve et perpétue une valeur-capital toujours grossissante.

La partie du capital qui s'avance sous forme d'outillage, fonctionne toujours en entier dans la production, tandis que, ne s'usant que peu à peu, elle ne transmet sa valeur que par parties aux marchandises qu'elle aide à confectionner successivement. Son augmentation amène une différence de grandeur de plus en plus considérable entre la totalité du capital employé et la partie qui s'en consomme d'un seul coup. Que l'on compare, par exemple, la valeur des chemins de fer européens quotidiennement exploités, à la quantité de valeur qu'ils perdent par leur usage quotidien. Or, ces moyens créés par l'homme rendent des services gratuits, en proportion des effets utiles qu'ils contribuent à produire sans augmentation de frais. Ces services gratuits du travail d'autrefois mis en

activité par le travail d'aujourd'hui, s'accumulent avec le développement des forces productives et l'accumulation du capital qui l'accompagne.

Le concours de plus en plus puissant que, sous forme d'outillage, le travail passé apporte au travail vivant, est attribué par les économistes, non à l'ouvrier qui a fait l'œuvre, mais au capitaliste qui se l'est appropriée. A leur point de vue, l'instrument de travail et le caractère de capital qu'il revêt dans le milieu social actuel, ne peuvent pas plus se séparer que, dans la pensée du planteur de la Géorgie, le travailleur lui-même ne pouvait se séparer de son caractère d'esclave.

Grandeur du capital avancé.

Etant donné le degré d'exploitation de la force ouvrière, la grandeur de la plus-value se détermine par le nombre des ouvriers exploités en même temps, et ce nombre correspond, quoique dans des proportions changeantes, à la grandeur du capital avancé. Donc, plus le capital grossit au moyen d'accumulations successives, plus grossit aussi la valeur à partager en fonds de consommation et en fonds d'accumulation nouvelle.

V. — *Le fonds du travail.*

Les capitalistes, leurs créatures et leurs gouvernements gaspillent chaque année une partie considérable du produit net annuel ; de plus, ils retiennent dans leurs fonds de consommation une foule d'objets s'usant lentement et propres à un emploi reproductif, ils rendent stériles, en les attachant à leur service personnel, une foule de forces ouvrières. La quantité de richesse qui se capitalise, n'est donc jamais aussi

grande qu'elle pourrait l'être. Son rapport de grandeur avec le total de la richesse sociale change, avec tout changement dans le partage de la plus-value en revenu personnel et en nouveau capital. Ainsi, loin d'être une partie déterminée d'avance et fixe de la richesse sociale, le capital social n'en est qu'une portion variable.

Néanmoins, certains économistes sont disposés à ne voir dans le capital social qu'une portion déterminée d'avance de la richesse sociale, et ils appliquent cette théorie à ce qu'ils appellent « fonds de salaire » ou « fonds du travail ». D'après eux, c'est là une portion particulière de la richesse sociale, la valeur d'une certaine quantité de subsistances, dont la nature pose à chaque moment les bornes fatales que la classe travailleuse s'escrime vainement à franchir. A les en croire, la somme à distribuer parmi les salariés étant ainsi donnée, il s'ensuit que, si la part revenant à chacun des partageants est trop petite, c'est parce que leur nombre est trop grand, et que, en fin de compte, leur misère est un fait, non de l'ordre social, mais de l'ordre naturel.

En premier lieu, les limites que le système capitaliste pose à la consommation du producteur, ne sont « naturelles » que dans le milieu propre à ce système, de même que le fouet ne fonctionne comme aiguillon « naturel » du travail que dans le milieu esclavagiste. Il est, en effet, de la nature de la production capitaliste de limiter la part du producteur à ce qui est nécessaire à l'entretien de sa force ouvrière, et d'attribuer le surplus de son produit au capitaliste. Ce qu'il aurait fallu prouver avant tout, c'est que, malgré son origine toute récente, le mode capitaliste de la production sociale en est cependant le mode irrévocable et « naturel ».

Mais, même avec la manière d'être du système ca-

pitaliste, il est faux que le « fonds de salaire » soit déterminé d'avance par la grandeur de la richesse sociale ou du capital social. Puisque le capital social n'est qu'une portion variable de la richesse sociale, le fonds de salaire, qui n'est qu'une partie de ce capital, ne saurait être une portion fixe et déterminée d'avance de la richesse sociale.

CHAPITRE XXV

LOI GÉNÉRALE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE

I. La composition du capital. — Circonstances dans lesquelles l'accumulation du capital peut amener une hausse des salaires. — La grandeur du capital ne dépend pas du chiffre de la population ouvrière. — II. La partie variable du capital diminue relativement à sa partie constante. — Concentration et centralisation. — III. Demande de travail relative et demande de travail effective. — La loi de population propre à l'époque capitaliste. — Formation d'une armée industrielle de réserve. — Ce qui détermine le taux général des salaires. — Duperie de la loi de l'offre et de la demande. — IV. Formes diverses de la surpopulation relative. — Le paupérisme est la conséquence fatale du système capitaliste.

I. — *La composition du capital.*

Nous avons maintenant à traiter de l'influence que l'augmentation du capital exerce sur le sort de la classe ouvrière. L'élément le plus important pour la solution de ce problème, c'est la composition du capital et les changements qu'elle subit avec le progrès de l'accumulation.

La composition du capital peut être envisagée à un double point de vue. Sous le rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se divise en partie constante (la valeur des moyens de production) et en partie variable (la valeur de la force ouvrière). Sous le rapport de sa matière, telle qu'elle apparaît dans l'acte de production, tout capital consiste en moyens de production et en force ouvrière agissante, et sa composition est déter-

minée par la proportion qu'il y a entre la masse des moyens de production employés et la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre.

La première composition du capital est la *composition-valeur*, la seconde la *composition technique*. Et, afin d'exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre, nous appellerons *composition organique* du capital sa composition-valeur en tant qu'elle dépend de sa composition technique, et que, par conséquent, les changements survenus dans la quantité de moyens de production et de force ouvrière influent sur leur valeur. Quand nous parlons en général de la composition du capital, il s'agit toujours de sa composition organique.

Les nombreux capitaux placés dans une même branche de production et fonctionnant entre les mains d'une foule de capitalistes indépendants les uns des autres, diffèrent plus ou moins de composition, mais la moyenne de leurs compositions particulières constitue la composition du capital total consacré à cette branche de production. D'une branche de production à l'autre, la composition moyenne du capital varie beaucoup, mais la moyenne de toutes ces compositions moyennes constitue la composition du capital social employé dans un pays, et c'est de celle-là qu'il s'agit dans les recherches suivantes.

Circonstances dans lesquelles l'accumulation du capital peut amener une hausse des salaires.

Une certaine quantité de la plus-value capitalisée doit s'avancer en salaires. Donc, en supposant que la composition du capital reste la même, la demande de travail marchera de front avec l'accumulation, et la partie variable du capital augmentera au moins dans la même proportion que sa masse totale.

Dans cette supposition, le progrès constant de l'accumulation doit tôt ou tard amener une hausse graduelle des salaires. Car, chaque année fournissant de l'emploi pour un nombre de salariés supérieur à celui de l'année précédente, les besoins de cette accumulation qui va en augmentant toujours, finiront par dépasser l'offre ordinaire de travail ; dès lors, le taux des salaires montera.

Cependant les circonstances plus ou moins favorables au milieu desquelles la classe ouvrière se reproduit et se multiplie, ne changent rien au caractère fondamental de la reproduction capitaliste. De même que la reproduction simple ramène constamment le même rapport social, capitalisme et salariat, ainsi l'accumulation ne fait que reproduire, avec plus de capitalistes ou de plus gros capitalistes d'un côté, plus de salariés de l'autre. La reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation du capital est donc en même temps augmentation du prolétariat, des salariés transformant leur force ouvrière en force vitale du capital et restant ainsi, bon gré mal gré, les serfs de leur propre produit propriété du capitaliste.

Dans la situation que nous supposons, et qui est la plus favorable possible pour les ouvriers, leur état de dépendance revêt donc des formes plus supportables. Au lieu de gagner en intensité, l'exploitation et la domination capitalistes gagnent simplement en étendue à mesure qu'augmente le capital et, avec lui, le nombre de ses sujets. Il revient alors à ceux-ci une plus forte portion du produit net toujours grossissant, en sorte qu'ils se trouvent à même d'élargir le cercle de leurs jouissances, de se mieux nourrir, vêtir, meubler, etc., et de former de petites réserves d'argent. Mais, si un meilleur traitement de l'esclave, une nourriture plus abondante, des vêtements plus

propres et un peu plus d'argent personnel de côté, ne font pas tomber les chaînes de l'esclavage, il en est de même pour celles du salariat.

Il ne faut pas oublier, en effet, la loi absolue du mode de production capitaliste, qui est de fabriquer de la plus-value. Ce que l'acheteur de la force ouvrière se propose, c'est de s'enrichir en faisant valoir son capital, en produisant des marchandises contenant plus de travail qu'il n'en paye, et dont la vente réalise, dès lors, une portion de valeur qui ne lui a rien coûté. Que les conditions de la vente de la force ouvrière soient plus ou moins favorables, il est de la nature du salaire de mettre toujours en mouvement une certaine quantité de travail gratuit. L'augmentation du salaire n'indique donc, au mieux, qu'une diminution relative du travail gratuit que doit toujours fournir l'ouvrier; seulement cette diminution ne saurait jamais aller assez loin pour mettre en danger le système capitaliste.

Nous avons admis que le taux des salaires ait pu s'élever grâce à une augmentation du capital supérieure à celle du travail offert. Il n'y a alors, en effet, qu'une alternative. Ou les salaires continuent à monter, et ce mouvement étant motivé par les progrès de l'accumulation, il est évident que la diminution du travail gratuit des ouvriers n'empêche pas le capital d'étendre sa domination. Ou bien la hausse continue des salaires commence à nuire à l'accumulation, et celle-ci se met à diminuer; mais cette diminution même fait disparaître la cause première de la hausse, à savoir l'excès du capital comparé à l'offre de travail; dès lors le taux du salaire retombe à un niveau conforme aux besoins de la mise en valeur du capital, niveau qui peut être supérieur, égal ou inférieur à ce qu'il était au moment où la hausse des salaires a eu lieu.

Ainsi, le mécanisme de la production capitaliste surmonte de lui-même l'obstacle qu'il peut lui arriver de créer, même dans le cas où la composition du capital ne change pas. Mais la hausse des salaires est un puissant aiguillon pour pousser au perfectionnement du machinisme, et, par là, au changement dans la composition du capital qui doit amener une baisse des salaires.

La grandeur du capital ne dépend pas du chiffre de la population ouvrière.

Il faut bien saisir le lien entre les mouvements du capital en voie d'accumulation et les oscillations du taux des salaires qui s'y rapportent.

Tantôt c'est un excès en capital provenant d'une accumulation plus rapide, qui rend le travail offert relativement insuffisant et tend, par conséquent, à en élever le prix. Tantôt c'est un ralentissement de l'accumulation, qui rend le travail offert relativement surabondant et en rabaisse le prix. Le mouvement d'augmentation et de diminution du capital en voie d'accumulation, produit donc alternativement l'insuffisance et la surabondance relatives du travail offert; mais ce n'est ni un abaissement effectif du chiffre de la population ouvrière, qui rend le capital surabondant dans le premier cas, ni une augmentation effective de ce chiffre, qui rend le capital insuffisant dans le second.

Le rapport entre l'accumulation du capital et le taux de salaire, n'est que le rapport entre le travail gratuit, transformé en capital, et le supplément de travail payé qu'exige ce capital supplémentaire pour être mis en œuvre. Ce n'est point du tout un rapport entre deux termes indépendants l'un de l'autre, à savoir, d'un côté, la grandeur du capital, et, de l'autre,

le chiffre de la population ouvrière ; ce n'est, en dernière analyse, qu'un rapport entre le travail gratuit et le travail payé de la même population ouvrière.

Si la quantité de travail gratuit que la classe ouvrière rend et que la classe capitaliste accumule, augmente assez rapidement pour que sa transformation en nouveau capital nécessite un supplément extraordinaire de travail payé, en un mot, si l'augmentation du capital entraîne une plus forte demande de travail, le salaire monte et, toutes autres circonstances restant les mêmes, le travail gratuit diminue proportionnellement. Mais, dès que, par suite de cette diminution du surtravail, il y a affaiblissement de l'accumulation, une réaction survient, la partie du revenu qui se capitalise est moindre, la demande de travail se ralentit et le salaire baisse.

Le prix du travail ne peut donc jamais s'élever qu'entre des limites qui laissent intactes les bases du système capitaliste, et assurent la reproduction du capital sur une plus grande échelle. Et comment pourrait-il en être autrement là où le travailleur n'existe que pour augmenter la richesse d'autrui créée par lui ? Ainsi que, dans le monde religieux, l'homme est dominé par l'œuvre de son cerveau, il l'est, dans le monde capitaliste, par l'œuvre de sa main.

II. — *La partie variable du capital diminue relativement à sa partie constante.*

La hausse des salaires ne dépendant que du progrès continu de l'accumulation et de son degré de vitesse, il nous faut éclaircir les conditions dans lesquelles s'accomplit ce progrès.

« La même cause, dit Adam Smith, qui fait hausser les salaires du travail, l'augmentation du capital, tend à augmenter les puissances productives du travail, et

à mettre une plus petite quantité de travail en état de produire une plus grande quantité d'ouvrage. »

Comment s'obtient ce résultat ? Par une série de changements dans la manière de produire, qui mettent une quantité donnée de force ouvrière à même de mouvoir une masse toujours plus grande de moyens de production Dans cette augmentation par rapport à la force ouvrière employée, les moyens de production jouent un double rôle. Les uns, tels que machines, édifices, fourneaux, sont augmentés en nombre, étendue et efficacité pour rendre le travail plus productif ; tandis que les autres, matières premières et auxiliaires, augmentent parce que le travail devenu plus productif en consomme davantage dans un temps donné.

Dans le progrès de l'accumulation, il n'y a pas seulement augmentation quantitative des divers éléments du capital ; le développement des puissances productives, que ce progrès amène, se manifeste encore par des changements qualitatifs dans la composition technique du capital : la masse des moyens de production, outillage et matériaux, augmente de plus en plus en comparaison de la quantité de force ouvrière nécessaire pour les mettre en œuvre.

Ces changements dans la composition technique du capital agissent sur sa composition-valeur et entraînent une augmentation de plus en plus grande de sa partie constante aux dépens de sa partie variable ; de sorte que si, par exemple, à une époque arriérée de l'accumulation, il se transforme cinquante pour cent de la valeur-capital en moyens de production et cinquante pour cent en travail, à une époque plus avancée il se dépensera quatre-vingt pour cent de la valeur-capital en moyens de production et vingt pour cent seulement en travail.

Mais cette augmentation de valeur des moyens de

production n'indique que de loin l'augmentation bien plus rapide et plus considérable de leur masse ; la raison en est que ce même progrès des puissances du travail, qui se manifeste par l'augmentation de l'outillage et des matériaux mis en œuvre à l'aide d'une plus petite quantité de travail, fait diminuer de valeur la plupart des produits, et notamment ceux qui fonctionnent comme moyens de production ; leur valeur ne s'élève donc pas autant que leur masse.

Il faut, d'ailleurs, remarquer que le progrès de l'accumulation en faisant diminuer le capital variable relativement au capital constant, n'empêche pas son augmentation effective. Qu'une valeur-capital de 6.000 fr., je suppose, se divise, d'abord, moitié en partie constante, moitié en partie variable, et que plus tard, ayant atteint par suite d'accumulation le chiffre de 18.000 fr., la partie variable n'en forme plus que le cinquième, malgré sa diminution relative de la moitié au cinquième, cette partie variable s'est élevée de 3.000 fr. à 3.600 fr.

La coopération, la division manufacturière du travail, la fabrication mécanique, etc., en résumé les méthodes propres à développer les puissances du travail collectif, ne peuvent s'introduire que là où la production s'exécute déjà sur une assez grande échelle, et, à mesure que celle-ci s'étend, elles se développent davantage. Sur la base du salariat, l'échelle des opérations dépend, en premier lieu, de la grandeur des capitaux accumulés entre les mains d'entrepreneurs privés. C'est ainsi qu'une certaine accumulation préalable dont nous examinerons plus loin l'origine, devient le point de départ du mode de production capitaliste. Mais toutes les méthodes que ce mode de production emploie pour rendre le travail plus productif, sont autant de méthodes pour augmenter la plus-value ou le produit net, pour alimenter la source de l'ac-

cumulation. Si donc l'accumulation doit avoir atteint un certain degré de grandeur pour que le mode de production capitaliste puisse s'établir, ce mode de production hâte par contre-coup l'accumulation, dont le nouveau progrès, en permettant un nouvel agrandissement des entreprises, étend de nouveau la production capitaliste. Ce développement réciproque occasionne dans la composition technique du capital les changements qui en diminuent de plus en plus la partie variable, payant la force de travail, par rapport à la partie constante représentant la valeur des moyens de production employés.

Concentration et centralisation.

Chacun des capitaux individuels dont le capital social se compose, représente tout d'abord une certaine *concentration*, entre les mains d'un capitaliste, de moyens de production et de moyens d'entretien du travail; et, à mesure que l'accumulation se produit, cette concentration s'étend. En augmentant les éléments reproductifs de la richesse, l'accumulation opère donc en même temps leur concentration de plus en plus grande entre les mains d'entrepreneurs privés.

Tous ces capitaux individuels qui composent le capital social, parcourent les uns à côté des autres leur mouvement d'accumulation, c'est-à-dire de reproduction sur une échelle de plus en plus grande. Chaque capital s'enrichit des éléments supplémentaires résultant de cette reproduction, conserve ainsi, en s'agrandissant, son existence distincte, et limite le domaine d'action des autres. Donc, non seulement le mouvement de concentration se disperse sur autant de points que l'accumulation, mais la division du capital social en une foule de capitaux indépendants les

uns des autres, se maintient précisément parce que tout capital individuel fonctionne comme centre de concentration.

L'augmentation des capitaux individuels grossit d'autant le capital social. Mais l'accumulation du capital social résulte, non seulement de l'agrandissement successif des capitaux individuels, mais encore de leur augmentation en nombre, par la transformation, par exemple, en capitaux, de valeurs dormantes. De plus, de gros capitaux lentement accumulés se divisent, à un moment donné, en plusieurs capitaux distincts, par exemple à l'occasion d'un partage de succession dans des familles capitalistes. La concentration est ainsi traversée, et par la formation de nouveaux capitaux, et par la division d'anciens.

Le mouvement de l'accumulation sociale présente donc, d'un côté, une concentration de plus en plus grande entre les mains d'entrepreneurs privés des éléments reproductifs de la richesse, et, de l'autre, l'éparpillement et la multiplication des centres d'accumulation et de concentration.

A un certain point du progrès économique, ce morcellement du capital social en une foule de capitaux individuels, vient à être contrarié par le mouvement opposé, grâce auquel, s'attirant mutuellement, différents centres d'accumulation et de concentration se réunissent. Il y a alors fusion d'un certain nombre de capitaux en un nombre moindre, en un mot, il y a *centralisation* proprement dite. Examinons rapidement cette attraction du capital par le capital.

La guerre de la concurrence se fait à coups de bas prix. Le bon marché des produits dépend, toutes autres circonstances restant les mêmes, de la productivité du travail, et celle-ci dépend de l'échelle des entreprises. Les gros capitaux battent donc les petits. Nous avons vu ailleurs, chapitres XI et XIII, que plus le

mode de production capitaliste se développe, et plus augmente le minimum des avances nécessaires pour exploiter une industrie dans ses conditions régulières. Les petits capitaux se précipitent, par conséquent, vers les branches de la production dont la grande industrie ne s'est pas encore emparée, ou dont elle ne s'est emparée que d'une manière imparfaite. La concurrence y est des plus violentes, et se termine toujours par la ruine d'un bon nombre de petits capitalistes dont les capitaux périssent en partie et passent en partie entre les mains du vainqueur.

Le développement de la production capitaliste enfante une puissance tout à fait nouvelle, le crédit, qui, à ses origines, s'introduit sournoisement comme un aide modeste de l'accumulation, devient bientôt une arme nouvelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense appareil social destiné à centraliser les capitaux.

A mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'étendent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, se développent. Aussi, de notre temps, la tendance à la centralisation l'emporte plus qu'à aucune autre époque historique. Ce qui distingue avant tout la centralisation de la concentration, qui n'est que la conséquence de la reproduction sur une plus grande échelle, c'est que la centralisation ne dépend pas d'une augmentation réelle du capital social; les capitaux individuels dont celui-ci est l'ensemble, la matière à centraliser, peuvent être plus ou moins considérables, cela dépend des progrès de l'accumulation, mais la centralisation ne comporte qu'un changement de distribution des capitaux existants, qu'une modification dans le nombre des capitaux individuels composant le capital social.

Dans une branche de production particulière, la

centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés, ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée, elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital, entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes.

La centralisation ne fait qu'aider à l'œuvre de l'accumulation, en mettant les industriels à même d'étendre l'échelle de leurs opérations. Que ce résultat soit dû à l'accumulation ou à la centralisation, que celle-ci se fasse par le procédé violent de l'annexion, certains capitaux disloquant d'autres capitaux et s'enrichissant de leurs éléments désunis, ou que la fusion d'une foule de capitaux s'accomplisse par le procédé plus doucereux des sociétés par actions, etc., l'effet économique n'en restera pas moins le même. L'échelle étendue des entreprises sera toujours le point de départ d'une organisation plus vaste du travail collectif, d'un développement plus large de ses ressorts matériels, autrement dit, de la transformation de plus en plus grande de mouvements de production parcellaires et routiniers en mouvements de production socialement combinés et scientifiquement ordonnés.

Mais il est évident que l'accumulation, l'augmentation graduelle du capital au moyen de sa reproduction sur une échelle croissante, n'est qu'un procédé lent, comparée à la centralisation, qui, en premier lieu, ne fait que changer l'arrangement quantitatif des parties composant le capital social. Le monde se passerait encore du système des chemins de fer, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation, pour être en état de se charger d'une semblable besogne que la centralisation du

capital, au moyen des sociétés par actions, a accomplie, pour ainsi dire, en un tour de main.

Les gros capitaux créés par la centralisation se reproduisent comme les autres, mais plus vite que les autres, et deviennent, dès lors, à leur tour, de puissants agents de l'accumulation sociale. En grossissant, en rendant plus rapides les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable, ou occasionnent dans la demande de travail une diminution relativement à la grandeur du capital.

III. — *Demande de travail relative et demande de travail effective.*

La demande de travail effective qu'occasionne un capital, dépend, non de la grandeur absolue de ce capital, mais de la grandeur absolue de sa partie variable qui, seule, s'échange contre la force ouvrière. La demande de travail relative qu'occasionne un capital, c'est-à-dire, la proportion entre la grandeur de ce capital et la quantité de travail qu'il absorbe, est déterminée par la grandeur proportionnelle de sa partie variable relativement à sa grandeur totale. Nous venons de constater que l'accumulation qui fait grossir le capital social, réduit en même temps la grandeur relative de sa partie variable et diminue ainsi la demande de travail relative. Quel est maintenant l'effet de ce mouvement sur le sort de la classe salariée ? Pour résoudre ce problème, il est clair qu'il faut d'abord examiner de quelle manière une diminution dans la demande de travail relative réagit sur la demande de travail effective.

Soit un capital de 1,200 fr. ; la grandeur relative

de la partie variable est de moitié du capital entier. Si, celui-ci ne changeant pas, elle tombe de la moitié au tiers, la grandeur effective de cette partie n'est plus que de 400 fr. au lieu d'être de 600 fr. : tant qu'un capital ne change pas de grandeur, toute diminution de la grandeur relative de sa partie variable en est du même coup une diminution de la grandeur effective.

Le capital de 1,200 fr. est triplé, il devient de 3,600 fr. ; la grandeur relative de la partie variable diminue dans cette même proportion, c'est-à-dire est divisée par trois, et tombe alors de la moitié au sixième; sa grandeur effective sera de 600 fr. comme à l'origine, 600 étant le sixième de 3,600 comme la moitié de 1,200 : le capital changeant de grandeur, le fonds de salaire, malgré une diminution de sa grandeur relative, conserve la même grandeur effective, si cette diminution a lieu dans la même proportion que l'augmentation du capital entier.

Notre capital de 1,200 fr. double, il est de 2,400 fr.; la grandeur relative de la partie variable diminue dans une plus forte proportion que n'a augmenté le capital, elle tombe, par exemple, comme tout à l'heure, de la moitié au sixième, sa grandeur effective ne sera plus que de 400 fr. : si la diminution de la grandeur relative de la partie variable a lieu dans une plus forte proportion que l'augmentation du capital avancé, le fonds de salaire subit une diminution effective malgré l'augmentation du capital.

Ce capital de 1,200 fr., étant de nouveau triplé, est égal à 3,600 fr. ; la grandeur relative de la partie variable diminue, mais dans une plus petite proportion que n'a augmenté le capital ; divisée par deux tandis que le capital a été multiplié par trois, elle tombe de la moitié au quart ; sa grandeur effective monte à 900 fr. : si la diminution de la grandeur rela-

tive de la partie variable a lieu dans une plus petite proportion que l'augmentation du capital entier, le fonds de salaire éprouve une augmentation effective malgré la diminution de sa grandeur relative.

Ce sont là, à la fois, et les périodes successives que traversent les masses du capital social distribuées entre les différentes branches de production, et les conditions diverses que différentes branches de production présentent en même temps.

On a les exemples de fabriques où un même nombre d'ouvriers suffit à mettre en œuvre une quantité croissante de moyens de production; l'augmentation du capital provenant de l'augmentation de sa partie constante, fait donc, en ce cas, diminuer d'autant la quantité relative de la force ouvrière exploitée, sans en changer la quantité effective. On a aussi des exemples de diminution effective du nombre des ouvriers occupés dans certaines branches d'industrie, et de son augmentation en même temps dans d'autres branches, quoique, dans toutes, il y ait eu augmentation du capital engagé.

Nous avons indiqué, chapitre XV, les causes qui font que, malgré les tendances contraires, les rangs des salariés grossissent avec le progrès de l'accumulation. Nous rappellerons ici ce qui a trait à notre sujet.

Le même développement du machinisme qui occasionne une diminution non seulement relative, mais souvent effective, du nombre des ouvriers employés dans certaines branches d'industrie, permet à celles-ci de livrer une masse plus grande de produits à bon marché; elles poussent, de cette façon, au développement d'autres industries, celles auxquelles elles fournissent des moyens de production, ou bien celles d'où elles tirent leurs matières, instruments, etc., et elles forment autant de nouveaux débouchés pour le travail.

De plus, il y a des moments où les bouleversements techniques se font moins sentir, où l'accumulation se présente davantage comme un mouvement d'agrandissement sur la dernière base technique établie. Alors la loi suivant laquelle la demande de travail augmente dans la même proportion que le capital, recommence plus ou moins à opérer. Mais, en même temps que le nombre des ouvriers attirés par le capital atteint son maximum, les produits deviennent si abondants qu'au moindre obstacle dans leur écoulement le mécanisme social semble s'arrêter, le travail se ralentit, s'interrompt. La nécessité pour le capitaliste de l'économiser, enfante des perfectionnements techniques qui diminuent par la suite le nombre des ouvriers nécessaires. Et la durée des moments où l'accumulation favorise le plus la demande de travail, se raccourcit de plus en plus.

Ainsi, dès que l'industrie mécanique prend le dessus, le progrès de l'accumulation redouble l'énergie des forces qui tendent à diminuer la demande de travail relative, et affaiblit les forces qui tendent à augmenter la demande de travail effective. Le capital variable, et par conséquent la demande de travail, augmente avec le capital social dont il fait partie, mais il augmente en proportion décroissante.

La loi de population propre à l'époque capitaliste.

La demande de travail effective étant réglée non seulement par la grandeur du capital variable déjà mis en œuvre, mais encore par la moyenne de son augmentation continue (chapitre XXIV), l'offre de travail reste normale tant qu'elle suit ce mouvement. Mais quand le capital variable arrive à une moyenne d'augmentation inférieure, la même offre de travail qui était jusque-là normale, devient surabondante, de

sorte qu'une partie plus ou moins considérable de la classe salariée ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital, est maintenant superflue, surnuméraire. Comme ce jeu se répète avec le progrès de l'accumulation, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation qui va en augmentant.

Le progrès de l'accumulation et le mouvement, qui l'accompagne, de diminution proportionnelle du capital variable et de diminution correspondante dans la demande de travail relative, lesquels, nous venons de le voir, ont pour conséquence l'augmentation effective du capital variable et de la demande de travail suivant une proportion décroissante, ont enfin pour complément la création d'une surpopulation relative. Nous l'appelons « relative », parce qu'elle provient non d'une augmentation réelle de la population ouvrière, mais de la situation du capital social, qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses ouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut augmenter et diminuer d'une manière subite suivant les mouvements d'expansion et de contraction de la production.

En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa mise en retraite ou de sa transformation en surpopulation relative. Voilà la *loi de population* qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier. Chacun des modes historiques de la production sociale a sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a, par conséquent, qu'une valeur historique.

Formation d'une armée industrielle de réserve.

Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, crée nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient, à son tour, le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement complet. Cette surpopulation forme une armée de réserve industrielle appartenant au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins variables de travail la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible, indépendamment de l'augmentation naturelle de la population.

La présence de cette réserve industrielle, sa rentrée, tantôt partielle, tantôt générale, dans le service actif, puis sa reconstitution sur un cadre plus vaste, tout cela se retrouve au fond de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec le retour à peu près régulier tous les dix ans, en dehors des autres secousses irrégulières, de la même période composée d'activité ordinaire, de production excessive, de crise, et d'inactivité.

Cette marche singulière de l'industrie ne se rencontre à aucune des époques précédentes de l'humanité. C'est seulement de l'époque où le progrès mécanique, ayant jeté des racines assez profondes, exerça une influence prépondérante sur toute la production nationale; où, grâce à lui, le commerce extérieur commença à l'emporter sur le commerce intérieur; où le marché universel s'annexa successivement de vastes territoires en Amérique, en Asie et en Australie, où enfin les nations industrielles rivales furent devenues assez nombreuses; c'est de cette époque

seulement que datent les périodes renaissantes qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'une période et point de départ d'une autre. Jusqu'ici la durée de ces périodes est de dix ou onze ans, mais il n'y a aucune raison pour que ce chiffre se maintienne. Au contraire, on doit conclure des lois de la production capitaliste telles que nous venons de les développer, qu'il variera, et que les périodes iront en se raccourcissant.

Le progrès industriel qui suit la marche de l'accumulation, en même temps qu'il réduit toujours davantage le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse de plus en plus grande de moyens de production, augmente la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les puissances productives du travail et fait, par là, tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés, en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'enfant, un ouvrier américain par trois Chinois. Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires.

L'excès de travail imposé à la partie de la classe salariée qui se trouve en service actif, aux occupés, grossit les rangs des inoccupés, de la réserve, et la concurrence de ces derniers, à la recherche d'un emploi, contre les premiers, exerce sur ceux-ci une pression qui les force à subir plus docilement les ordres du capital.

Ce qui détermine le taux général des salaires.

La proportion différente suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative correspondant aux hauts et aux bas de la période industrielle, voilà ce qui détermine exclusivement les variations du taux général des salaires.

Au lieu de faire reposer l'offre du travail sur l'augmentation et la diminution alternatives du capital fonctionnant, c'est-à-dire sur les besoins momentanés de la classe capitaliste, l'évangile économiste bourgeois fait dépendre le mouvement du capital d'un mouvement dans le chiffre effectif de la population ouvrière. D'après sa doctrine, l'accumulation produit une hausse de salaires, laquelle fait peu à peu augmenter le nombre des ouvriers, jusqu'au point où ils encombrent tellement le marché que le capital ne suffit plus pour les occuper tous à la fois. Alors le salaire tombe. Cette baisse est mortelle pour la population ouvrière, elle l'empêche tout au moins de s'augmenter, si bien que, par rapport au nombre des ouvriers, le capital devient de nouveau surabondant, la demande de travail recommence à en dépasser l'offre, les salaires remontent, et ainsi de suite.

Et un mouvement de cette sorte serait possible avec le système de la production capitaliste ! Mais, avant que la hausse des salaires eût amené la moindre augmentation effective dans le chiffre absolu de la population réellement capable de travailler, on aurait vingt fois laissé passer le temps où il fallait ouvrir la campagne industrielle, engager la lutte et remporter la victoire ! Si rapide que puisse être la reproduction humaine, il lui faut, en tout cas, l'inter-

valle d'une génération pour remplacer des travailleurs adultes. Or, les profits des fabricants dépendent surtout de leur faculté d'exploiter le moment favorable d'une forte demande; il faut qu'ils puissent immédiatement, selon le caprice du marché, activer leurs opérations; il faut donc qu'ils trouvent là aussitôt des bras disponibles; ils ne peuvent pas attendre que leur demande de bras amène, au moyen d'une hausse des salaires, un mouvement de population qui leur procure les bras dont ils ont besoin. L'accumulation capitaliste ne saurait se passer d'une surpopulation ouvrière. L'expansion de la production à un moment donné, n'est possible qu'avec une armée de réserve aux ordres du capital, qu'avec un surcroît de travailleurs en dehors de l'augmentation naturelle de la population.

Les économistes confondent les lois qui régissent le taux général du salaire, et expriment des rapports entre le capital et la force ouvrière considérés tous deux dans leur ensemble, avec les lois qui distribuent, en particulier, la population entre les diverses branches d'industrie.

Des circonstances spéciales favorisent l'accumulation tantôt dans telle branche, tantôt dans telle autre. Dès que les profits dans l'une dépassent le taux moyen, de nouveaux capitaux s'y jettent, la demande de travail s'en ressent, devient plus forte et fait monter les salaires. Leur hausse attire une plus grande partie de la classe salariée à la branche d'industrie privilégiée jusqu'à ce que, par le fait de cette affluence continue, le salaire retombe à son niveau ordinaire ou descende plus bas encore. Alors l'envahissement de cette branche par les ouvriers va non seulement cesser, mais faire place à leur émigration en d'autres branches d'industrie. L'accumulation du capital produit bien une hausse des salaires; cette hausse, une

augmentation des ouvriers; cette augmentation, une baisse des salaires; et celle-ci enfin, une diminution des ouvriers. Mais les économistes ont le tort de proclamer comme loi générale du salaire, ce qui n'est qu'une oscillation locale du marché de travail, produite par le mouvement de distribution des travailleurs entre les diverses branches de production.

Duperie de la loi de l'offre et de la demande.

Une fois devenue le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail, la surpopulation relative ne lui permet de fonctionner qu'entre des limites qui ne gênent pas l'esprit de domination et d'exploitation du capital.

Revenons, à ce propos, sur une théorie que nous avons déjà mentionnée chapitre XV. Quand une machine déplace des ouvriers jusque-là occupés, les utopistes de l'économie politique prétendent que cette opération rend disponible en même temps un capital destiné à les employer de nouveau dans quelque autre branche d'industrie. Nous avons montré qu'il n'en est rien; aucune partie de l'ancien capital ne devient disponible pour les ouvriers déplacés, eux-mêmes deviennent, au contraire, disponibles pour de nouveaux capitaux s'il y en a. C'est maintenant qu'on peut apprécier combien est peu sérieuse cette prétendue « théorie de compensation ».

Les ouvriers déplacés par la machine et rendus disponibles, sont à la disposition de tout nouveau capital sur le point d'entrer en fonction. Que ce capital attire eux ou d'autres, l'effet qu'il produit sur la demande générale de travail restera toujours nul, si ce capital suffit juste pour retirer du marché autant de bras que les machines y en ont jetés. S'il en retire moins, le chiffre des inoccupés augmentera au bout du compte ;

enfin, s'il en retire davantage, la demande générale du travail ne s'augmentera que de l'excédent des bras qu'il attire sur ceux que la machine a repoussés. L'augmentation que, par suite de nouveaux capitaux en voie de placement, aurait éprouvée la demande générale de bras, se trouve donc en tout cas annulée jusqu'à concurrence des bras rejetés par les machines sur le marché.

Et c'est là l'effet général de toutes les méthodes qui contribuent à rendre des travailleurs surnuméraires. Grâce à elles, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, nous savons qu'elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés. Dans ces conditions, la loi de l'offre et de la demande de travail complète le despotisme capitaliste.

Aussi, quand les travailleurs commencent à s'apercevoir que leur fonction d'instruments de mise en valeur du capital devient plus incertaine, à mesure que leur travail et la richesse de leurs maîtres augmentent; dès qu'ils découvrent que la violence meurtrière de la concurrence qu'ils se font, dépend entièrement de la pression exercée par les surnuméraires; dès que, afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi « naturelle » de l'accumulation capitaliste, ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les inoccupés, aussitôt le capital et son défenseur attitré, l'économiste bourgeois, de crier au sacrilège, à la violation de la loi « éternelle » de l'offre et la demande.

IV. — *Formes diverses de la surpopulation relative.*

Bien que la surpopulation relative présente des nuances variées à l'infini, on y distingue quelques grandes catégories, quelques différences de forme très prononcées, la forme flottante, la forme cachée et la forme permanente.

Les centres de l'industrie moderne, ateliers mécaniques, manufactures, usines, mines, etc., ne cessent d'attirer et de repousser alternativement des travailleurs ; mais, en général, ils attirent plus à la longue qu'ils ne repoussent, de sorte que le nombre des ouvriers exploités y va en augmentant quoiqu'il diminue proportionnellement à l'échelle de la production. Là, la surpopulation existe à l'état flottant.

Les fabriques, la plupart des grandes manufactures, n'emploient les ouvriers mâles que jusqu'à l'âge de leur maturité. Ce terme passé, on en retient une faible partie et on renvoie régulièrement la majorité. Cet élément de la surpopulation augmente, à mesure que la grande industrie s'étend ; il faut au capital une plus grande proportion de femmes, d'enfants, de jeunes gens, que d'hommes faits. L'exploitation de la force ouvrière par le capital est, d'ailleurs, telle, que le travailleur est déjà usé à la moitié de sa carrière. Quand il atteint l'âge mûr, il doit faire place à une force plus jeune et descendre un échelon de l'échelle sociale, heureux s'il ne se trouve pas définitivement relégué parmi les surnuméraires. En outre, c'est chez les ouvriers de la grande industrie qu'on rencontre la moyenne de vie la plus courte. Ces conditions données, les rangs de cette fraction du prolétariat ne peuvent grossir qu'en changeant souvent d'éléments individuels. Il faut donc que les générations se renouvellent fréquemment. Ce besoin social

est satisfait au moyen de mariages précoces, et grâce à la prime que l'exploitation des enfants assure à leur production.

Dès que la production capitaliste s'empare de l'agriculture et y introduit l'emploi des machines, la demande de travail y diminue effectivement à mesure que le capital s'y accumule ; une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se transformer en population urbaine ou manufacturière. Pour que la population des campagnes se rejette comme elle le fait dans les villes, il faut que, dans les campagnes elles-mêmes, il y ait une surpopulation cachée dont on n'aperçoit toute l'étendue qu'aux moments où l'émigration se produit en grand des campagnes dans les villes. L'ouvrier agricole se trouve, par conséquent, réduit au minimum du salaire, et a déjà un pied dans la fange du paupérisme.

D'un autre côté, malgré cette surpopulation relative, les campagnes restent en même temps insuffisamment peuplées. Cela se fait sentir non seulement d'une manière locale, sur les points où s'opère un rapide écoulement d'hommes vers les villes, les mines, les chemins de fer, etc., mais encore généralement, au printemps, en été et en automne, aux époques où l'agriculture a besoin d'un supplément de bras. Il y a toujours trop d'ouvriers pour les besoins ordinaires, toujours trop peu pour les besoins exceptionnels et temporaires de l'agriculture.

La troisième catégorie de la surpopulation relative, la permanente, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations, en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait incertaines et honteusement inférieures au niveau ordinaire de la

classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux de salaire son minimum. Le soi-disant travail à domicile nous en fournit un exemple affreux. Cette couche qui se recrute sans cesse parmi les surnuméraires de la grande industrie et de l'agriculture, se reproduit elle-même sur une échelle croissante. Si les décès y sont nombreux, le chiffre des naissances y est très élevé. Un tel phénomène rappelle la reproduction extraordinaire de certaines espèces animales faibles et constamment pourchassées. « La pauvreté, dit Adam Smith, semble favorable à la génération. »

Enfin, le dernier résidu de la surpopulation relative, habite l'enfer du paupérisme. Sans compter les vagabonds, les criminels, les prostituées, les mendiants, et tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses, cette couche sociale se compose de trois catégories.

La première comprend des ouvriers capables de travailler; sa masse, grossissant à chaque crise, diminue à chaque reprise des affaires. La seconde catégorie comprend les enfants des pauvres assistés et les orphelins. Ce sont autant de candidats de la réserve industrielle, qui, aux époques de haute prospérité, entrent en masse dans le service actif. La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'œuvre de détail dont la division du travail avait fait leur seule ressource; puis ceux qui, par malheur, ont dépassé l'âge productif du salarié; enfin les victimes directes de l'industrie, malades, estropiés, veuves, etc., dont le nombre s'élève avec celui des machines dangereuses, des mines, des manufactures chimiques, etc.

Le paupérisme est la conséquence fatale du système capitaliste.

Le paupérisme est l'hôtel des invalides de l'armée du travail. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci, il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste.

Les mêmes causes qui développent avec la puissance productive du travail l'accumulation du capital, amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts matériels de la richesse. Mais plus la réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus augmente aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières.

L'analyse de la plus-value relative (quatrième section), nous a conduits à ce résultat : dans le milieu capitaliste, où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur mais le travailleur qui est au service des moyens de production, toutes les méthodes pour multiplier les ressources et la puissance du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ; tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur; ils font de lui un homme tronqué, parcellaire, ou l'accessoire d'une machine ; ils lui opposent, comme autant de pouvoirs ennemis, les puissances scientifiques de la production ; ils substituent au travail attrayant le travail forcé ; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait, de plus en plus pénibles, et

soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin ; ils transforment sa vie entière en temps de travail, et jettent sa femme et ses enfants dans les bagnes capitalistes.

Mais toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value, favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là. Il en résulte que, quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule ; de telle sorte qu'accumulation de richesse d'un côté, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation physique et morale, d'esclavage, de l'autre côté, du côté de la classe qui produit le capital même.

HUITIEME SECTION

L'accumulation primitive.

CHAPITRE XXVI

LE SECRET DE L'ACCUMULATION PRIMITIVE

I. Séparation du producteur et des moyens de production. — Explication du mouvement historique qui a remplacé le régime féodal par le régime capitaliste — II. Après y avoir été soumis par la force brutale, le travailleur finit par être de lui-même soumis à son exploitation. — III. Établissement du marché intérieur pour le capital industriel.

I. — *Séparation du producteur et des moyens de production.*

Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source d'un nouveau capital. Mais l'accumulation capitaliste suppose la présence de la plus-value, et celle-ci le mode de production capitaliste, qui, à son tour, dépend de l'accumulation déjà opérée, entre les mains de producteurs marchands, de capitaux assez considérables. Tout ce mouvement semble, par conséquent, tourner dans un cercle vicieux dont on ne saurait sortir sans admettre une *accumulation primitive* servant de point de départ à la production capitaliste au lieu de venir d'elle. Quelle est l'origine de cette accumulation primitive?

D'après l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asser-

vissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale qui l'ont toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle, au contraire, qui a de tout temps fleuri; il n'y aurait jamais eu d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, excepté matière à idylle. L'escamotage des biens des églises et des hôpitaux, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation terroriste de la propriété féodale en propriété moderne privée, telles sont les sources idylliques de l'accumulation primitive.

Si, dans le rapport entre capitaliste et salarié, le premier joue le rôle de maître et le dernier le rôle de serviteur, c'est grâce à un contrat par lequel non seulement le salarié s'est mis au service, et partant sous la dépendance, du capitaliste, mais par lequel encore il a renoncé à toute propriété sur son propre produit. Pourquoi le salarié fait-il ce marché? Parce qu'il ne possède que sa force personnelle, le travail à l'état de puissance, tandis que toutes les conditions extérieures requises pour donner corps à cette puissance, la matière et les instruments nécessaires à l'exercice utile du travail, le pouvoir de disposer des subsistances indispensables à la vie, se trouvent de l'autre côté.

La base du système capitaliste est, dès lors, la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Pour que ce système s'établisse, il faut donc que, en partie au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs qui les employaient à réaliser leur propre puissance de travail, et qu'ils soient déjà détenus par des producteurs marchands qui, eux, les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions

extérieures, d'avec les moyens de production, voilà le fin mot de l'accumulation primitive.

Explication du mouvement historique qui a remplacé le régime féodal par le régime capitaliste.

L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre.

Pour que le travailleur, le producteur immédiat, pût disposer de sa propre personne, il lui fallait d'abord cesser d'être attaché à une terre ou à une autre personne ; il ne pouvait non plus devenir libre vendeur de travail, apportant sa marchandise, la force de travail, partout où elle trouve un marché, sans avoir échappé au régime des corporations avec leurs maîtrises, leurs jurandes, leurs lois d'apprentissage, etc. Le mouvement historique qui transforme les producteurs en salariés, se présente donc comme leur affranchissement du servage et du régime corporatif. De l'autre côté, ces affranchis ne deviennent vendeurs d'eux-mêmes, que parce qu'ils y sont obligés pour vivre, que parce qu'ils ont été dépouillés de tous leurs moyens de production et de toutes les garanties d'existence offertes par l'ancien ordre des choses. L'histoire de leur expropriation n'est pas matière à contestation, elle est écrite dans l'histoire de l'humanité en lettres de sang et de feu ineffaçables.

Quant aux capitalistes entrepreneurs, ces nouveaux potentats avaient non seulement à déplacer les maîtres des métiers, mais aussi les détenteurs féodaux des sources de la richesse. Leur avènement se présente, à ce point de vue-là, comme le résultat d'une lutte victorieuse contre le pouvoir seigneurial avec ses privilèges révoltants, et contre le régime corporatif avec les entraves qu'il mettait au libre développement de

la production et à la libre exploitation de l'homme par l'homme. Le progrès a consisté à changer la forme de l'asservissement, l'exploitation féodale a été transformée en exploitation capitaliste.

II. — *Après y avoir été soumis par la force brutale, le travailleur finit par être de lui-même soumis à son exploitation.*

Ce n'est pas assez que, d'un côté, se présentent les conditions matérielles du travail sous forme de capital, et, de l'autre, des hommes qui n'ont rien à vendre sauf leur puissance de travail. Il ne suffit pas non plus qu'on les oblige par la force à se vendre volontairement.

La bourgeoisie naissante, et c'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive, ne pouvait se passer de l'intervention constante de l'État pour prolonger la journée de travail (chapitre X), pour « régler » le salaire, c'est-à-dire pour l'abaisser au niveau convenable, pour maintenir le travailleur au degré de dépendance voulu, le courbant sous le joug du salariat par des lois d'un terrorisme grotesque, dirigées dans l'ouest de l'Europe, vers la fin du XVe siècle et pendant le XVIe, contre le prolétariat sans feu ni lieu, contre les pères de la classe ouvrière actuelle, punis pour avoir été réduits à l'état de vagabonds et de pauvres, par suite, la plupart du temps, d'expropriation violente.

N'oublions pas que, dès le début de la Révolution française, la bourgeoisie osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi du 14 juin 1791, tout accord entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs, fut déclaré « attentatoire à la liberté et à la Déclaration des droits de l'homme », et punie

de l'amende et de la privation des droits de citoyen.

Avec le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs qui, grâce à l'éducation, aux habitudes transmises, subissent les exigences du régime économique aussi instinctivement que le changement des saisons. Dès que ce mode de production a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance; la présence constante d'une surpopulation relative maintient la loi de l'offre et de la demande du travail, et partant le salaire, dans des limites conformes aux besoins du capital; la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur. Parfois, on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception. Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des « lois naturelles » de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production.

III. — *Établissement du marché intérieur pour le capital industriel.*

L'expropriation répétée des cultivateurs, aidée par les lois sauvages contre les vagabonds, fournit violemment à l'industrie des villes, des masses de prolétaires, et contribua à détruire la vieille industrie domestique. Il nous faut nous arrêter un instant à cet élément de l'accumulation primitive.

Jadis la même famille paysanne façonnait d'abord, puis consommait directement, du moins en grande partie, les vivres et les matières brutes, fruits de son travail. De simples valeurs d'usage qu'elles étaient, devenues marchandises, ces matières brutes sont vendues aux manufactures et les objets qui étaient,

grâce à elles, façonnés à la campagne même, sont transformés en articles de manufacture auxquels la campagne sert de débouché. Dès lors, l'industrie domestique des paysans disparaît. Cette disparition peut seule donner au marché intérieur d'un pays, l'étendue et la constitution qu'exigent les besoins de la production capitaliste.

Pourtant la période manufacturière proprement dite ne parvient pas à rendre cette révolution radicale. Si elle détruit, en effet, dans certaines branches et sur certains points, l'industrie domestique, elle la fait naître sur d'autres. Elle donne lieu à la formation d'une classe de petits laboureurs, pour lesquels la culture du sol devient l'accessoire, et le travail industriel, dont l'ouvrage se vend aux manufactures soit directement soit par l'intermédiaire du commerçant, l'occupation principale. C'est la grande industrie qui sépare définitivement l'agriculture de l'industrie domestique des campagnes, en en arrachant les racines, le filage et le tissage à la main.

De cette séparation fatale datent le développement nécessaire des pouvoirs collectifs du travail et la transformation de la production morcelée, routinière, en production combinée, scientifique. L'industrie mécanique achevant cette séparation, c'est elle qui, la première, livre au capital tout le marché intérieur d'un pays

CHAPITRE XXVII

ORIGINE DU CAPITALISTE INDUSTRIEL

L'accumulation primitive s'est opérée par la force. — Régime colonial, dettes publiques, système protectionniste.

L'accumulation primitive s'est opérée par la force.

Il n'est pas douteux que beaucoup de chefs de corporation, d'artisans indépendants, et même d'ouvriers salariés, ne soient devenus d'abord des capitalistes en herbe, et que, peu à peu, grâce à une exploitation toujours plus étendue de travail salarié suivie d'une accumulation correspondante, ils ne soient enfin sortis de leur coquille capitalistes de pied en cap.

Cependant cette lente formation du capital ne répondait aucunement aux besoins commerciaux du nouveau marché universel créé par les grandes découvertes de la fin du xv[e] siècle. Mais le moyen âge avait transmis deux espèces de capital qui poussent sous les régimes d'économie sociale les plus divers, et même qui, avant l'ère moderne, occupent à eux seuls le rang de capital. C'est le *capital usuraire* et le *capital commercial.* Or, la constitution féodale des campagnes et l'organisation corporative des villes, barrières qui empêchaient le capital-argent, formé par la double voie de l'usure et du commerce, de se transformer en capital industriel, finirent par tomber.

La découverte des mines d'or et d'argent de l'Amé-

rique, l'enfouissement dans les mines de ses habitants réduits en esclavage ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en territoire de chasse pour la capture des nègres, voilà les procédés attendrissants d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. Aussitôt après éclate la guerre mercantile; elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française, et se prolonge jusqu'à nos jours en expéditions de pirates comme les fameuses *guerres d'opium* contre la Chine.

Des différentes méthodes d'accumulation primitive; régime colonial, dettes publiques, finance moderne, système protectionniste, etc., quelques-unes reposent sur l'emploi de la force brutale; mais toutes, sans exception, exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste, et d'abréger les périodes de transition. En effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail; la force est un agent économique.

Régime colonial, dettes publiques, système protectionniste.

Le régime colonial développa la navigation et le commerce. Il enfanta les sociétés marchandes, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges, et moyens puissants servant à la concentration des capitaux. Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes dont la facilité d'accumulation redoubla grâce au monopole du marché dans les colonies. Les

trésors directement extorqués, hors de l'Europe, par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par le pillage et le meurtre, retournaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital. De nos jours la supériorité industrielle indique la supériorité commerciale; mais, à l'époque manufacturière proprement dite, c'est la supériorité commerciale qui donne la supériorité industrielle. De là le rôle considérable que joua alors le régime colonial.

Le système des dettes publiques dont Venise et Gênes avaient au moyen âge commencé l'application, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique.

La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive, et le transforme ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Ceux qui prêtent à l'État, à dire vrai, ne donnent rien, car leur principal, transformé en effets publics d'une circulation facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation, la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme aux jeux de Bourse et à la souveraineté moderne de la finance.

Dès leur naissance, les grandes banques affublées de titres nationaux, ne sont que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtiennent, à même de leur prêter l'argent du public.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public qui en doit payer les intérêts annuels, le système moderne des impôts était la conséquence forcée des emprunts nationaux. Les emprunts qui permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, amènent à leur suite une élévation des impôts; d'autre part, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées, oblige les gouvernements, dans le cas de nouvelles dépenses extraordinaires, à recourir à de nouveaux emprunts. Le système fiscal moderne qui repose tout d'abord sur l'impôt des objets de première nécessité, et entraîne, par conséquent, la hausse de leur prix, se trouve donc porté par son mécanisme même à devenir de plus en plus lourd. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe, et elle exerce une action expropriatrice sur le paysan, l'artisan et les autres éléments de la petite classe moyenne.

La grande part qui revient à la dette publique et au système fiscal correspondant dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a poussé une foule d'écrivains à y chercher à tort la cause première de la misère des peuples modernes.

Le système protectionniste fut, à l'aide des droits protecteurs, des primes d'exportation, des monopoles de vente à l'intérieur, etc., un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de transformer en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abréger

de vive force le passage de l'ancien mode de production au mode moderne. Le procédé de fabrication de fabricants fut encore simplifié dans certains pays où Colbert avait fait école : la source enchantée d'où le capital primitif arrivait tout droit aux faiseurs, sous forme d'avance et même de don gratuit, fut souvent le trésor public.

Régime colonial, dettes publiques, dilapidations fiscales, protection industrielle, guerres commerciales, etc., prirent un développement gigantesque pendant la première jeunesse de la grande industrie.

En résumé, voilà comment s'est effectué le divorce du travailleur d'avec les conditions du travail, comment celles-ci se sont transformées en capital et la masse du peuple en salariés. Le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores.

CHAPITRE XXVIII

TENDANCE HISTORIQUE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE

Suppression, par la propriété capitaliste, de la propriété privée basée sur le travail personnel. — La transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale.

Suppression, par la propriété capitaliste, de la propriété privée basée sur le travail personnel.

Ainsi, ce qui est au fond de l'accumulation primitive du capital, au fond de sa formation historique, c'est l'expropriation du producteur immédiat, c'est la disparition de la propriété fondée sur le travail personnel de son possesseur.

La propriété privée, comme opposition à la propriété collective, n'existe que là où les instruments et les autres conditions extérieures du travail appartiennent à des particuliers; mais, selon que ceux-ci sont les travailleurs ou les non-travailleurs, la propriété privée change de face.

La propriété privée du travailleur sur les moyens de mettre en œuvre son activité productive, accompagne la petite industrie agricole ou manufacturière, et celle-ci constitue l'école où se forment l'habileté manuelle, l'adresse ingénieuse et la libre individualité du travailleur. Certes, ce mode de production se rencontre au milieu de l'esclavage, du servage et d'autres états de dépendance. Mais il ne prospère, il ne déploie toute son énergie, il ne revêt sa forme complète et

classique, que là où le travailleur est le propriétaire libre des conditions de travail qu'il met lui-même en œuvre, le paysan du sol qu'il cultive, l'artisan de l'outillage qu'il manie, comme l'artiste de son instrument.

Ce régime industriel de petits producteurs indépendants, travaillant à leur compte, suppose le morcellement du sol et l'éparpillement des autres moyens de production. Comme il en exclut la concentration, il exclut aussi la coopération sur une grande échelle, la division de la besogne dans l'atelier et au champ, le machinisme, la domination savante de l'homme sur la nature, le libre développement des puissances sociales du travail, l'accord et l'unité dans le but, dans les moyens et dans les efforts de l'activité collective. Il n'est compatible qu'avec un état de la production et de la société étroitement borné. Le perpétuer, si cela était possible, ce serait, comme le dit très bien Pecqueur, « décréter la médiocrité en tout ».

Mais, arrivé à un certain degré, de lui-même il engendre les agents matériels de sa dissolution. A partir de ce moment, des forces et des passions qu'il comprime, commencent à s'agiter au sein de la société. Il doit être, il est anéanti. Son mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et dispersés en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété minuscule du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur, voilà les origines du capital; elles comprennent toute une série de procédés violents, dont, en recherchant les méthodes d'accumulation primitive, nous n'avons passé en revue que les plus marquants.

L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un cynisme impitoyable qu'aiguillonnent

les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée basée sur le travail personnel, cette propriété qui soude, pour ainsi dire, le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, est supplantée par la propriété privée capitaliste fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat.

La transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale.

Dès que ce mouvement de transformation a décomposé de fond en comble la vieille société, que les producteurs sont changés en prolétaires et leurs moyens de travail en capital, que, enfin, le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses, alors la socialisation future du travail, ainsi que la transformation progressive du sol et des autres moyens de production en instruments socialement exploités, communs, en un mot l'élimination future des propriétés privées, va revêtir une nouvelle forme. Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une escouade de salariés.

Cette expropriation s'accomplit par l'action des lois de la production capitaliste elle-même, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. En même temps que la centralisation, expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent, sur une échelle toujours plus grande, l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, par conséquent l'économie des moyens de production, les relations de tous les peuples sur le mar-

ché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste.

A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, augmentent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et grâce à lui. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe va se briser. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs vont être à leur tour expropriés.

L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que la conséquence du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux évolutions de la nature. Elle tend à rétablir non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété fondée sur les progrès réalisés par la période capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production y compris le sol. Ce que, à mesure que la grande industrie se développe, la bourgeoisie capitaliste produit avant tout, ce sont ses propres fossoyeurs; son élimination et le triomphe du prolétariat sont également inévitables.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de

peines que n'en exigera la transformation en propriété sociale de la propriété capitaliste qui, de fait, repose déjà sur un mode de production collectif.

Dans le premier cas il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs; il s'agit dans le second de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse.

CHAPITRE XXIX

LA THÉORIE MODERNE DE LA COLONISATION

La nécessité des conditions que nous avons reconnues indispensables à l'exploitation capitaliste, apparaît clairement dans les colonies. — Aveux de l'économie politique.

La nécessité des conditions que nous avons reconnues indispensables à l'exploitation capitaliste, apparaît clairement dans les colonies.

Pour l'économie politique bourgeoise, il ne s'agit pas de savoir si tel ou tel fait est vrai, mais s'il est utile ou nuisible au capital. Elle cherche, par suite, à entretenir une confusion des plus commodes entre deux genres de propriété privée bien distincts : la propriété privée fondée sur le travail personnel et la propriété capitaliste fondée sur le travail d'autrui, oubliant avec intention que la dernière ne pousse que sur la tombe de l'autre.

Chez nous, dans l'Europe occidentale, l'accumulation primitive, c'est-à-dire, l'expropriation des travailleurs, est en partie achevée, soit que le régime capitaliste se soit emparé de toute la production nationale, soit que, là où les conditions économiques sont moins avancées, il agisse au moins indirectement sur les formes sociales qui persistent à côté de lui, mais tombent peu à peu avec le mode de production arriéré qu'elles comportent. Dans les colonies,

c'est-à-dire, là où se rencontre un sol vierge colonisé par des émigrants libres, il en est tout autrement.

Le mode de production et d'appropriation capitaliste s'y heurte partout contre la propriété fruit du travail personnel, contre le producteur qui, disposant des conditions extérieures du travail, s'enrichit lui-même au lieu d'enrichir le capitaliste. L'opposition de ces deux modes d'appropriation, que nie chez nous l'économie politique, s'y affirme par les faits, par la lutte.

L'économiste, quand il s'agit des colonies, entre dans la voie des aveux, et démontre qu'il faut ou renoncer au développement des puissances collectives du travail, à la coopération, à la division manufacturière, à l'emploi en grand des machines, etc., ou trouver des expédients pour avoir des travailleurs qui, privés des moyens de travail, soient forcés de se vendre, et forcés de se vendre dans les conditions de dépendance indispensables, des expédients pour fabriquer, en un mot, des salariés.

Il découvre que le capital n'est pas une chose, mais un rapport social entre les personnes, rapport qui s'établit par l'intermédiaire des choses. Un nègre est un nègre; ce n'est que dans certaines conditions qu'il devient un esclave. Telle machine, par exemple, est une machine à filer du coton; ce n'est que dans des conditions déterminées qu'elle devient capital. En dehors de ces conditions, elle est aussi peu capital que l'or par lui-même est monnaie; le capital est un rapport social de production.

L'économiste découvre encore que la possession d'argent, de subsistances, de machines et d'autres moyens de production, ne fait point d'un homme un capitaliste, à moins de ce complément qui est le salarié, à moins d'un autre homme forcé de se vendre volontairement : moyens de production et de subsis-

tances ne deviennent capital qu'en servant de moyens d'exploiter et de dominer le travail.

Le caractère essentiel de toute colonie libre est que chaque colon peut s'approprier une partie du sol qui lui sert de moyen de production individuel, sans que cela empêche les colons arrivant après lui d'en faire autant. Là où tous les hommes sont libres et où chacun peut acquérir à volonté un morceau de terrain, le travailleur est difficile à obtenir et, quand on l'obtient, très cher. Lorsque le travailleur peut accumuler pour lui-même, et il le peut tant qu'il est propriétaire de ses moyens de production, l'accumulation et l'appropriation capitalistes sont impossibles, la classe salariée dont elles ne sauraient se passer, leur faisant défaut.

La suprême beauté de la production capitaliste consiste, non seulement en ce qu'elle reproduit constamment le salarié comme salarié, mais en ce qu'elle crée des salariés surnuméraires ; elle maintient ainsi la loi de l'offre et de la demande du travail dans l'ornière convenable, les oscillations du marché ont lieu entre les limites les plus favorables à l'exploitation, la soumission si indispensable du travailleur au capitaliste est garantie, enfin ce rapport de dépendance absolue que, en Europe, l'économiste menteur travestit en le décorant emphatiquement du nom de libre contrat entre deux marchands également indépendants, l'un aliénant la marchandise capital, l'autre la marchandise travail, est perpétué. Dans les colonies la douce erreur économiste s'évanouit. Tel salarié d'aujourd'hui devenant demain artisan ou cultivateur indépendant, l'offre de travail n'est ni régulière ni suffisante. Cette transformation continuelle de salariés en producteurs libres, travaillant pour leur propre compte et non pour le compte du capital, s'enrichissant au lieu d'enrichir monsieur le capitaliste,

réagit en effet, d'une manière funeste sur l'état du marché du travail et, partant, sur le taux du salaire.

Aveux de l'économie politique.

Dans ces circonstances, non seulement le degré d'exploitation reste outrageusement bas, mais le salarié perd encore, avec la dépendance réelle, tout sentiment de docilité à l'égard du capitaliste. Aussi l'économiste Merivale déclare-t-il que « dans les colonies, cette dépendance *doit* être créée par des moyens artificiels. »

D'autre part, M. de Molinari, libre-échangiste forcené, écrit : « Dans les colonies où l'esclavage a été aboli sans que le travail forcé se trouvât remplacé par une quantité équivalente de travail libre, on a vu s'opérer la contre-partie *du fait qui se réalise tous les jours sous nos yeux. On a vu les simples travailleurs exploiter à leur tour les entrepreneurs d'industrie*, exiger d'eux des salaires hors de toute proportion avec la part légitime qui leur revenait dans le produit. »

Eh bien! mais, et la loi sacrée de l'offre et de la demande ? Si, en Europe, l'entrepreneur rogne sa part légitime à l'ouvrier, pourquoi ailleurs l'ouvrier, les circonstances l'aidant par hasard au lieu de lui nuire, ne rognerait-il pas la part de l'entrepreneur ? Allons, allons, un brin de secours policier à cette pauvre loi de l'offre et de la demande qu'on se permet de faire fonctionner librement.

Le secret découvert par l'économie politique de l'ancien monde dans le nouveau, et naïvement trahi par ses élucubrations sur les colonies, c'est que le mode de production et d'accumulation capitaliste, et par conséquent la propriété privée capitaliste, suppose l'anéantissement de la propriété privée fondée

sur le travail personnel ; c'est que sa base est l'expropriation du travailleur, puisqu'on ne peut avoir les salariés indispensables, soumis et disciplinés, qu'autant que ceux-ci ne peuvent pas travailler pour eux-mêmes, qu'autant, dès lors, qu'ils ne sont pas en possession des moyens de production.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE V. — CONTRADICTIONS DE LA FORMULE GÉNÉRALE DU CAPITAL

CHAPITRE VI. — ACHAT ET VENTE DE LA FORCE DE TRAVAIL

TROISIÈME SECTION

La production de la plus-value absolue.

CHAPITRE VII. — PRODUCTION DE VALEURS D'USAGE ET PRODUCTION DE LA PLUS-VALUE

CHAPITRE VIII. — CAPITAL CONSTANT ET CAPITAL VARIABLE

CHAPITRE IX. — LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

CHAPITRE X. — LA JOURNÉE DE TRAVAIL

CHAPITRE XI. — TAUX ET MASSE DE LA PLUS-VALUE

QUATRIÈME SECTION

La production de la plus-value relative.

CHAPITRE XII. — LA PLUS-VALUE RELATIVE

CHAPITRE XIII. — COOPÉRATION

CHAPITRE XIV. — DIVISION DU TRAVAIL ET MANUFACTURE

CHAPITRE XV. — MACHINISME ET GRANDE INDUSTRIE

CINQUIÈME SECTION

Nouvelles recherches sur la production de la plus-value.

CHAPITRE XVI. — PLUS-VALUE ABSOLUE ET PLUS-VALUE RELATIVE

CHAPITRE XVII. — VARIATIONS DANS LE RAPPORT DE GRANDEUR ENTRE LA PLUS-VALUE ET LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

CHAPITRE XVIII. — LES EXPRESSIONS DU TAUX DE LA PLUS-VALUE

SIXIÈME SECTION

Le salaire.

CHAPITRE XIX. — TRANSFORMATION DE LA VALEUR OU DU PRIX DE LA FORCE DE TRAVAIL EN SALAIRE

CHAPITRE XX. — LE SALAIRE AU TEMPS

CHAPITRE XXI. — LE SALAIRE AUX PIÈCES

CHAPITRE XXII. — DIFFÉRENCE DANS LE TAUX DES SALAIRES NATIONAUX

SEPTIÈME SECTION

Accumulation du capital

INTRODUCTION

CHAPITRE XXIII. — REPRODUCTION SIMPLE

CHAPITRE XXIV. — TRANSFORMATION DE LA PLUS-VALUE EN CAPITAL

CHAPITRE XXV. — LOI GÉNÉRALE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE

HUITIÈME SECTION

L'accumulation primitive.

FIN DE LA TABLE

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY — 5-1925.